

كندا من الوطن

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE N° 13921 - 4,50 F

MARDI 31 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION

Bien que perdant des voix au profit des communistes

Les socialistes espagnols conservent la majorité absolue

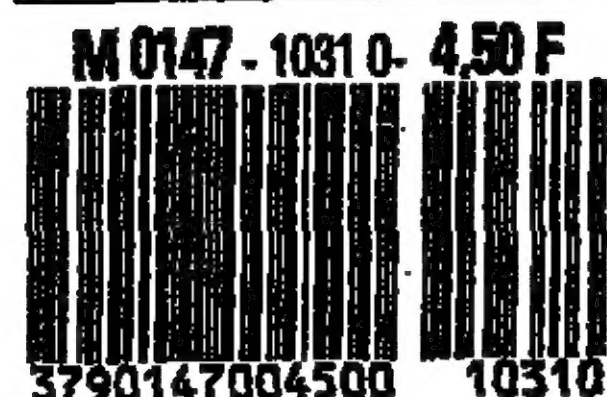
Pour la troisième fois...

M. FELIPE GONZALEZ a gagné son pari d'extrême justesse : les socialistes espagnols conservent — mais avec un siège seulement — la majorité absolue aux Cortès. Les risques étaient limités puisque ni à gauche ni à droite le chef du gouvernement n'effrayait de candidat crédible, et que, même minoritaire, face à une opposition divisée, son maintien au pouvoir était assuré. Aussi bien, d'ailleurs, le PSOE avait-il largement fondé sa campagne sur l'argument selon lequel il était seul en mesure d'assurer au pays la stabilité dont il a besoin, en particulier pour se préparer à l'échéance du marché unique européen de 1993.

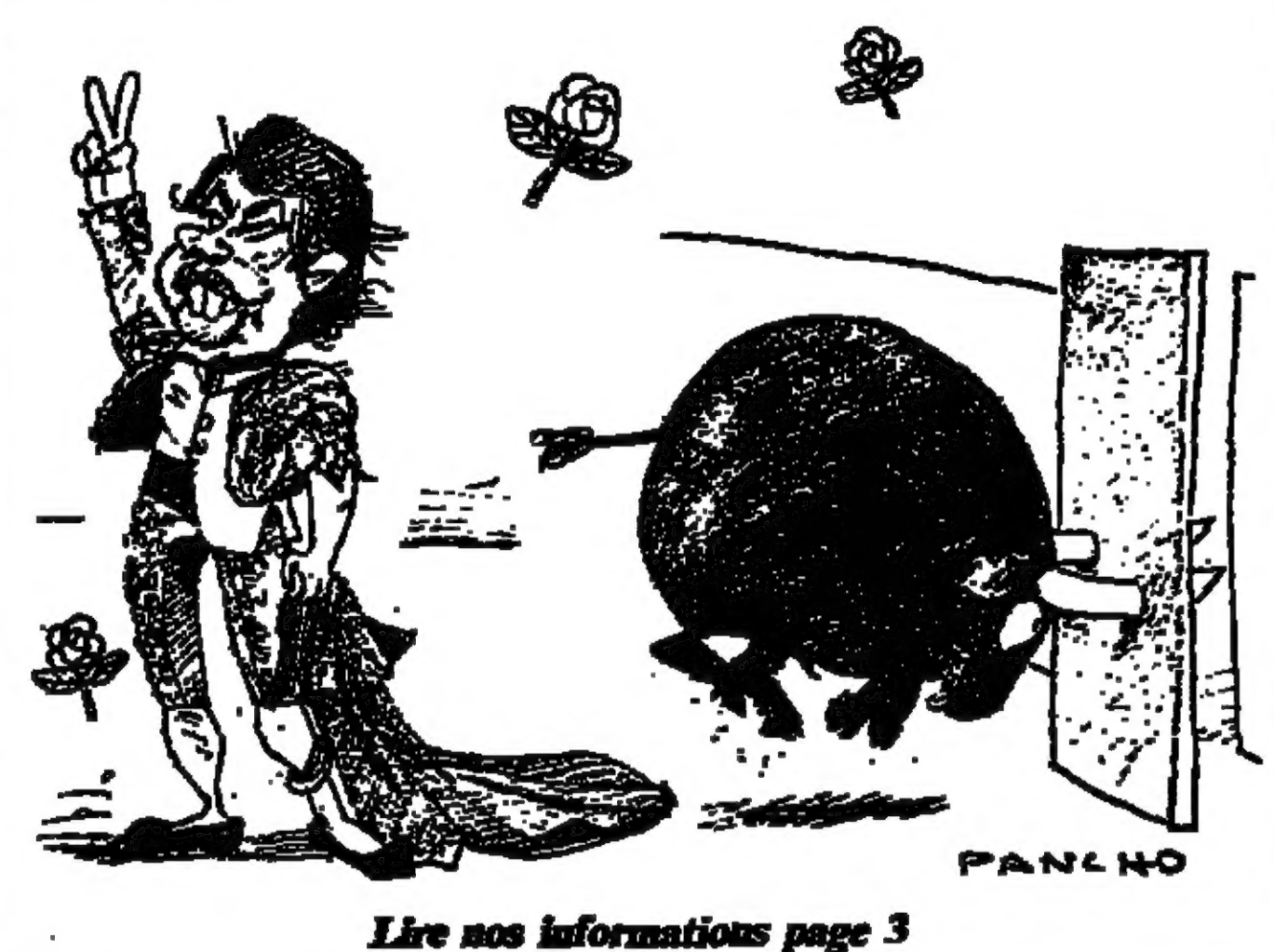
M. Gonzalez peut donc se féliciter de la confiance que, pour la troisième fois consécutive, les électeurs viennent de lui manifester. Les résultats du scrutin ne l'autorisent pour autant à aucun triomphalisme. Depuis sa première victoire en 1982, le PS espagnol a en effet perdu près de trois millions de voix, et, même si cette hémorragie ne l'a pas conduit à la défaite, elle témoigne d'une usure du pouvoir dont il faudra bien un jour tirer les conséquences. Devenu plus « centriste » qu'à ses origines, incarnant pour un nombre croissant d'Espagnols une certaine garantie de sécurité, le parti s'est indubitablement éloigné de son ancienne base ouvrière. On le savait déjà depuis le divorce intervenu entre le gouvernement et la grande centrale syndicale UGT d'obédience pour-tant socialiste.

MAIS l'un des enseignements les plus intéressants de la consultation de dimanche est que le glissement des voix s'est effectué au profit du Parti communiste, composante essentielle de la coalition de gauche unie, qui voit doubler, par rapport à 1986, la pourcentage des votes en sa faveur. Un exemple qui pourra prêter à réflexion pour d'autres PC européens, qui ne sont pas précisément sur la même voie... Si une recomposition du paysage politique s'amorce donc en Espagne — et pas seulement à gauche, car le bon comportement du Parti populaire (conservateur) est encourageant pour son jeune et nouveau leader, — M. Gonzalez n'en a pas moins les mains libres, comme il le souhaitait, pour poursuivre une politique de rigueur qui a porté d'incontestables fruits depuis sept ans, et fait aujourd'hui de l'économie espagnole, comme M. Gonzalez aime le souligner, l'une des plus performantes d'Europe, avec un taux de croissance de l'ordre de 5 %.

La tâche sera cependant lourde pour un premier ministre qui devra faire face à des revendications sociales au moins aussi aiguës que par le passé, et certainement encouragées par le succès électoral des communistes. S'y ajoutent, à en juger par le progrès ou l'émergence de multiples formations régionalistes — et pas seulement au Pays basque, des préoccupations de type nouveau sur les relations entre le pouvoir central et les régions. Parti « hégémonique », le PS espagnol pourrait être amené, s'il veut conserver ses chances dans quatre ans, à trouver les voies d'un nouveau type de dialogue avec ses interlocuteurs — sociaux ou « autonomistes ».



Pour la troisième fois consécutive depuis 1982, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a remporté la majorité absolue aux élections générales qui avaient lieu, dimanche 29 octobre. La formation de M. Felipe Gonzalez perd cependant huit sièges, et près de 5 % des voix par rapport à 1986. Ce recul paraît avoir essentiellement profité au Parti communiste, dont la représentation au Parlement fait plus que doubler.



Lire nos Informations page 3

Les manifestations à Prague

Craquements en Tchécoslovaquie

La police anti-émeutes a dispersé, samedi 28 octobre, dans les rues de Prague, plusieurs milliers de manifestants qui célébraient, au cri de « liberté », le sixième centenaire de la fondation de la République tchécoslovaque. Rude Pravo, l'organe du Parti communiste, a annoncé des poursuites judiciaires contre 149 des 355 manifestants interpellés.

Mais, au-delà de la répression et du refus du dialogue par un régime totalement figé, l'opposition tchécoslovaque voit dans la mobilisation croissante de l'intelligentsia et dans le flottement à la base du parti, à quelques mois de son prochain congrès prévu en mai, des signes supplémentaires de l'isolement du pouvoir.

Lire page 4 le reportage de Sylvia Kauffmann

Un violent séisme secoue la région d'Alger

23 morts, 300 blessés

La région située dans le nord de l'Algérie, entre Alger, Cherchell et Blida a été secouée, le dimanche soir 29 octobre, par un séisme de magnitude 5,7 sur l'échelle de Richter, suivi d'une première réplique de magnitude 4,5. Dans la matinée du 30 octobre, on avait dénombré 23 morts et près de 300 blessés.

Dans la même région, à Et-Asnam, un séisme comparable avait fait 3 500 morts en 1980.

ALGER
de notre correspondant

Il était 20 h 10 précises, dimanche 29 octobre, lorsqu'Alger s'est mise à trembler, en même temps qu'un sinistre craquement déchirait l'air. La première secousse, d'une magnitude 5,7 sur l'échelle de Richter, a jeté des milliers d'Algérois apeurés dans la rue. La frayeur commençait à peine à s'estomper qu'une deuxième secousse survint une vingtaine de minutes plus tard, d'une magnitude de 4,5 celle-là. La panique n'était pas loin. Des parents couraient, serrant leurs enfants contre eux. Des embouteillages commençaient à se for-

mer un peu partout, chacun tentant de s'éloigner le plus vite possible des immeubles. Mais où aller ? La raison, heureusement l'emportait et le calme revenait progressivement, même si de nombreux Algérois faisaient le choix de passer la nuit à la belle étoile.

Le choc principal et sa première réplique ont été suivis pendant deux heures d'une trentaine d'autres répliques plus faibles certes, mais sensibles.

La région comprise entre Cherchell et Tipasa, à environ 80 kilomètres à l'ouest d'Alger, a été le plus sévèrement touchée.

FREDERIC FRITSCHER

Lire la suite page 14 - section B

L'ANC sort de l'ombre

60 000 nationalistes noirs au stade de Johannesburg : une « répétition générale » avant la — probable — libération de Nelson Mandela

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Le tout nouveau stade de football de Soweto s'est littéralement mis à vibrer sous les trépidations de soixante mille personnes debout dans le toy-toy, le rythme révolutionnaire des townships, accompagné de halètements rauques. Toute une foule, ondulante, se balançant d'un pied sur l'autre, dans un élan qui a stupéfié les participants eux-mêmes.

Une immense ovation pour saluer la fin du discours de Walter Sisulu, héros parmi les héros de ces gigantesques retrouvailles, dimanche 29 octobre, avec leur peuple, des dirigeants du Congrès national africain

(ANC) récemment libérés. Un événement historique.

Peut-être le plus important rassemblement politique jamais vu en Afrique du Sud. En tout cas, le premier depuis l'interdiction, il y a presque trente ans, de l'organisation nationaliste. Quelque chose qui était totalement impensable il y a encore deux mois.

L'ANC sort de l'ombre. Pas officiellement certes, puisque la manifestation a été organisée par le Comité national de réception des prisonniers libérés, le 15 octobre. Le mouvement d'Olivier Tambo et de Nelson Mandela reste interdit, comme l'a rappelé, la semaine dernière, le gouvernement. Les autorités ont, néanmoins, donné leur feu vert à

ce rassemblement dans le but de tester la bonne volonté d'une organisation qualifiée de terroriste mais avec laquelle le chef de l'Etat, M. Frederik De Klerk, a manifesté le désir d'entamer le dialogue si elle se déclare en faveur de solutions pacifiques.

Néanmoins, cette fête fut bien celle de l'ANC et de son allié de toujours, le Parti communiste sud-africain (hors-la-loi depuis 1950) dont la bannière ornait la tribune officielle, sans parler des dizaines de drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau qui flottaient dans l'assemblée. Quelque chose a décidé-ment changé au pays de l'apartheid, où, auparavant, le communisme était l'ennemi qu'il ne fallait tolérer à aucun prix.

MICHEL BOLE-RICHARD

Lire la suite page 8

Le conflit des impôts et l'Etat archaïque

Outre des augmentations de salaires, les grévistes réclamaient des moyens de travail modernes. L'administration saura-t-elle s'adapter à ses nouvelles tâches ?

Que la grève des fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances, commencée il y a cinq mois dans les services des impôts, se termine rapidement ou qu'elle se prolonge, ici et là, ne changera plus grand-chose. Les pouvoirs publics sont allés au bout des concessions, en matière de rémunérations notamment.

Mais les fonctionnaires des finances auraient tort de s'estimer battus ou incompris : leur mouvement a atteint, peut-être même dépassé, leurs espérances. L'Etat sort, en effet, ébranlé du conflit. Ebranlé dans sa conviction d'avoir bien géré une longue période d'austérité, commencée au milieu de l'année 1982, et non encore achevée.

Non que les choix faits il y a sept ans d'un resserrement progressif des dépenses publiques et d'un freinage de l'augmentation des rémunérations soient restés ou même critiqués. Au contraire.

Le doute, qui ébranle la bonne conscience d'un Etat généralement peu enclin à se remettre en question, porte sur le contenu d'une modernisation et la durée d'une rigueur imposée sans limite dans le temps et qui, ces dernières années, se sont traduites, dans bien des cas, par une dégradation du service public.

Les grévistes ont beaucoup insisté — plus que les syndicats qui les représentent — sur leur attachement au service public et sur leur désarroi, parfois leur fureur, de voir celui-ci se détériorer, faute de moyens ; pas seulement des locaux plus spacieux, ou, simplement, plus propres, mais aussi tous ces moyens modernes de recherche, de transmission, de reproduction, de classement de l'information, que l'informatique et l'électronique rendent faciles et dont est maintenant abondamment doté le sec-

La menace des Khmers rouges

Inquiétude à Battambang dans l'ouest cambodgien page 6

La « rentrée » de M. Barre

« Si je censurais M. Barégovoy, je me censurerais moi-même » page 9

M. Marchais et le gouvernement

Le secrétaire général du PC réclame un « autre pouvoir » page 11

Ecoliers musulmans en Europe

Une même question des réponses différentes page 13 - section B

L'affaire Touvier

M. Arpaillange affirme qu'il était hostile à la grâce de l'ancien milicien, accordée par Georges Pompidou page 15 - section B

Allianz dans la Mixte

Le groupe d'assurances allemand autorisé à prendre 20 % dans le groupe de M. Fournier page 25 - section C

Les relations entre la CEE et le tiers-monde

Echec des négociations sur les nouveaux accords de Lomé page 25 - section C

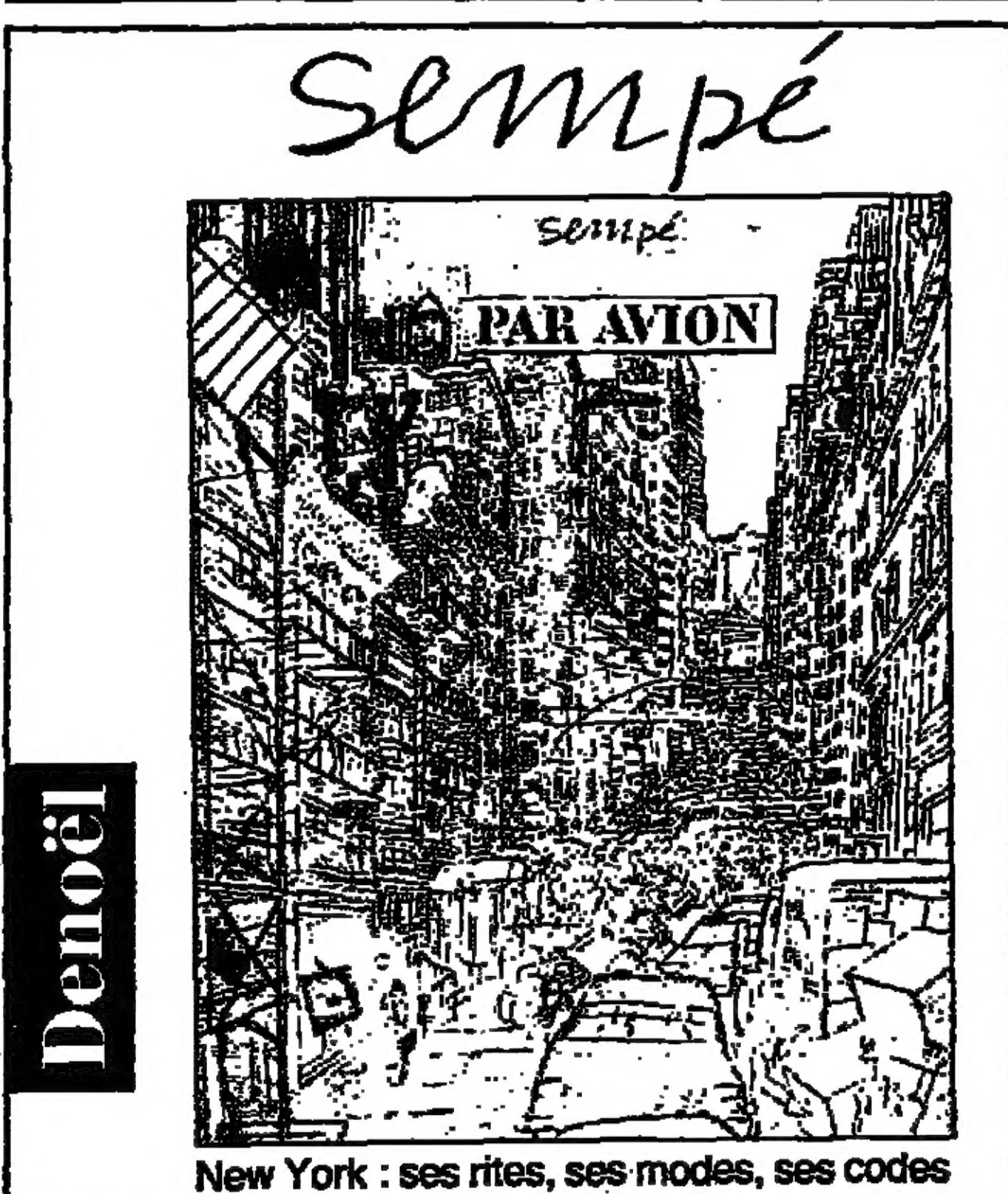
Assemblée de Lourdes

Les évêques élaborent un catéchisme pour adultes page 18 - section B

RÉGIONS

Une autoroute à travers la forêt d'Orléans

page 44 - section C
« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section C



New York : ses rites, ses modes, ses codes

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Danemark, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 160 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

TRAIT LIBRE

Afrique du Sud : un regard neuf



France

Rétablir l'équilibre de la société

par Alain Touraine

PENDANT plus de dix ans, à partir de l'ébranlement du système économique international, au début des années 70, la France a sacrifié l'investissement à une illusoire montée des salaires réels, mettant en danger son avenir, amorçant son déclin. Quelques voix courageuses, celle de Raymond Barre, puis celle de Jacques Delors, dénoncèrent cette politique irresponsable. Depuis 1985, le courage et la rigueur se sont imposés. L'investissement reprend, un coup d'arrêt est mis au recul de la recherche publique et, surtout, l'entreprise, longtemps ignorée ou méprisée, reçoit enfin l'attention et l'estime qu'elle mérite.

Mais le développement est toujours une combinaison d'investissement économique et de participation sociale. La France est-elle condamnée à passer d'un déficit d'investissement à un manque de participation sociale ?

Le temps n'est-il pas venu pour elle de se comporter enfin comme une grande nation industrielle, c'est-à-dire de mettre en œuvre, vite et bien, des politiques à la fois économiques et sociales, qui associent au progrès de la production, qui exige un progrès en quantité et en qualité des investissements — une amélioration des salaires, des conditions de vie et des relations de travail ?

Il faut donc associer progrès de la production et de la productivité et amélioration des salaires et des conditions de travail. Le problème se pose en des termes très différents dans le secteur privé et le secteur public. Dans le premier, la difficulté principale tient à la faiblesse des syndicats.

Chacun a noté que le laxisme salarial fut l'œuvre de la droite et la rigueur économique celle de la gauche. La Grande-Bretagne de Mme Thatcher confirme aujourd'hui les enseignements du gouvernement français de 1974-1976. La faible capacité de négocier

les syndicats crée la menace de crises sociales incontrôlables et pousse les entreprises à céder et à passer la note aux consommateurs sous forme d'inflation. Si l'Allemagne fédérale s'est si vite adaptée à la nouvelle conjoncture économique des années 70, c'est parce que l'Etat, les entreprises et les syndicats avaient négocié au niveau national. La faiblesse des syndicats, si souvent décrite, vient de ce qu'ils ont toujours été plus intéressés à proposer un contre-modèle de société qu'à augmenter leur propre capacité de négociation, qui suppose une certaine acceptation des cadres généraux de la société.

Agents de l'Etat

Du côté public, la difficulté est inverse : les statuts et l'absence d'autonomie des services publics et des administrations gênent la modernisation. L'information de masse de grands services administratifs n'a pas eu les effets qu'on pouvait prévoir sur l'emploi, et l'Etat ne s'est pas montré capable d'organiser la mobilité de sa main-d'œuvre, des secteurs qui doivent reculer vers ceux qui doivent progresser.

On est affligé de le voir prendre des mesures comme le non-remplacement général d'un agent sur trois ou quatre, ce qui ne gêne pas les services pléthoriques et étouffe ceux qui doivent être en croissance rapide, comme la recherche et les hôpitaux. Les difficultés à surmonter sont immenses. Le mauvais accueil fait par les enseignants à des projets limités de réforme l'a amplement démontré. Le corporatisme est le plus grand obstacle à l'amélioration des salaires et des conditions de travail dans le secteur public. Mais c'est à l'Etat que reviennent, forcément, ici les responsabilités principales.

A travers l'étrange expérience de la cohabitation, la France a renforcé l'équilibre de ses institutions politiques. Il lui manque encore, pour aborder dans de bonnes conditions la concurrence internationale, d'assurer l'équilibre de sa société, de savoir combiner progrès économique et progrès social.

Climat d'immoralité

Ce qui impose aussi d'en finir avec le climat d'immoralité qui s'est installé ces dernières années. Une société qui ne parle que d'argent accepte implicitement que s'accroissent les inégalités sociales, alors qu'il est urgent, en France, de les réduire. Les idées à la mode ne font de l'entreprise qu'un stratagème financier, et bien rares sont les voix qui, comme celle de M. Antoine Riboud, rappellent que dans la gestion d'une entreprise la négociation des demandes sociales a autant d'importance que la conquête des marchés internationaux.

Le déclin des anciennes idéologies et des grandes théories a fait qu'une grande partie des forma-

teurs de l'opinion, des intellectuels aux auteurs de téléfilms, font comme si seul l'intérêt individuel conduisait le monde.

La grande majorité des Français appuie un gouvernement qui se refuse à la facilité, qui connaît la fragilité de notre redressement économique et pense constamment à l'ouverture si proche du marché unique et au processus d'intégration monétaire et financière qui s'opère.

Mais elle attend aussi de lui aujourd'hui de nouvelles initiatives sociales, aussi étroitement liées que possible à des mesures de redressement économique. Mesures qui ne peuvent vaincre les résistances que si le gouvernement s'adresse à la nation pour lui faire comprendre les enjeux, les moyens et les étapes de l'action. Nul ne peut sous-estimer les difficultés d'une telle tâche ; mais celui qui aura le courage de l'entreprendre convaincra l'opinion et la classe politique elle-même de ses qualités d'homme d'Etat. Et si rien n'est entrepris, ou si l'échec est brutal, le pays entrera dans une phase d'agitation sociale et de déséquilibres de plus en plus dangereux.

Résistance

Témoignage pour Daniel Cordier

par Stéphane Hessel

Nous retrouvons le même engagement total, le même effacement de soi au profit des faits, dans l'enquête approfondie à laquelle Daniel Cordier a commencé à se vouer sur la vie et l'œuvre de Jean Moulin, trente-quatre ans après sa mort.

Documents irrefutables

S'appuyant sur des documents irrefutables, elle nous éclaire sur la famille, la formation, le cheminement intellectuel et politique du premier haut fonctionnaire à s'être mis à la disposition du général de Gaulle. Elle nous prépare à comprendre le rôle exceptionnel que ce jeune préfet, imbu des vertus républicaines, accepta de jouer dans la phase décisive de la conquête par de Gaulle de sa légitimité aux yeux des Alliés. Elle nous révèle comment, au cours de quelques conversations en octobre et novembre 1941, les deux hommes forgèrent la stratégie qui devait fonder cette légitimité sur l'allégeance de toutes les forces de la résistance intérieure au seul chef alors libre de l'incarner au grand jour.

Cordier s'est engagé dans cette minutieuse enquête parce qu'il avait été profondément choqué par les accusations calomnieuses portées contre Jean Moulin par un authentique héros de la Résistance, Henri Frenay, en 1977. Mais, partant de là, de même qu'en rejoignant à l'âge de dix-neuf ans la France libre, il ne souhaitait que servir sa patrie, de même en accumulant et dépouillant les dizaines de milliers de documents pour jeter toute la lumière sur le coordinateur de la Résistance il n'a voulu servir que sa nouvelle patrie, l'Histoire. Au profit de laquelle il a abandonné ce qui était sa patrie d'élection, la peinture.

A le voir plonger ainsi avec un acharnement qui ne nous étonnait pas de sa part, mais qui nous épouvantait quelque peu, dans la recherche historique à laquelle sa formation ne l'avait pas préparé, ses amis ne cachaient pas leurs craintes : irait-il jusqu'au bout ? Cette somme qui devenait d'année en année plus volumineuse serait-elle lisible ? Trouverait-elle un public ? Mais rien ne le déstabilisait de son projet, et à chaque étape, il découvrait de nouveaux trésors. Telle la figure tout à fait passionnante du père de Jean, Antonin Moulin.

Bref, c'est lui qui avait raison. Ecrivain non pour un public friand de mythes ou de coups fourrés, mais en vue d'une connaissance aussi scrupuleuse-

ment exacte que possible de la substance et de l'enchevêtrement des faits, Cordier ne redoutait pas de soumettre ses lecteurs à une longue épreuve. Ceux qui abordent ses six volumes dans cet esprit, ceux qui absorberont dès maintenant les trois cent trois pages de sa préface — résumé de tout l'ouvrage — y trouveront des réponses à bien des questions que les intermittences de la mémoire ont reléguées dans l'ombre à mesure que s'éloignaient les drames de la guerre et que la Résistance entrait dans la légende. Aux déformations des uns, aux omissions des autres il oppose l'irréfutable des faits et des documents. A la légende il préfère la vérité.

Frictions et clivage

Alors apparaissent des données trop souvent oubliées : le rôle de l'état-major du général de Gaulle, du BCRA, la faiblesse de ses moyens, les inévitables frictions entre services britanniques et France combattante. Et le clivage évident entre ceux de Londres et ceux de France. Clivage envenimé par la difficulté des communications, la lenteur des échanges, la pénurie des moyens de liaison, l'action dévastatrice de la Gestapo et des trahis.

D'un côté les agents de la France combattante, conscients d'avoir à convaincre à tout prix les alliés de donner leur confiance non à Pétain, non à Darlan, non aux ralliés tardifs de Vichy, mais à ce général au caractère ombrageux, au patriotisme exigeant, décidé à maintenir intact l'honneur national.

De l'autre des résistants héroïques, exposés aux dangers quotidiens de la clandestinité et de la répression, qui se sentaient investis d'une mission glorieuse pour laquelle ils ne recevaient pas, pensaient-ils, l'aide dont ils avaient besoin.

Ces obstacles à la compréhension mutuelle, Cordier, mêlé qu'il était dans une fonction cruciale à leur dépassement quotidien, nous en fait remarquablement comprendre la complexité. Et si, aux heures décisives de février-mars 1943, la Résistance enfin rassemblée a pu être pour de Gaulle la source irrefutable de sa légitimité et, donc, de l'honneur retrouvé de la France, c'est à Jean Moulin et à l'équipe qui l'entourait de son dévouement et de sa modestie que nous le devons.

► Stéphane Hessel est ambassadeur de France.

(1) Le Monde des 20 et 28 octobre.

Budget

Qui paie pour l'environnement ?

par Jacques Vernier

DE même que l'on peut regretter la modicité du budget français de l'environnement (0,06 % du budget national), certains de nos collègues parlementaires européens ont regretté la modicité du budget communautaire de l'environnement (0,2 % du budget européen). Or ces chiffres reflètent parfois mal l'ampleur des dépenses publiques réelles. En France, par exemple, les six agences de l'eau, véritable fer de lance du ministère de l'environnement en matière de lutte contre la pollution des eaux, ont à elles seules un budget 1989 de près de 4 milliards de francs, donc quatre fois supérieur à celui du ministère !

Mais puis-je surtout exprimer, avec force, que l'action des pouvoirs publics en matière d'environnement ne saurait se mesurer à l'aune de son budget « environnement ». Lors d'un colloque à la Sorbonne en juin dernier, un militant écologiste remarquait, comme pour s'en indigner, que le budget « environnement » de l'Etat français était inférieur au budget « environnement » d'une grande industrie chimique française qu'il avait citée. Je lui avais demandé

s'il n'y avait pas là, au contraire, matière à se réjouir. Car, enfin, un grand principe à toujours, me semblait-il, inspiré les défenseurs de l'environnement : « Qui pollue paie ». En conséquence, ce qui me paraît devoir être mesuré est l'ampleur des dépenses consenties par les communes, les industries, voire les particuliers pour la défense de l'environnement, pour lutter contre le bruit, la pollution des eaux, de l'air, des sols, la destruction des habitats naturels, etc.

Cinq actions

En fait, un ministère de l'environnement, filé à l'Etat français ou européen, est d'abord et avant tout un ministère de réglementation, obligant à faire et non pas faisant lui-même. Bien sûr, les pouvoirs publics ont besoin d'un budget (dont le montant n'est certes pas du tout indifférent) pour avoir au moins cinq types d'actions à proprement parler publiques :

1. — L'Etat (et l'Europe) doit contrôler la réglementation qu'il édicte. Nous manquons d'inspecteurs des sites ou d'inspecteurs des établissements polluants. A l'échelle européenne, ce n'est pas de l'absence de moyens financiers impor-

ter les Etats qui tardent à transcrire dans leur droit national les lois européennes pourtant obligatoires ;

2. — L'Etat (et l'Europe) doit mieux mesurer l'état de l'environnement et son évolution : mesures de la pollution des rivières, des plages, réseaux de mesure de la pollution de l'air, observatoires du patrimoine naturel doivent faire l'objet de financements accrus (au niveau européen, le projet CORINE entre dans ce contexte : « système coordonné d'informations sur l'état de l'environnement ») ;

3. — L'Etat (et l'Europe) doit intensifier ses recherches : il n'y a pas un seul des grands problèmes écologiques de l'heure (pluies acides, couche d'ozone, effet de serre, pollution des océans, etc.) où on ne se plaigne amèrement de nos maigres connaissances scientifiques. Ne lésions pas sur les programmes de recherche ! Au niveau européen, les programmes de recherche STEP (Sciences et technologies pour la protection de l'environnement) et EPOCH (climatologie et risques naturels), et dotés de moyens financiers importants, sont une heureuse et indis-

pensable initiative de la Communauté européenne ;

4. — L'Etat (ou l'Europe) a besoin bien sûr de bien gérer les patrimoines naturels dont il a la responsabilité ou dont il est même propriétaire. Les crédits accordés aux parcs nationaux ou au Conservatoire du littoral doivent être revalorisés ;

5. — L'Etat (ou l'Europe) peut être enfin amené à intervenir financièrement pour réparer les dommages antérieurs parfois massivement créés à l'environnement, lorsque les auteurs de ces dommages, les « pollueurs », ont disparu, ou sont inconnus, ou sont insolubles. Récupérer des bones et des sédiments pollués au fond d'un lac, nettoyer les sols souillés par des métaux lourds, éliminer des décharges sauvages, reconstruire des zones et des habitats naturels dégradés, le cas échéant prendre des mesures planétaires de sauvegarde, toutes ces missions de réparations peuvent être, assurément, de la responsabilité et du devoir des pouvoirs publics.

► Jacques Vernier est maire de Douai et secrétaire national du RPR à l'environnement.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvillier (1944-1968), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Corédacteur en chef : Claude Sales

Administrateur général : Bernard Worts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDIPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

دولت و ملت

EUROPE

Tchécoslovaquie: un nouvel avertissement pour M. Jakes

Des milliers de manifestants ont défilé samedi dans les rues de Prague pour réclamer des élections libres. Dimanche, la police les a dissuadés de recommencer...

PRAGUE

de notre envoyée spéciale

Il ne faisait pas bon avoir moins de vingt-cinq ans et le cheveu d'une longueur non réglementaire, dimanche 29 octobre, sur la place Venceslas à Prague. Les manifestants ont été dispersés par la police, mais un ordre précis, à la même heure au même endroit, avait transformé le centre de Prague en un foyer de protestation, d'où montaient les slogans « Liberté », « Jakes dehors », « Havel », « Masaryk » (1). « Elections libres... » Les meneurs sont en prison et l'ordre, mais un ordre précis, a repris ses droits jusqu'à la prochaine occasion, qui devrait être logiquement le vingt et unième anniversaire de la mort de l'étudiant Jan Palach, le 16 janvier prochain.

Le secrétaire général Milos Jakes et son équipe, dirigeants d'un régime issu de l'écrasement, en 1968, du « Printemps de Prague » par les chars soviétiques, doivent désormais affronter ce genre de manifestations à intervalles réguliers. Samedi 28 octobre, jour anniversaire de la création de la République tchécoslovaque de 1918, ils ont été cinq mille, six mille, dix mille peut-être à crier leur hostilité, davantage en tout cas que les fois précédentes.

A 15 heures pile - l'heure indiquée dans l'appel à manifester lancé par six groupes d'opposition - une partie de la foule de plus en plus compacte qui « circulait », malgré

les magasins fermés, place Venceslas, s'est massée au pied de la statue, en commençant à scander « Liberté ». Jaille d'un groupe de manifestants et signé du mouvement d'opposition HOS (Mouvement pour la liberté civique) une banderole rouge provoquant un éclat de rire général : « Nous ne permettrons pas la subversion de la République » - c'est un slogan officiel et le titre d'un récent éditorial vengeur de Rude Pravo, l'organe du parti.

Les manifestants auront dix minutes de liberté, dix minutes avant que la police anti-émeutes n'intervienne. Là aussi, il y a du nouveau : la tactique policière a radicalement changé. Alors que l'an dernier pour la même occasion, la place était fermée au public depuis la veille, les véhicules de la police et les canons à eau stationnés bien en évidence dans les rues voisines et les chiens policiers de sortie, cette fois-ci le dispositif policier était beaucoup moins impressionnant.

Moins violent aussi, il n'en a pas moins été d'une redoutable efficacité. Les policiers anti-émeutes, déployés subitement en très grand nombre, comme surgis de nulle part, ont repoussé la foule, à coups de matraque lorsqu'il le fallait, vers des rues adjacentes, fractionnant la masse des manifestants en petits groupes, interpellant des dizaines de personnes : 355 au total, précise l'agence officielle CTK, dont 17 étrangers, parmi lesquels deux journalistes hongrois. Au delà d'une rue, l'image d'un garçon de

dix-huit ans, emmené par deux policiers pas plus vieux que lui, agrippé à sa seule arme : un drapeau tchécoslovaque, dont les rues ont pourtant été officiellement pavées. « Voilà le communisme total, primitif », managé un homme d'une quarantaine d'années, qui observe le spectacle derrière une rangée de casques blancs.

Quelques centaines de personnes se regroupent devant l'hôpital Na Frimbsko, où est hospitalisé depuis jeudi, sous le garde de la police, le dissident Václav Havel - qui, contrairement à des informations données vendredi, ne semble pas avoir, en fait, quitté sa chambre. Son frère et sa belle-sœur seront d'ailleurs interpellés à leur tour et retenus pendant plusieurs heures alors qu'ils lui rendaient visite.

Un pouvoir qui panique

Selon un scénario maintenant bien connu, des groupes se reconstruisent ensuite dans la vieille ville, et jusque sur les bords de la Vltava. Place de l'Armée-Rouge par exemple, devant la faculté de philosophie, deux mille à trois mille manifestants se retrouvent peu avant 17 heures, bloquant la circulation et se dirigeant vers le pont qui conduit au château, siège de la présidence de la République, baigné d'une brume de décor de cinéma. « Symbolique », relèvera l'opposition Petr Uhl, qui réapparaît chez lui pour s'occuper de ses enfants après avoir appris l'interpellation de sa femme, Anna Sabatova. Ici les manifestants ne marchent pas sur le comité central, ils vont toujours au château, siège des rois de Bohême.

Mais, cette fois-ci non plus, ils n'arriveront pas à franchir le pont. Subitement, les véhicules jaunes et blancs déboulent, déversant des hordes de policiers, sous les applaudissements ironiques de la foule, qui siffle et crie « Gestapo ! » à chaque interpellation.

La foule, ce n'est pas seulement des jeunes, mais également des vieillards, des dames respectables, qui crient aussi fort que leurs petits-fils, et même quelques cadres en costume cravate. Une foule sans leaders, qui lance des slogans au hasard, qui ne saisis pas un seul pavé dans des rues qui, pourtant, n'en manquent pas, qui entame même parfois le dialogue avec les policiers. C'est aussi, comparé à celles de Leipzig ou de Budapest, une bien petite foule. « Pour la Tchécoslovaquie, c'est beaucoup, commente, déjà, un intellectuel, mais ce n'est toujours pas assez. Aux yeux du pouvoir, cela veut dire que le mécontentement est encore davantage à l'état de sentiment qu'à celui de passage à l'acte ».

Bref, des manifestants révoltés. Mais même cela n'est pas tolérable pour M. Jakes, dont le régime continue de stigmatiser invariablement ces « tentatives de déstabilisation ».

« Dans un sens, c'est triste à dire, mais nous sommes moins courageux que les Allemands de l'Est », observe-t-on le lendemain de la manifestation un artiste connu, qui s'était d'ailleurs gardé d'y participer... « Mais l'important, ce n'est pas le nombre de manifestants, l'important, c'est la pression des intellectuels qui s'intensifie. Et dans ce pays, traditionnellement, c'est l'intelligence qui a joué le rôle moteur ».

Outre la pression croissante de l'intelligence, y compris dans les milieux officiels, un autre signe encourage la plupart des analystes à penser que l'immobilisme de M. Jakes ne va pas durer indéfiniment : la baisse de moral au sein du Parti communiste, sensible jusque dans les discours et textes officiels.

Les discours officiels font état de difficultés croissantes sur le plan économique, ce qui constitue un signe très inquiétant pour le régime, dans la mesure où le niveau de vie relativement décent assuré jusqu'ici à la population lui permettait de contenir le mécontentement.

Le fruit est mûr, pense Obroda (Renouveau), groupe de quelques centaines d'anciens communistes exclus du parti après le « Printemps de Prague ». Dans un appel qu'il vient de lancer aux membres du PCT, ce mouvement, auquel appartient par exemple l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Jiri Hájek, appelle les vrais réformateurs à s'unir. « La réforme et le processus démocratique ne peuvent pas passer en dehors du parti », dit ce texte. La transition vers la démocratie n'est pas possible par le renversement du pouvoir actuel ni par la prise du pouvoir par l'opposition. L'expérience des forces démocratiques socialistes en Hongrie et en Pologne est précieuse. Nous voulons faire la démocratisation du pays avec vous, camarades ».

SYLVIE KAUFFMANN

(1) Premier président de la République tchécoslovaque.

RDA : la recrudescence des manifestations

Psychothérapie de groupe à Berlin-Est

Des dizaines de milliers de personnes se sont de nouveau rassemblées dans plusieurs villes de RDA au cours du week-end. A Berlin-Est, des responsables du parti et de la police ont participé à une réunion publique, au cours de laquelle ils ont dû affronter les questions les plus saugrenues.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Ce qu'il en sortira ? Personne ne le sait très bien encore, mais c'est à une véritable psychothérapie de groupe que se livre l'Allemagne de l'Est, où il n'est plus une ville sans manifestation. Pas une municipalité qui ne se fasse fort d'inviter ses concitoyens au grand débattage public. Pas un journal qui n'y consacre des pages entières. A Leipzig, un nouveau rassemblement était prévu pour lundi 30 octobre. Mais le record du week-end a été battu à Flauen, où quarante mille personnes s'étaient réunies, samedi après-midi, devant l'hôtel de ville. Plusieurs dizaines de milliers d'autres se sont rassemblés à Rostock, à Karl-Marx-Stadt, et bien d'autres villes encore.

Berlin-Est pouvait-il demeurer en reste ? Depuis le début des événements, la vitrine de la RDA a eu elle aussi ses manifestations, mais elle n'a jamais réuni les immenses foules des grandes villes du Sud. Ce dimanche 29 octobre, c'est le maire en personne, M. Ehard Krack, qui avait lancé l'invitation. Il était venu à plusieurs milliers - vingt mille, selon les organisateurs - devant l'hôtel de ville en bragues rouges et dans les trois salles du Palais des congrès, sur

l'Alexanderplatz. Sur le perron de la mairie, avaient pris place, autour du maire, de nombreux officiels, dont les chefs de file à Berlin-Est des différents partis officiels, le chef de la police en grand uniforme ou le président de l'Union des écrivains, M. Hermann Kant. Mais l'homme important était sans conteste le responsable du parti pour Berlin-Est, M. Günter Schabowski, membre du bureau politique, qui s'est confié, ces dernières semaines, comme étant l'un des chefs de file de la tendance réformatrice.

Un feu roulant de questions

D'emblée, le premier intervenant donne le ton du débat, prenant à partie M. Schabowski sur la prétention du Parti communiste à maintenir son rôle dirigeant. Pendant près de cinq heures, les responsables présents se verront ainsi confrontés à un feu roulant de questions sur les sujets qui hantent leurs concitoyens : du comportement du parti à celui de la police, du rôle des organisations communales dans l'enseignement à l'interdiction des groupes politiques, de la question des voyages à la revendication d'élections libres. A la moindre tentative d'échapper une question, le public manifeste son impatience. Un appel est lancé pour une minute de silence à la mémoire des fugitifs tués sur le « mur ». Des centaines de mains se lèvent immédiatement. En revanche, un appel au droit de grève suscite une nette réprobation.

Il y a là des gens venus de toutes les professions, de tous âges, des membres du parti, des militants d'opposition, des sans-partis. On se succède aux micros, et beaucoup déclinent leur nom, leur profession.

Plusieurs prennent la parole en s'efforçant comme militants de Neues Forum, le principal mouvement d'opposition. Plusieurs des responsables seront sur des chaises hautes, aucun n'échappera à l'autocritique. Souvent interrompu, le chef de la police, interrogé sur le comportement de la police lors des manifestations des 7 et 8 octobre, finit par s'excuser « des souffrances corporelles et morales » infligées. Le sujet ne sera épuisé qu'après la promesse du maître de l'instaurer une commission d'enquête. Le président de la commission de révision du parti, vieux militant de la lutte anti-nazie, déclenche des hutes de rires en affirmant : « Jusqu'à présent, je dois reconnaître que je pensais que tout était en ordre ».

Véritable maître de cérémonie, M. Schabowski a étudié bon nombre de questions, notamment une demande, très appréciée du public, de suppression de la Stasi, la police politique, en rappelant qu'il ne peut pas décider sur le champ. Il en a cependant profité pour signer son profil de réformateur en laissant ouverte la question de la légalisation de l'opposition, pour laquelle on pourra trouver « de nouvelles formes d'expression ». En affirmant aussi que « le combat continue à la direction du SED » sur les réformes à venir.

Le chef du parti à Berlin était d'ailleurs dimanche sur tous les fronts, recevant également le maire de Berlin-Ouest, M. Momper, venu d'inviter les visiteurs à une conférence religieuse, accompagné d'un des dirigeants du SPD ouest-allemand, M. Horst Ehmke. Signe des temps, les deux hommes se sont longuement entretenus, au cours de leur visite, avec des représentants de l'opposition.

HENRI DE BRESSON

DIPLOMATIE

Le « sommet des Amériques » confirme l'isolement du Nicaragua

SAN-JOSÉ

de notre correspondant en Amérique centrale

Le coup d'éclat du président nicaraguayen Daniel Ortega, menant vendredi 27 octobre de mettre fin au cessez-le-feu en vigueur dans son pays depuis 1988 du fait d'une recrudescence des meurtres attribués de la Contra armée, n'a pas troublé les retrouvailles de l'Amérique latine et des Etats-Unis les 27 et 28 octobre à San José. Le « sommet des Amériques », avait été convoqué pour célébrer le centenaire universel de l'avènement de la démocratie au Costa-Rica. Vingt-deux ans après la réunion de Punta-de-Este en Uruguay (qui avait été organisée par les Etats-Unis du président Johnson pour faire le point sur le plan de développement économique dénommé « Alliance pour le progrès », Washington et ses alliés latino-américains, qui avaient répondu à l'invitation du président Oscar Arias - ont réuni, selon M. George Bush, d'établir « une nouvelle relation fondée sur le respect mutuel ».

« L'attitude des Etats-Unis a beaucoup changé au cours des derniers mois », a reconnu le président Arias - ont réuni, selon M. George Bush, d'établir « une nouvelle relation fondée sur le respect mutuel ».

Six thèmes étaient à l'ordre du jour : démocratie, développement, dette externe, drogue, déboisement et désarmement. Les Etats-Unis ont toutes les raisons d'être satisfaits : les désaccords qui ont pu surgir sur les problèmes de la dette ou de l'ingérence des échanges ont été escamotés par les déclarations du président nicaraguayen.

M. Ortega a fait en effet l'annonce contre lui. Le président social-démocrate vénézuélien, M. Carlos Andrés Pérez, a aussi exprimé sa « profonde préoccupation », et a

invité son collègue à recourir aux mécanismes internationaux prévus dans le plan de paix pour l'Amérique centrale, en particulier à la force des Nations unies (ONUCA, en cours de constitution), qui sera chargée d'empêcher les infiltrations au Nicaragua des douze mille guérilleros installés dans des camps situés au Honduras.

L'opposition nicaraguayenne représentée à San José par M^{me} Violeta Chamorro, candidate à la présidentielle, voit dans les menaces du gouvernement sandiniste une tentative de remise en question des élections du 25 février prochain. « Ortega prend prétexte d'une aggravation de la situation militaire pour gêner nos déplacements dans les zones rurales où la population nous appuie de plus en plus massivement », a affirmé le candidat de l'opposition à la vice-présidence, M. Virgilio Godoy.

Les présidents latino-américains ont pris le parti de ne pas faire de déclarations publiques trop sévères à l'égard du Nicaragua, dans l'espoir de convaincre les sandinistes de revenir sur leur décision. Ainsi, l'Argentin, M. Carlos Menem, qui avait joué au tennis avec M. Bush samedi, a-t-il fait une escale dimanche dans la capitale nicaraguayenne. Un jugement sévère est également venu du public, nombreux et chaleureux, qui acclamait les cortèges lors de leurs déplacements : seul le président Ortega a été hué. Il a donc dû éviter des bains de foule que ses collègues, y compris M. Bush, ont pris à plusieurs reprises. Même le président d'extrême droite du Salvador, M. Alfredo Cristiani, s'était mêlé aux Costariciens massés sur la nouvelle « place de la Démocratie » où avait lieu la cérémonie de clôture. M. Ortega, quant à lui, s'était éclipié avant la manifestation pour rentrer à Managua.

BERTRAND DE LA GRANGE

(1) Quatre pays à gouvernement non démocratique n'avaient pas été invités : le Chili, Cuba, Haïti et Panama. Les chefs de quatre autres Etats ont invoqué un emploi du temps chargé pour ne pas faire le voyage : ceux du Mexique, du Paraguay, du Pérou et du Suriname. Le président du Guatemala, A. Irujo, a boudé le sommet, estimant que son collègue costaricien lui avait volé l'idée d'une telle rencontre.

CHINE : l'ancien président Nixon en visite privée

Pékin rejette sur Washington la responsabilité des mauvaises relations actuelles

Recevant à Pékin, samedi 28 octobre, l'ancien président Richard Nixon, en visite privée en Chine, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen a longuement insisté sur le fait que, « au moment où les relations sino-américaines traversaient une passe difficile et critique, il (M. Nixon) se rendait pour la sixième fois en Chine, fournissant ainsi une nouvelle preuve de ses qualités de visionnaire en matière politique, et de son courage ».

Les présentes difficultés bilatérales ne correspondent pas à ce que nous souhaitons et ne sont pas de notre fait », a poursuivi le ministre, pour ajouter : « Nous espérons sincèrement que le gouvernement américain prendra en compte l'ensemble de la situation et qu'il adoptera une attitude positive de manière à ce que les relations reviennent rapidement sur la voie d'un développement normal. » Ces relations sont à leur niveau le plus bas depuis que les Etats-Unis se sont joints à leurs partenaires occidentaux pour geler les ventes d'armes et les relations à haut-

niveau avec la Chine, après la répression sanglante du « printemps de Pékin ».

M. Nixon a publiquement souligné les dangers - à ses yeux - de voir les Etats-Unis épouser une attitude trop rigide vis-à-vis de Pékin, se démarquant ainsi de la ligne dure préconisée par le Congrès. L'ambassade des Etats-Unis à Pékin s'est refusée à commenter cette approche. Elle a toutefois rappelé que le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, avait déclaré que le président Bush prendrait connaissance avec intérêt de l'analyse que ferait M. Nixon à son retour.

Celui-ci devenu, depuis son pardon par le président Ford, une sorte d'émancipé grisé des administrations républicaines, vient de se voir consacrer un film documentaire rappelant les événements de Watergate, dans lequel M. Nixon, sans être réhabilité, voit son personnage considérablement adouci. Le film a été diffusé dimanche par la chaîne ABC, alors que M. Nixon effectuait sa visite en Chine.

Rome réagit avec virulence à la campagne lancée par Tripoli

Violente campagne libyenne contre l'Italie, tentative avortée d'une « marche sur Rome » de la part de centaines de Libyens, assassinat d'un Italien près de Tripoli : les relations entre les deux pays traversent une passe agitée qui a amené Rome à multiplier communications et mises en garde assurant le colonel Kadhafi de la « fermeté » avec laquelle le gouvernement italien répondra dorénavant à ses manifestations d'hostilité.

Deux événements ont amené Rome à réagir aux provocations du « guide de la révolution libyenne ». D'une part, les débordements auxquels ont donné lieu la tentative, par les Libyens, de fixer en Italie même le soixante-dix-huitième anniversaire de l'invasion italienne de la Libye (alors sous domination ottomane) (le Monde du 27 octobre), appuyés par des manifestations à Tripoli et des déclarations

virulentes du colonel Kadhafi exigeant le versement de « dédommagements ». D'autre part, le meurtre près de Tripoli d'un ressortissant italien, sur lequel le « guide » a ironisé vendredi en souhaitant, pour tout commentaire, que la victime ait eu une bonne assurance sur la vie.

Samedi, le gouvernement italien a vivement réagi à cette succession d'événements, assurant qu'il « répliquerait comme il conviendrait » à la campagne politique lancée par le colonel Kadhafi et exigeant « toute la lumière » sur l'assassinat de Roberto Ciccato. La police italienne a, en outre, dépêché trois représentants pour participer à l'enquête sur la mort du technicien de trente-cinq ans, tué de deux balles et dont le corps a été partiellement brûlé. (AFP, AP, Reuters.)

Ne commandez pas votre PEUGEOT 205 • 309 • 405 • 605 sans nous avoir rendu visite !

NEUBAUER PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21



AMÉRIQUES

Mexique : le crépuscule de « Don Fidel »...

Le premier bilan du président Salinas s'accompagne d'une remise en question d'un syndicalisme officiel ébranlé par la crise économique.

M. Carlos Salinas doit prononcer mercredi 1^{er} novembre le traditionnel « informe » par lequel les présidents du Mexique rendent compte, chaque année, à leurs compatriotes de l'état de la fédération. Le jeune chef de l'Etat pourra se montrer raisonnablement optimiste — alors qu'il avait commencé son mandat, le 1^{er} décembre 1988, dans des conditions plus que difficiles.

gamins — et pas seulement le président Salinas, âgé de quarante et un ans.

Politicien, M. Velasquez l'est lui-même éminemment du fait que la CTM est, avec la confédération des paysans (CNC) et celle des classes moyennes (CNOP), l'un des trois secteurs qui composent organiquement le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) au pouvoir depuis six décennies. Dès

de la CTM semblaient pourtant à leur zénith. Le président Echeverría (1970-1976) venait de s'avouer battu dans sa tentative de favoriser un syndicalisme « indépendant » — c'est-à-dire davantage dépendant de lui-même et moins du secrétaire de la confédération. Le boom pétrolier de 1978, au sortir de la première et très grave alerte économique de 1976, avait, en outre, conduit les syndicats à exiger — et

s'emporter contre « les patrons » rendus responsables de tout, adjuvant le gouvernement de faire montre de « davantage d'énergie » ; mais il ne dénonçait pas le pacte.

Dès lors, les reculs syndicaux se sont additionnés. Ainsi, depuis le début de la crise, des dizaines de conventions collectives ont-elles été révisées, y compris dans des branches réputées combattives, en vue de favoriser la « productivité » et

MEXICO

de notre envoyé spécial

Quelques frémissements suggèrent que le Mexique pourrait bientôt sortir du marasme où il est enlisé depuis le début des années 80. Naguère comme assommés par la baisse du pouvoir d'achat et la montée du chômage, les Mexicains se demandent-ils en haut lieu, ne vont-ils pas retrouver, avec l'embellie, une vive combativité ? Quant au mouvement syndical, se fera-t-il une jeunesse propre à le reconstruire dans sa qualité de pilier de la « révolution institutionnaliste » ? Ou bien les données de base du régime n'auraient-elles pas, avec la crise, été bouleversées au point d'obliger la Confédération des travailleurs (CTM) à reconsidérer sa position au sein d'un système politique qu'elle a bien servi plus d'un demi-siècle durant, mais avec lequel elle n'est plus sur la même longueur d'onde depuis qu'en 1985-1986 y a triomphé le néolibéralisme ?

L'histoire du syndicalisme mexicain se confond quasiment avec celle d'un homme : M. Fidel Velasquez, secrétaire — presque sans interruption depuis un demi-siècle — de cette CTM qui, avec ses quatre millions de membres revendiqués (et sans doute trois millions réels), est la principale centrale du pays. Né en 1901, « Don Fidel », comme on le dénomme, avait donc neuf ans lorsqu'éclata la révolution ; seize quand a été approuvée la Constitution reconnaissant, en son célèbre article 123, la protection de la main-d'œuvre ouvrière et agricole par la journée de huit heures, un salaire minimum, le droit de grève et celui de créer des syndicats ; vingt-deux ans lorsque, ancien commis de ferme, il constitua l'union des travailleurs du lait du district fédéral de Mexico ; trente quand fut publiée la première loi fédérale du travail réglementant les relations patrons-salariés ; trente-cinq lorsque, avec une demi-douzaine de camarades, il fonda la CTM ; quarante, enfin, lorsqu'il en devint le secrétaire général.

Le flic de la balance nationale

C'est dire que Don Fidel surclasse de loin son homonyme cubain (Fidel Castro) pour le titre de plus ancien homme public latino-américain ! Au Mexique, ce quasi-omnipotent règne évidemment tous les politiciens au rang de

lors, même si Don Fidel a en la suprême intelligence (à la différence de ses grands prédécesseurs Luis Morones ou Lombardo Toledano) d'éviter les tentations ministérielles ou présidentielles. Il aura été, des décennies durant, le flic de la balance nationale.

Il a été le « faiseur de rois » — celui sans l'aval de qui aucun aspirant à la direction du pays n'avait ses chances — et aussi l'homme sans le feu vert duquel aucun président installé ne pouvait déterminer sa politique économique. L'actuel ministre du travail, M. Arsenio Farrell, qui, en théorie, devrait voir en lui son principal adversaire, ne tient pas d'égards sur ce « grand patriote » et nous confesse volontiers, en riant, avoir beaucoup appris de ce « sac à malice ».

Or, depuis le début des années 80, la belle mécanique s'est grippée. Non que Don Fidel ait vieilli : les ans ne semblent avoir aucune prise sur cet homme droit comme un « i », fumant un éternel cigare, au visage impassible sous le casque des cheveux blancs. Dans les cercles officiels, on ne dit d'ailleurs pas, « lorsqu'il sera mort » pour évoquer l'inéluctable, mais : « s'il meurt... ». Pourtant, l'œuvre de Don Fidel est déjà, en un sens, dépassée. La contestation du personnage s'enfle, de droite et de gauche, même s'il est vrai que nul n'ose envisager de changement de son vivant (son numéro deux, M. Blas Chamuscado, n'est-il pas, d'ailleurs, lui-même nonagénaire ?).

Lorsque la crise économique a éclaté, en 1981-1982, les pouvoirs

ils l'avaient obtenu — un renforcement de l'emprise de l'Etat sur l'économie, et du contrôle, pourtant déjà très lourd, qu'ils exercent sur les travailleurs.

De cruelles déceptions

Mais les années 80 allaient apporter leur lot de déceptions cruelles. Tout d'abord, en 1981, M. de la Madrid fut choisi pour succéder par le président Lopez Portillo (1976-1982), contre le sentiment de la « vieille garde » syndicale et politique de la « révolution institutionnaliste », laquelle tenait ce sévère économiste pour un technocrate dénué de fibre sociale. Puis la crise financière, par quoi commença, en 1982, la débâcle, contraignit à une politique d'austérité jamais rapportée depuis.

Les leaders syndicaux y ont perdu une de leurs facultés traditionnelles : celle de négocier, avec le subtil appui du pouvoir politique, des augmentations (ou du moins des garanties) de salaires et des avantages divers. M. Velasquez, dès lors, a usé de toute sa capacité rhétorique : Oui, affirmait-il en substance, les sacrifices exigés sont inévitables, pour le bien du pays, et ils sont également temporaires. De fait, aucune grève générale, aucune « émeute de la faim » n'a marqué ces terribles années 80.

Mais un écueil plus préoccupant encore pour le syndicalisme mexicain a surgi récemment. Les ajustements conjoncturels étant apparus définitivement insuffisants au gouvernement de M. de la Madrid, celui-ci entreprit d'opérer un virage structurel. L'estime dans le CATT, le 1^{er} janvier 1986, signala que le pays avait choisi l'ouverture sur le marché mondial ; et la privatisation, en 1988, de la compagnie Aeromexico marqua, plus clairement encore que les centaines de dénationalisations de PME opérées depuis 1983, un tournant en faveur du « moins d'Etat ». La désignation, fin 1987, de M. Carlos Salinas, alors ministre du budget et défenseur résolu de la nouvelle orientation comme candidat à la présidence, confirma l'option néolibérale des instances supérieures du PRI.

C'était bien là une révolution contre cette « révolution » désormais fort mythique, dont M. Velasquez demeure le paladin un peu ambigu et l'ultime témoin encore en activité. Le leader de la CTM allait-il, dès lors, se révolter ? L'habitude, devenue chez lui seconde nature, de toujours « coler » au président, a été la plus forte : Don Fidel grogne, mais finalement se range. Le pacte de stabilité économique, en vigueur depuis la fin de 1987, se révèle-t-il très désavantageux pour les salariés, dont les rémunérations ne suivent pas les hausses de prix ?

Le chef de la CTM jure que les ouvriers « ne toléreront pas ça »,

la « flexibilité », deux maîtres-mots du moment. Cela se fait soit par la négociation lorsque les directions syndicales sont acquiescentes aux idées nouvelles (chez les *telefonistas* au printemps dernier), soit en mettant à profit une fermeture d'entreprise (cas des Fonderies de Monterrey en 1986), ou encore en utilisant une conjoncture politiquement favorable (comme lors de l'attaque menée *manu militari*, le 10 janvier, contre le groupe dirigeant des « pétroliers » du fameux « parrain » « La Quina »). Une nouvelle loi fédérale du travail pourrait bien, dans quelques mois, entrainer le nouvel état des choses.

Dans ce contexte d'offensive généralisée contre un pouvoir syndical à vrai dire souvent exorbitant, les réactions ont, à ce jour, été très limitées. Les dirigeants des organisations de travailleurs, il est vrai, sont très généralement tenus pour corrompus, tandis que la représentation autoritaire et corporatiste pratiquée par ces syndicalistes *charros* (1) est répudiée par un nombre croissant de Mexicains.

« Indépendants » et « dissidents »

En outre, de précédentes tentatives, dans les années 50 puis 70, de création d'instances de représentation des salariés indépendantes du système se sont très mal terminées pour leurs promoteurs — trahis tantôt par les *patroneros* de la CTM et tantôt par les pouvoirs publics eux-mêmes, dont l'arsenal répressif est à cet égard impressionnant. Une légitime prudence est, dès lors, de mise.

De modestes courants d'innovation sont pourtant perceptibles. Aujourd'hui on distingue volontiers, au Mexique, les « indépendants », qui se situent carrément hors du PRI, avec souvent des ponts vers les petits partis de la gauche plus ou moins extrême, et les « dissidents », qui se disent eux-mêmes volontiers « démocrates » — à l'instar de M. Teodoro Palomino, qui a dirigé au printemps dernier la grande grève des enseignants — et qui entendent conquérir le pouvoir au sein des organisations *privistas*, contre leurs directions actuelles tenues à bout de bras par le ministère du travail.

Pour l'heure, ces mouvements restent très dispersés. Mais ne pourraient-ils pas, à terme, se montrer sensibles à l'alternative nationaliste et populiste proposée par le Parti révolutionnaire démocratique de M. Cuauhtémoc Cárdenas, né dans la foulée de l'élection présidentielle chaudement disputée de 1988 ? C'est là l'une des évolutions les plus attentivement suivies par l'équipe du président Salinas.

JEAN-PIERRE CLERC

(1) Un *charro* désigne, littéralement, ce tapis qu'un interpose entre la selle et le cheval pour éviter que l'animal ne soit blessé.



PAN LINO

Philippe Alexandre
Paysages
de campagne

François Nourissier
En avant,
calme et droit
L'ère allemande
HEINRICH ROLL
Der Lacher

Le LIVRE de POCHE

FRANÇOIS NOURISSIER

En avant, calme et droit

PHILIPPE ALEXANDRE

Paysages de campagne

THIERRY PFISTER

Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes

MADELEINE CHAPSAL

Une saison de feuilles

JANINE BOISSARD

Croisière

FRANZ WERFEL

Les 40 jours du Musa Dagh

CLAUDE MAURIAC

Le Rire des pères dans les yeux des enfants

ANDRÉ FROSSARD

Le Crime contre l'humanité

ANTHONY BURGESS

Hommage à Qwert Yuiop

Biblio/Biblio-Essais

NAGUIB MAHFOUZ

Impasse des deux palais

PRIMO LEVI

Lilith

ELIAS CANETTI

La Conscience des mots

Lettres gothiques

Chanson de la croisade albigeoise
Tristan et Iseut

Langues modernes/bilingues

HEINRICH BOLL

Der Lacher

SAKI

The Seven Cream Jugs and Other Short Stories

Thriller

JACK HIGGINS

L'Irlandais

ASIE

Battambang sous la menace des Khmers rouges

Après la chute de Pailin le 23 octobre, l'inquiétude s'accroît dans la principale ville de l'Ouest cambodgien. A Phnom-Penh, lundi 30 octobre, le couvre-feu nocturne a été restauré. Il avait été levé en mai.

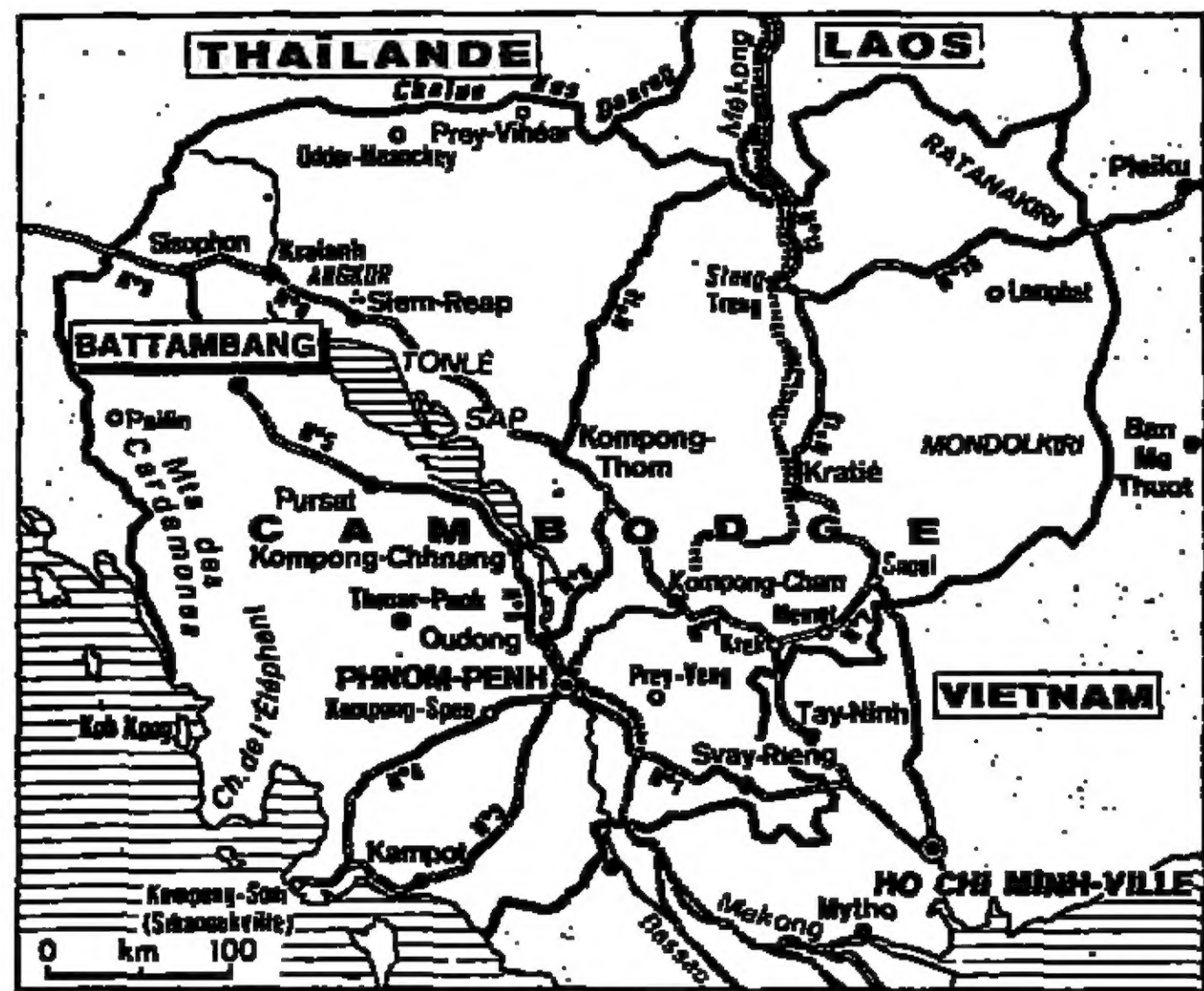
BATTAMANG
correspondance

Sans hésiter, dans un paysage uniformément plat et vert, l'officier montre la direction du Tonlé Sap : c'est de là que viennent les Khmers rouges. Plus précisément de la forêt de Prey Rômeam, un repaire inexpugnable en bordure du Grand Lac. Le poste de O'Sdas, d'où nous auscultons l'horizon au petit matin derrière une levée de terre, se situe lui à proximité de Battambang, en bordure de la route n° 5 qui vient de Phnom-Penh, et une compagnie de cent vingt hommes y stationne, équipée de canons lance-roquettes, d'un mortier et de trois mitrailleuses, qui s'ajoutent aux fusils de rigueur.

Avec deux autres compagnies, elle forme un bataillon chargé de surveiller une quarantaine de kilomètres de route entre Battambang et Moung, bourgade stratégique par les environs de laquelle circulaient les Khmers rouges, entre la montagne et leurs bases du Tonlé Sap. Surveillance de la route mais aussi de la voie ferrée qui lui est parallèle : c'est d'ailleurs là que sont généralement trouvées les mines posées par l'adversaire.

La « masse
perdue »

La route nationale numéro 5 donne en tout cas le ton de la situation dans l'ouest du pays. Il n'est pas conseillé de l'emprunter trop tôt le matin, et il faut encore sept heures pour parcourir les quelques



trois cents kilomètres séparant Phnom-Penh de Battambang : après Kompong-Chhnang, une succession de nids de poule et de trous inondés oblige à rouler le plus souvent au pas ; les petits ponts qu'enjambe la chaussée, gardés chacun par deux ou trois pauvres bogres en armes, sont presque tous à refaire.

Et le paysage traversé n'apparaît pas en meilleur état : les bourgades qui étaient en ruine il y a dix ans le sont toujours, la campagne ressemble trop souvent à une sorte de « no man's land » à l'abandon, et, si quelques belles maisons en bois semblent avoir survécu, l'essentiel de l'habitat rural, toujours sur pilotis, demeure constitué de palloches sans âge.

Battambang elle-même, littéralement la « masse perdue », ne dispose que de trois heures d'électricité par jour, de 18 h 30 à 21 h 30. Quand le branchement est effectué, il fait déjà bien sombre, et quand le courant est coupé, c'est la nuit noire et aussi le couvre-feu, depuis une demi-heure. Pour peu qu'il pleuve à verse et que le tonnerre gronde, l'atmosphère devient vite pesante, des claquements secs d'AK-47 ajoutant à l'ambiance. Mais ce ne sont que des soldats de la ville qui, dans la bonne vieille tradition khmère, tirent en l'air pour arrêter l'orage.

On est bien loin des lumières de Phnom-Penh. Presque aucune circulation n'anime la ville, qui s'étire sur la rive gauche du Stung Sangkê, un cours d'eau jaunâtre

descendant des environs de Pailin et filant vers le Tonlé Sap. Sison le grincement de quelque « remorque » — le taxi à pédales de l'ouest cambodgien. La gare végète dans l'attente du train de Phnom-Penh, qui peut arriver à partir de 15 heures. Et si le marché central propose depuis le printemps une gamme quasi complète de produits de nécessité courante, l'ancien quartier commerçant, qui a conservé alentour sa physionomie coloniale, apparaît quelque peu désolé.

La majeure partie des 88 300 habitants semblent s'être installés dans les maisons en bois des faubourgs nord et sud, autour des pagodes et à proximité des vergers d'agrumes ou de manguiers.

La province manque de trop de choses pour lutter efficacement, par exemple, contre l'illettrisme ou le paludisme, l'un des fléaux de cette région. Dans les pagodes, où chacun peut aujourd'hui prendre le froid librement, ne vivent que six à dix bonzes en moyenne, quand ils étaient vingt à trente auparavant. Et, surtout, l'agriculture reste fragile : à peine plus de la moitié de la surface cultivable en riz l'est effectivement.

Les Khmers rouges ont la réputation de pouvoir poser des mines n'importe où, pour peu que l'endroit soit à l'écart, en bordure des routes, des rizières, des forêts, et même des petits lacs où les paysans ont coutume de venir pêcher. Et ils peuvent toujours surgir après la moisson pour saisir la récolte. L'ancien grenier à riz du Cambodge est redevenu une zone frontalière.

Battambang avait retrouvé un semblant d'activité vers 1981, deux ans après le renversement du régime khmer rouge. Bicyclettes et motos rutilantes circulaient en ville, le marché attirait la foule et Battambang semblait de ce point de vue en avance sur Phnom-Penh. Mais la route de Bangkok a été fermée en 1983 et c'est aujourd'hui via Phnom-Penh qu'arrivent les importations thaïlandaises. S'il n'y avait un peu partout la « vidéo », comme à Phnom-Penh mais en plus modeste, et les séries de Hongkong devant lesquelles s'abîment les gamins de Battambang, l'état des lieux ferait plutôt penser à ce qu'ils devaient être au début des années 50.

« Les polpotistes
n'ont pas changé »

La plus grande ville de l'Ouest a quand même son fleuron : l'usine de la Sokjute, qui produit sa propre électricité et d'où devrait sortir

cette année quelque trois millions de sacs de jute. Créée comme société d'Etat en 1965, pour transformer une fibre poussant traditionnellement dans la province, cette entreprise moderne a dû repartir de zéro en 1979.

Une évidente inquiétude flotte en effet sur la petite ville. La richesse se cache, peut-être aussi pour ne pas attirer les desperados, jeunes à la dérive, estropiés souvent, qui « mendient » avec autorité. Le soulagement de savoir les troupes vietnamiennes reparties et la réorganisation se mêlent curieusement : l'histoire ne se répète certes jamais deux fois, comme le suggère un vieux bonze, mais le « régime génocidaire » et ses atrocités, cela ne s'oublie pas. D'autant que « les polpotistes n'ont pas changé », même si leur propagande dit le contraire, affirme le commandant Vann Sophatt, chef militaire adjoint de la province. La légitimité du régime repose plus que jamais sur le rejet radical des Khmers rouges.

HUGUES TERTRAIS

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi

(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.

Poste 4138

**BIENTÔT,
LES PHARMACIES DEVRONT
ADOPTER DES HORAIRES
DE BUREAU.
EN CAS DE BOBO,
ADRESSEZ-VOUS
AU GOUVERNEMENT.**

LES PHARMACIENS - AU SERVICE DU PUBLIC - LIBREMENT

Chaque jour, quand vous rentrez chez vous, vous êtes sûr de trouver une Pharmacie ouverte sur votre chemin : votre Pharmacie.

Cela parce que les 44.000 Pharmaciens d'officine français ont créé un Service Public tout en gardant leur volonté d'entreprendre. Mais aujourd'hui cet équilibre est menacé par la Bureaucratie. Dans un projet gouvernemental où l'esprit d'entreprise des Pharmaciens ne pourra plus s'exprimer. Et si les Pharmacies sont forcées d'adopter des horaires de bureau, les Français, en cas de bobo ou

d'ordonnance urgente, n'auront plus qu'à s'adresser au Gouvernement. Bien sûr, les Pharmaciens respectent l'Etat et sa volonté de maîtriser les dépenses de Santé. Ils y participent activement mais ils tiennent plus que tout à rester proches, disponibles et attentifs aux besoins des Français.

Le XX^e Siècle est un Siècle d'immenses progrès thérapeutiques. Peut-être en même temps celui de la régression du Service offert par les Pharmaciens ?

ENGAGEMENT PHARMACIEN

SYNDICAT NATIONAL DE PHARMACIENS D'OFFICINE

148, rue Legendre 75017 Paris
Contacts : (16) 35.23.22.29 - (16) 35.33.70.16

أشهر في العالم

هكذا في الأصل

ATARI CREE LE PLUS PETIT PC COMPATIBLE DU MONDE. 2 990 F.*



ATARI présente PORTFOLIO, le plus petit PC compatible du monde. Un micro-ordinateur de poche qui constitue une véritable révolution technologique. Vingt centimètres de long, moins de 450 g au creux de la main, spécialement conçu pour vous accompagner dans tous vos déplacements et répondre aux besoins de saisies de données sur le terrain.

UN VÉRITABLE COMPATIBLE. Architecturé autour d'un processeur 8088 Intel cadencé à 4,92 MHz, il fonctionne sous système d'exploitation compatible MS-DOS. Il dispose d'un clavier Azerty 63 touches compatible PC avec pavé numérique, d'un écran à cristaux liquides affichant 8 lignes par 40 colonnes (utilisable en mode fenêtre sur écran 25 lignes par 80 colonnes) et d'un lecteur de cartes mémoire format carte de crédit.

OUVERT SUR LE MONDE PC. De plus, un connecteur d'extension bus permet de relier PORTFOLIO à un PC de bureau et à de nombreux périphériques (imprimante, modem, lecteur code barre...). Ainsi il peut devenir un terminal et un outil de communication.



5 LOGICIELS EN STANDARD. Enfin, pour être immédiatement opérationnel PORTFOLIO est livré avec 5 logiciels de base et s'exprime en 3 langues (anglais, français, allemand). La calculatrice dotée de cinq mémoires. L'agenda qui fonctionne en mode calendrier et mode agenda avec alarme programmable pour rappeler chaque rendez-vous. L'éditeur de textes qui permet de saisir et charger des documents, faire des recherches, fusionner des documents, les imprimer sur une imprimante parallèle. Le carnet d'adresses incorporé qui permet de conserver et d'appeler automatiquement une centaine de noms, numéros de téléphone et adresses. Le tableur compatible Lotus 1.2.3. qui peut charger et utiliser les fichiers WKS créés dans Lotus. Il est donc possible de créer sur PORTFOLIO, lors d'un déplacement, un tableau et ensuite de le transférer dans Lotus 1.2.3. sur un PC de bureau.

ATARI PORTFOLIO, une véritable Bible de poche qui va faire de vous un vrai Dieu du business.

Pour plus d'informations : 36.15 code ATARI ou ATARI France, 79 avenue Louis Roche, 92238 Gennevilliers Cedex. Tél. : 47.33.77.14.

* Prix public conseillé.

ATARI
AVEC ATARI, ON EST TOUS DES DIEUX.

MS-DOS : Marque déposée de Microsoft Corp. Intel : Marque déposée d'Intel Corp. Lotus 1.2.3 : Marque déposée de Lotus Development Corp.

ASIE

CORÉE DU SUD : visite du chef de la diplomatie polonaise

Les relations avec les pays de l'Est se renforcent pas à pas

M. Krzysztof Skubiszewski, ministre polonais des affaires étrangères, est attendu, mardi 31 octobre, en Corée du Sud où sa visite devrait être l'occasion de l'établissement de relations diplomatiques entre Varsovie et Séoul.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

La réception organisée la semaine dernière par M. Kim Young-sam, président du Parti pour la réunification et la démocratie (opposition), en l'honneur d'une délégation de l'Institut soviétique de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), a rassemblé le tout Séoul politique (personnalités de l'opposition, députés du parti gouvernemental, membres du cabinet) et plusieurs « barons » de l'économie. Au point qu'un ancien haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères estimait en aparté : « C'est une sorte de reconnaissance de facto ».

Sans doute est-ce là le désir des Sud-Coréens. Mais les Soviétiques paraissent moins pressés. A plusieurs reprises au cours de son séjour à Séoul, le directeur d'IMEMO, M. Vladimir Martynov, a déclaré qu'il était prématuré de spéculer sur la date d'une éventuelle reconnaissance de la Corée du Sud par l'URSS mais que, en dépit de l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays, les liens économiques devaient se renforcer. « Je pense qu'il ne faut pas lier la question du rapprochement entre nos deux pays à celle de la reconnaissance croisée », a-t-il

notamment précisé, faisant allusion au scénario souvent envisagé d'une reconnaissance de la Corée du Sud par Moscou et par Pékin parallèlement à celle de la Corée du Nord par les Etats-Unis et par le Japon.

Le défilé à Séoul au cours de ces derniers mois d'importantes personnalités soviétiques (dont M. Kapitsa, ex-vice ministre des affaires étrangères, expert de l'Asie) témoigne certes de l'intérêt de Moscou pour la Corée du Sud. Mais le « flirt » coréo-soviétique, commencé à la faveur des Jeux olympiques de Séoul, semble avoir atteint un palier. Soucieux de ne pas froisser davantage Pyongyang, qui a tout lieu de se sentir abandonné par les « pays frères » de l'Europe de l'Est, Moscou préfère ne pas brusquer les choses.

Une page n'en paraît pas moins se tourner. Lors de sa visite en Hongrie à la fin de novembre, M. Roh Tae-woo entend déclarer que pour la Corée du Sud la « guerre froide » est terminée et que l'établissement de relations diplomatiques entre Budapest et Séoul est le symbole d'une ère de réconciliation et d'un ordre mondial transcendant les idéologies du passé.

Ce que l'on nomme à Séoul la « Nordpolitik », c'est-à-dire celle vis-à-vis des pays socialistes y compris la République populaire démocratique de Corée (RPDC), lancée le 7 juillet 1988 par le président Roh Tae-woo, a eu cependant jusqu'à présent des résultats mitigés. Elle s'est certes traduite par des succès diplomatiques : l'établissement de liens avec la Hongrie (dont l'actuel ambassadeur à Séoul était il y a un peu plus

d'un an en poste à Pyongyang...) et aujourd'hui avec la Pologne. Avant la fin de l'année, ce sera le tour de la Yougoslavie. Tant ce dernier pays que la Bulgarie, la Pologne et l'URSS ont déjà des représentations commerciales à Séoul.

Bien que les échanges économiques soient beaucoup plus importants entre la Corée du Sud et la Chine (3 milliards de dollars) qu'avec les pays de l'Est, Pékin est moins pressé que ces derniers et insiste pour que les relations avec Séoul n'aient pas de caractère officiel. Les négociations en vue de l'établissement de représentations commerciales dans les deux capitales ont d'ailleurs été suspendues. Mais une liaison maritime régulière entre Pusan et Shanghai (sans pavillon d'un pays tiers) n'en a pas moins été établie depuis septembre.

Les objectifs de la « Nordpolitik »

La Nordpolitik sud-coréenne a avant tout pour objectif de contraindre Pyongyang à reconnaître la Corée du Sud comme un Etat indépendant. Après une courte période de détente, l'ouverture en direction de la Corée du Nord, qui aux termes de la déclaration du 7 juillet devait être considérée à l'avenir comme un « partenaire » et non plus comme un « ennemi », le gouvernement a durci sa position et a tendu à repousser avec les méthodes répressives du passé.

Le récent accord entre les deux Corées sur le principe d'une équipe et d'un drapeau communs pour les Jeux asiatiques de Pékin en 1991 et une reprise de contacts informels entre Américains et Nord-Coréens

(visite à Pyongyang la semaine dernière d'un ancien membre du département d'Etat, M. Gaston Sigur, déclaration par l'ambassadeur de la RPDC à Pékin que son pays souhaitait avoir des relations officielles avec Washington) sont-ils des signes d'un assouplissement ? A Séoul, on est sceptique.

Le dialogue Nord-Sud se poursuit cependant au fil de contacts secrets entre Séoul et Pyongyang. Il a notamment été révélé (mais non confirmé officiellement) que M. Park Chul-on, ministre sans portefeuille et artisan de la « Nordpolitik », aurait rencontré il y a quelques mois de hauts responsables nord-coréens à Singapour et qu'il se serait même rendu à Pyongyang en septembre dernier lors du Festival de la Jeunesse.

Peu concluant jusqu'à présent en ce qui concerne le dialogue avec la RPDC, la « Nordpolitik » n'est pas davantage en matière économique. Les échanges avec l'URSS, qui se sont élevés en 1988 à 250 millions de dollars devraient doubler cette année mais ceux avec les pays de l'Europe de l'Est demeurent insignifiants (30 millions de dollars dans le cas de la Hongrie et 60 millions dans celui de la Yougoslavie).

On ne s'attend guère, pour l'instant, à une progression rapide des échanges avec l'URSS malgré les demandes pressantes (en investissements notamment) des Soviétiques. Séoul entend en effet tenir la dragée haute à Moscou, mettant comme condition à un développement substantiel des liens économiques une reconnaissance diplomatique.

PHILIPPE PONS

PROCHE-ORIENT

LIBAN : malgré le refus du général Aoun

Le comité arabe entend mener à bien l'élection présidentielle

BEYROUTH

de notre correspondant

M. Lakhdar Ibrahim, délégué du triumvirat arabe à Beyrouth, fait « comme si » l'élection présidentielle libanaise allait bien avoir lieu avant le 7 novembre, date limite fixée à la suite des assises interparlementaires de Taëf. Il a fait venir dix-sept officiers algériens, qui sont arrivés dimanche soir 29 octobre à Damas, et qui seraient suivis d'une vingtaine d'autres pour contrôler la sécurité autour de la villa Mansour lors de la séance-clé du Parlement.

M. Ibrahim devait tenter, lundi, une nouvelle démarche auprès du général Aoun, premier ministre en exercice dans le secteur chrétien, pour le persuader de renoncer à son refus de l'application du pacte de Taëf. Le général continue de tenir le même langage aux manifestants qui, tous les jours, défilent devant le palais présidentiel en ruine et représentent son principal soutien, tout l'établissement politique chrétien ayant pris position en faveur de l'application du processus convenu à Taëf. Il a même, dimanche, son conseil des ministres pour adopter « les mesures appropriées » en vue de faire face à la situation. La dissolution de la Chambre est sa principale arme. Il l'a brandie à plusieurs reprises en soulignant toutefois que ce n'est pas la seule.

M. Selim Hoss, son rival en secteur musulman, a naturellement dénié au général Aoun le droit d'y procéder, en soulignant que, même si l'on admettait la légalité de son pouvoir, le gouvernement détenu par l'intérim présidentiel qu'est celui du général Aoun n'a pas le droit de procéder à la dissolution de la Chambre.

De nombreux observateurs pensent que l'on semble se diriger tout droit vers la situation pleine de risques où un nouveau président de la

République serait élu — au Liban, mais pas nécessairement à la villa Mansour, siège provisoire du Parlement, si ce n'est la ligne de démarcation, — mais où le général Aoun refuserait de le reconnaître et garderait son pouvoir dans le réduit chrétien. Obligé de s'installer ailleurs, le président élu serait reconnu par les pays étrangers, à commencer par les cinq grandes puissances qui ont apporté leur caution aux accords de Taëf, ce qui entraînerait le départ du réduit chrétien des ambassades qui s'y trouvent pour s'y être repliées suite à la menace terroriste. Comme, pour la même raison, elles ne peuvent retourner à Beyrouth-Ouest, c'est à leur départ provisoire du Liban que l'on assisterait, le temps que la situation se décente et que le nouveau président aille son pouvoir.

Ce scénario a amené le patriarche maronite, Mgr Sfeir, à adresser une sévère mise en garde contre les dangers de l'épreuve de force qui se profile, tandis que, d'Alger, le ministre des affaires étrangères, M. Ghazali, adressait au général une mise en garde parallèle, estimant que « si Michel Aoun continue dans cette voie, il risque fort de s'isoler ».

Cela étant, s'il est le principal obstacle à l'application du pacte de Taëf, le général Aoun n'est pas le seul à le refuser. La visite, le week-end dernier à Damas, du ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, a mis en évidence que des délégués de MM. Berri (chite) et Jomblatt (druze) — ce dernier s'étant toutefois engagé à ne pas entraver l'application — et celui, encore plus catégorique, des intégristes musulmans du Hezbollah. Damas et Téhéran ne seraient pas sur la même longueur d'onde à ce sujet, sans pour autant être vraiment en conflit.

LUCIEN GEORGE

AFRIQUE

L'ANC sort de l'ombre

Suite de la première page.

« L'ANC vit. L'ANC est en tête ». Le slogan est répété tout au long de la journée. Il est partout, sur les tee-shirts, les badges, les autocollants. Le stade s'est drapé aux couleurs noir, vert et or de ce mouvement en lutte depuis soixante-dix-sept ans qui, de nouveau, de facto, pignon sur rue. Les t-shirts se sont vendus comme des petits pains. Tout cela sans la présence visible de policiers, dans l'ordre et la discipline, comme l'avaient exigé les organisateurs pour bien montrer que l'ANC est un mouvement responsable qui sait contrôler ses troupes.

Une foule tranquille

Les sept libérés auxquels s'est joint Govan Mbeki, sorti de prison en novembre 1977, et dont l'assignation à résidence a été levée pour une semaine, ont pénétré sur le stade, précédés d'un groupe de vingt « soldats » en uniforme beige, drapeau de l'ANC à l'épaulette, marchant au pas de l'oise. Les huit hommes ont fait le tour du terrain sous les vivats, au cri de « Mayibuye » (retour). La foule a répondu « Y Africa » (en Afrique). Ces « braves » étaient abrités du soleil par des parapluies aux couleurs de la COSATU, la centrale syndicale noire. Des dignitaires anti-apartheid suivaient. Winnie Mandela dans son uniforme des jours de combat, bérêt noir sur la tête, l'épouse d'Albert Lutuli, ancien président de l'ANC, Murphy Morobe, porte-parole du Mouvement démocratique de masse (MDM) et Cyril Ramaphosa, secrétaire général du syndicat des mineurs noirs, menaient la danse.

La foule se lève, le poing dressé, et entonne l'hymne national Nkosi sikelele i Africa

(« Dieu sauve l'Afrique »). Les nombreux diplomates présents sont aussi debout. Pour Cyril Ramaphosa, la preuve est là que « le gouvernement a échoué dans sa tentative de nous faire tomber dans l'oubli ». Oliver Tambo lui-même, interdit de parole en Afrique du Sud, s'adresse à la foule par personne interposée. « Frederick De Klerk peut finir comme faiseur de paix dans notre pays. Mais s'il continue d'entretenir l'illusion qu'il peut perpétuer l'apartheid par la force, il se condamnera lui-même à disparaître pour toujours dans les brumes profondes de l'Histoire », lance-t-il.

Après les messages de soutien venus du monde entier et notamment du Parti socialiste français, Ahmed Kathrada rappelle qu'il a prononcé son dernier discours public... en 1962. Cet Indien qui a rejoint le Parti communiste à l'âge de quatorze ans, fait remarquer qu'il n'a jamais été question de « jeter les blancs à la mer », et, puisqu'ils se disent africains, il leur demande de « s'identifier au peuple de ce continent ».

Répétition générale

Alors que des sièges commencent à se vider et que la lassitude s'empare des supporters, Walter Sisulu, l'ancien secrétaire général de l'ANC, d'une voix hésitante, demande l'intensification des sanctions et indique qu'il n'est pas question d'abandonner « de façon unilatérale la lutte armée » tant qu'un certain nombre de préconditions ne sont pas remplies. « Le gouvernement, dit-il, n'a fourni aucune indication qu'il était sérieux à propos des négociations ». Le nom de Umkhonto We Sizwe (la lance de la Nation), la branche armée de l'ANC, soulève à chaque fois des applaudissements. Deux

Noirs se promènent dans les travées avec des AK 47 factices, de simples morceaux de bois taillés en forme de fusil.

La presque totalité de la foule est noire, tranquille. Malgré le rappel des troupes et les quelques trois cents autobus qui ont amené du pays tout entier les militants, le plein n'a pas été fait.

Il y avait des vides dans ce stade de soixante-quinze mille places. Il s'agit certes d'un succès, mais Soweto toute proche ne s'est pas déplacé en masse. Ce ne fut pas la marée humaine espérée. Murphy Morobe a parlé de « répétition générale » avant le grand jour, celui de la libération de Nelson Mandela.

La démonstration d'un vaste rassemblement, sans incident, pouvait avoir lieu à ce stade. La politique des petits pas du nouveau chef de l'Etat se met en place. Un impatient dans la foule brandissait, néanmoins, un écriteau : « On en a assez des têtes chauves (De Klerk et Botha), on veut un président avec des cheveux (Nelson Mandela) ».

MICHEL BOLE-RICHARD

EN BREF

AFGHANISTAN : roquettes sur Kaboul : seize morts. — Treize roquettes se sont abattues, dimanche 29 octobre, sur la capitale afghane. Quatre personnes ont été tuées et quatorze autres blessées. Samedi, vingt-deux missiles au moins s'étaient écrasés sur la ville, faisant douze morts, a annoncé un porte-parole du gouvernement afghan. A l'extérieur de la ville, les moudjahidines ont bloqué la route de Salang, dans l'espoir de priver la capitale de vivres et de carburant. — (Reuters).

PORTUGAL : M. de Carvalho, chef du Parti socialiste révolutionnaire, tué par des « skinheads ». — Le chef du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, extrême gauche), M. Jose de Carvalho, a été tué, samedi 28 octobre à Lisbonne, à

ARABIE SAOUDITE Recrudescence des exécutions capitales

Au moins quatre-vingt-six personnes, — soixante-dix condamnées de droit commun et seize condamnées pour des actes politiques — ont été exécutées depuis le début de l'année en Arabie saoudite, ce qui traduit, selon les observateurs et les diplomates occidentaux dans le Golfe qui ont établi ce bilan, une augmentation sensible d'année en année du nombre des condamnations à mort suivies d'exécutions.

Vendredi 27 octobre, deux Pakistanais ont été décapités à l'épée en public à Riyad, l'un était accusé de trafic d'héroïne, l'autre de hachich. Un Yéménite a également été exécuté à Djeddah (sur la mer Rouge) pour avoir volé et tué un jeune garçon. La vendredi précédent, six hommes avaient été décapités. Les corps mutilés de trois d'entre eux avaient été ensuite exposés en public pendant une période indéterminée.

Outre ces quatre-vingt-six exécutions, les châtiments corporels ont été abondamment appliqués en Arabie saoudite pendant la même période. Plusieurs dizaines de voleurs ont eu la main tran-

chée, mais aucune statistique précise n'est disponible dans le royaume sur le nombre de ces mutilations. Un nombre indéterminé de peines de flagellation ont également été prononcées. — (AFP).

ETHIOPIE Négociations de paix avec les rebelles tigréens

Le comité central du Parti des travailleurs éthiopiens (PTE), le parti unique au pouvoir, et le Parlement (Shengo) ont été convoqués en session extraordinaire lundi 30 et mardi 31 octobre. Bien qu'aucune raison n'ait été avancée pour cette convocation d'urgence, les observateurs estiment qu'elle est liée à l'appel lancé, il y a une dizaine de jours, par le président Mengistu Haile Mariam pour une mobilisation générale contre les rebelles du Front populaire de libération du Tigré (FPLT).

Le Shengo s'était déjà réuni en juin pour mettre un plan de paix en Érythrée. Une première série d'entretiens avec les représentants du Front populaire de libération de l'Érythrée (FLEP) avait eu lieu à Addis-Abeba en septembre. Une deuxième série de rencontres est prévue à Nairobi à partir du 18 novembre.

Samedi, le comité central du FPLT, qui a lancé une offensive dans les provinces de Wollo et du Gondar, avait donné son accord pour entamer des négociations préliminaires de paix avec le gouvernement éthiopien le 4 novembre prochain à Rome, sous les auspices du gouvernement italien qui doit y jouer un rôle d'observateur. — (AFP).

COLOMBIE Nouveaux attentats à Bogota

Bogota. — Plusieurs attentats ont eu lieu à la fin de la semaine dernière dans la capitale colombienne : ils ont fait un mort et deux blessés. Une grosse charge de dynamite qui a explosé vendredi 27 octobre dans les locaux administratifs de Guaymaral, un aéroport proche de Bogota utilisé par la police et l'armée pour certaines de leurs opérations, a tué un sous-officier. L'attentat a été revendiqué par les Extradables, une orga-

nisation considérée comme le bras armé des « parrains » de la drogue. Trois autres explosions dans la capitale n'ont, en revanche, provoqué que des dégâts matériels. Par ailleurs, deux journalistes ont été blessés dimanche 29 à la sortie des studios de la TV colombienne par un inconnu circulant à moto. Jorge Enrique Pulido, directeur du journal télévisé Mundovision, qui avait déjà fait l'objet d'un attentat il y a cinq mois, est connu pour ses prises de position contre la mafia de la drogue. Blessé de plusieurs balles, il a pu être opéré, tout comme sa concubine Maria Jimena Godoy, âgée de vingt-deux ans, et tous deux sont hors de danger.

Par ailleurs, les autorités colombiennes ont exécuté dimanche vers les Etats-Unis M. José Abello Silva, parfois considéré comme le numéro 4 du cartel de Medellín. — (AFP, AP, Reuters, UPI).

SOUDAN L'armée a évacué la localité de Kurmuk

Khartoum (AFP). — Le commandement de l'armée soudanaise a annoncé, dimanche 29 octobre, le retrait de ses troupes de la localité de Kurmuk, dans le sud-est du pays, près de la frontière avec l'Éthiopie, à la suite de bombardements intensifs à l'artillerie et à la roquette effectués par l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) à partir du territoire éthiopien. Dans un communiqué publié à Khartoum, le commandement de l'armée indique qu'il s'agit d'un « retrait tactique » pour « éviter les bombardements intensifs de l'adversaire en vue de rassembler les troupes et reprendre à nouveaux les positions évacuées ».

Le commandement de l'armée soudanaise souligne que l'offensive des moudjahidins a eu lieu à la suite de la tournée effectuée récemment par le colonel Garang, chef de l'APLS, dans plusieurs pays africains. Il déplore « ce qui se passe dans certains pays voisins et qui met en danger la sécurité et la stabilité du Soudan ».

L'APLS avait affirmé mardi avoir repoussé une importante offensive lancée le 16 octobre par l'armée soudanaise entre Kurmuk et Darnazin.

Les défilés

Le défilé de la victoire à Séoul, le 27 octobre, a été l'occasion pour le président Kim Young-sam de déclarer que la Corée du Sud reconnaissait la République populaire démocratique de Corée.

La coupe

M. Longuet n'a pas l'idée des primes

Le président de la République, M. Longuet, a déclaré qu'il n'avait pas l'idée des primes.

Le président de la République, M. Longuet, a déclaré qu'il n'avait pas l'idée des primes.

Le nouvel organe

Le nouvel organe de la presse, le journal « Le Monde », a été lancé le 29 octobre.

Le nouvel organe de la presse, le journal « Le Monde », a été lancé le 29 octobre.

Union de l'opposition pas prête

L'union de l'opposition n'est pas prête à se former.

كلمة من الزميل

Les débats au sein de la droite et les déclarations de M. Raymond Barre

La convention nationale du Parti républicain s'est prononcée à l'unanimité en faveur de la motion d'orientation politique et du nouvel organigramme du parti que lui proposait M. François Léotard. Après avoir été écarté par son échec dans sa tentative d'accéder à la présidence du groupe UDF il y a un mois, le député du Var se trouve ainsi conforté à la direction de sa formation. C'est au renfor-

cement de celle-ci que la nouvelle équipe devrait désormais s'employer. C'est pour cela que la perspective d'une fusion au sein de l'opposition a été écartée au profit du souhait d'un renforcement de l'union de ses composantes.

De même l'éventualité de « primaires à la française » pour désigner un candidat unique à l'Elysée n'a-t-elle

pas provoqué l'enthousiasme. M. Léotard, qui veut désormais se consacrer davantage à l'« atténuation des idées » face au Parti socialiste « qui expédie les affaires courantes », souhaite que la « confiance » s'instaure entre les diverses composantes de l'opposition.

Ces attitudes confirment ainsi l'émancipation de l'équipe de M. Léotard par rapport aux conceptions de M. Giscard d'Estaing. Mais l'ancrage

du PR dans l'opposition l'éloigne encore plus de M. Barre. Le député du Rhône a en effet, avec une certaine délectation, confirmé son positionnement original en approuvant, lors de l'émission « 7 sur 7 » l'action du gouvernement quant au budget et aux salaires et celle de M. Mitterrand en ce qui concerne l'Europe. Jouant les provocateurs, il a même estimé que

l'opposition n'est pas encore suffisamment décomposée pour qu'elle puisse se recomposer. Mais en proclamant haut et fort son « indépendance », l'ancien premier ministre a aussi pris des distances supplémentaires avec ses amis centristes. Enfin, M. Jacques Chaban-Delmas, tout en se disant toujours disponible, admet que l'opposition n'ait toujours pas trouvé les structures qui lui conviendraient.

La convention nationale du PR

M. Longuet n'a pas rallié son parti à l'idée des primaires dans l'opposition

L'esprit de famille a soufflé, samedi 28 octobre, à Charenton sur le conseil national du Parti républicain. Après quelques semaines passablement agitées, durant lesquelles le président du PR, M. François Léotard, avait été l'objet d'un véritable réquisitoire de la part de certains de ses « amis » (le Monde du 19 octobre), il était urgent de redonner à la photo de famille un petit air de convivialité.

Rien n'a été négligé, ni les motions de soutien dévotement adressées à leur bien-aimé président ni les réactions « spontanées » et indignées de la salle aux attaques lancées contre M. Léotard. La famille républicaine a donc célébré ses retrouvailles, en espérant que ses querelles intestines se dissolvent dans la volonté commune de mieux exister au sein de l'UDF et face au RPR.

« Ne faisons pas aux socialistes le cadeau de nos divisions », a lancé M. Alain Madelin, suspect hier de tiédeur léotardienne. Sur l'estrade, MM. François Léotard, Gérard Longuet, Alain Madelin et Charles Millon (qui devrait prendre la direction du comité de stratégie du PR) ont donc cohabité dans une harmonie qui a fait chaud au cœur des cadres PR présents.

Plusieurs cadres du PR se sont toutefois exprimés pour dire fermement à quel point la base ne supportait plus, ces derniers temps, de voir leurs « généraux » s'adonner aux délices de la « cacophonie » : ces appels à plus de responsabilité de la part de l'état-major ont été à chaque fois chaudement applaudis.

Méfiante en éveil

Le thème de l'union de l'opposition a été souligné comme il convenait, sans pour autant camoufler les appréhensions des uns et des autres, face notamment au RPR, jugé par beaucoup comme hégémonique. La volonté d'exister par soi-même, d'afficher sa couleur, de refuser toute « union-absorption », a émergé des interventions de la salle et de la tribune. Un exemple, parmi d'autres, l'illustre : les primaires pour la future élection présidentielle.

Un débat a eu lieu sur cette idée lancée par M. Charles Pasqua, il y a maintenant plus d'un an. Le nouveau secrétaire général, M. Gérard Longuet, souhaitait que la motion que M. Léotard a fait adopter par le conseil national (1) retienne ce

principe des primaires à droite, afin de ne présenter qu'un seul candidat lors de la prochaine élection présidentielle.

La réaction de M. Claude Mahuret puis celle de M. Michel Poniatowski ont montré assez la méfiance que suscite cette proposition du RPR. « Chez moi, quand un paysan veut acheter une vache, il ne dit pas d'abord : j'achète, pour ne regarder la vache qu'ensuite », a lancé M. Mahuret, en précisant qu'il « aime bien le RPR », mais que sa méfiance en en avait eu des primaires... Un argument massif applaudi par la salle qui, dans la foulée, rejetait la proposition de M. Longuet.

Pour M. Giscard d'Estaing, absent physiquement, mais toujours présent, ce conseil national a été aussi, en quelque sorte, un pèlerinage puisque c'est à Charenton,

en 1972, que le président d'alors des Républicains indépendants, avait lancé son fameux : « La France veut être gouvernée au centre ». Le thème a été repris par M. Léotard. Le président du PR semblait d'ailleurs vouloir « jeter la rancune à la rivière ».

Il est vrai que le maire de la ville, M. Alain Gristenay, avait prévu que sa cité ne serait pas le cadre d'un règlement de comptes anti-giscardien. M. Léotard s'y est plié. Il n'a laissé revenir le naturel qu'une seule fois en affirmant : « Soyons moins exigeants avec la rancune que ne l'ont été certains de nos amis... »

« Les non-conformistes des années 90 »

Intervenant en clôture, le maire de Fréjus a commencé son intervention par la politique internationale, pour bien marquer la hiérarchie des questions qui étaient aujourd'hui posées aux hommes politiques français. « A Leipzig aujourd'hui se détermine, en grande partie, l'avenir du continent européen. Le voyons-nous ? »

s'est-il interrogé, avant d'en venir aux problèmes internes.

Il a invité les cadres et militants de son parti à mettre un peu plus de « cœur » dans leur militantisme : « Vous verrez que cela entraînera de nouveau les meilleurs d'entre nous... ». Je crois à la France, comme on pourrait le dire d'une personne à qui l'on fait confiance. Mais pas n'importe quelle France. Cette France, François Léotard s'est attaché à la définir, en se mettant au premier rang des tenants de la laïcité.

A propos de l'affaire du voile coranique, il a lancé à la salle enthousiaste : « La question n'est pas de savoir s'il est possible d'être en même temps français et musulman (...). La question est : la République est-elle la même pour tous les citoyens ou bien l'affaire des différentes tribus qui veulent aujourd'hui se partager le territoire national ? ». « Je préfère la mini-jupe au tchador ! », a-t-il dit, salué par les applaudissements, en réponse aux propos d'un évêque français qui avait estimé le contraire. « Il y a dans cette affaire un germe de discorde, d'intégrisme et de fanatisme. Nous ne l'acceptons pas. »

M. Léotard croit au génie de la France. Il l'a dit et répété, en se situant dans la lignée d'un Ernest Renan, demandant, après la chute du Second Empire, une réforme intellectuelle et morale de la France. « L'opposition a besoin aujourd'hui de conviction, de clarté, de courage. La clarté était-elle au rendez-vous de Charenton ? Aujourd'hui, tout le monde semble vouloir jouer la carte du PR au centre. Il faut qu'il soit le grand courant central de la future grande force d'alternance », a insisté M. Charles Millon. Mais MM. Léotard, Longuet, Madelin et Millon situent-ils au même endroit le centre de gravité de leur formation ? La convention de samedi n'a pas vraiment apporté de réponse. En attendant, les cadres du PR auront peut-être retenu cette exhortation de M. Millon : « Soyez les non-conformistes des années 90... ».

PIERRE SERVENT

(1) Cette motion affirme notamment la nécessité de dépasser la simple alliance RPR et UDF par la reconnaissance des couches sociales, des thèmes et des propositions qui ont été trop souvent et trop longtemps livrés aux initiatives de la gauche. Un amendement a été adopté par la convention qui inscrit dans cette motion le principe de la révision du fonctionnement de l'UDF, où la notion : un bonhomme, une voix, doit se substituer à un parti, une voix. La volonté de constituer une UDF forte, face au RPR, a été également retenue.

Le nouvel organigramme

Le conseil national du Parti républicain, réuni samedi 28 octobre à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), a adopté une réorganisation des instances du parti qui se traduit notamment par l'accession de M. Gérard Longuet au poste de secrétaire général, en remplacement de M. Alain Madelin devenu vice-président (le Monde du 19 octobre).

« Le vice-président tient le front de la réorganisation de l'opposition, le secrétaire général a la plénitude de la responsabilité exécutive », a déclaré M. François Léotard en présentant cette réforme. En clair, M. Madelin, proche de M. Giscard d'Estaing, aura en charge la préparation des états généraux et les relations avec les autres partis, dont l'UDF, tandis que M. Longuet gèrera l'animation du parti.

M. Léotard a précisé que lui-même, en temps que président, « incarne l'unité du parti et est responsable de ses orientations ». Pour sa part, M. Charles Millon se voit confier la responsabilité d'animer un « comité de prospective et de stratégie », chargé notamment de réfléchir à la place du courant libéral dans la réforme de l'opposition.

M. Longuet sera assisté de deux secrétaires généraux adjoints :

MM. José Rossi et Yves Verwaerde, et de douze secrétaires nationaux, pour la plupart des parlementaires, responsables chacun d'un secteur.

Il s'agit de MM. Gilles de Robien et Francis Delattre (fédéralisme), Philippe Vasseur (communisme), Claude Mahuret et Hugues Dewavrin (projets et débats), Jean-Pierre Raffarin et Albert Manly (liens locaux), Pascal Clément (action régionale), François-Michel Gornot (formation), Michel Mouillot (animation), M. Ladislav Poniatowski, porte-parole du secrétaire général et Jean-Claude Gaudin complètent la liste des secrétaires nationaux.

Le PR a également décidé de nommer des chargés de mission dans les différentes régions et des délégués nationaux, dont la liste sera arrêtée le 7 novembre.

Enfin, un comité des sages regroupant les « pères fondateurs » du parti se constituera régulièrement sous la direction de M. Pierre-Christian Taittinger ; y figurent notamment MM. Michel d'Ornano, Michel Poniatowski, Jacques Dominati, Marcel Lucotte et Roger Chénaut.

M. Chaban-Delmas : l'union de l'opposition n'est pas prête

M. Jacques Chaban-Delmas, interrogé dimanche 29 octobre, au « Grand Oral » de la radio Pacific-FM, s'est déclaré prêt à prendre la direction d'une union RPR-UDF « à la condition que les conditions soient réunies et que l'orientation générale de l'affaire soit une orientation (...) de progrès et pas d'immobilisme ».

Il a estimé cependant que cette question n'était « pas du tout de saison et qu'avant d'en arriver à chercher quelqu'un pour animer ou diriger, il faut d'abord mettre de l'ordre chez soi, c'est-à-dire au RPR et dans les différentes formations qui constituent l'UDF ».

Le maire de Bordeaux s'est interrogé également sur la forme que pourrait avoir le rapprochement de l'UDF et du RPR : « Est-ce que ce sera comme certains l'ont

dit, une fusion, ce qui, à première vue me paraît difficile parce qu'il y a le choc des cultures ; ou bien une simple alliance, ou bien une confédération, on est encore dans l'incertitude. Il faut donc beaucoup de temps avant d'en venir à savoir qui sera l'animateur... »

Par ailleurs, M. Chaban-Delmas a déclaré qu'il ne voyait rien qui s'opposât à ce qu'il travaille un jour avec M. Jacques Delors, dans un même gouvernement. « C'est un rêve qui me convient », a-t-il ajouté.

M. Chaban-Delmas a enfin estimé, que, en 1986, M. Jacques Chirac n'aurait pas dû aller à Matignon. « Jacques Chirac a fait ce qu'il ne fallait pas faire. Je le lui avais dit », a-t-il conclu.

Le Front national va lancer une nouvelle campagne contre l'immigration

Le Front national va lancer une « campagne nationale d'information » sur l'immigration, a indiqué, samedi 28 octobre à Paris, M. Jean-Marie Le Pen en soulignant que le mouvement d'extrême droite avait été le « premier à attirer l'attention sur la politique - l'apolitique », a-t-il fait remarquer - qui avait été suivie par les différents gouvernements » en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1^{er} avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communistes étrangers représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que « l'interdiction de toute immigration date de 1974 », le président du Front a dénoncé la « colonisation culturelle et religieuse » conduite par des « minorités étrangères ». Selon M. Le Pen, « autoriser le port du tchador et souhaiter l'intégration, c'est chercher la quadrature du cercle ».

Dans le cadre de cette campagne, le mouvement d'extrême droite organisera deux manifestations : l'une à Lyon, le 25 novembre, pour protester contre la construction d'une « mosquée-cathédrale » et l'autre à Toulouse, le 9 décembre, jour où M. Harlem Désir, président de SOS Racisme, participera à un rassemblement en Savoie.

L'immigration sera aussi un des thèmes forts développés par le FN à l'occasion de deux prochaines élections législatives partielles : à Marseille et à Dreux où M^{me} Marie-Claude Roussel et Marie-France Sturbis seront respectivement candidates de ce mouvement. « Nous avons consacré quelques minutes au CNV », a assuré M. Le Pen en évoquant les opérations de récupération de députés du FN conduites par M. Yvon Briant, président du CNV. « C'est un non-événement » et M. Briant ne « parle au nom de personne », a déclaré M. Le Pen en estimant que les anciens du Front

constitueront un « syndicat d'exclus au sein du CNV ». « C'est un leurre politique, c'est continuer dans l'impasse dans laquelle s'est engagé M. Chirac », a dit M. Le Pen qui défie M. Briant de faire la preuve de sa « représentativité politique » en se présentant à Marseille

ou à Dreux aux législatives partielles.

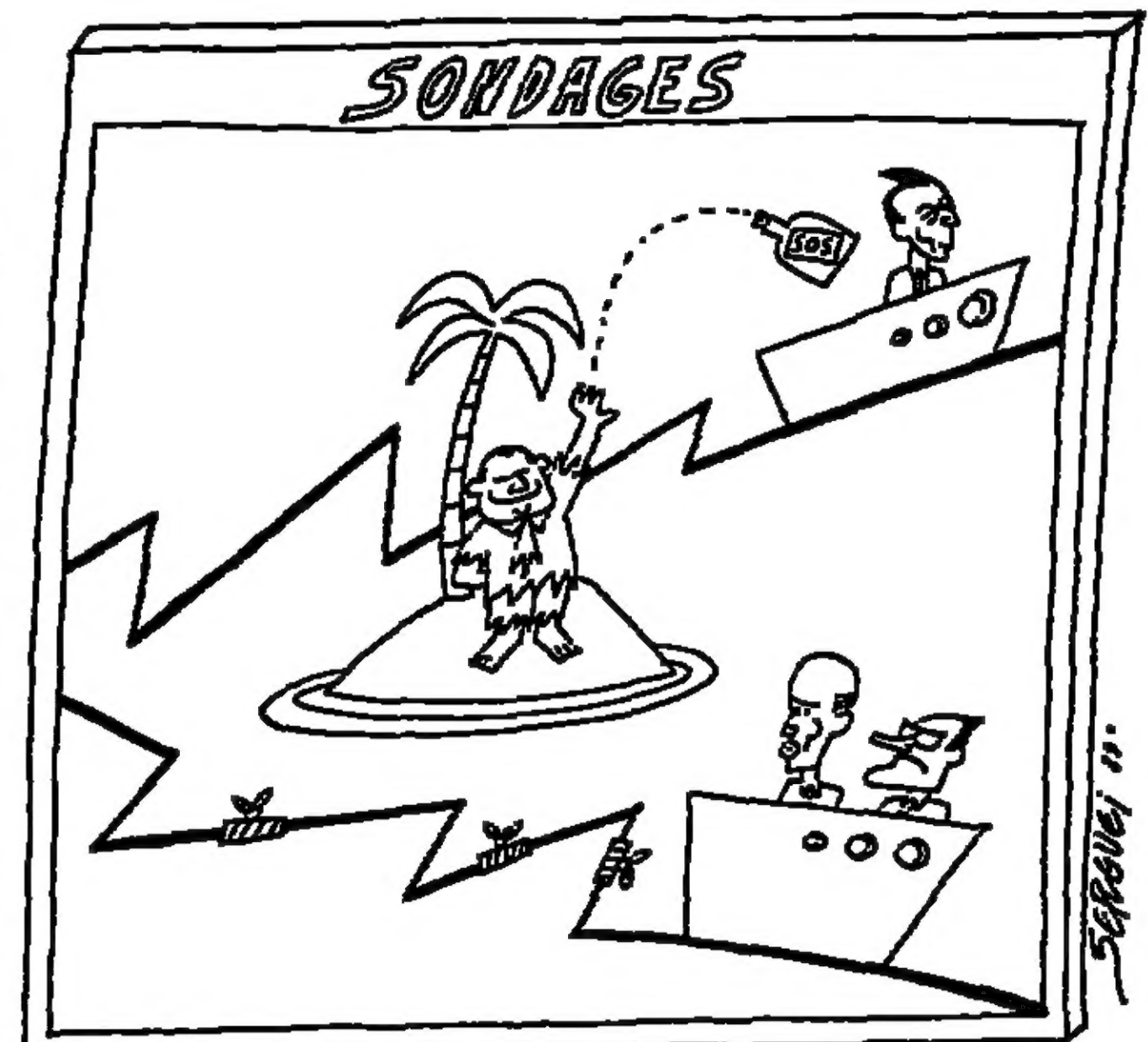
Enfin, M. Carl Lang, secrétaire général du FN, a indiqué que « 80 % des délégués » seront élus au sein de chaque fédération pour les congrès du printemps prochain, les autres délégués étant présents de droit.

O. B.

EN BREF

Le Parti radical souhaite « rééquilibrer » l'UDF. — M. Yves Galland, président du Parti radical, a déclaré, vendredi 27 octobre, qu'il ne prenait « pas l'engagement » que sa formation « restera à l'UDF en toute circonstance », notamment si le « Parti radical n'a pas sa juste représentation » au sein de la confédération. La restructuration de l'UDF doit se traduire, selon lui, par un « rééquilibrage » au profit des radicaux lors des investitures électorales.

M. Chirac élu président du bureau du CERCLE. — Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, vient d'être élu président du Centre d'études et de recherches sur les collectivités locales européennes. Le CERCLE, constitué à l'initiative de la Fondation pour la gestion de villes, en juin 1989, réunit essentiellement des collectivités territoriales et des grandes entreprises européennes dans le but de promouvoir un échange d'expériences.



« Si je censurais M. Bérégovoy je me censurerais moi-même » déclare l'ancien premier ministre

Raymond Barre, invité dimanche 29 octobre de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1, a justifié son abstention lors du vote de la motion de censure de l'opposition contre le budget en assurant : « Si aujourd'hui je censurais M. Pierre Bérégovoy, je me censurerais moi-même ».

président de la République a évoqué le rang de la France, cela m'a fait bien plaisir ».

Évoquant l'état actuel de l'opposition, le député du Rhône (appartenant au groupe centriste) l'a ainsi décrit :

« Il y a deux grandes forces d'opposition dans le pays, un courant conservateur et populiste, et un courant libéral et social. L'opposition doit reconquérir une crédibilité par l'alliance et non par l'uniformité. Je ne crois pas à l'uniformité, mais à l'alliance dans le respect mutuel et dans la loyauté. Il faudra encore beaucoup d'épreuves. Avant la reconstitution, il faut qu'il y ait, hélas, la décomposition, et je ne crois pas qu'on en soit là ».

M. de Charette révoqué

Les déclarations de M. Barre ont provoqué dans la soirée une vive réaction de M. Hervé de Charette, député UDF-PR du Maine-et-Loire, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités et proche de M. Giscard d'Estaing, qui les trouve « révolutionnaires ». Il indique même dans un communiqué :

« Non content de faire un score déplorable aux élections présidentielles, M. Barre ne cesse depuis lors de s'enfoncer la pique de l'opposition ».

On pouvait espérer qu'il apporterait son soutien et son savoir-faire au service d'une opposition renouée. Et voilà que c'est au gouvernement et au président de la République qu'il réserve ses compliments et ses encouragements ».

POLITIQUE

Les débats au sein de la gauche

Alors que chaque jour qui passe voit un socialiste, de préférence responsable, charger la barque contre le gouvernement, M. Georges Marchais hausse d'un cran le niveau de la critique que les communistes adressent aux aussi à M. Michel Rocard. Lors du récent rejet de la censure à

l'Assemblée nationale, les élus communistes, tout en refusant de joindre leurs voix à celles de l'opposition, n'avaient pas exclu d'en venir un jour à une telle extrémité.

M. Marchais prépare-t-il ce terrain-là ? Toujours est-il qu'il a

déclaré, dimanche 29 octobre « qu'il faudra, c'est bien évident, un autre pouvoir ».

Le secours, pour M. Rocard, est venu d'où il ne l'attendait plus : c'est le premier secrétaire du PS lui-même qui a précisé, à Lille, les conditions

de la synthèse qui au prochain congrès doit intégrer le courant de l'actuel premier ministre. Par ailleurs, réunis en congrès extraordinaire samedi 28 et dimanche 29 octobre, les Radicaux de gauche ont décidé de proposer l'organisation

d'une force politique regroupant les non-socialistes de la majorité présidentielle, et de jeter, dans un deuxième temps, les bases d'une confédération entre le PS et cette mouvance.

La préparation du congrès du PS

M. Mauroy n'envisage pas de « synthèse » sans M. Rocard

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, a souhaité avec force, samedi 28 octobre, à Lille, qu'il y ait une « synthèse » dès le 13 janvier entre la contribution de M. Lionel Jospin et celle de M. Laurent Fabius. Il a également indiqué que ce souci du rassemblement intègre le courant de l'actuel premier ministre.

LILLE

de notre correspondant régional

« Toutes nos contributions disent la même chose et ne se distinguent que par leurs signatures. L'essentiel, c'est notre unité. Or, je sens monter un certain nombre de périls : je vois des gens qui régressent plus en fonction de leur idées. Avant d'appartenir à un courant, on appartient au Parti socialiste. (...) »

« Nous devons tout mettre en œuvre, a insisté M. Mauroy, pour continuer à soutenir François Mitterrand et ne pas créer, par une inopportune illégitimité, les conditions d'une succession qui n'existe pas. Je lance cet appel à tous ceux qui se sont rassemblés autour de François Mitterrand à Epinay : d'autres sont venus avec nous, je ne fais pas de distinction, mais chacun comprendra que si Fabius et Jospin se séparent, ce sont deux courants nouveaux qui vont se créer : c'est la logique d'Epinay qui sera remise en cause. Il faut

que la synthèse se fasse pour que le parti s'organise autour d'un axe majoritaire fort, faute de quoi il serait atomisé. (...) Le jour viendra où la nouvelle génération, celle des quarante-quarante-cinq ans, aura à assumer les commandes. Aujourd'hui, le Parti socialiste n'est pas suffisamment rassemblé ».

De même, a poursuivi le maire de Lille, « j'estime qu'il ne serait pas bon qu'il y ait d'un côté la motion du premier ministre et de l'autre celle du parti ». Pour autant, le PS ne doit pas confondre les rôles : « Je soutiens le gouvernement mais le parti ne doit pas s'identifier au gouvernement, pas même au septennat de François Mitterrand ».

Le premier secrétaire estime avoir à assumer la pérennité du PS et il estime que cela ne peut se faire que dans le respect — qui n'exclut nullement la modernisation — de l'identité socialiste et de ses valeurs : laïcité, justice sociale (« Quand la politique du gouvernement est insuffisante sur le plan social, je le dis, a-t-il notamment déclaré, il n'est pas question que ceux qui nous ont soutenus dans l'opposition et dans les heures difficiles soient encore à l'heure de la rigueur quand les autres sont déjà à l'heure de la croissance ! ») et ancrage à gauche avec la volonté de rassembler (« Nous devons être unitaires pour deux. Garder notre cap à gauche, c'est forcer le Parti communiste français à faire sa perestroïka »).

J.-R.L.

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

L'échec des tentatives de reconstitution de la famille radicale et les velléités infructueuses de constituer une troisième force ont servi la cause de la clarification à laquelle les radicaux de gauche avaient décidé de consacrer leur congrès extraordinaire de Toulouse.

Les dirigeants du MRG partent d'un constat commun : entre le score de M. François Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1988 et celui de la liste européenne menée par M. Laurent Fabius en juin dernier, il y a près de 30 points d'écart. Ce courant représente un électoral favorable à la majorité présidentielle, mais non acquis au PS et nécessite donc qu'on s'y intéresse.

Un déjeuner, organisé mercredi 25 octobre, chez M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat aux collectivités territoriales, avec MM. Yvon Collin, actuel président du MRG, Emile Zaccarelli, son successeur à la tête du parti le 21 novembre prochain, Michel Crépeau, Roger-Gérard Schwartzberg et François Daubin, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, tous trois anciens présidents, a permis de délayer le terrain.

Avec une belle unanimité, tout ce que le MRG compte de chefs, d'anciens chefs ou de chefs potentiels, a multiplié les proclamations d'attachement à la majorité prési-

dentielle et de soutien au gouvernement. M. Bernard Charles, député du Lot, par exemple, a demandé aux socialistes de « ne pas scier la branche sur laquelle ils sont » et affirmé que les radicaux « n'ont pas peur de dire » que le gouvernement est « bon ». M. Schwartzberg s'est montré un tantinet plus réservé. Il attend un rythme plus soutenu de l'action gouvernementale.

Pour un rapprochement institutionnel

A son tour, M. Crépeau a affirmé : « J'ai toujours été un radical de gauche, pas un radical de centre gauche » ; M. Douhin a cru bon de préciser que les radicaux de gauche sont, non seulement de gauche, mais « mitterrandiens ».

Toutes ces observations n'avaient qu'un objectif : justifier l'abandon de tout projet qui se situerait exclusivement au centre gauche, des rêves d'une troisième force « qui serait celle de la réconciliation », selon la formule de M. Baylet. Une fois fixé ce cadre, le MRG se propose de créer un pôle de rassemblement des partisans de la majorité présidentielle non membres du PS, c'est-à-dire de joindre ses efforts à ceux de l'Association des démocrates, des écologistes selon Brice Lalonde, des gaullistes de gauche et d'experts

dans les domaines économique, associatif, syndical, d'anciens socialistes, voire d'anciens communistes, ou encore des personnalités comme M. Bernard Tapie... La liste n'étant pas exhaustive.

M. Jean-Paul Benaïm, au nom de l'Association des démocrates, a suggéré devant le congrès la mise en place d'un comité de travail chargé de réaliser « un audit de la situation politique », la création d'un « laboratoire » de réflexion et la fixation d'un calendrier qui, avant l'été — et pourquoi pas avant le congrès du PS de mars 1990 — prévoirait la constitution d'un outil de travail, fédération ou confédération, en tout cas « partenaire solide et respecté du PS ».

Dans un second temps, les dirigeants du MRG envisagent un rapprochement institutionnel avec le PS : type FGDS, comme le suggère M. Schwartzberg, ou, à terme, la constitution d'un courant à l'intérieur du PS, comme y songerait M. Crépeau, ou encore par la naissance d'un « grand parti social-démocrate » comme le prévoit M. Baylet.

La réponse n'est pas acquise. A quel servira cette structure ? Là, les réponses sont claires : les radicaux de gauche veulent pouvoir discuter stratégie électorale et investiture, mais surtout participer à la désignation du candidat à la présidence de la République et ne pas être mis devant le fait accompli du choix du PS. Le président du

MRG a mis les points sur les « i » : « Le rapprochement institutionnel avec le PS » dépend de « la volonté de ce dernier de s'ouvrir et d'évoluer à terme vers un grand parti démocrate », doté d'une « plateforme idéologique qui fasse leur place aux thèmes doctrinaux des non-socialistes ».

M. Collin y ajoute deux conditions : que, dans le cadre d'une première approche commune des élections législatives, l'alliance institutionnelle ne signifie pas quelques investitures simplement « octroyées » et que soit bien fixé « un système propre à la confédération ou fédération quant à la désignation du candidat à l'élection présidentielle par l'ensemble des forces de la majorité ».

Le MRG n'attend guère du PS qu'il réponde à ces questions avant son congrès de Rennes. D'ici là, le MRG aura changé de président puisque, conformément à l'accord passé au congrès de Versailles en novembre 1988, M. Zaccarelli succédera le 21 novembre prochain à M. Collin. Ce dernier a d'ores et déjà annoncé sa candidature dans un an à la direction du parti, fonction que M. Zaccarelli voudra sans doute aussi conserver. Les bonnes résolutions prises à Toulouse de marcher ensemble et dans la même direction résisteront-elles à cette compétition ?

ANNE CHAUSSEBOURG

Comme quoi avec un minimum de caractères, on peut s'imposer facilement dans une grande finale de tennis.

BNP. SPONSOR DU 4° OPEN DE PARIS BERCY



s'implanter

Vende
vos vil

Chaque année 50 000 entrepreneurs veulent s'implanter en France.

Assurance
un peu plus
S.M.A.P.
votre projet
forum, d'au

Paris. 13, 14, 15
Parc des Expositions

مكتبة من الأصول

POLITIQUE

et les critiques contre le premier ministre

M. Marchais fait un pas de plus contre le gouvernement

M. Georges Marchais reprend ferme les rênes du Parti communiste. Au cours de la Fête des Allobroges de la fédération de la Savoie du PCF, nous indiquons notre correspondant, le secrétaire général a dressé, samedi 28 octobre, un réquisitoire contre « la poursuite de la politique d'unité » du premier ministre, qui, selon lui, « doit tous à la droite et rien à la gauche ».

Énumérant les solutions préconisées par le PCF, M. Marchais a assuré qu'aucune d'entre elles « n'est du domaine de la surenchère ». A l'occasion de la dernière réunion du comité central, M. Charles Fiterman avait fustigé la tendance du parti à « jouer les M. Plus en étant ombrillés », disait-il, par ce qui, pensons-nous, nous distingue à tout prix des autres, plutôt que par ce qui rassemble ».

Pour M. Marchais, la mise en œuvre d'une nouvelle politique nécessite, « c'est bien évident, un autre pouvoir ». « Nous ne nous résignons pas et nous ne nous résignons jamais à ce que les forces de gauche soient divisées comme aujourd'hui ; nous ne nous résignons jamais à cette alliance des dirigeants socialistes et d'une partie de la droite qui fait tant de mal à notre peuple, a dit le dirigeant communiste. Comme beaucoup d'adhérents et d'électeurs du PS, nous disons : il faut revenir à gauche ! ».

M. Marchais, une nouvelle fois, a déclaré que « les communistes étaient disponibles pour une autre politique dans une majorité et un gouvernement de gauche ».

Après avoir réaffirmé son soutien total à la présidence de la République, grâce à laquelle « le socialisme va faire la preuve qu'il peut véritablement être l'organisation sociale supérieure à l'époque contemporaine », M. Marchais a ajouté : « Il n'est pas d'autre voie

pour le socialisme que sa démocratisation radicale et sa modernisation par l'intervention permanente de la classe ouvrière et du peuple, ce qui suppose un Parti communiste jouant réellement son rôle d'avant-garde de la société. » Lors de la dernière session du comité central, M. Anicet Le Pors avait souligné que les communistes soient « moins avant-garde » et plus « sel de la terre ».

« Pousser le débat loyalement »

« Si on attaque le PCF aujourd'hui, a poursuivi M. Marchais, c'est parce qu'il est utile au monde du travail, à la société, à la gauche, à la France. » Les années difficiles que nous avons vécues ont parfois conduit des militants communistes à faire preuve d'un peu de réserve dans notre démarche, a-t-il précisé. Le temps est venu de s'en débarrasser ».

Au cours d'une autre allocution prononcée en banlieue parisienne, la veille au soir, et dont l'humanité de samedi a rendu compte sur deux pages, M. Marchais avait déjà évoqué directement M. Fiterman et Le Pors. « Des communistes, des dirigeants du parti qui n'ont pas été d'accord avec cette politique nouvelle et ont prôné — parfois sans le dire — un retour en arrière, il s'en est trouvé, a-t-il déclaré, tout le monde le sait. Cela a surtout été le cas lors de la réunion du comité central de juin 1984 et dans la préparation du vingt-cinquième congrès de 1985, lorsqu'il s'est agi de rompre définitivement avec notre ancienne stratégie du programme commun, de refuser de suivre les dirigeants socialistes dans la mise en œuvre de la politique du capital [...] ».

« On s'en souvient, tous les dirigeants de l'époque de notre parti

n'avaient pas choisi cette politique nouvelle. Certains n'ont pas redit, depuis, leur désaccord avec cette politique, qui est devenue celle du parti. Lors de la dernière session du comité central, a souligné le secrétaire général, Charles Fiterman et Anicet Le Pors y sont revenus, en faisant part de certaines de leurs idées à propos de notre stratégie, de notre pratique politique, de notre mode de fonctionnement. Eh bien ! comme je l'ai dit, puisqu'il y a bataille d'idées, il ne faut pas en avoir peur ; il faut pousser le débat, loyalement, sans chercher des chicanes, en assumant ses positions et ses comportements. »

M. Ralite à son tour

A cet égard, M. Jack Ralite, ancien ministre comme MM. Fiterman et Le Pors, qui jusqu'ici était resté silencieux, déclare dans le Journal du Dimanche du 29 octobre que, devant le comité central, « l'intervention de Charles Fiterman n'était pas en contradiction avec les idées essentielles du parti et, comme pour toutes les interventions que j'ai écoutées, j'ai réfléchi sur ce qu'elle disait sans m'interroger sur ce qu'elle ne disait pas ». L'ancien ministre de la Santé, qui considère que la perestroïka « n'est pas un modèle, mais, à l'évidence, agit dans le monde un peu comme notre « liberté, égalité, fraternité » a agi en 1789 et depuis », souligne qu'il a perçu « la discussion du comité central comme un développement de notre politique, considéré non comme une ligne Maginot mais comme un moyen de nous jeter dans les vrais problèmes ». Lors du dernier comité central, les interventions de MM. Fiterman et Le Pors avaient été la cible d'un véritable tir de barrage de la part de la majorité des membres du bureau politique.

OLIVIER BIFFAUD

Deux élections cantonales partielles

Calvados : canton de Pont-l'Évêque (2^e tour).

Inscr., 6 112 ; vot., 2 851 ; abst., 53,35 % ; suffr. expr., 2 710. Gérard Pruvost, RPR, maire-adjoint de Saint-Julien-sur-Calonne, 1 421, ELU ; Jean-Marc Mosagna, div. d., maire-adjoint de Pont-l'Évêque, 1 289.

Dans le département du giscardien M. Michel d'Ornano, UDF-PR, président du conseil général, le RPR emporte au deuxième tour le siège de Pont-l'Évêque, avec 52,43 % des suffrages.

Sept candidats, dont cinq à droite, briguaient la succession de M. Charles Lessard, UDF, conseiller général depuis 1965, démissionnaire pour raison de santé. Soutenu par M. d'Ornano, M. Jean-Marc Mosagna, pourtant en tête au premier tour, est devancé par son rival chiraquien de plus de cent voix. Sympathisant UDF, M. Jean Dutacq, maire de Reux — lui aussi appuyé par le président du conseil général, — qui avait obtenu 20,3 % des suffrages exprimés au premier tour de scrutin, n'avait pas voulu donner de consignes de vote pour le deuxième tour. Une situation politique qui a certainement déconcerté un électeur déjà désorienté par la candidature de M. Mosagna sous la bannière de l'UDF. Il y a deux mois encore, M. Mosagna militait en effet au RPR, au côté de M. Pruvost.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 6 112 ; vot., 2 984 ; abst., 51,17 % ; suffr. expr., 2 927. MM. Jean-Marc Mosagna, div. d., adj. au m. de Pont-l'Évêque, 801 voix (27,36 %) ; Gérard Pruvost, RPR, adj. au m. de Saint-Julien-sur-Calonne, 682 (23,30 %) ; Jean Dutacq, app. UDF, m. de Reux, 593 (20,25 %) ; Pierre-Albert Cumont, div. d., maire de Saint-Hymer, 377 (12,88 %) ; Michel Carayon, mai. prés., 306 (10,45 %) ; Guy Dupin, FN, 88 (3 %) ; M^{me} Anne-Marie Bély, PC, 80 (2,73 %).

M. Charles Lessard, UDF, avait été réélu au second tour en 1985 avec 1 768 voix (51,23 %) contre 1 683 (48,76 %) à M. Mosagna sur 5 790 inscrits, 3 762 votants (soit 35,02 % d'abstentions) et 3 451 suffrages exprimés.

[Agé de cinquante-cinq ans, M. Gérard Pruvost est ancien élève de l'ENA. Il a été chef de protocole à l'Élysée sous Georges Pompidou de 1969 à 1973. Adjoint au maire de Saint-Julien-sur-Calonne, secrétaire RPR de la circonscription, M. Pruvost est aussi exploitant agricole.]

Jura : canton de Montmirey-le-Château (2^e tour) (Inscr., 2 006 ; vot., 1 386 ; abst., 30,90 % ; suffr. expr., 1 368.

Dominique Athias, div. d., 497 (36,33 %) ; Pierre Chavaudon, PS, 278 (20,32 %) ; Bernadette Brantus, UDF, 593 (43,35 %) ; élu.

M^{me} Bernadette Brantus, fondée de pouvoir en retraite des Presses nouvelles de l'Est, retrouve, à l'issue d'une triangulaire, le siège de son mari décédé, avec près de cent voix d'écart dans le plus petit canton du Jura. M. Dominique Athias, (div. d.) qui a reçu un discret soutien du RPR contre les deux tours, n'est pas parvenu à combler les dix points d'écart qui le séparaient de M^{me} Brantus. Il a toutefois bénéficié du report partiel des voix du candidat du CNJ, M. Hervé Lavenir, qui a déposé un

recours à l'issue du premier tour pour la diffusion de tracts diffamatoires. Le candidat socialiste, M. Pierre Chavaudon améliorait très faiblement son score. Les voix des abstentionnistes ont donc creusé l'écart au profit de la veuve de Pierre Brantus. Les trente-quatre conseillers généraux devaient élire, lundi 30 octobre dans l'après-midi, leur nouveau président. Toutes les surprises sont possibles : la composition de l'assemblée départementale est en effet de sept PS, un PC, neuf UDF, neuf RPR, huit div. et se partageant entre l'UDF et le RPR.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 2 007 ; vot., 1 261 ; abst., 37,16 % ; suffr. expr., 1 246. M^{me} Bernadette Brantus, UDF, 474 voix (38,04 %) ; MM. Dominique Athias, div. d., 371 (29,77 %) ; Pierre Chavaudon, PS, 247 (19,82 %) ; Hervé Lavenir, CNJ, 62 (4,97 %) ; Hervé de Saint-Paul, Verts, 51 (4,09 %) ; Jean-Etienne Normand, FN, 21 (1,68 %), Bernard Chenu, PC, 20 (1,60 %).

Pierre Brantus avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1985 par 773 voix (53,86 %) contre 385 (26,82 %) à M. Migon (div. d.), 211 (14,70 %) à M. Barbaut (PS) et 66 (4,59 %) à M. Beaulieu (PC) sur 2 093 inscrits, 1 477 votants (soit 29,43 % d'abstentions) et 1 435 suffrages exprimés.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management

A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalent à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America
1725 rue de Chailiot (métro Mairie), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Taï Ming - Hong Kong, et aux USA : PHD.

OFFREZ L'ART AU QUOTIDIEN

Choisissez, chez vous, dans le nouveau catalogue du Musée du Louvre et des Musées de France, un des cent cadeaux exclusifs inspirés des collections : objets décoratifs ou pratiques, bijoux, statuettes, céramiques et la toute nouvelle ligne Louvre. A offrir et à vous offrir.

OUI Je désire recevoir gratuitement votre nouveau catalogue 1990 tout en couleur.

NOM M M^{me} _____
PRENOM _____
ADRESSE _____
VILLE _____
Code postal [] [] [] []

Retournez très vite ce bon à Publi-une. CATALOGUE des MUSEES BP 123 91461 LONJUMEAU CEDEX

Non cadeaux sont en vente dans les librairies des Musées du Louvre et d'Orsay et dans les boutiques "LE MUSEE" Galerie Lafayette, Forum des Halles et 89 Avenue Victor Hugo à Paris.

Vendez vos villes

Chaque année 50 000 entreprises françaises et étrangères veulent s'installer ou se développer en France.

Collectivité territoriale, professionnel de l'implantation, vous disposez maintenant d'un lieu pour les rencontrer : le salon S'IMPLANTER.

Venez y présenter vos atouts, vos services, vos propositions.

3 jours de contacts, de forums, d'ateliers et de colloques parrainés et dirigés par les meilleurs experts.

Paris. 13, 14, 15 juin 1990

Parc des Expositions • Porte de Versailles

S'implanter est le salon de l'implantation d'entreprises dans les régions, les départements et les communes.

Pour tous renseignements :
22 avenue Franklin Roosevelt, 75008 PARIS
Téléphone : (1) 40 76 45 00 • Télex : 644578
Télécopie : (1) 45 52 78 24

A Vitrolles

La droite et l'extrême droite empêchent l'inauguration d'une avenue Tjibaou

Une centaine de manifestants du Front national ont empêché, samedi 28 octobre, l'inauguration d'une avenue Jean-Marie Tjibaou à Vitrolles (Bouches-du-Rhône). Les manifestants, des anciens parachutistes et des gendarmes à la retraite, ont bloqué le passage aux élus de la municipalité socialiste, puis ils ont détruit la stèle à la mémoire du dirigeant du FLNKS, assassiné le 4 août dernier à Ouva par des extrémistes canaques.

Enfin, alors que les élus socialistes s'éloignaient, des membres du Front national ont descendu les poteaux sur lesquels avaient été placées les plaques de rue au nom de Jean-Marie Tjibaou.

Parmi les manifestants, qui s'étaient regroupés derrière des drapeaux tricolores, se trouvaient M. René Gestin, conseiller régional du Front national, et M. Jean-Pierre Bouvet, conseiller général RPR des Bouches-du-Rhône. Sur des pancartes reproduisant le portrait des quatre gendarmes tués à Ouva le 5 mai 1988 on pouvait lire : « Si tu veux être honoré, agit comme les Canaques : tue les Français. »

Le maire de la ville, M. Jean-Jacques Anglade, a expliqué qu'il n'avait pas voulu faire intervenir la police « au cours d'une cérémonie en hommage à la paix ». Il a d'autre part condamné « l'attitude intolérante et haineuse de ceux qui ne savent que détruire quand d'autres, comme Tjibaou et Lafleur, s'unissent pour construire ».

Le maire de Vitrolles, qui maintient son hommage à l'ancien dirigeant du FLNKS, considère l'avenue comme inaugurée.

EUROPE 93

Le débat sur la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux

Disparités et convergences entre les législations nationales

Le conseil des ministres des affaires sociales devait examiner, le lundi 30 octobre, le projet de charte communautaire des droits sociaux fondamentaux. Un texte qui, a affirmé M. François Mitterrand, le 25 octobre, devant le Parlement européen de Strasbourg, « engagera ceux qui y souscrivent à instituer, là où ce n'est pas déjà fait, ou à protéger, là où ils existent déjà, les droits des travailleurs et des catégories les plus faibles ».

Un survol rapide des législations nationales des douze Etats de la CEE dans quelques domaines, à partir d'une étude élaborée par la Commission européenne, montre que les disparités ne manquent pas. Même si les dispositions législatives et conventionnelles jouent un rôle important de régulation des conditions de travail et font apparaître (aussi) des convergences.

● **Salaires minimaux.** — Un salaire minimal national est fixé par l'Etat dans cinq pays : la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et l'Espagne. Ce salaire minimal touche environ 10 % des salariés en Espagne et 20 % de ceux de l'industrie et des services au Portu-

gal. Il atteint près de 65 % du salaire moyen brut aux Pays-Bas. En Belgique et en Grèce, des rémunérations minimales sont fixées par convention collective au niveau national, en liaison avec l'évolution des prix à la consommation.

En Grande-Bretagne, des conseils de salaires (Wages Councils) proposent chaque année au ministre du travail des salaires minimaux dans les secteurs où il n'y a pratiquement pas de négociations collectives, comme les services : environ 2,7 millions de salariés sont concernés. Un système identique (Joint Committees) existe en Irlande. En Italie et au Danemark, des minimums sont déterminés par des conventions col-

lectives de branche, comme en RFA, où la législation a prévu une rémunération minimale pour les personnes employées dans des conditions particulières, comme les travailleurs à domicile.

● **Durée du travail.** — La durée de la semaine de travail normale est réglementée dans tous les Etats de la CEE à l'exception de la Grande-Bretagne. Au Danemark, une loi de 1988 fixe à 39 heures la semaine de travail « normale ». La durée hebdomadaire (mais non maximale) oscille donc entre 39 heures (France, Danemark), 40 heures (Grèce, Luxembourg, Belgique, Espagne) et 48 heures (Allemagne, Italie, Portugal, Pays-Bas, Irlande). Mais les durées moyennes prévues par les conventions collectives sont généralement inférieures. Les heures supplémentaires sont réglementées (avec imposition de plafonds) dans tous les pays à l'exception du Danemark, de l'Italie et du Royaume-Uni.

● **Travail atypique.** — Seules l'Espagne et la France définissent légalement le travail à temps partiel. Généralement, les conditions de travail ainsi que les dispositions réglementant les délais de préavis et les indemnités de licenciement sont identiques pour les salariés à temps plein et à temps partiel. Mais, en Irlande, par exemple, il faut travailler au moins 120 heures par mois pour bénéficier d'un congé annuel. Quant au contrat à durée déterminée (CDD), il ne fait l'objet d'aucune disposition juridique particulière au Danemark, en Irlande et au Royaume-Uni. Il relève de la législation générale du travail en RFA, en Grèce et aux Pays-Bas, alors qu'il est traité spécifiquement en Belgique, en France, en Italie et bientôt au Luxembourg.

Lorsqu'il est réglementé, le CDD a une durée maximale limitée à 24 mois ou à 36 mois en Espagne et au Portugal, la Grèce ne prévoyant pas de limitation légale. L'Espagne, la Grèce et l'Italie interdisent l'infirmité alors qu'un Portugal celui-ci n'est pas réglementé. Ainsi, les conditions d'utilisation du travail temporaire, prescrit dans certains secteurs en RFA,

au Danemark et aux Pays-Bas, sont extrêmement variées. Le travail à domicile fait, lui, l'objet d'une protection légale en Allemagne, en Espagne, en France et en Italie.

● **Congés payés annuels.** — Tous les pays ont des dispositions légales sur les congés payés annuels à l'exception de l'Italie et du Royaume-Uni. Les durées légales varient entre 18 jours et 30 jours (Danemark, Espagne). Mais, dans tous les pays, les conventions collectives fixent des périodes de congés plus longues, jusqu'à parfois 6 semaines.

● **Le travail de nuit.** — C'est un domaine généralement réglementé, sauf au Danemark, en Irlande, au Luxembourg et en Grande-Bretagne. En Belgique et aux Pays-Bas, il est interdit sauf pour certaines activités, où des dérogations sont admises. Les autres législations font l'inverse : le travail de nuit est autorisé à l'exception de certaines activités. En France, une convention collective étendue peut, à certaines conditions, strictement définies, lever l'interdiction.

● **Egalité de traitement.** — L'article 119 du traité de la CEE a posé le principe de l'égalité de rémunération entre les hommes et les femmes. Ce droit théorique de non-discrimination joue également pour les ressortissants de la Communauté.

● **Age d'admission au travail.** — L'âge minimal d'admission au travail est fixé dans tous les Etats membres. Il est de seize ans minimum — prévu par la charte — en France, en Grande-Bretagne, en Espagne, de quinze ans en RFA, en Italie, en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas, au Danemark, en Irlande et en Grèce. Il est fixé à quatorze ans au Portugal.

● **Licenciements individuels et collectifs.** — La Constitution du Portugal interdit le licenciement individuel « sans juste cause ». Dans tous les pays, en dehors du Portugal, la résiliation d'un contrat de travail individuel à durée indéterminée est généralement subordonnée au respect d'un délai de préavis à durée variable. Des formes d'indemnisation sont prévues au Danemark, en France, en Grèce, en Irlande, en Italie, au

Luxembourg, en Espagne et au Royaume-Uni.

Les représentants des salariés interviennent dans la procédure individuelle en RFA, en Grèce, en Italie, en Espagne et au Portugal. Le nombre de salariés concernés par un licenciement collectif varie sensiblement d'un pays à l'autre pour qu'entre en jeu la consultation des représentants des salariés et la notification aux autorités compétentes telles qu'elles sont prévues par la directive européenne de 1975.

● **Grèves et lock-out.** — Plusieurs pays garantissent le droit de grève à travers leur Constitution : l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Luxembourg, la France et le Portugal. Cette garantie constitutionnelle est inscrite en RFA, aux Pays-Bas et en Belgique. La garantie est conventionnelle au Danemark. L'étude relève qu'il n'y a pas de droit positif en Irlande et en Grande-Bretagne, mais que les grévistes se trouvent protégés par un système d'immunité. Tous les Etats ont prévu des procédures de conciliation, tandis que lock-out est interdit au Portugal par la Constitution et en Grèce par la loi.

● **Comité d'entreprise et participation.** — La création obligatoire de comités d'entreprise est prévue par huit pays : Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas, Grèce, RFA, Portugal et Espagne (avec uniquement des représentants des travailleurs dans ces cinq derniers Etats). Le seuil (non prévu au Portugal) à partir duquel le comité d'entreprise est obligatoire varie de 5 salariés en RFA à 150 au Luxembourg. Alors que le droit à la liberté d'association et à la négociation collective existe, dans des conditions différentes, partout, la participation des travailleurs définie strictement (dans le sens d'une représentation, même limitée et consultative, dans les conseils d'administration et de surveillance des sociétés) n'est prévue que dans quelques Etats (Danemark, France, Allemagne, Luxembourg). Aux Pays-Bas, le comité d'entreprise a un droit de veto sur la désignation des personnes appelées à siéger au conseil de surveillance.

MICHEL NOBLECOURT

Droits sur les tabacs, les alcools, les carburants

Vers une harmonisation moins ambitieuse que prévu...

BRUXELLES, Communautés européennes de notre correspondant

Pour rapprocher les droits d'accises (taxes à la consommation) perçus par les douanes sur les vins, les alcools, les tabacs, les cigarettes, l'essence, et rendre par là même possible la suppression des barrières fiscales, la Commission européenne vient de proposer la fixation des taux minimaux obligatoires à compter du 1^{er} janvier 1993 et des taux « objectifs ». Dans le cas de trois produits pétroliers — le gazole diesel, le fioul de chauffage domestique et le fioul lourd industriel — pour lesquels un effort d'harmonisation plus poussé est nécessaire si l'on veut éviter des distorsions de concurrence, elle préconise non pas des taux minimaux, mais des fourchettes de taux resserrées.

Ces propositions sont sensiblement moins ambitieuses que celles présentées par la Commission en 1987. Elle avait alors préconisé des taux uniques produit par produit

applicables dans l'ensemble de la Communauté.

Mais les discussions entre les douanes ont fait apparaître qu'en raison des grands écarts de taux entre les Etats membres il était illusoire d'espérer aboutir à une harmonisation totale d'ici à la fin 1992.

Les taux minimaux maintenant proposés sont inférieurs au taux unique de 1987, et, tant au plan budgétaire qu'en termes de prix, ne devraient placer aucun Etat membre dans une situation vraiment inconfortable. Il s'agit d'un rapprochement minimal nécessaire pour rendre possible l'élargissement progressif des franchises voyageurs et, à partir de 1993, pour autoriser les particuliers à faire sans aucune limitation leurs achats personnels dans les pays de la CEE où les taux sont les plus bas.

Les taux objectifs, contrairement aux taux minimaux, ne seront pas obligatoires. Il s'agit, explique la Commission, de valeurs repères sensiblement plus élevées que les taux minimaux et dont l'objet est d'indiquer aux Etats membres la

direction dans laquelle opérer les rapprochements. Au 1^{er} janvier 1993, les Etats membres qui se situent au-dessus des taux minimaux n'auront pas l'obligation de modifier leurs taux. Mais s'ils le font, les modifications ne pourront se faire que dans le sens d'un rapprochement vers les taux objectifs. Ces derniers ont été fixés en tenant compte des impératifs de politique de santé et d'environnement.

L'idée est notamment d'inciter à un relèvement progressif des taxes perçues sur le tabac et sur l'alcool afin d'en décourager la consommation. Dans le même esprit d'orientation, le taux proposé pour l'essence normale est de 337 écus par hectolitre alors que pour l'essence sans plomb il est limité à 287 écus par hectolitre. Le taux minimal proposé pour le vin est de 9,35 écus par hectolitre, ce qui impliquera en France une augmentation de l'accise de 50 francs par hectolitre d'ici à 1993. Toujours pour le vin, il est suggéré de fixer le taux objectif de 28,7 écus par hectolitre.

PHILIPPE LEMAITRE

TRANVOUILLE

AVEC

120 AIR PORTUGAL

De l'enregistrement à l'atterrissage, marchez sur un nuage. Prenez l'air, laissez nous faire. Partout dans le monde, laissez vous dorloter. Raffiné, attentionné et méticuleux, votre équipage est aux petits soins. Goûtez les charmes de la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse. Et qui sait rendre un vol agréable.



VOYAGEZ COMME VOUS RÊVEZ



CHECK-IN

CHECK-IN

CHECK-IN

CHECK-IN

120 AIR PORTUGAL

14 L'assemblée des évêques français à Lourdes
15 L'affaire Touvier

16 Cinéma : Jerry Lee Lewis, fils prodige
17 Musique : Tristan et Isolde à Nantes

18 La mort de Kateb Yacine
22 Judo : le poids des lourds

Foulards, cantines et enseignement coranique

Ecoliers musulmans en Europe

La polémique sur le port du foulard islamique à l'école n'est pas close en France. M. Raymond Barre a réclaté, dimanche, une « commission de sages » pour réfléchir à la laïcité dans une société multiconfessionnelle (voir page 48). D'autres pays d'Europe occidentale sont confrontés, eux aussi, à la présence d'enfants musulmans dans leurs écoles, même si le débat n'y a pas pris la même forme et la même ampleur qu'en France.

Les écoles de Copenhague n'ont pas de cantines. Dans certaines d'entre elles, les élèves apportent eux-mêmes leur repas de midi : dans d'autres, les plus populaires, un paquet-repas est distribué par l'établissement. Il y a un mois, cédant aux sollicitations des familles musulmanes, la municipalité a décidé de banir la viande de porc de ces repas. Cette initiative a provoqué un tollé, mais les autorités ont tenu bon : il n'y a donc plus ni jambon ni saucisson.

C'est un exemple parmi beaucoup d'autres de la prise en compte — plus ou moins explicite, plus ou

moins réussie — d'un phénomène général en Europe occidentale : la proportion croissante d'enfants musulmans dans les écoles. Une croissance qui s'explique, à la fois, par l'arrivée de nouveaux immigrants et par la faible natalité des Européens.

Ainsi, aux Pays-Bas, la proportion d'enfants étrangers à l'école primaire (5,6 % en 1986) et dans le secteur préscolaire (6,9 %) a triplé en dix ans. En Allemagne fédérale, elle a seulement doublé, si l'on peut dire, mais avec des chiffres sensiblement plus élevés : 12,6 % d'étrangers dans le primaire et 18,8 % en maternelle. Bien entendu, tous ces étrangers ne sont pas musulmans, même si la RFA compte une forte majorité de Turcs. Mais, à l'inverse, dans d'autres pays, les statistiques ont tendance à sous-évaluer le phénomène. C'est le cas en France où de nombreux enfants maghrébins sont de nationalité française.

La présence musulmane dans les écoles européennes est d'autant plus sensible qu'elle est géographiquement très concentrée. Dans le quartier de Kreuzberg (Berlin-Ouest), quelques pâtés de maisons comptent jusqu'à 60 % de Turcs. A Soho ou Astor (Birmingham), certaines classes ne comptent plus un seul Anglais de souche. On assiste en effet au même cercle vicieux que dans de grandes villes des Etats-Unis : un quartier « coloré » devient de plus en plus parce que les familles blanches, insatisfaites de l'école, préfèrent déménager. Ainsi, l'institution scolaire, qui était censée être le lieu idéal du brassage et de l'intégration, devient

facteur de concentration et de ségrégation.

Ce processus met du temps à se réaliser. Dans l'intervalle, les conflits se multiplient : s'il y a en Europe peu d'affaires du genre Creil (foulard islamique), on ne compte plus les affaires du genre Montfermeil ou Beaucourt (tentative de barrer l'accès de l'école à des enfants d'immigrés, jugés trop nombreux).

Religion d'Etat ou laïcité

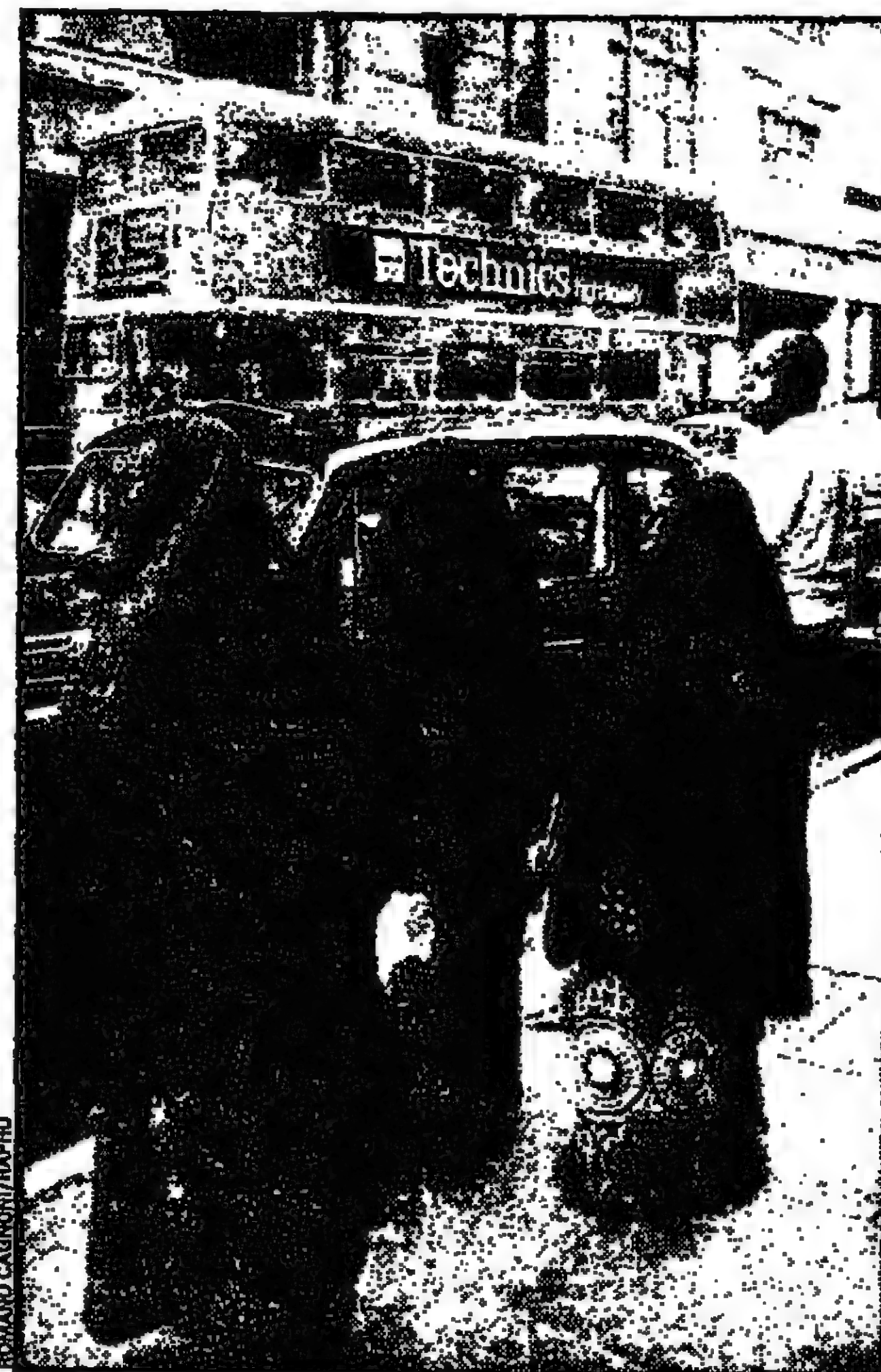
Aucun Etat d'Europe occidentale n'était prêt à prendre durablement en charge une population scolaire musulmane. Aujourd'hui, ils sont tous obligés de s'adapter aux nouvelles formes de l'immigration : ce ne sont plus simplement des travailleurs qui viennent en Europe mais des familles ; et elles ont tendance à s'établir de manière définitive dans le pays d'accueil.

L'Allemagne fédérale, par exemple, refusait de se considérer comme pays d'immigration. Elle n'avait que des « visiteurs », venus y travailler pour une durée provisoire, selon une rotation organisée. Même lorsque le travailleur était rejoint par sa famille, ce principe devait s'appliquer : la scolarisation des enfants turcs visait à maintenir la culture d'origine pour permettre une réintégration au pays. Or, la population turque a tendance à se sédentariser, obligeant les responsables allemands à en tirer les conséquences. Ils oscillent désormais entre une politique d'intégration en RFA et une politique de réintégration au pays.

L'Italie et l'Espagne, elles, se voyaient comme des nations d'émigrants... jusqu'au jour où le mouvement s'est inversé. Quant à la France, qui avait une habitude de l'assimilation des populations étrangères, elle pensait à tort pouvoir intégrer des immigrants musulmans de la même manière que jadis les Italiens et les Polonais.

A deux ans de l'ouverture des frontières de la Communauté, les pays européens sont loin d'avoir la même attitude à l'égard des élèves musulmans. Chacun d'eux réagit en fonction de son histoire, de son tempérament et de sa conception de l'Etat. Ce n'est pas un hasard si l'affaire du foulard islamique a pris tant d'ampleur en France, pays centralisé, où la laïcité est considérée comme l'un des piliers de la République. La situation ne peut être la même ni en Grande-Bretagne où l'anglicanisme est religion d'Etat, ni au Danemark où la classe commence par le chant d'un psalme. Elle ne peut être la même ni en RFA où les différents Länder jouissent d'une grande autonomie en matière d'éducation, ni en Belgique, pays décentralisé, où les citoyens ont une méfiance instinctive envers le gouvernement central.

En 1985, dans une commune près de Rotterdam, l'échevin avait interdit le port du foulard islamique en le déclarant « non hygiénique ». Il avait dû faire marche arrière, et le ministre de l'Éducation s'était déclaré incompétent. Des affaires semblables ont éclaté ces dernières années dans d'autres pays d'Europe mais elles ne sont jamais allées très loin.



Tout un débat se développe, en revanche, à propos de l'enseignement coranique. Il n'est pas facile de le refuser dans des pays comme la Belgique où d'autres religions sont enseignées à l'école.

Le cas de l'Allemagne est particulièrement intéressant. Dans ce pays, l'enseignement du catholicisme ou du protestantisme est obligatoire, à moins d'une demande écrite des parents. Faut-il dispenser des cours de Coran aux musulmans ? Dans un premier temps, les autorités ont laissé des centres musulmans s'en occuper ; puis elles se sont inquiétées de l'emprise des confréries islamiques — politisées et bien organisées — sur la population turque, en se demandant si le meilleur moyen de la combattre serait pas d'enseigner l'islam à l'école. Une expérience timide a été lancée en Rhénanie-Westphalie où un Coran « édulcoré » est enseigné dans certaines classes primaires.

Décentralisation extrême

« L'Allemagne fédérale est un pays où les choses ont le mérite d'être explicites », souligne Riva Kastoryano, chercheur associé à la Fondation nationale des sciences politiques. Les Turcs sont les Turcs — juridiquement et psychologiquement parlant — et les Allemands sont les Allemands. Cela ne facilite

peut-être pas l'intégration mais évite des confusions et des ambiguïtés qui, ailleurs, sont très douloureusement ressenties.

Mais c'est le Royaume-Uni qui, à l'heure actuelle, se distingue le plus du cas français, en raison d'une extrême décentralisation en matière d'éducation — le pouvoir décisionnel appartient aux collectivités locales et aux chefs d'établissement — et en raison d'une forme de réintégration à la société « pluri-culturelle ».

A Birmingham en particulier, où vivent 80 000 musulmans, d'origine pakistanaise ou indienne, le conseil municipal a soumis en 1983 des « recommandations » aux chefs d'établissement. Elles prévoient notamment des salles de prière musulmanes dans les écoles, l'autorisation pour les filles de porter le foulard islamique et le costume traditionnel, de la viande halal dans les cantines, le refus d'enseigner l'éducation sexuelle comme matière à part et la « prise en compte » du point de vue des parents pour la non-participation des filles à la gymnastique, à la danse, à la musique, etc.

On se trouve clairement devant deux modèles : celui, pluriculturel, de Birmingham et celui, intégrateur, que la France tente de préserver. Les pays européens pourront-ils se dispenser de choisir entre l'un ou l'autre ?

ROBERT SOLÉ

A Bruxelles

Sous l'aile de la mosquée

BRUXELLES

de notre correspondant

« C'est une école comme les autres. La seule différence : au lieu des cours de religion catholique ou de morale laïque, les enfants ont deux heures par semaine de cours de religion islamique. » A entendre Anne Ghisté, la toute jeune directrice — « vingt-cinq ans » — de l'école islamique de Bruxelles, on se demande pourquoi la création de cette école, lors de la dernière rentrée scolaire, a soulevé tant de polémiques dans le monde politique du royaume belge « et catholique ».

Anne Ghisté est assistée par sept autres institutrices, dont trois sont musulmanes. L'idée de créer cette école a vu le jour en 1987, après que les bourgmestres (maires) de deux communes de l'agglomération bruxelloise eurent interdit les cours de religion islamique dans les écoles de leurs circonscriptions. Si cette décision n'a pas surpris de la part de Roger Nols, le bourgmestre de Schaerbeek, célèbre pour ses prises de position extrémistes — il fut le premier homme politique belge à recevoir officiellement Jean-Marie Le Pen, — elle a été plus imprévue de la part du socialiste Charles Piquet, responsable de Saint-Gilles, et qui est devenu depuis le président de l'exécutif de la région bruxelloise.

En 1978, les cours de religion musulmane furent en effet introduits par une loi dans les écoles communales du royaume au même titre que les autres religions ou que la morale laïque pour les non-croyants. L'organisation prévoit que ces cours possèdent un caractère religieux, mais ne se reconnaissent pas de hiérarchie, les comités prévus par la loi pour l'enseignement islamique ne peuvent se mettre en place. En fait, l'enseignement dépend du centre islamique et culturel de Belgique, lui-même dépendant de la Ligue islamique mondiale, elle-même dépendante de l'Arabie saoudite...

Le système fonctionne tant bien que mal jusqu'à ce que les deux bourgmestres décident de suspendre les cours de religion islamique. En avril 1989, le ministre responsable leur donne en partie raison estimant qu'une école pouvait « se déclarer incapable » d'organiser ces cours sans violer la loi. Devant cet état de fait, l'imam décide de créer « l'école de la mosquée », dénommée ainsi parce qu'elle est située dans le même bâtiment que la grande mosquée de Bruxelles, la même où l'imam Abdallah Abdel fut assassiné en mars dernier.

En dépit des réactions négatives de nombreux responsables politiques du pays, l'école islamique est en passe de recevoir tous les agréments administratifs nécessaires pour être considérée comme les autres écoles confessionnelles du pays. Et, à ce titre, d'être subventionnée.

« Enseignement plus facile »

Cent quarante enfants environ, dont une grande majorité de Marocains, fréquentent l'établissement. « L'enseignement est plus facile, reconnaît Anne Ghisté, du fait de l'homogénéité relative des élèves. L'an dernier, j'étais dans une école d'Anderlecht où il y avait souvent des problèmes entre enfants immigrants et belges. »

Pour le moment, le très jeune âge de la plupart des écoliers fréquentant l'école permet de... voir certains problèmes. Les enfants font ainsi de la gymnastique tous ensemble et les cours de sciences naturelles « sont limités à la découverte du corps humain, mais sans encore parler de la différenciation sexuelle... ». Quant au port du foulard, « cela dépend des jours », répond Anne Ghisté. Les parents essaient d'y habituer les enfants, mais celles-ci, surtout les plus petites, oublient de temps en temps...

JOSÉ-ALAIN FRALON

A Londres

Dans les ghettos bengalis

LONDRES

de notre correspondant

« Empêcher des jeunes filles d'aller en classe parce qu'elles portent un voile ? » Notre interlocuteur n'en revient pas que la question puisse même se poser. Il suffit d'ailleurs de regarder autour de soi, dans ce quartier du nord-est de Londres, Tower Hamlets, à très forte population immigrée. Plusieurs écoles primaires et secondaires d'Etat sont ici fréquentées presque uniquement par des enfants musulmans originaires du Bangladesh. Le phénomène de constitution de ghettos ethniques, caractéristique des banlieues londonniennes, est encore plus marqué qu'ailleurs. Certains Council flats (l'équivalent approximatif de nos HLM) ne sont habités que par des Bengalis.

Il n'est pas question pour ceux-ci d'envoyer leurs enfants dans une école privée payante, même si l'enseignement public est nettement déficient. Outre cent trente enfants bengalis n'ont pu être scolarisés, lors de la dernière rentrée à Tower Hamlets, en raison du manque de locaux et d'enseignants. La municipalité a dû faire appel à des instituteurs étrangers, néerlandais et ouest-allemands notamment, qui connaissent suffisamment l'anglais pour remplir leur mission... Autant dire que les problèmes d'intendance passent ici avant les querelles culturelles ou religieuses. Si les jeunes musulmanes veulent porter un voile, ou un foulard, ce n'est pas le directeur de l'établissement qui s'y oppose.

Tower Hamlets est un cas extrême. Mais la même tolérance, conformément aux meilleures traditions britanniques, est de règle dans toutes les écoles dépendant de l'Inner London Education Authority (ILEA), l'organisme qui a la responsabilité de toutes les écoles d'Etat du Grand Londres. Les travaillistes bénéficient d'un pouvoir de fait à la tête de l'ILEA et ils ont eu à cœur de faire bénéficier toutes les minorités de protections considérables. Malheur à l'enseignant venu de sa lointaine province qui tiendrait un propos considéré comme insultant à l'égard des innombrables minorités ethniques ou religieuses représentées.

Les jeunes musulmans représentent 42 % de la population scolaire à Tower Hamlets, 14 % à Camden et 11 % à Westminster, pour ne citer que quelques quartiers de Londres. En dehors de la capitale, des villes comme Bradford connaissent des proportions encore plus élevées. Le système britannique, très décentralisé, donne un pouvoir considérable aux autorités locales d'éducation, lesquelles reflètent la composition de la population concernée, et comportent donc dans certains cas un nombre appréciable de musulmans.

Cette situation est cependant en pleine évolution. Mme Thatcher a décidé d'abolir l'ILEA, parce que la gauche travailliste y était trop puissante. Ce sera chose faite au printemps prochain. Les autorités éducatives de chacun des douze districts londonniens auront désormais davantage de latitude en matière de règlement intérieur. Seront-elles aussi résolument tolérantes que par le passé, malgré les séquelles de l'affaire Rushdie, envers les jeunes musulmans des deux sexes qui affichent des signes extérieurs de leur appartenance religieuse ?

Les paradoxes ne manquent pas. Certaines écoles de l'Eglise d'Angleterre, situées dans des quartiers désertés, accueillent une forte proportion et parfois une majorité de jeunes musulmans. Ceux-ci ne reçoivent, par conséquent, aucune éducation religieuse anglicane. La même remarque vaut dans les écoles catholiques où la règle est cependant de ne pas dépasser 20 % de non-baptisés. La grande querelle est à venir. Elle concerne la demande, soutenue par le parti travailliste, que des écoles confessionnelles musulmanes puissent être à l'avenir financées et entretenues par l'Etat, comme c'est le cas actuellement pour certains établissements chrétiens et juifs.

DOMINIQUE DHOMBRES



SOCIÉTÉ

RELIGIONS

La fin de l'assemblée plénière de Lourdes

Les évêques élaborent un catéchisme pour adultes

L'assemblée plénière qui s'achève est l'une des plus solennelles que nous ayons connues, a déclaré à Lourdes, lundi 30 octobre, Mgr Decourtray, président, en clôture des travaux annuels de la conférence épiscopale. Cette assemblée restera marquée par l'engagement de plusieurs dossiers importants (catéchisme pour adultes, paroisses), par la visite de M. Jacques Delors, président de la commission européenne le 29-30 octobre) et par les commentaires sur l'affaire du voile et l'avenir de la laïcité.

LOURDES

de notre envoyé spécial

La seule décision concrète adoptée par les évêques à Lourdes a été la création d'un Conseil national de la solidarité, qui aura pour principale fonction d'harmoniser les actions des différents organismes caritatifs de l'Eglise de France. Il sera présidé par Mgr Jacques David, évêque de La Rochelle. Longue et préparée par l'adoption d'une charte commune de la solidarité et par une phase d'expérimentation qui a duré un an, cette décision devrait mettre fin à des années de tension entre, notamment, le Secours catholique et le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCCFD), qui, à eux deux, attirent le plus gros de l'aide des catholiques de France.

Le conflit portait sur la destination des sommes recueillies, la nature des projets soutenus et les relations à établir avec les évêques des pays aidés. Elle avait alimenté une polémique à propos du CCCF, soupçonné de faire cavalier seul, de passer au-dessus des hiérarchies locales, de sortir de sa vocation humanitaire pour soutenir des organisations syndicales ou politiques actives dans les luttes de libération du tiers-monde. Un livre vient de sortir qui fait justice d'accusations reprises dans les milieux et la presse de la droite française (1).

« On a dépassé les querelles », se sont félicités les évêques après leurs votes. Mais ils n'ont pas vraiment déterminé la vocation du nouveau Conseil national de la solidarité : s'agit-il d'un organisme de « concertation » ou de « coordination » des organismes caritatifs de l'Eglise ? L'avenir le dira. L'objectif est d'abord, semble-t-il, de remobiliser les fidèles pour les actions caritatives et missionnaires.

Le plus gros travail de l'assemblée plénière, accompli à huis clos, a été consacré à la préparation d'un « Exposé complet et organique de la foi », une sorte de catéchisme pour adultes, analogue à celui qui existe déjà en Allemagne et en Belgique par exemple. Il s'agit d'un ouvrage principalement destiné aux catéchistes (plus de deux cent mille dans l'Eglise de France), capable aussi de répondre aux besoins de formation des parents et plus généralement des adultes.

Le travail de rédaction a été confié à la commission épiscopale de l'enseignement religieux, pré-

sidé par Mgr Pierre Plateau, archevêque de Bourges, qui, depuis le mois de mai, a reçu des évêques et des congrégations romaines compétentes plusieurs milliers d'amendements. Après d'autres navettes, ce catéchisme pour adultes devrait être terminé à la fin de l'année prochaine. Mais son élaboration se fait dans un climat beaucoup plus serein que celui qui avait précédé, en 1985 et 1986, la nouvelle rédaction, imposée par le Vatican, de *Pièces vivantes*, le principal outil de la catéchèse française.

Redécouverte

des paroisses

Un autre travail de longue haleine a été amorcé par les évêques, qui ont échangé leurs expériences sur le redécouverte des paroisses. Depuis 1965, c'est la première fois que les évêques se penchent sur le thème de la paroisse, qui est pourtant la cellule de base de la vie de l'Eglise locale. Ce recensement correspond à des mouvements de fond de la société, qui bouleversent le tissu paroissial traditionnel : désertification du monde rural, construction de quartiers nouveaux dans les grandes villes, mutation des modes de vie urbains, crise du recrutement des prêtres, etc.

Il y a un trop-plein de clochers dans des régions rurales déchristianisées ou dans certaines banlieues nouvelles, mais d'autres quartiers en manquent. Comment regrouper les fidèles, remodeler la carte des paroisses, sans provoquer des déséquilibres, y compris sociaux ?

L'assemblée de Lourdes s'est interrogée sur les chances de réussite d'une telle mutation de la géo-

graphie paroissiale, qui ressemble aux efforts, plus ou moins couronnés de succès, de regroupement des communes. Présentant l'Eglise comme un « lieu d'inventivité sociale », le cardinal Lustiger s'est montré optimiste : « Notre modèle reste celui de la France rurale du dix-neuvième siècle, qui comptait quarante-cinq mille prêtres pour trente-cinq mille communes. Alors le clergé était exclusivement rural. Mais les temps ont changé : aujourd'hui, les vocations sont urbaines, et le clergé est mieux formé. » Ce dossier sera plus complètement examiné l'an prochain.

Une « assemblée sereine », a commenté Mgr Decourtray. Les thèmes délicats n'ont pas fait l'objet de vrais débats, comme par exemple l'image de l'Eglise, ou la contestation montante de militants de gauche soucieux de plus de dialogue — les vingt-cinq mille signataires de l'« Appel au dialogue de Témoinage chrétien » (le Monde du 24 octobre) — ou encore l'affaire Gaillot, à peine évoquée. Une lettre a été lue de Mgr Michel Coppenhagen, évêque de Fapeta, se plaignant de ne pas avoir été informé de la présence de Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, à une récente manifestation antinucléaire dans le Pacifique. Le « cas Gaillot » est jugé « douloureux » par certains évêques : « Au silence constant de l'intérêt, dit en privé l'un d'entre eux, répond le silence généré des autres. »

HENRI TINCQ

(1) Les Risques de la solidarité, de Bernard Holzer, secrétaire général du CCCF, en collaboration avec Frédéric Lenoir, Fayard, 242 p., 85 F.

CATASTROPHES

Vingt-trois morts dans le séisme en Algérie

Suite de la première page

Au moins vingt-trois morts et près de trois cents blessés étaient dénombrés dans la matinée du 30 octobre. Plusieurs maisons et bâtiments se seraient effondrés à Cherchell même ensevelissant leurs occupants.

D'importants dégâts étaient signalés à Tipasa et à Hadjout, un peu plus à l'intérieur des terres. A Nadir, sur le versant sud du mont Chenoua, une ancienne bâtisse coloniale s'est écroulée sur la famille qui l'occupait, tuant cinq personnes. Le peintre Georges Lepoittevin et sa compagne, l'écrivain Marie-Joséphine, ont été blessés dans l'effondrement de leur maison à Tipasa-Plage. A Alger, aucune victime n'était signalée. Mais les services de la protection civile sont intervenus une quarantaine de fois, notamment pour des effondrements, des feux d'appartements, une explosion de gaz. Le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, s'est rendu sur les lieux du drame, dans la wilaya de Tipasa.

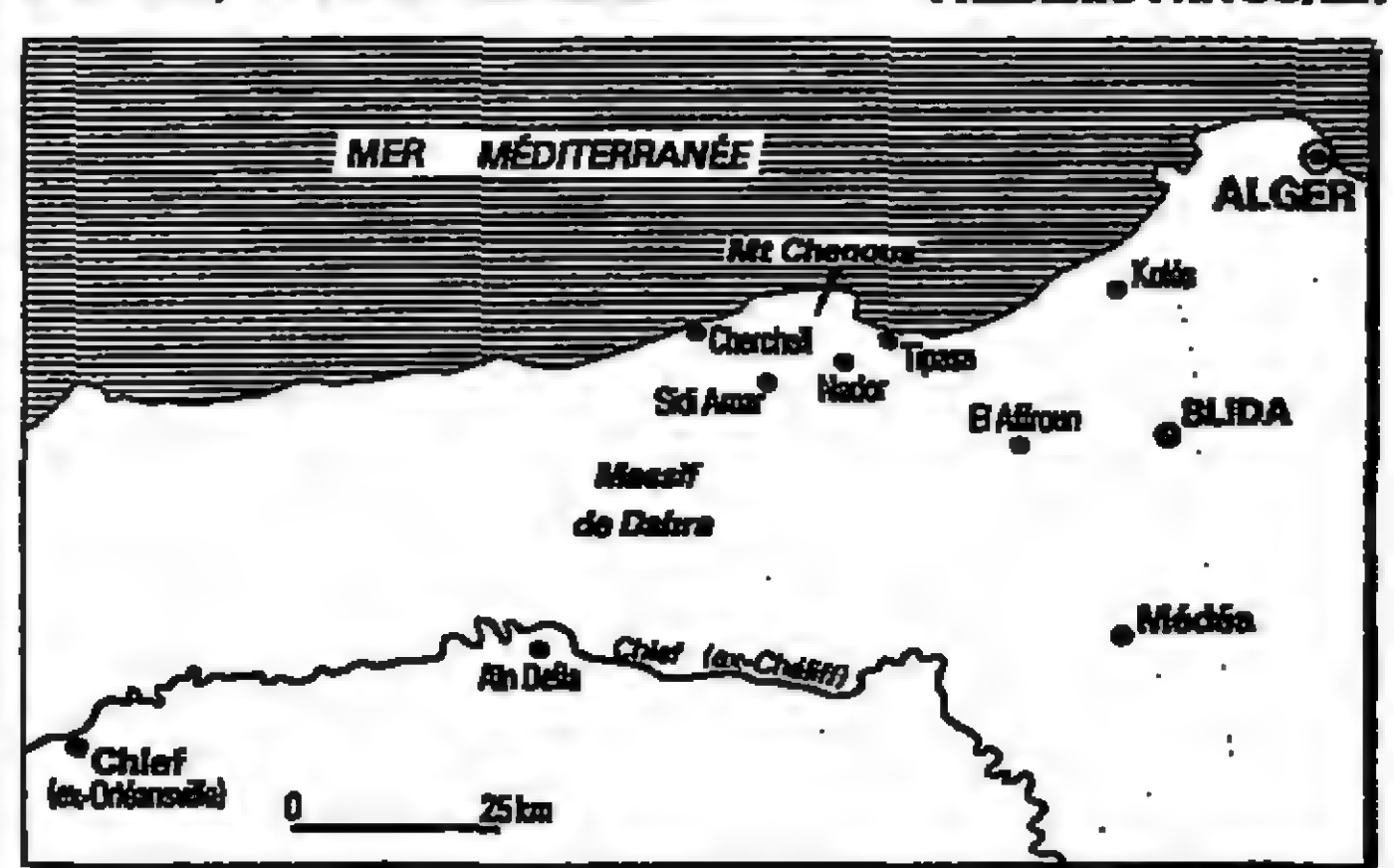
Il y a un an, presque jour pour jour, le 31 octobre 1988, la terre avait déjà tremblé dans la même région. La secousse de magnitude de 5,4 avait fait une soixan-

taine de blessés et d'importants dégâts matériels dans les wilayas de Blida, Médéa, Ain-Defla et Tipasa. Elle avait été très fortement ressentie dans la capitale. Deux répliques de magnitude de 3,6 et de 4 avaient été enregistrées au cours des dix jours suivants, juste avant qu'une autre secousse de magnitude de 4,4 survienne dans la nuit du 14 novembre.

2 500 morts en 1980

Auparavant, un tremblement de terre avait fait un mort, sept blessés et un millier de sans-abri, le 26 janvier 1987, dans la région de Chlef, — ex-EI Asnam et ex-Orléansville quasiment détruite le 10 octobre 1980 par un séisme de magnitude de 7,3. Cette catastrophe avait, officiellement, fait plus de 2 500 morts, plusieurs milliers de blessés, et laissé près d'un demi-million de personnes sans abri. Le 9 septembre 1954, lorsque la ville s'appelait encore Orléansville, elle avait été partiellement détruite par un séisme de magnitude de 6,9 qui avait tué 1 243 personnes.

FRÉDÉRIC FRITSCHER



La montée inexorable de l'Afrique vers le Nord

Pour la troisième fois en trente-cinq ans, le nord de l'Algérie a été secoué, le 27 octobre, par un tremblement de terre. Le 9 septembre 1954, Orléansville subissait un séisme de magnitude de 6,9 (mille deux cent quarante-trois morts et quinze mille blessés) ; la même région retremblait le 10 octobre 1980 (entre-temps, la ville était devenue El Asnam) : la secousse de magnitude de 7,3 avait tué trois mille cinq cents personnes.

D'après les premiers calculs de l'Institut de physique du globe de Strasbourg, le séisme qui s'est produit le 27 octobre

avait une magnitude de 5,7 et sa première réplique (qui s'est manifestée quinze minutes après) une magnitude de 4,6. L'épicentre semble être situé un peu au nord-ouest de Blida, c'est-à-dire sur un des accidents tectoniques qui, d'Agadir (Maroc), elle aussi détruite par un séisme en 1960) au nord de la Tunisie en passant par Chlef (ex-EI Asnam), marquent une compression. Cette compression est due à la « montée » inexorable, au rythme moyen de 1,5 centimètre par an, de la plaque Afrique vers la plaque Eurasie.

Y. R.

Selon les experts

Panne et erreur humaine à l'origine de l'accident du Fokker de la TAT

L'accident du Fokker Nancy-Paris de la compagnie TAT, qui s'est écroulé le 4 mars 1988, en causant la mort de vingt-trois personnes, était dû à la fois à une panne et à une erreur humaine, selon le rapport des experts remis, samedi 28 octobre, au juge d'instruction de Melun (Seine-et-Marne).

Le rapport souligne une « panne du convertisseur en fonctionnement », à laquelle « l'équipage, occupé par ailleurs, n'a pu remédier immédiatement ». La panne a

entraîné une « coupure du courant alternatif », qui « a déconnecté le pilote automatique et supprimé les informations d'altitude sur la planche de bord ». Mais il y a eu aussi « erreur humaine » : le pilote était en conversation pendant le vol, avec un passager qu'il avait admis dans le poste de pilotage, conformément à « ses prérogatives réglementaires », mais il lui a consacré un temps excessif, constatant ainsi les difficultés avec retard.

Le rapport écarte « d'éventuelles anomalies des conditions d'utilisation technique des avions exploités par la TAT ». Cependant, il note que « l'avion ne possédait pas d'équipement d'altitude de secours alimenté séparément », ni d'alarme signalant l'arrêt du pilote automatique. Après l'accident, la compagnie a équipé tous ses appareils du premier et l'administration a rendu obligatoire la seconde.

□ Accident d'avion à Hawaï. — L'épave et les corps des passagers d'un avion disparu samedi 26 octobre dans les îles Hawaï, ont été retrouvés dimanche 29 ; il ne semble pas y avoir de survivants. L'appareil, de la compagnie Aloha Islandair, qui avait décollé de l'île de Maui à destination de celle de Molokai avec dix-huit passagers et deux membres d'équipage, n'était pas arrivé à destination et aucun appel de détresse n'a été capté. — (AFP.)

DÉFENSE

Opposé à l'achat d'avions F-18

M. Boucheron (PS) accuse la marine de vouloir torpiller le Rafale

Intervenant dans le débat sur le remplacement éventuel, par des F-18, des avions Crusader sur le Foch et le Clemenceau, le président de la Commission de la défense à l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ile-et-Vilaine) accuse en substance la marine nationale de chercher à torpiller le projet du Rafale naval en acceptant de voler sur des appareils « achetés dans les surplus américains ».

M. Boucheron, qui est un proche du ministre de la défense, a exprimé cette critique lors de l'examen, le 26 octobre, par la commission qu'il préside, du projet de budget de la marine pour 1990. Son accusation vient quelques jours après la publication d'un article (le Monde du 21 octobre) du vice-amiral d'escadre Yves Goupil, major général de la marine, qui préconise l'achat de F-18 d'occasion aux Etats-Unis pour remplacer des Crusader d'origine américaine.

L'objet du débat est déjà connu dans ses grandes lignes. Les Crusader, qui servent à la défense aérienne des porte-avions français, et les Etendard IV-P, qui effectuent des missions de reconnaissance pour le groupe aéronaval, sont à bout de souffle en 1993. Le Rafale, dans sa version embarquée, qui doit les remplacer, ainsi qu'il succédera aux avions d'attaque Super-Etendard après l'an 2000, ne sera pas prêt avant juillet 1998, au plus tôt, dans les flottilles opérationnelles. Dès que le Foch et le Clemenceau, puis leur successeur, le Charles-de-Gaulle, ne pourront se dispenser d'avions de défense aérienne à la mer, la marine propose, en attendant l'arrivée du Rafale, d'acheter quinze avions F-18 à la marine américaine. Il s'agit d'une solution provisoire, à laquelle on oppose une formule nationale, qui consisterait à prolonger momentanément l'existence des Crusader en les rénovant sur le standard des Mirage F-1 de l'armée de l'air française.

Selon M. Boucheron, il y aurait une différence de coûts de 3 milliards de francs entre les deux options : la modernisation des Crusader est estimée par lui à 1,2 milliard de francs, quand l'acquisition des F-18 et celle de leur armement sont évaluées respectivement à 3,2 et à 1,1 milliards de francs. Le président de la commission reconnaît cependant que les Etats-Unis pour-

raient consentir des rabais « substantiels » dès lors qu'ils voudraient encourager la vente à la France de leur avion F-18, le principal rival du Rafale à l'exportation.

Ces chiffres sont contestés par l'état-major de la marine qui, tenant compte de l'environnement (munitions, pièces de rechange et baux d'essais), considère que la modernisation des Crusader revient à 1 810 millions de francs pour un avion qui n'est pas adapté à la défense aérienne à basse alti-

tude, lorsque l'achat des F-18 atteint 3 735 millions de francs. Au-delà de ces différences de calcul, le président de la commission s'est surtout étonné, devant ses collègues, que la marine ose présenter le recours aux matériels américains comme une solution provisoire. Selon lui, les sommes consacrées aux F-18 viendraient à manquer ensuite à la part de la marine dans le financement de la version navale du Rafale, dont les études seraient nécessairement abandonnées au détriment des

entreprises françaises qui y sont associées.

Rappelant que les Crusader avaient déjà été achetés en 1965 aux Etats-Unis, M. Boucheron a expliqué : « Il ne doit pas y avoir de faillite pour l'aéronavale française de voler sur des appareils étrangers, achetés dans des surplus américains. »

Ce terme de « surplus », habituellement employé pour désigner des matériels déclassés, voire usagés, a d'autant plus surpris de nombreux marins que le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, qui a également vu au chapitre dans cette affaire, considère au contraire que les F-18 proposés par les Américains sont presque neufs, avec 4 000 heures de potentiel de vol. Il s'est préféré, convient-il en privé, pouvoir acquérir des avions moins chers, à 1 500 heures de potentiel. C'est une suggestion que rejette la marine dont chaque Crusader fait 900 heures de vol par an et par appareil.

Un rapport interne à la délégation générale pour l'armement (DGA), qui date du début de cette année et qui avait été commandé par le ministre de la défense, déconseille de prolonger — sans les moderniser — les Crusader, et il exprime des réserves sur la rentabilité de cette même rénovation dans la mesure où elle conduirait à des dépassements de devis (estimés à 1 755 millions de francs pour seulement douze appareils en ligne) et à déployer des avions aux performances dépassées.

Mais, c'est de toute évidence l'accusation de vouloir porter un coup fatal au programme Rafale qui émeut le plus les marins. Pour disposer de quatre-vingt-six exemplaires de la version embarquée de l'avion conçu par Dassault et destiné à relever les Super-Etendard après l'an 2000, la marine s'est engagée à participer, à hauteur de 20 %, au développement du Rafale. Entre 1986 et 1989, elle y a consacré 958 millions de francs quand l'armée de l'air, pour ses deux cent cinquante exemplaires prévus, a alloué 3 548 millions de francs. Entre 1990 et 1993, la marine attribuera 1 536 millions de francs supplémentaires au développement du Rafale.

Le débat Crusader — F-18 ne devrait pas être tranché avant la fin de 1991. D'ici là, un Crusader de la marine subira des expertises (pour 51 millions de francs) et le Foch devra expérimentier deux F-18 prêtés par la marine américaine.

JACQUES ISNARD

Un programme estimé à 139 milliards de francs

A combien peut être estimé le coût du programme Rafale si, aux quatre-vingt-six exemplaires destinés à l'Aéronavale (munitions, pièces de rechange et baux d'essais), considère que la modernisation des Crusader revient à 1 810 millions de francs pour un avion qui n'est pas adapté à la défense aérienne à basse alti-

tude, lorsque l'achat des F-18 atteint 3 735 millions de francs. Au-delà de ces différences de calcul, le président de la commission s'est surtout étonné, devant ses collègues, que la marine ose présenter le recours aux matériels américains comme une solution provisoire. Selon lui, les sommes consacrées aux F-18 viendraient à manquer ensuite à la part de la marine dans le financement de la version navale du Rafale, dont les études seraient nécessairement abandonnées au détriment des

entreprises françaises qui y sont associées.

Rappelant que les Crusader avaient déjà été achetés en 1965 aux Etats-Unis, M. Boucheron a expliqué : « Il ne doit pas y avoir de faillite pour l'aéronavale française de voler sur des appareils étrangers, achetés dans des surplus américains. »

Ce terme de « surplus », habituellement employé pour désigner des matériels déclassés, voire usagés, a d'autant plus surpris de nombreux marins que le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, qui a également vu au chapitre dans cette affaire, considère au contraire que les F-18 proposés par les Américains sont presque neufs, avec 4 000 heures de potentiel de vol. Il s'est préféré, convient-il en privé, pouvoir acquérir des avions moins chers, à 1 500 heures de potentiel. C'est une suggestion que rejette la marine dont chaque Crusader fait 900 heures de vol par an et par appareil.

Un rapport interne à la délégation générale pour l'armement (DGA), qui date du début de cette année et qui avait été commandé par le ministre de la défense, déconseille de prolonger — sans les moderniser — les Crusader, et il exprime des réserves sur la rentabilité de cette même rénovation dans la mesure où elle conduirait à des dépassements de devis (estimés à 1 755 millions de francs pour seulement douze appareils en ligne) et à déployer des avions aux performances dépassées.

Mais, c'est de toute évidence l'accusation de vouloir porter un coup fatal au programme Rafale qui émeut le plus les marins. Pour disposer de quatre-vingt-six exemplaires de la version embarquée de l'avion conçu par Dassault et destiné à relever les Super-Etendard après l'an 2000, la marine s'est engagée à participer, à hauteur de 20 %, au développement du Rafale. Entre 1986 et 1989, elle y a consacré 958 millions de francs quand l'armée de l'air, pour ses deux cent cinquante exemplaires prévus, a alloué 3 548 millions de francs. Entre 1990 et 1993, la marine attribuera 1 536 millions de francs supplémentaires au développement du Rafale.

Le débat Crusader — F-18 ne devrait pas être tranché avant la fin de 1991. D'ici là, un Crusader de la marine subira des expertises (pour 51 millions de francs) et le Foch devra expérimentier deux F-18 prêtés par la marine américaine.

JACQUES ISNARD

Syndicat des avocats

Le syndicat des avocats de France (SAF) a élu son nouveau président, M. Jean-Pierre Laroche, avocat à la Cour d'appel de Paris. M. Laroche a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans.

Le syndicat des avocats de France (SAF) a élu son nouveau président, M. Jean-Pierre Laroche, avocat à la Cour d'appel de Paris. M. Laroche a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans.

Le syndicat des avocats de France (SAF) a élu son nouveau président, M. Jean-Pierre Laroche, avocat à la Cour d'appel de Paris. M. Laroche a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans.

Le syndicat des avocats de France (SAF) a élu son nouveau président, M. Jean-Pierre Laroche, avocat à la Cour d'appel de Paris. M. Laroche a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans.

Le syndicat des avocats de France (SAF) a élu son nouveau président, M. Jean-Pierre Laroche, avocat à la Cour d'appel de Paris. M. Laroche a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans.

Le syndicat des avocats de France (SAF) a élu son nouveau président, M. Jean-Pierre Laroche, avocat à la Cour d'appel de Paris. M. Laroche a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans.

Le syndicat des avocats de France (SAF) a élu son nouveau président, M. Jean-Pierre Laroche, avocat à la Cour d'appel de Paris. M. Laroche a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans.

Le syndicat des avocats de France (SAF) a élu son nouveau président, M. Jean-Pierre Laroche, avocat à la Cour d'appel de Paris. M. Laroche a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans. Il a été élu à la présidence du SAF pour un mandat de trois ans.

SOCIÉTÉ

Réuni en congrès à Paris

Le Syndicat des avocats de France appelle à la grève de l'aide judiciaire

Réunis à Paris les 27, 28 et 29 octobre pour leur seizième congrès, les avocats du Syndicat des avocats de France (SAF-gauche) ont longuement débattu du projet de réforme des professions judiciaires et juridiques qui fait actuellement l'objet de discussions entre plusieurs ministères. Ils ont aussi — alors que le barreau de Nantes a voté à l'unanimité le principe d'une grève de l'aide légale à partir du 2 novembre — appelé l'ensemble de leurs confrères du syndicat à déclencher la grève de l'aide judiciaire et des commissions d'office pour obtenir la réforme d'un système qui, non seulement devient une charge trop lourde pour leurs cabinets, mais ne garantit pas l'accès des plus démunis à une justice honorable.

Aucun ministre ne s'est, cette année, déplacé pour le congrès du SAF. C'est dommage, si l'on se rappelle les étonnantes qu'avait produites la rencontre chimiquement explosive de MM. Arpaillange et Charrasse, l'année précédente, à Clermont-Ferrand. Le second avait accusé le budget du premier sans l'en prévenir et associé quelques petites phrases assassines dont il a le talent. Mais M. Pierre Arpaillange était, nous a-t-on dit, retenu à Bonn et M. Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommation, n'avait pas trouvé mieux que de donner rendez-vous à la présidente du SAF, M. Sylviane Mercier, le matin même de l'ouverture du congrès... à son ministère. N'étant pas donnée du don d'ubiquité, celle-ci préféra jouer son rôle de présidente à la tribune.

L'absence des ministres était d'autant plus regrettable que le premier sujet de discussion abordé par le SAF — la réforme des professions juridiques et judiciaires — aurait sans doute avancé un peu si

les deux ministres, dont les positions ont du mal à s'harmoniser, avaient pu s'en expliquer. Car l'avant-projet de loi issu du rapport de M. Dominique Saint Pierre (le Monde du 4 juillet) fait l'objet de fébriles discussions.

Décomposée en deux parties — la fusion des professions d'avocat et de conseiller juridique en une « grande profession », et la réglementation de l'exercice du droit, qui vise non à renforcer un monopole, mais — de même que l'exercice de la médecine est de préférence réservé à des gens compétents et formés à cette discipline — à protéger les justiciables

de margoulin ou d'ignorants qui vendent du conseil juridique sans discernement.

Ce deuxième volet ne séduit apparemment ni M. Neiertz ni les responsables des affaires européennes qui y voient une atteinte au libéralisme et trouvent qu'il n'est pas opportun de renforcer des corporatismes au moment où l'Europe cherche à s'ouvrir et à favoriser les échanges.

Mais au-delà des arbitrages difficiles qui se discutent actuellement entre différents ministères, au sein même du SAF, les discussions ont souvent été vives. Si M. Sylviane Mercier, président sortant (1), a expliqué qu'il fallait

soutenir ce texte et ne pas être « systématiquement oppositional » et tenter même d'en faire « une chance pour la profession », et si elle paraissait assez largement suivie par une bonne partie du congrès, des oppositions, émanant pour la plupart des « anciens » du SAF, se sont exprimées.

Civiles et divergences

Certains proclamaient ainsi que l'âme de ce syndicat ancré à gauche se perdrait si l'on se satisfaisait d'un texte perçu comme favorisant les avocats des entreprises et les

affaires (les avocats du judiciaire, ces défenseurs des individus et des pauvres. On se perdait un peu dans ces clivages tant les divergences semblaient, en fait, dictées par des intérêts personnels ou des lointains au syndicat : la « vieille garde », celle qui, en 1972, sur un fonds très communiste, avait créé le SAF, cherchait, sans vraiment le dissimuler, à déstabiliser l'actuelle direction du syndicat. On en vint même à donner la consigne de voter le nom de la présidente sortante lors des élections au conseil syndical.

Finalement, le congrès ac-

commodait un texte de compromis reconnaissant le principe que la réforme était « admise » sous réserve que plusieurs conditions fussent satisfaites, notamment le maintien du titre d'avocat et la non-adoption de celui d'avocat-conseil juridique, comme le prévoit la réforme.

Le deuxième grand débat concernait l'aide légale. Suivant le travail préparatoire considérable qui s'est déroulé toute l'année dernière, dans tous les barreaux de France, et qui est destiné à évaluer le poids de cette aide indispensable aux plus démunis, ridiculement mal payée et partiellement distribuée, les avocats du SAF, suivant l'exemple de leurs confrères de Nantes (voir l'encadré), ont appelé l'ensemble de leurs adhérents à décider sans délai le principe de la grève de l'aide légale et à en mettre en place les modalités avec leurs barreaux.

M. Noël Lenoir, directeur de cabinet du garde des sceaux, ne les a, en effet, pas rassurés en affirmant que le ministère était conscient de la nécessité, non pas d'un replâtrage de l'aide légale, mais d'une réforme en profondeur d'un système qui n'offre plus à tous les citoyens la possibilité d'être défendus de manière équitable.

Lassés d'attendre encore et toujours, et peu convaincus des promesses répétées depuis plusieurs années — depuis M. Robert Badinter, la question de l'aide légale a paru laissée en friche. — Les avocats du SAF, que la grève n'enchaîne pas car elle va à l'encontre de leurs principes, se sont donc résolus à cette action spectaculaire. Mais ils sont bien conscients de ce que leur projet sera difficile à réaliser, notamment pour les jeunes avocats dont les cabinets, souvent plus par force que par goût, supportent massivement la charge de l'aide légale.

AGATHE LOGEART

(1) Le congrès a élu un nouveau conseil syndical de trente-trois membres, qui élira, le 2 décembre, son bureau et son président. Celui-ci devra être M. Marc-Antoine Guillaud, ancien bâtonnier de Rion.

A Nantes, un tribunal « hors service »

Les avocats nantais — fers de lance de la rébellion sur l'aide légale au sein de leur syndicat — ont pris le temps et se sont donné les moyens de mettre au point un protocole de grève de l'aide légale, dont ils espèrent qu'il fera bouillir de neige dans tous les barreaux de France. Déjà, le 17 avril dernier (le Monde du 20 avril), une journée nationale de grève avait été organisée : parce qu'une somme d'urgence, elle avait été inégalement suivie et n'avait guère eu d'effets. Jusqu'ici le ministère de la Justice, embarrasé par ce dossier compliqué, a seulement pu obtenir la réduction de 5 % de la rémunération de la commission d'office et a demandé au premier ministre de saisir la section du rapport et des études du Conseil d'Etat pour qu'elle réfléchisse à la question. Le Conseil d'Etat n'a pas encore commencé ses travaux.

A Nantes, on a le sentiment qu'il n'est plus possible d'attendre. Le poids de l'aide légale — l'aide judiciaire accordée à ceux dont les revenus ne dépassent

pas 3 465 F par mois et à la commission d'office de défendeurs aux plus démunis qui en font la demande — devient, estiment ces avocats, impossible à supporter. Un chiffre précis a été établi. Pour l'ensemble du barreau nantais — 148 avocats, le manque à gagner est considérable : il est chiffré à près de 5 millions de francs à l'été du tribunal de grande instance, 380 700 F à celui du tribunal d'instance et plus de 3 millions de francs pour ce qui concerne les commissions d'office. L'avocat qui a le plus grand nombre de dossiers d'aide judiciaire en 1988 — 47 devant le tribunal de grande instance — a calculé que, par rapport au barème indicatif de l'Ordre, il a subi un manque à gagner de... 156 655 F.

A Nantes, une moitié du barreau a assumé 10 % de l'aide légale, l'autre moitié a pris en charge 90 % de ces dossiers très particuliers et si mal rémunérés. Il ne peut plus dans ces conditions y avoir de défense décente. Les avocats nantais ont donc décidé de faire fonctionnaire trois chambres civiles et trois chambres pénales, dont cinq sont collégiales. C'est-à-dire formées de trois juges. Ils doi-

vent, en outre, assurer les postes de juge aux affaires matrimoniales, juge d'instance, juge de l'expropriation, de l'application des peines, des référés, etc. « Six postes ne sont pas pourvus, les magistrats en congé maladie ne sont pas remplacés. » « Le palais de justice n'est plus qu'une cour des miracles, et l'espérance de se voir rendre justice un vain mot », estiment ces avocats.

Aussi ont-ils décidé, là encore à l'unanimité de l'assemblée générale de l'Ordre, d'exiger, à partir du 2 novembre, de plaider devant une formation collégiale et non devant un juge unique comme les y autorise l'article 804 du nouveau code de procédure civile. Cela devrait conduire à la paralysie du tribunal. Pour les avocats nantais, la dégradation de la qualité de la défense justifie cette démarche pour « démontrer que, lorsque les justiciables exigent seule-

« Une cour des miracles »

ment du service public qu'il fonctionne normalement, la justice à Nantes ne peut plus être rendue. »

Ag. L.

L'affaire Touvier et le démenti de M. Pierre Arpaillange

Histoire d'une grâce

La chancellerie a réagi, samedi 28 octobre, aux questions posées dans l'ouvrage publié par nos deux collaborateurs, Laurent Greilsamer et Daniel Schneidermann (1), concernant l'attitude en 1971 de M. Pierre Arpaillange, alors directeur des affaires criminelles, lors de la grâce présidentielle accordée à l'ancien milicien Paul Touvier. « Il a toujours, tant par écrit qu'oralement, émis un avis défavorable (...) aux recours en grâce formés en faveur de Paul Touvier », assure le ministère de la Justice. A l'appui de ces affirmations, le quotidien *Libération* publie, lundi 30 octobre, une note manuscrite de M. Arpaillange, datée du 3 février 1971, concluant au rejet de la grâce de Touvier.

« Touvier ? Douze balles dans la peau ! » Prétée au général de Gaulle, la réplique se voulait définitive.

Condamné à mort par contumace en 1946 et en 1947 — respectivement pour trahison et intelligence avec l'ennemi — Paul Touvier, plutôt que de préférer, comme bien d'autres collaborateurs, l'exil à l'étranger, a choisi de se consacrer à une grande cause : sa réhabilitation. Dès 1957, sa rencontre avec Mgr Charles Duquaire, secrétaire particulier du cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, va jouer un rôle déterminant.

Cet ecclésiastique sera son principal soutien tout au long des interminables années de sollicitations et de relâchages. Rien d'extraordinaire à cela : chanoines et monastères font souvent fonction d'intercesseurs en faveur des condamnés. Mais Mgr Duquaire se distingue par son ardeur, habité qu'il est par la défense de « Monsieur Paul ».

Tandis que Touvier vit cloîtré à Chambéry, il collationne les rares témoignages favorables à son pro-

jet. C'est lui qui lègue une véritable ardeur de réhabilitation à M. Arpaillange, garde des sceaux, profondément catholique, obsédé de « réconciliation nationale ». Ce dernier recule pourtant devant le cas Touvier. « L'intéressé ayant été condamné pour avoir exposé, ou tenté d'exposer, autrui à des tortures, à la déportation ou à la mort », selon ses termes.

Il en faudrait davantage à Touvier et à son intercesseur pour cesser leur travail de lobbying. Avant de s'éteindre en 1965, Mgr Gerlier, primat des Gaules, intervient notamment auprès du secrétaire de l'épiscopat de France : « J'approuve tout ce qu'écrit Mgr Duquaire, en souhaitant moi-même qu'une mesure de clémence, vraiment très désirable, puisse intervenir. »

La promotion de Mgr Duquaire

En dépit de ces appuis, les recours de Touvier vont rester lettre morte. Il doit attendre jusqu'en 1967 pour que la prescription lève, de plein droit, ses condamnations à mort. Le voici libre sans avoir jamais connu la prison. Seules trois peines accessoires pèsent encore sur lui : la confiscation de ses biens, de nombreuses interdictions de séjour et enfin la dégradation nationale. Mais la prescription ne lui suffit pas. Convaincu de l'innocence de son protégé, Mgr Duquaire entame la dernière manche de son combat. C'est une grâce présidentielle qu'il veut désormais arracher. Deux éléments vont le servir : l'élection à la présidence, en 1969, de Georges Pompidou et le fait que, entre-temps, il soit devenu secrétaire particulier de Mgr Villot, secrétaire d'Etat de Paul VI, c'est-à-dire numéro deux du Vatican.

Lorsqu'il rencontre, pour la première fois M. Pierre Arpaillange, alors directeur des affaires criminelles et des grâces à la chancellerie, il laisse à penser que tout le Vatican est derrière lui. Le 14 avril 1970, ayant étudié tout le dossier Touvier, Pierre Arpaillange lui écrit une longue lettre où il détaille la situation juridique de l'ancien mili-

cieux, lui indiquant que quatre arrêtés d'interdiction de séjour visent son protégé : (...) Il semble que ces arrêtés n'aient pas encore été notifiés, et faire instruire le dernier recours (en grâce) que vous m'avez adressé risque d'alerter les autorités, qui mettront alors à exécution ces mesures, indiquées. (...) Aussi, je me demande s'il ne serait pas préférable que, dans un premier temps et avant que je ne fasse instruire ce recours, vous demandiez pour M. Touvier au ministre de l'Intérieur soit la suspension de l'exécution de ces arrêtés, soit une autorisation de séjour, en application des dispositions des articles 46, 47 du code pénal. Voulez-vous me tenir au courant de ce que vous comptez faire ? Je ne fais rien dans l'attente de votre réponse. »

Rejet d'un recours

Sans nul doute, Charles Duquaire et Paul Touvier se

Le communiqué de la chancellerie

Voici le texte intégral du communiqué publié samedi 28 octobre par la chancellerie :

« Deux journalistes ont insisté que Pierre Arpaillange aurait joué un rôle actif dans la grâce présidentielle dont a bénéficié Paul Touvier en novembre 1971. Il apparaît nécessaire d'apporter les précisions suivantes : Pierre Arpaillange occupait à l'époque le poste de directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice. Ayant eu à ce titre à donner son avis sur divers recours en grâce formés en faveur de Paul Touvier, il a toujours, tant par écrit qu'oralement, émis un avis défavorable. C'est sur sa proposition écrite que le dernier en date de ces recours fut rejeté le 16 mars 1971. »

« Peu après, il fut saisi d'une communication émanant directement du directeur du cabinet du président de la République lui enjoignant de transmettre le dossier de Paul Touvier à l'Ely-

se, ce qu'il fit, pensant qu'il s'agissait de l'information personnelle du président. Ce dossier fut évidemment transmis dans son intégralité. »

Il fut restitué à la chancellerie, le 5 novembre 1971, cette fois par la procédure normale, c'est-à-dire par l'intermédiaire du magistrat détaché au secrétariat général de la présidence de la République pour les questions judiciaires, et du cabinet du garde des sceaux. Par cette même transmission, il était, par ailleurs, demandé au cabinet du garde des sceaux de faire préparer et de transmettre [à l'Elyse] un décret de grâce accordant à Paul Touvier la remise des peines dont il demeurait frappé, d'une part les diverses interdictions de séjour, d'autre part la confiscation de ses biens. Ces instructions furent évidemment exécutées, malgré les extrêmes réserves qu'avait toujours formulées la chancellerie sur cette affaire. »

manuscrit, publié lundi 30 octobre par le quotidien *Libération*, sur papier sans tête où l'on lit de la main de Pierre Arpaillange cette simple phrase : « L'enquête ordonnée, et demandée par Mgr Duquaire, n'a pas tourné à l'avantage de Touvier. Même avis 3 février 1971. » Sur cette feuille figurent aussi, au-dessus du texte de M. Arpaillange, quelques lignes — la signature est illisible — concluant : « Avis de rejet amnistie et grâce. »

Pour autant, Touvier et ses amis ne s'avouent pas battus. Evidemment par la chancellerie, ils vont frapper plus haut. « Peu après, indique la chancellerie, [M. Arpaillange] fut saisi d'une communication émanant directement du directeur de cabinet du président de la République lui enjoignant de transmettre le dossier Paul Touvier à l'Elyse, ce qu'il fit pensant qu'il s'agissait de l'information personnelle du président. Ce dossier fut évidemment transmis dans son intégralité. »

Tel n'est pas l'avis de M. Anne-Marie Dupuy, directeur de cabinet du président Pompidou, qui, lundi 30 octobre, déclare au *Figaro* : « A mon avis, le rapport Delarue ne faisait pas partie du dossier (...) Si M. Arpaillange connaissait alors son existence, il aurait dû nous le transmettre et nous mettre en garde. (...) En tout cas, qu'on ne m'accuse pas d'avoir subtilisé un élément du dossier. Je l'ai transmis tel quel à Georges Pompidou. »

Pour sa part, dans son communiqué du 28 octobre, M. Arpaillange indique que « le dossier fut évidemment transmis dans son intégralité » mais ne dit pas explicitement que le rapport Delarue s'y trouvait.

Ancienne résistante, M. Dupuy, qui occupe à l'Elyse le bureau contigu à celui de Georges Pompidou, est une fidèle de longue date du président. En favorisant la grâce de Touvier, elle s'engage alors à contribuer à améliorer les rapports, jusque-là exécrables, entre le chef de l'Etat et la hiérarchie catholique. Son attention, en effet, a été attirée sur Touvier par le chef de cabinet de Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, M. Guy Villat. Lui aussi entrepris par Mgr Duquaire, le haut

fonctionnaire n'a pas cru pouvoir résister à cet intermédiaire obligé de quiconque souhaite accéder au Vatican.

Sur les instances de M. Villat, M. Dupuy reçoit Mgr Duquaire à l'Elyse le 3 septembre 1971. Elle demande alors à la chancellerie le dossier Touvier qu'elle renvoie le 5 novembre. « Par cette même transmission, écrit aujourd'hui M. Arpaillange, il était par ailleurs demandé au cabinet du garde des sceaux de faire préparer et de transmettre à l'Elyse un décret de grâce accordant à Paul Touvier la remise des peines dont il demeurait frappé. Il ne reste plus à Georges Pompidou qu'à signer ce décret : c'est chose faite le 23 novembre. »

D'abord passée inaperçue, la grâce de Touvier sera révélée samedi 28 octobre par l'hebdomadaire *L'Express*, se demandant d'abord la conspiration, puis la fureur dans les milieux des anciens résistants. L'affaire Touvier était désormais lancée.

(1) « Un certain Monsieur Paul », éditions Fayard. Lire le compte-rendu de cet ouvrage dans le Monde du 27 octobre.

[L'argumentation de M. Arpaillange laisse en suspens au moins trois questions : 1) Le garde des sceaux déclare dans son communiqué que « le dossier fut évidemment transmis dans son intégralité ». Pourtant, dans une déclaration au Sénat en mai dernier, il affirmait : « Le président » [Georges Pompidou] n'avait pas été « complètement informé au moment de sa décision ». N'y a-t-il pas une contradiction ? 2) Comment comprendre que M. Arpaillange, qui assure avoir tout fait pour s'opposer à la grâce de Touvier, n'ait pas cherché à intervenir auprès de l'Elyse pour faire valoir ses points de vue, alors qu'il savait que Touvier pouvait être gracié ? 3) Pourquoi la chancellerie, dans son communiqué qui se veut exhaustif, s'abstient-elle de toute allusion aux deux lettres adressées par M. Arpaillange à Mgr Duquaire en 1970 et 1971 ? — L.G. et D.S.]

CULTURE

CINÉMA

Jerry Lee Lewis, fils prodigue

Les « Grosses boules de feu », titre de la chanson et du film, symbolisent l'enfer. C'est toute l'ambiguïté du rocker et c'est ce qui a séduit le réalisateur

La vie de Jerry Lee Lewis est juste un petit peu trop pour le cinéma. Pris séparément, la gloire et la déchéance d'une des premières stars du rock'n'roll, l'histoire d'une famille de petits blancs méridionaux sur les champs de coton de Louisiane, inceste et détournement de mineure compris, ou le coustume entre le dévouement de la jeunesse américaine et un télévangéliste aussi intégriste que lubrique, auraient pu inspirer une bonne demi-douzaine de films.

Jim McBride a choisi de raconter les deux ans qui ont vu l'ascension fulgurante et la chute vertigineuse de Jerry Lee Lewis, de 1956 à 1958. Ce qui permet d'abord de se concentrer sur le moment où le rock'n'roll a été inventé et d'éviter les aspects les plus pénibles de la vie du Killer, la mort de deux de ses dernières épouses, l'agression à

main armée contre Presley (tous deux se sont partagés un temps le même médium, un homme qui avait le neuroleptique et l'amphétamine faciles) et autres épisodes qui ont rempli des colonnes dans les journaux de Memphis (Tennessee) et de la région.

Même si Dennis Quaid prend son rôle comme une manifestation d'adoration (la reproduction rituelle de gestes et de mimiques investis d'une charge presque religieuse : les glissandos anarchiques sur le piano ; la longue mèche blonde qu'il rejette sans cesse en arrière ; le sourcil en balade perpétuelle) plutôt que comme l'interprétation d'un personnage (mais aller jouer quelq'un quand l'original rôde en permanence sur le plateau), *Great Balls of Fire* ramène à quelques vérités élémentaires.

Le titre d'abord, ces grosses boules de feu qui valent autant comme métaphore biblique que comme plaisanterie de marché aux bestiaux. Jerry Lee Lewis a toujours été persuadé qu'il serait damné à cause du rock'n'roll mais n'a jamais pu s'empêcher d'en jouer. Tout juste est-il passé au country de temps à autres, franchissant la frontière entre la musique du péché et celle du remords, selon la formule de Nick Tosche, l'auteur de *Hellfire*, la meilleure biographie jamais consacrée à un rocker.

Une ambivalence permanente

Cette ambivalence permanente trouve sa synthèse parfaite dans le destin de Jimmy Suggart le cousin, le compagnon de jeux, petit précheur de rue devenu un pilier du baptême télévisé avant d'être précipité dans l'abîme par la révélation de ses perversions, monnayées dans un motel sordide de Baton-Rouge.

Le rock'n'roll de Jerry Lee Lewis est à l'image de sa vie, furieux, paroxystique, de vieilles histoires, de vieilles chansons qui se rejoignent avec une force sans cesse accrue. Par moments, on croirait presque que Jim McBride arrive à saisir l'évidence intangible de cette union jamais tout à fait consommée entre l'Afrique et le monde celte, les fils des esclaves et ceux des fermiers, le tremblement des fidèles touchés par la grâce et le balancement des ivrognes au bout d'une nuit de musique.

THOMAS SOTINEL

► Grâce à la sortie du film on peut trouver l'intégrale des enregistrements de Jerry Lee Lewis : les 223 titres enregistrés pour Sun sont disponibles en huit CD ou douze albums réunis en coffrets (Charly, distribution Media 7), sa période Mercury, plus country, fait également l'objet d'une réédition en CD chez Phonogram.

► Jerry Lee Lewis donnera un concert exceptionnel à la Halle Georges Carpentier, 81, boulevard Massena, le 8 novembre à 21 heures. Location FNAC et Minitel 3615 BILTELE.

Jim McBride, l'homme tranquille

« Jerry Lee Lewis est l'un des seuls grands débuts du rock à être encore en vie. Il donne toujours des concerts, la seule différence avec l'époque du film est dans le nombre de spectateurs », dit Jim McBride avec un sourire tendre. Il aime Jerry Lee Lewis, en avait fait l'idole de son héros ringard (Richard Gere) dans *Breathless* aime les ratés optimistes qui ne se rendent compte de rien, qui friment, bluffent, sont sur le point de sauter le pas, de réussir, mais ne savent pas calculer la distance, ni leurs capacités.

Est-ce qu'il s'identifie à ce genre de personnage ? En tout cas, il apparaît presque timide, aux antipodes du côté bluffeur, frimeur, immature de ses personnages favoris. Cela dit, il tourne rarement : le *Journal de David Holzman* en 1967, *Breathless* en 1983.

The Big Easy en 1987, et, comme le film a bien marché, il a eu de l'argent sans avoir besoin de crapahuter et de travailler dans d'autres domaines pendant des mois.

Venu au Festival de Deauville où était présenté *Great Balls of Fire*, il racontait, tou-

jours en souriant, que la sortie aux Etats-Unis, en même temps que *Batman* avait été un flop. Même quand il a un succès, il balade une résignation nonchalante, extrêmement rare chez les cinéastes américains, chez les Américains en général.

Avec son ironie tranquille, sa façon de jouer sur les décors, de faire venir une vérité en juxtaposant des clichés, on les détourne, on pourrait facilement le prendre pour un Européen. Il s'en défend, prétend représenter l'Américain moyen, avec juste assez de rigolade dans le regard pour qu'on n'ait pas l'impression qu'il veut faire croire à ce qu'il dit. Il n'est pas vraiment fuyant, mais s'entoure d'un rideau de brouillard. Et puis, d'un coup, il se livre en une phrase sans détour : « Oui, j'ai d'autres projets, seulement j'ai travaillé à Hollywood. J'ai pris de mauvaises habitudes. Maintenant, je vais devoir revenir à des petits budgets. » C'est dit sans amertume, naïvement, mais c'est peut-être encore une ruse.

COLETTE GODARD

Folles journées du muet à Pordenone

Chaque année, la petite ville de Pordenone en Italie organise ses Journées du cinéma muet, consacrées cette fois aux russes d'avant la révolution et aux américaines de la préhistoire

Les œuvres présentées aux Journées du cinéma muet, organisées par la ville de Pordenone, en Italie, peuvent être considérées comme les ancêtres des films d'auteur. Auteurs à découvrir comme Evgenij Bauer, cinéaste russe d'avant la révolution, dont une douzaine de films ont été assurés - huit en un tour ce qui fait quand même beaucoup. Quelques pressentiments ont également été confirmés, par exemple : dès son second film *Regeneration* (1915), Raoul Walsh était l'homme de toutes les violences, et ne s'embarrassait guère de nuances.

A partir de ces Journées, on peut aussi flâner son champ d'investigation. La rétrospective du cinéma tsariste (une trentaine d'heures de projection) a été un événement historique : pour la première fois, les caves du Gosfilmofond - la cinémathèque soviétique - s'ouvrent à l'Occident. Et en même temps s'efface une radicale remise en perspective. « Il fut un temps, écrit Vladimir Antropov, président du département historique national des archives filmées, où toute la production pré-révolutionnaire était qualifiée de « bourgeois », donc coupée du peuple, vouée à la destruction. »

Un septième environ des films tournés à cette époque ont été sauvés. La proportion est respectable au regard de ce qui s'est passé dans d'autres pays. La sélection présentée à Pordenone a révélé un art abouli, par le biais de grands films très contrôlés, ou de vignettes comme *Romance et courtoisie* (1911) d'après un conte de Tchekhov, réalisé par Pathé Frères de Moscou par Kai Hansen, employé à la maison mère de Paris. On y voit une baigneuse bien en chair et

un vagabond dépoillé de leurs vêtements au bord de l'eau. Tout est dit en une dizaine de minutes avec une pudeur, une émotion, un érotisme latent, un humour qui font du film un petit chef-d'œuvre.

Le *Champion à la dérive* (1916), non signé, montre un Moscou enneigé et glacé tout occupé aux joies du patinage. Un clown, ami de Maïkowski, Vitali Lazarenko, pour conquérir sa belle joue à l'idiot de village, incapable de se tenir sur ses jambes, il est irrésistible.

Sixante secondes de Méliès

Les Américains ont fait mouche avec - outre Raoul Walsh - des découvertes passionnantes : le début de *Charlot soldat* dans son intégralité, c'est-à-dire le conseil de révision et une extraordinaire partie de cache-cache entre des secrétaires et le futur comédien à moitié nu. L'art de Chaplin relevait avant tout de la pantomime, celui d'Harold Lloyd de la performance physique. En première mondiale, l'équipe de Thames Television (Kevin Brownlow et David Gil) a présenté *Harold Lloyd, the third genius*, dont on retient surtout l'explication des fameuses scènes où, dans *Savory first* l'acteur, accroché à l'aiguille d'une horloge est suspendu au-dessus du vide, tandis qu'en bas, la foule s'agglutine.

Autre temps fort de ce programme trop riche : *Les Lumières de la ville* avec l'orchestration originale pour grande formation, conçue par Chaplin lui-même, et interprétée en direct par Carl Davis. Mais l'intensité de la musi-

que écarasait presque l'image. Il y a eu encore un film d'Augusto Genina (1927) parfaitement restauré par René Lichtig, de la Cinémathèque française, *Tout est sa chance*, coproduction franco-allemande. Un pianiste, appelé à la dernière minute, a improvisé avec une discrétion et une finesse qui apportaient une richesse supplémentaire aux images.

Le *Chevalier du mystère*, de Georges Méliès (1899) tout juste exhumé et identifié, et qui dure une minute, est un chef-d'œuvre : d'un dessin, le magicien fait surgir une jeune vivante, puis une jeune fille qui s'évanouit. Sixante secondes, un siècle de plaisir. Ressuscité également les films russes de marionnettes de Ludmila Starevitch, dont on promet l'œuvre complète.

Hors ces limites, d'autres moments exemplaires ont illuminé les folles journées de Pordenone. Une comédie américaine du Français Harry d'Abadie d'Arrest, *A Gentleman of Paris* (1927) avec Adolphe Menjou et des intertextes d'une grande qualité littéraire, dus à Herman Mankiewicz. Plus éponouffant encore, une réédition poétique avec film à l'appui, à partir d'une scène de *Boris Godounov*, sur le thème de la grandeur et de la misère des tsars, entre le Père Pimen et un jeune moine. A l'époque, deux acteurs récitaient devant ou derrière l'écran et parvenaient à un synchronisme parfait. Le responsable de la rétrospective russe de Pordenone, Yuri Tsvian dans la pénombre d'une loge, déclamaient le poème, épousant spontanément les gestes des acteurs sur l'écran. Du grand art.

LOUIS MARCORELLES

THÉÂTRE

La faute de Jean-Baptiste Clamence

François Chaumette joue « la Chute » d'Albert Camus. Une expertise de la culpabilité

Albert Camus fait cette saison un retour remarqué sur la scène du théâtre. Curieusement, non pas avec ses pièces, *Caligula*, *Les Justes*, *l'Etat de siège* ou le *Malentendu*, mais avec deux récits que présentent à bras le corps deux comédiens solitaires, comme s'ils voulaient, par les mots de Camus, dire ce qui leur tient à cœur. Francis Huster joue la *Peste* (le Monde du 20 octobre), François Chaumette a choisi la *Chute*. Rien à voir entre ces deux hommes au tempérament très différent. Francis Huster peuple le théâtre d'ombres. Habitué avec un romantisme dépeuplé. François Chaumette, mis en scène par Hervé Dubourjal, compose une partition rigoureuse quasi janséniste, dont la casuistique est redoutablement efficace.

La *Chute*, bref et dense récit à une voix, paru en 1956. Albert Camus y démonte la mauvaise foi de certains intellectuels de gauche qui accusaient leur époque et s'accusaient eux-mêmes. « Pour mieux mettre en valeur leur beauté morale, Simant son récit à Amsterdam, dans les brumes du Nord, l'homme du soleil méditerranéen

racontait aussi l'impossible rédemption de l'homme sous un ciel vide en un récit aux accents bibliques, récit dont le héros porte un prénom de prophète et un nom qui, à une lettre près, somme comme clémence : Jean-Baptiste Clamence.

Un art de convaincre diabolique

Un soir, cet homme, avocat sans reproche ne s'est pas retourné sur une petite tache noire qui disparaissait au fil de l'eau, sur les cris d'une femme qui venait de se jeter dans la Seine. Cette faute par omission pour non-assistance à personne en danger, ce cri, et un rire le poursuivent depuis. Tous les soirs, dans un bar glauque d'Amsterdam, il se confesse, avec une technique très au point, pour mieux englober son interlocuteur dans sa culpabilité, pour mieux passer du « je » au « vous » au « nous ». « Racontez-moi, dit-il pour finir à son interlocuteur, comment vous avez réussi à ne jamais risquer votre vie. »

Comédien donc désormais, il juge sa vie passée à l'aune de son

nouveau métier : il démasque la vanité de ses vertus. Elles n'étaient que subterfuges pour caresser son confort moral. « Dieu n'est plus à la mode », lui fait dire Albert Camus. C'est bien la seule phrase de la *Chute* tombée en désuétude. Il y a, par exemple, cette autre phrase : « Après un certain âge, tout homme est responsable de son visage. » Quand François Chaumette la prononce, regard d'aigle sans dureté, visage sculpté en traits nets, on ne peut s'empêcher de penser qu'elle lui va bien.

Cet ancien de la Comédie-Française cède un spectacle exigeant, tout en arêtes vives. Il ponctue son monologue de ces rires faussement bonhommes qui sonnent juste, car ils désignent un malaise, et une entortillage. Il joue un homme « à van-lieu », mais sans une once de vanité. Dans un décor minimal, il habite la *Chute* avec une hauteur de vue aux accents dostoïevskiens, un art de convaincre diabolique.

ODILE QUIROT

► Au Studio des Champs-Élysées, du mardi au samedi 20 h 30, dimanche 15 heures. Tél. : 47-23-35-10.

Comment s'écrit « le Monde »

Dans « la Folie démocrate » de Bernard Raffalli une journaliste rêve l'Histoire... et son article

Une fois n'est pas coutume : le protagoniste numéro un d'une pièce de théâtre est une journaliste du Monde !

Bien de sa personne : coiffure, vêtements conviviaux mais plaisants. « *Bibliothèque très en désordre* », précise Bernard Raffalli, auteur de cette pièce, la *Folie démocrate*.

Notre journaliste n'est quand même pas flamboyante. Elle doit remettre au journal, dans le courant de la nuit, un papier sur « Les origines européennes de la démocratie ». « Pour la page d'Idées », précise-t-elle à son fiancé, qui l'appelle au téléphone.

Depuis des heures, elle pioche ses livres, ceux du seizième siècle surtout. « Qu'est-ce qu'ils ont pu rêver, en ce temps-là, de cités futures ! Et, à bout de fatigue, notre journaliste s'endort. Et se met à rêver.

Elle voit, en rêve, quatre phénomènes, en route pour la foire d'Anvers, dans un chariot. Il y a là un Hollandais, Didier Erasme, un Anglais, Thomas More, un Français, François Rabelais ; et un Italien, bien plus jeune (en vérité il vivra près d'un siècle plus tard), Tommaso Campanella. Leurs fantasmagories « démocrates » sont, dans l'ordre, *Eloge de la folie*

(1511), *l'Utopie* (1516), l'abbaye de Thélème (dans *Gargantua*, 1534) et la *Cité du soleil* (1602).

Secoués par les dos d'âne de la route et les embouteillages des chevaux, assourdis par les sabots, le vent, les quatre « politiques » se jettent leurs quatre vérités à la figure, en viennent presque aux mains.

La sonnerie du téléphone

« Chez vous, dit Thomas More, l'or est adoré, comme un dieu. En Utopie, l'or est destiné aux plus vils usages, on en fait même des vases de nuit, et des chaînes pour les condamnés qui ont commis des crimes infâmes. » Sans la folie, dit Erasme, aucune société n'a d'agrément, aucune liaison n'a de durée ; sans la folie, le peuple ne supporterait pas son prince, ni l'écolier, son professeur, ni la femme, son mari. » A Thélème, dit Rabelais, se levaient du lit quand bon leur semblait, buvaient, dormaient, travaillaient, quand le désir leur venait. » Après force ablutions, dit Campanella, ils font l'amour tous les soirs, les belles filles avec les hommes intelligents, les grosses avec les maigres, les

maigres avec les gros, afin de tempérer les excès. »

Et de s'empoigner, toute la route, toute la nuit, et, brusquement, la sonnerie du téléphone, la journaliste du Monde réveille en sursaut, c'est le rédacteur en chef qui la remercie pour son papier, très documenté, très vivant, excellent, et remis à l'heure !

Qu'un article se fasse tout seul, pendant que le ou la journaliste dort à poings fermés, c'est peut-être arrivé, sait-on jamais ! Mais qu'un rédacteur en chef vous téléphone pour vous dire merci et bravo, ça ne s'appelle pas de l'utopie, de la folie, du soleil, comme vous voudrez.

Si vous avez la liberté d'aller voir cette pièce avant le 5 novembre, jour de la dernière, risquez-vous. C'est très drôle, c'est beau, mis en scène avec des jolies idées par Catherine Dasté.

Les acteurs, remarquables, sont déchiffrés : Graeme Allwright (More), Fernando Beggerli (Erasme), François Kergourlay (Campanella), Claude Merlin (Rabelais) et Catherine Dasté (la journaliste endormie qui n'en écrit pas moins).

MICHEL COURNOT

► Théâtre d'Iry. Tél. : 46-72-37-43.

Le rôle impossible de Don Carlos

Jean-Michel Dupuis, dans « Hernani »

magnifie le drame et les vers de Victor Hugo

Dans une note à l'édition de 1830 de son drame en cinq actes et en vers, Victor Hugo indique en quelques mots sa vision de l'interprétation du rôle de Don Carlos : « Dans les trois premiers actes, il aura la gaieté, l'insouciance, l'esprit d'aventure et de plaisir, et à travers tout cela, à la fin, à la hauteur, à je ne sais quel de prudent dans l'audace, on distinguera déjà en germe le Charles Quint du quatrième acte. »

Quel programme ! Il faudrait que le jeune roi d'Espagne soit à la fois l'adolescent joueur qu'il n'a pas cessé d'être et déjà le cerveau du Saint-Empire, cette sorte de libidine, moins désinvolte qu'il ne voudrait l'être, et bientôt l'égal du saint-père, ce soldat de bravoure et d'orgueil, qu'aucun champ de bataille n'effraie, et aussitôt le roi des rois, sacré sur le tombeau de Charlemagne et guide d'une Europe qui était au seizième siècle le monde entier à elle seule. Il faudrait à Don Carlos toute la jeunesse - la chair et le sang, la sensualité et la force de la jeunesse, - et dans le même temps l'intelligence, la sagesse, l'autorité politique et morale d'un monarque absolu.

Cambien d'acteurs français peuvent prétendre aujourd'hui jouer un tel personnage ? Très peu, dont

Jean-Michel Dupuis. Incapablement, et donc injustement, cet acteur de trente-trois ans n'est que rarement distribué dans ce qu'il est convenu d'appeler les « grandes mises en scène ». Pourtant, il n'a jamais cessé de travailler et d'être l'objet d'éloges pour son interprétation des classiques comme *Antoine et Cléopâtre* ou *Pérolles*, de Shakespeare, sous la direction de Roger Planchon, *Platonov*, de Tchekhov, mis en scène par Gabriel Garran, ou celle d'auteurs contemporains comme Milan Kundera dont il fit triompher à Paris *Jacques et son maître*, sous la direction de Georges Werler.

On le retrouve aujourd'hui à Nantes dans une mise en scène du premier grand ouvrage dramatique du jeune Hugo signé Jean-Luc Tardieu, aux côtés de Jean-Marie, diablement sympathique dans le rôle de Don Ruy Gomez, de Gabriel Le Doze (Hernani) et de Martine Rougemont (Donna Sol). Hormis quelques beaux décors de Dominique Arel aux deuxième et quatrième actes et les lumières souvent belles de Jacques Rouveyrolis, Jean-Michel Dupuis est la raison d'aller découvrir ce spectacle.

Il est tout ce dont Hugo rêvait : sève, énergie, séduction, violence,

tourment, humour, finesse. Il s'empare des vers les plus faibles de la pièce pour les hisser au rang de la poésie et sait nous donner les plus beaux pour ce qu'ils sont : cristallins. Il est à la fois respectueux de la tradition classique, puisé juste ce qu'il faut dans l'interprétation romantique et, de sa culture et de son talent, rend toute l'intelligence du texte pour lui donner, comme au moment de la scène du tombeau de Charlemagne où Don Carlos s'apprête à devenir Charles Quint, une résonance moderne, politique, essentielle.

OLIVIER SCHMITT

► Espace 44, Nantes. Jusqu'au 18 novembre (horaires variables). Tél. : 40-48-70-06. De 70 francs à 125 francs.

Café de la Plage
LES BLUE'S BELL BOYS
Street Jazz Band
LES DIMANCHES
5, 12, 19 et 26 novembre
à partir de 22 h
59, rue de Charonne Paris 11^e

« Tristan » chez

par les pour

le directeur

Menaces sur la chanson

depuis la

son nationale

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

de la

CULTURE

MUSIQUES

« Tristan » chez les Wesendonck

Le drame wagnérien vu par les yeux de Mathilde (et de Jean-Claude Auvray) à l'Opéra de Nantes, dont le directeur et chef d'orchestre vient de démissionner

C'est un vrai dîner de têtes, silencieux : il y a là le roi Marke (Otto Wesendonck), Tristan (son neveu, militaire, Richard Wagner ?), Isolde (Mathilde, femme d'Otto), Kurwenal (officier, ami de Tristan), Brangäne (Eliza Wille, confidente de Mathilde), Mélol (secrétaire d'Otto). Le repas s'achève : Otto examine les hommes au fin fond de l'orchestre, et l'orchestre attaque le prélude, ce long soupir de désir... Rideau.

Quand il se relève, Mathilde est au piano avec la partition de *Tristan et Isolde* (sans doute fraîchement parue) : elle s'apprête à la déchiffrer, lorsqu'un dehors retentit la voix du marin.

Nous sommes au Théâtre Graslin à Nantes et, grâce à l'imagination du metteur en scène, Jean-Claude Auvray, le drame lyrique va se dérouler dans la pensée et à travers les yeux de Mathilde, l'inspiratrice de Wagner, qui suscita ou aïsa sa passion, porta la musique au fer rouge, avant d'être bourgeoisement délaissée et presque oubliée : « Je ne suis allée à Bayreuth qu'en passant à peine reconnue. Et pourtant, c'est moi qui suis Isolde », écrit-elle à Louis de Fourcaud.

Le tableau d'époque est d'autant plus frappant que le beau décor de Louis Bercut évoque étonnamment Wahnfried, la maison que se fit construire Wagner à Bayreuth, mélange de l'atrium avec ses colonnes et du grand salon-bibliothèque avec le grand piano où

jouait Liszt. Et Nadine Denize (Brangäne) n'évoque-t-elle pas aussi une Cosima, qui, peut-être, n'aurait pas hésité à jeter Richard dans les bras de Mathilde pour créer un chef-d'œuvre ?... Autant dire qu'une bonne culture wagnérienne ne gâte rien pour voir ce spectacle.

Le parti pris ne va pas cependant sans quelques incohérences, d'autant que toute l'action est censée se dérouler dans le salon des Wesendonck. Un seul exemple : pendant le prélude du troisième acte, Isolde et Brangäne partent à la recherche de Tristan... qui arrive deux minutes après, porté par Kurwenal, et passera une heure à bramer de désir en attendant le retour de l'aimée. Situation qui, prise au premier degré, serait vaudevillesque...

Une distribution excellente

Mais en fin de compte, cette interprétation, un peu trop anecdotique et qui ne se présente certes pas comme archétypique à la manière de Wieland Wagner, offre un éclairage assez vif sur le fondement circonstanciel de *Tristan*, le drame bourgeois qui le sous-tend, sans que l'œuvre en souffre, la puissance de la musique évacuant tout risque de caricature.

Marc Soustrot réalise une fois de plus une remarquable performance, grâce à son dynamisme passionné qui soulève l'orchestre

au-delà de lui-même, et son lyrisme souvent nous serre la gorge. Un peu empêtré tout d'abord dans son uniforme d'officier de marine (sur le lac de Zurich ?), le jeune ténor finlandais Jukka Simola se révèle un formidable Tristan, un colosse au cœur tendre, dont la voix surprenante en vient malheureusement à saturer le beau timbre frémissant. Un personnage encore pris dans sa gangue, mais déjà ému.

Dans sa robe Winterhalter, l'Isolde-Mathilde de l'Américaine Stéphanie Sandme, fine, élancée, correspond tout à fait au dessin d'Auvray. Elle porte vaillamment ce rôle éreintant, bien que la voix manque de solidité, mais non d'éclat, marquée par un vibrato un peu inquiétant et épiquée par le Liebestod final. Après quoi d'ailleurs, Tristan, bien requinqué, part avec elle bras dessus, bras dessous vers quelques pâturages métaphysiques annoncés par ces mystérieuses fumées des metteurs en scène sous si frivole.

Toute la distribution est par ailleurs excellente, avec la somptueuse Brangäne de Nadine Denize, le Kurwenal brutal et fraternel d'Hermann Becht, le Marko-Wesendonck un peu branlant de Gabor Andrásy et Philippe Duminy qui incarne un Mélol franchement odieux, entouré de chasseurs inquiétants.

JACQUES LONCHAMPT

Prochaines représentations : à Nantes, le 31 octobre (à 19 h) ; à Nancy les 15, 18, 22 et 27 mai.

L'amour au piano

Un concert d'une grande rigueur le trio de Keith Jarrett a montré, au Festival de Paris un indicible plaisir de jouer

Ils ont des chemises de soie boutonnées au col. Ni trop habillées, ni pas assez. Juste comme il faut. Naguère, le Modern Jazz Quartet portait des tenues de loutier de brasserie parisienne. Eux, sont en amis du marié dans les noces d'aujourd'hui. Ils installent un silence particulier. Et dès qu'ils jouent, cette imprégnation du silence par le son impressionne. Dosage idéal, énergie parfaitement maîtrisée, le son circule comme un fluide. Jack DeJohnette, que l'on sait du genre cognéur, a ici l'air d'un boxeur qui jouerait au mikado pour égarer quelques enfants handicapés de jeux de baguettes en bord de cuisse, en bord de cymbale, d'une finesse aigüe, d'une précision parfaite. Ni trop, ni pas assez, juste comme il faut. Seul un très grand drummer peut jouer si doucement.

Gary Peacock — mais de quelle huile oint-il son index droit avant de jouer ? — caresse les cordes de sa contrebasse. Dans les graves on le reconnaît immédiatement les yeux fermés, ce son qui se prolonge au-delà du rêve. C'est le phrasé qui est le plus caractéristique chez lui, d'une musicalité mouvementée, comme par vagues ou par ondes. Et cette manière de jouer à peine au-dessus du ton. En technique pure, on en connaît de meilleurs, en musicalité, non.

A partir de *Lovely Man*, Keith Jarrett, Gary Peacock et Jack de Johnette déclinent un programme de standards. C'est à la carte. Les grands musiciens, comme les grands restaurateurs, travaillent à la carte. Le jeu de Keith Jarrett, toujours mobile, d'articulations si claires, s'accompagne toujours, de plus en plus nettement, de ces mimiques qui le font ressembler à un Marcel Zanini en train de réciter du saint Jean-de-la-Croix. La religion compte d'ailleurs beaucoup pour lui. Par moments, il se soulève de son siège. Il joue presque debout, et l'on entend le piano gémir de plaisir. A deux ou trois reprises, il m'a semblé le voir quitter le plancher des vaches. Mais je n'en jurerai pas. Ces phénomènes

de lévitation ne sont pas rares. A l'entendre, une jeune fille blonde, une enfant encore, murmurait à son copain, un grand sifflet sans intérêt : « On dirait qu'il fait l'amour avec son piano ». Une fois que l'on a accepté ce que la métaphore peut avoir d'inconvenant, on s'émerveille qu'elle se répète, inchangée, comme réinventée chaque fois depuis trois bons lustres.

Une impression de paix

Par son goût, son harmonie, son entente et la beauté du son, le trio incite à la méditation. Méditation plutôt transcendante, il nous a semblerait dans le répertoire : un accord insistant au piano, une ligne de basse efficace, un rythme simple mais très sophistiqué de DeJohnette : ovation immédiate. Le revival des années 70 s'annonce sous les meilleurs auspices.

Pour une fois que je suis à côté de la console, je demande au type d'ajouter un poil de basse (« ce sont les termes techniques »). Il me rabroue. Mais il corrige en douce. Ça me console. Le programme est composé avec un équilibre, une souplesse, une rigueur dignes des très grands. Impression de paix parfaitement rassérénante, avec juste ce qu'il faut de bêtises pour rester dedans et dehors à la fois. C'est probablement la raison du succès énorme du trio. Cette fonction retrouvée de la musique, ce rôle simple mais pas négligeable de l'ensemble. Et le fait que ce sont d'extraordinaires musiciens.

Quand ils s'adressent des sourires de complicité, de satisfaction, on sait que ce n'est pas feint. Ils ne peuvent que prendre un indicible plaisir à jouer ainsi, et ils auraient sans doute pu remplir deux fois le Théâtre des Champs-Élysées. A la fin, la jeune fille blonde, presque une enfant encore : « J'aime la musique où rien ne dépasse ». En effet.

FRANCIS MARMAÏDE

Menaces sur la chanson française

En convalescence depuis trois ans la chanson d'expression nationale reste fragile

Réorganisé de fonds en comble à la suite des dispositions de la loi Lang du 3 juillet 1985, armée de nouveaux droits, grâce à une des organisations nouvelles et à une fondation pour la création, l'industrie de la chanson française s'est stabilisée. Le mécanisme de dégradation qui remontait aux années 20 et 30 s'était singulièrement accéléré entre 1975 et 1985.

Le redressement spectaculaire de la chanson s'est traduit par une présence forte de titres (jusqu'à trente-quatre) au « Top 50 », contre dix, trois ans plus tôt, par une diffusion de la production nationale en augmentation de 20 % sur les radios (55 % sur RTL, 62 % sur France-Inter) et de 30 % dans les discothèques. Enfin, par des réinvestissements importants au profit de groupes et d'artistes en particulier chez des firmes comme Philips, Barclay et Pathé-Arcam) et une exportation en hausse.

Situation exceptionnelle qui a fait entrer la France dans une sorte de club des dix pays dans le monde ayant une diffusion majoritaire de sa propre production. Tous les

autres pays — y compris l'Allemagne, l'Italie, la Hollande, et la Scandinavie — étant envahis par la musique anglo-saxonne.

Pourtant, depuis la rentrée de septembre, rien ne va plus. « Il y a péril dans la demeure », dit Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM. « La production nationale doit être défendue », affirme de son côté Denis Boyer, vice-président du Syndicat national des éditeurs phonographiques (SNEP). Trois éléments concourent à une conjoncture nouvelle.

Un nouveau hit-parade

Première donnée : depuis un mois, NRJ (audience : 10,7 soit près de cinq millions d'auditeurs dont 80 % de quinze à trente-quatre ans, c'est-à-dire la tranche d'âge qui achète le disque) a radicalement modifié sa programmation. Constatant qu'il lui était difficile et coûteux de progresser encore par rapport aux radios gé-

ralistes (d'autant que d'autres radios locales commencent à grignoter des parts de marché), NRJ est retombée à une programmation plus « branchée », faite pour l'heure de « dance music » américaine. Après avoir diffusé un pourcentage moyen de 41 % d'œuvres francophones (du 1^{er} avril au 31 décembre 1988), avec des points certains jours à 43 %, la diffusion est brusquement tombée aux alentours de 20 %.

Deuxième donnée : la puissante synergie TF1-NRJ pour appuyer un nouveau hit-parade qui, à la différence de « p 50 » n'est basé ni sur un classement des ventes ni sur des méthodes de mesure objectives mais constitue simplement le reflet de la programmation d'une station (NRJ) et des « coups de cœur » de programmeurs de NRJ et de TF1.

Libre bien sûr à chacun de faire ses propres émissions. Mais la SACEM souligne que ce nouveau hit-parade « se rapproche des classements parfois contestables présentés sur certaines radios avant l'arrivée du « Top 50 ». Trois clips ou extraits de clips français ont ainsi été diffusés le dimanche 15 octobre contre onze anglophones. L'image, ayant l'effet promotionnel que l'on sait, c'est à une promotion des titres de NRJ généralement de dance-music américaine que se livre ce nouveau hit-parade ».

Troisième donnée : l'exclusion probable de la chanson et de la musique en général des quotas protégeant les œuvres dramatiques et les documentaires français à la télévision. Ce qui peut avoir pour conséquence la réduction du nombre d'émissions de variétés en « prime-time » sur une chaîne comme TF1.

Dans les années 70, les maisons mères de certaines multinationales donnaient impérativement comme ordre à leur filiale de Paris (WEA, par exemple) de limiter à 25 % la production nationale. Cette stratégie pourrait bien revenir. « L'équilibre de diffusion doit être maintenu à 50-50 », affirment en chœur auteurs et producteurs.

CLAUDE FLÉOUTER




VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
La capitale des images

Le Monde

« Le Paris des écrivains du XX^e siècle »
DU 25 OCTOBRE AU 5 DÉCEMBRE
La Vidéotheque de Paris et « Le Monde » donnent carte blanche à :

- ALAIN CORNEAU, le mardi 31 octobre à 18 h 30 et 20 h 30 ;
- LA MAISON DE LA POÉSIE, le jeudi 9 novembre à 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30 et 20 h 30 ;
- JEAN-CLAUDE CARRIÈRE, le dimanche 19 novembre à 18 h 30 ;
- HECTOR BIANCHIOTTI, le vendredi 24 novembre à 18 h 30 ;
- ERIK ORSENNA, le jeudi 30 novembre à 18 h 30 et 20 h 30 ;
- JEAN VAUTRIN, le mardi 5 décembre à 18 h 30.

Vous pouvez prendre connaissance de la programmation complète sur minitel : Tapez : 36-15 VDP15, ou 36-15 Le Monde



OPÉRA DE PARIS
GARNIER

BALLET DE L'OPÉRA DE PARIS

DIAGHILEV

5-16 NOVEMBRE 1989

PETROUCHKA
I. Stravinski - M. Fokine - A. Benois

LE SPECTRE DE LA ROSE
C.M. von Weber - M. Fokine - L. Bakst

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE
C. Debussy - V. Nijinski - L. Bakst

LES NOCES
I. Stravinski - B. Nijinska - M. Conchiarova

LES ÉTOILES ET LE BALLET DE L'OPÉRA DE PARIS
ORCHESTRE ET CHOEURS DE L'OPÉRA DE PARIS
Direction : Michel Tabachnik

LOCATION (14 jours à l'avance) 47 42 53 71
et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier
TARIF soirée : de 45 à 300 F matinée : de 30 à 200 F

CULTURE

LETTRES

La mort de Kateb Yacine

L'orphelin volontaire

La dernière fois que nous avons vu Kateb Yacine, c'était il y a peu d'années, dans l'aube au néon d'un aéroport parisien. Il parlait pour cette Amérique qu'il n'appréciait guère. A cette heure indue, il se trouvait déjà comme retranché de ce monde qui l'avait tant déçu, particulièrement l'Algérie indépendante, mais dont lui, le « musulman athée », proclamé, ne pouvait pas, par définition, complètement désespérer.

Il le montra lors de la révolte de la jeunesse algérienne, à l'automne 1988. Alors incognito dans la vallée du Rhône, auprès de son fils, il sortit comme un diable de son « brouillard » pour exprimer sa sympathie à l'égard des jeunes soulevés contre la

bureaucratie, plus proche de Kafka que de Courteline.

En même temps, on avait senti, comme chez beaucoup d'Algériens de sa génération — il était né en 1929 et avait vingt-cinq ans lors du déclenchement de la guerre d'indépendance, en 1954 — il ne pouvait pas entièrement condamner ce FLN, vecteur historique du mouvement nationaliste. Les adversaires plus récents du régime militaire d'Algérie reprochèrent toujours à Kateb d'avoir accepté de « servir les colonels ».

Il assumait en effet la direction d'une troupe de théâtre d'avant-garde. Mais les officiers au pouvoir, méfiant de son anti-conformisme, l'avaient relégué au fin fond de l'Oranie, à Sidi-Bel-Abbes, ancienne capitale, bien peu intellectuelle, de la Région étrangère.

La mort de Mustapha Kateb

Le dramaturge algérien Mustapha Kateb est mort, samedi 28 octobre à Marseille, des suites d'une longue maladie. Il était âgé de soixante-neuf ans.

[Auteur d'une quinzaine de pièces de théâtre dont *Le Cadavre enroulé* (1955), *Les Enfants de la Cécité* (1963), ou *Le Cadavre enroulé* (1968) et ancien directeur du Théâtre national algérien, Mustapha Kateb a commencé sa carrière théâtrale en rejoignant la troupe du célèbre Mahieddine Bacharzi. Il a ensuite fondé sa propre compagnie en 1940, avant de devenir directeur de la troupe artistique du Front de libération nationale pendant la guerre d'Algérie (1954-1962). Mais c'est la création de l'Institut national d'art dramatique et chorégraphique qui est perçue en Algérie comme sa plus belle réalisation. Mustapha Kateb était aussi comédien. Il avait également réalisé un téléfilm pour la télévision algérienne, *El Ghoulia*.]

Après avoir dit son mot sur les sanglantes « émeutes du couscous », Kateb s'était glissé, derrière, derrière cette protection artificielle qu'offre l'alcool. Et dont un musulman pratiquant, tout en le condamnant, pour des raisons canoniques, regrettait récemment devant nous qu'elle n'ait pas, comme chez d'autres écrivains, stimulé la plume de l'auteur de *Cadavre enroulé* (1955).

Les œuvres linéaires ou achevées sont rarement le fait des grands poètes. Même si Kateb ne laissait derrière lui que *Nedjma* (Étoile), son premier roman important publié en 1956 (Seuil), qui est à la fois fiction littéraire, autobiographie, histoire, pamphlet et poème épique, il mériterait notre considération. D'autant plus que *Nedjma* fut l'un des premiers textes écrits outre-mer

L'écrivain et dramaturge algérien Kateb Yacine est mort, samedi matin 28 octobre à l'hôpital de la Tronche, près de Grenoble, des suites d'une leucémie, à l'âge de soixante ans (*Le Monde* daté 29-30 octobre). L'agence algérienne APS lui a rendu hommage, écrivant : « Qui autant que lui aura incarné l'Algérie rebelle, insoumise et indomptable ? Écrivain subtil, poète de génie, le guslard » à souhait pour conforter nos consciences, Kateb Yacine a vécu comme seuls savent vivre les dérangeurs patentés. » M. Rabah Bitat, président de l'Assemblée populaire nationale, a loué « ses qualités humaines, son intelligence et sa culture universellement connues et reconnues, au service de son peuple ». En France, M. Jack Lang, ministre de la culture, a salué en lui « l'un des meilleurs écrivains-pharos du Maghreb contemporain ».

dans notre langue et s'emparant d'un français alors un peu musqué, un peu languissant, pour le remuscler, le re-péigner, lui rajouter un peu de « poudre d'intelligence », selon le titre d'une de ses pièces jouées en 1967.

Moyennant quoi, il y a quelques années à Montpellier, Kateb, invité d'honneur d'un symposium sur la culture dans l'Algérie pied-noir, ne sortit de son mutisme que pour lancer le mot de Cambronne à une francophonie dont il demeura, qu'il le veuille ou non, l'un des artisans littéraires majeurs, ce qui lui valut, en 1987, le Grand Prix national français des lettres.

Une distinction que, contrairement à certaines prévisions, « le provocateur provoqué » (selon l'expression d'un critique franco-algérien) accepta, malgré son aversion contre tout académisme, mais peut-être en hommage à ses maîtres de l'école publique française en Algérie : en souvenir des instituteurs qui lui avaient inoculé un incorrigible esprit critique et auto-critique, qui manque tant aux

lecta] de ma mère. Puis j'ai été pris de plus en plus par le français ; et ma mère souffrait de me voir plongé dans des devoirs qu'elle ne comprenait pas. » Que fit alors le garçonnet, pourtant déjà entré dans le clan masculin, comme l'exige le comportement social islamique ? Il inventa à sa manière l'émancipation féminine : « Je fis l'effort d'apprendre à ma mère l'alphabet, et, peu à peu, elle a pu lire les titres de journal, puis le journal tout entier. Elle s'est mise à parler un peu le français et cela rétablissait le lien. »

Défenseur des Berbères

Plus près de nous, il osa, à la barbe des islamistes, s'en prendre sans détour « au voile qui devait commencer à disparaître et qui, hélas ! revient avec le phénomène de l'intégrisme ». Il fut aussi l'un des rares arabophones à réclamer le droit à la pleine expression culturelle pour les berbérophones bilingues par l'impulsion d'un arabe classique exotique. Il eut le culot enfin, sur Radio-Bour, à Paris en 1985, de se déclarer « ni musulman ni arabe, mais algérien », banalité à nos yeux européens, quasi-scandale dans l'Algérie actuelle.

Cependant, ce libre-penseur politique et religieux, ce « marxiste musulman », ce révolutionnaire linguistique, ce démolisseur d'icônes resta sans doute, durant toute sa vie et toute son œuvre, un éternel et au fond volontaire orphelin : orphelin d'une Algérie traditionnelle à laquelle il préféra le vent nouveau venu de France ; orphelin d'une Algérie indépendante si cruellement décevante ; orphelin d'un monde décolonisé tombé souvent

entre des mains indignes ; orphelin enfin d'une francophonie à la fois servile et rejetée.

Kateb Yacine fut sans doute parfois très malheureux mais presque toujours immensément libre, et avec lui sa littérature.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

[Né en 1929, Kateb Yacine avait vécu en Algérie jusqu'en 1951, travaillant comme journaliste à *Algérie Républicaine*, avant d'émigrer en France, puis en Italie et en Allemagne. Il était retourné en Algérie au début des années 70, dirigeant une troupe de théâtre à Sidi-Bel-Abbes. Il avait publié en 1946 son premier recueil de poèmes, *Soliloques*, avant de se faire connaître en 1956 par son roman *Nedjma*, qui devait être suivi en 1966 du *Polygone étoilé*. Mais c'est son œuvre théâtrale qui allait assurer sa reconnaissance internationale : *Le Cadavre enroulé*, *La Poudre d'intelligence*, *Les enfants redoublent de férocité*, *Hommes aux sandales de caoutchouc*, puis plusieurs spectacles en arabe dialectal : *Mohamed prend sa valise*, *La Guerre de 2000 ans*, *La Palestine trahie*, *Le Roi de l'Ouest*. Toute son œuvre est publiée aux éditions du Seuil. En 1986, les éditions Sindbad avaient publié, sous le titre *l'Œuvre en fragments*, un recueil de textes inédits.]

(1) Cette citation et toutes celles qui suivent sont extraites d'un des rares textes où Kateb parle sans artifices littéraires de sa vie personnelle, un texte très peu connu publié récemment dans un ouvrage collectif rassemblé par Marcel Bissiaux et Catherine Jajot : *A ma mère, soumise écrivain parlant de leur mère* (Éditions Pierre Horay, 385 pages illustrées, 130 F).

PHOTOGRAPHIE

Le regard de Denis Roche

Ecrivain, Denis Roche se dit photographe amateur
Mais le réel vu par lui se mue en pure littérature

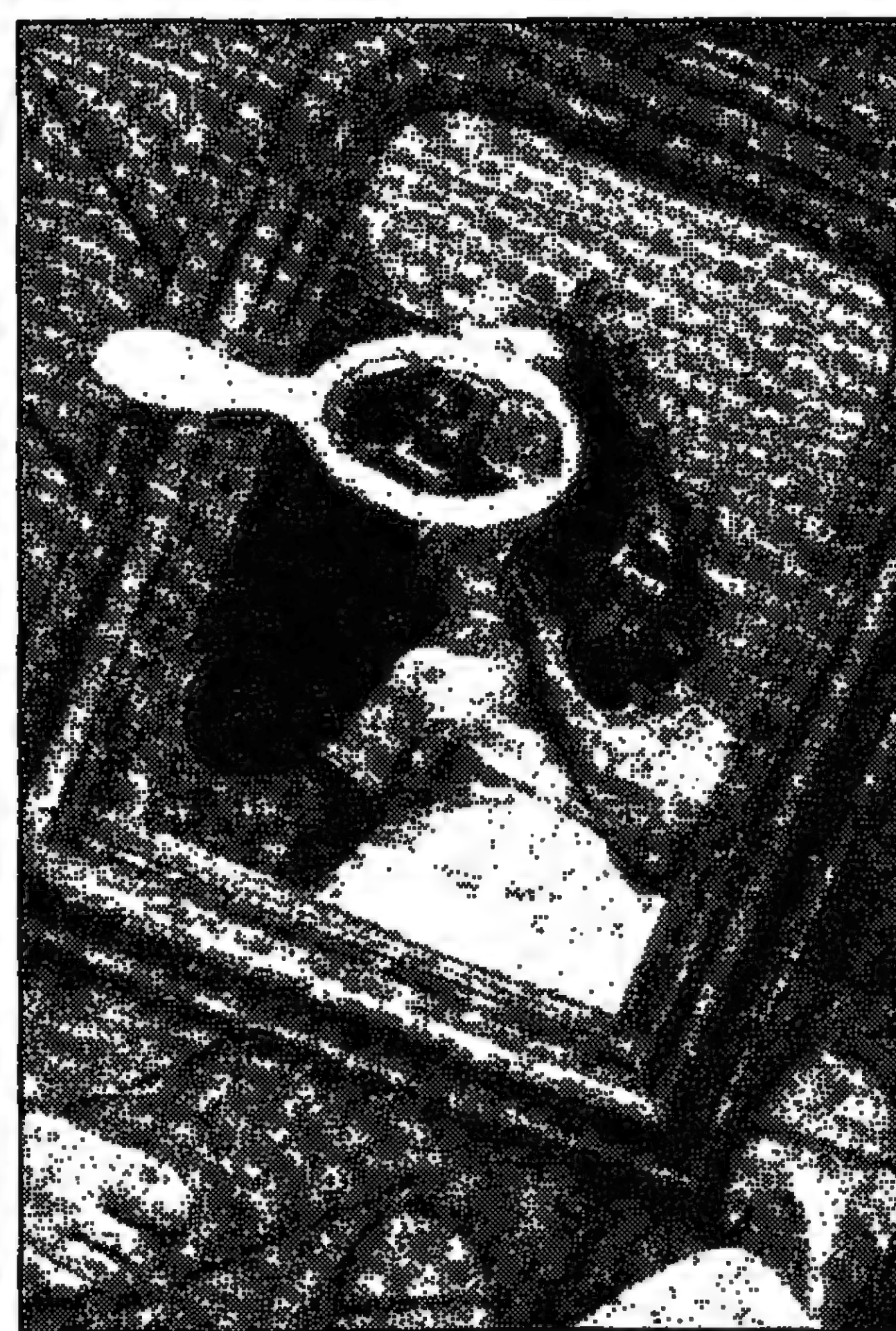
Denis Roche est devenu photographe à force de promener ses écrits sur le pourtour de ses images. Seul ou en couple, prenant la photo et pris en photo, à la fois cadré et hors cadre, il développe une manière proprement photographique de se révéler à soi-même. Mais il n'oublie jamais que ses photographies livrent avant tout le portrait d'un écrivain. Avec le temps, ses feux instantanés se lisent de plus en plus nettement comme l'expression concertée d'un fait esthétique.

« J'ai commencé à photographier pour moi, tout à fait par hasard, de façon spontanée, sans aucune théorie, dit Denis Roche. La plupart de mes photos sont des autoportraits à deux. C'est à partir de *Notre anti-fixe* (1978) que j'ai pris conscience de ce que je faisais. En photographie comme en littérature, la création implique son propre commentaire. Je ne sépare pas mes images des textes que j'écris sur elles. »

« Je photographie en voyage, hors du cadre familial, dans des endroits que je ne connais pas, dans des moments creux. C'est peut-être dans ces moments-là qu'on perçoit le mieux le bonheur et la beauté. La photographie est sans doute le seul art où l'accès au bonheur est immédiat. Pour un écrivain, il n'y a [comme] équivalent à cela que le Journal intime. »

« Très vite, j'ai eu conscience de quelque chose d'impossible par l'écriture. Quand on écrit, on peut se projeter mentalement dans un livre, mais on ne peut pas y être présent instantanément comme en photo. Ce phénomène très simple me fascine. Je photographie au déclencheur à retardement, l'image de soi est inversée. C'est assez déroutant. On ne sait pas comment on sera dans l'image. On ne peut pas se modifier. On ne maîtrise plus rien. C'est pour ça que les gens ont peur de se photographier eux-mêmes. »

« J'aime la frontière indécise qui sépare les préparatifs et l'instant où l'on prend la photo. J'installe l'appareil, je déclenche et je gagne ma place. On me voit souvent de dos. Cela tient simplement au fait que j'entre dans l'image. »



20 avril 1978, avenue Henri-Barbousse
par Denis Roche.

C'est aussi une façon de dire que je ne fais que passer. Maintenant, il m'arrive aussi de ne pas entrer dans le champ. Je me retourne. Je regarde ce qui se passe, je vois l'endroit derrière l'appareil où j'étais et ce qu'il y a devant. C'est un moment sans endroit. Cela dure de vingt à trente secondes. Et je me balade librement dans cet intervalle dont il n'y aura pas de traces. Pour exprimer mon trouble, j'ai placé dans certaines photos un second appareil devant l'autre. Cela trouble encore plus. Les gens croient que cet appareil a pris la photo.

« Le plaisir du lieu déclenche le désir de la prise. J'aime les chambres d'hôtel, lieux anonymes très chargés. A l'opposé, il y a les sites archéologiques, les lieux du bout du monde : les pointes, les caps, les

tenants, on ne peut plus s'échapper. Le temps se comprime à une vitesse stupéfiante. La photo — comme le lieu — n'a rien d'exceptionnel, mais elle dénote, pour moi, une valeur émotive inouïe. »

« J'ai poussé l'expérience plus loin en allant au centre géographique d'un pays. Cet endroit, en général, n'est rien, un trou perdu, en pleine campagne, n'importe où. Ainsi, le centre géographique de la France est à Brétigny-sur-Orge, dans le Berry. Un petit monument, à un carrefour, indique où est situé le centre. Esthétiquement, l'image est sans valeur. Toute sa puissance réside dans la conscience des deux personnes qui posent d'être pile au milieu de la France. »

« Ce qui m'intéresse, c'est prendre ensemble l'espace et le temps. D'où la légende qui indique précisément la date et le lieu. Depuis quelques années, je retourne à des endroits où je suis déjà allé. Je recommence la même image, dans la même position, mais à des années d'écart. Parfois, le paysage a changé, la lumière n'est plus la même, la saison est différente. C'est une façon de montrer la beauté du temps. Je ne photographie plus son passage mais son absence entre deux images. »

« Malgré cela, je me considère comme un amateur. Je n'ai jamais photographié aucun événement important de ma vie. Je ne m'incruste pas forcément dans le courant autobiographique. J'aime que tout le monde prenne des photos. Je ne suis pas choqué par un groupe de touristes japonais mitraillant la tour de Pise. Je trouve prodigieux que les gens voient le monde à travers un viseur. C'est le contraire d'un acte de contemplation béate. Depuis que la photo existe, l'homme sait que son regard n'est pas éphémère. »

Propos recueillis par
PATRICK ROEGERS

► Denis Roche, photographies 1965-1989, Espace photographique de la Ville de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrée, 4 à 8, Grande Galerie, jusqu'au 2 décembre. A Lyon : galerie La Réverbère 2, 38, rue Burdeau. Du 6 décembre au 27 janvier. Catalogue réalisé par J.-F. Couvreur, coll. « Passaport pour la photographie », éd. Paris-Audiovisuel, 80 F. Spécial Denis Roche, les Cahiers de la photographie, n° 23, 162 p., 160 F.

SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 89

黒い雨 PLUIE NOIRE

A PARTIR DU
MARDI
31 OCTOBRE



UN FILM DE
SHOHEI IMAMURA

لكن من الآخر

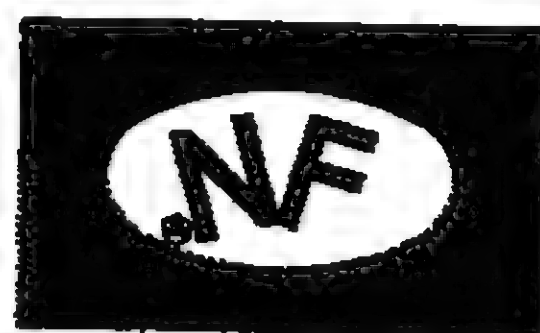
Des Eclair



36 15 Marque NF

Cette alarme est
très difficile à neutraliser
mais risque de hurler
pour n'importe quoi.
Elle ne mérite donc pas
la marque NF A2P.

NF A2P. Jamais, jusqu'ici, vous n'aviez entendu parler de cette marque d'alarme. Et pourtant c'est la plus sérieuse. C'est l'association de deux marques : A2P, fondée par les assureurs, et NF, que l'on ne présente plus. Pour en bénéficier, une alarme doit subir de nombreux tests démontrant sa fiabilité, sa sécurité de fonctionnement et sa résistance aux tentatives de neutralisation... NF teste avec le même sérieux plus de 130 000 produits dans des domaines aussi bien professionnels que grand public, vous donnant ainsi une indiscutable preuve de leur qualité.



NF, pas besoin d'en dire plus

ENQUÊTE :

ENQUÊTE : LES VRAIS REVENUS DES ENSEIGNANTS

DES ENSEIGNANTS

Il n'y a pas que le salaire qui compte. En plus de leur traitement mensuel, bien des profs tirent des revenus annexes, parfois très importants, des heures supplémentaires, des « colles », des cours particuliers, ainsi que d'autres interventions, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des « heureux », les enseignants de gestion, de technologie, de maths, d'éducation physique, d'anglais. L'enseignement paie-t-il moins bien que l'entreprise ? A bien y regarder, pas si sûr !

JEUNES D'UNIVERSITÉ

de ces filières pour les jeunes diplômés : un de l'éducation indique l

LES INGÉNIEURS D'UNIVERSITÉ

■ **LES INGÉNIEURS D'UNIVERSITÉ**

Les universités forment de plus en plus d'ingénieurs. Les atouts de ces filières pour les jeunes diplômés : une formation de haut niveau et une bonne cote auprès des entreprises. *Le Monde de l'éducation* indique la démarche à suivre et les adresses utiles pour s'inscrire.

■ **CONNAÎTRE LES LANGUES ÉTRANGÈRES**

■ L'INITIATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES DÈS LE PRIMAIRE

L'INITIATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES DÈS LE PRIMAIRE

L'initiation aux langues étrangères dans les écoles primaires, lancée par Lionel Jospin, a trouvé un actif soutien de la part des municipalités. Une expérience à découvrir dans *le Monde de l'éducation*.

CULTUREL DES TOUT-PETITS

activités culturelles (lecture, musique, jeu)

■ **L'UNIVERS CULTUREL DES TOUT-PETITS**

■ L'UNIVERS CULTUREL DES TOUT-PETITS

NUMÉRO
DE NOVEMBRE

17 F

**En vente chez
votre marchand
de journaux**

هكذا من الأصل

KRÉPIN-BICÈTRE (C.H.U. SALLE DU
MUSÉE RÉSERVOIR) (47-26-16-02)
▷ Portraits anatomiques de saint
d'argue : jeu, ven., sam. (dernière) 21 h.
MELUN (ESPACE SAINT-JEAN) (64-
52-10-95) ▷ Miroir bestiaire : ven.
21 h.
MELUN (THÉÂTRE A DOMICILE) (69-
33-11-43) 1^{er} Festival de théâtre à
domicile : 20 h 30.
NANTERRE (QUASAR THÉÂTRE) (47-
24-78-35) ▷ Fils, précédé de les Rou-
miers : jeu, ven., sam. 20 h 45, dim.
15 h.
NANTERRE (THÉÂTRE DES AMAN-
TES) (47-21-19-81) ▷ Germe malin
▷ Le Mort de Danton Festival d'au-
tisme à Paris 1988 : 20 h 30 (Jeu.
ven., sam., dim. (dernière) 18 h 30)
NANTERRE (THÉÂTRE DE LA CROIX-
VERMORELLE) (47-24-78-35) ▷ Les
tentatives avec Écipe (à comble la Cité des
Oiseaux (Trilogie) : 21 h, dim. 17 h, Rel.
dim. soir, lun.
NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC
CLUB) (1-45-10-35) Vasez Singes : 20 h 30
Rel. dim., lun., ven.
SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÉÂ-
TRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-
07-07) ▷ Le Ménégram de verre :
20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
SARTROUVILLE (THÉÂTRE DE SAR-
TROUVILLE) (33-14-23-77) ▷ *...*
VINCENNES INTERNATIONAL VIL-
LAGES (1-47-30-30) ▷ Le
Hottentaisou ou le Difficulté de s'expli-
quer : 21 h (Jeu., ven., sam. dernière).

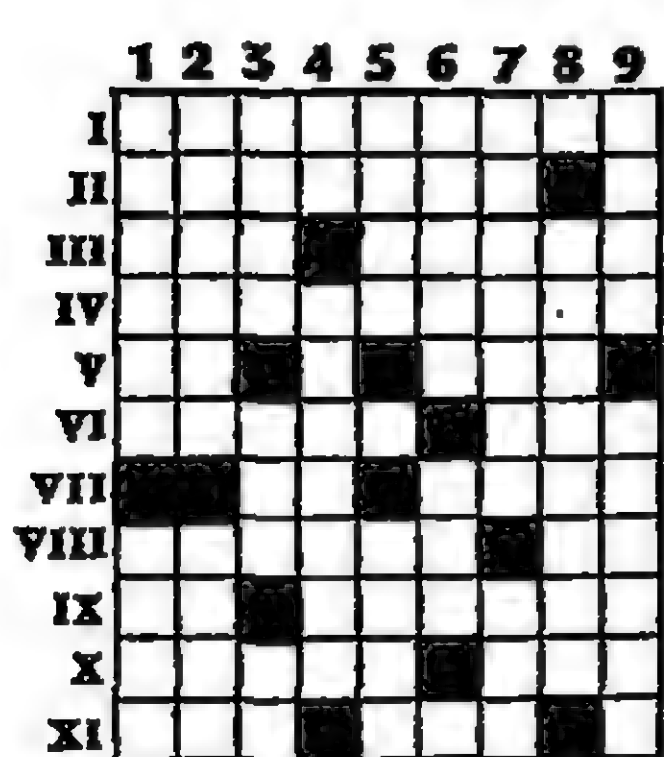
▷ : Ne sont pas jouées le mercredi.
▷ : Hors programme



AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5120



HORIZONTALEMENT

1. Marques de reconnaissance.
2. Une femme parfois étendue sur une nappe.
3. Ill. S'adresse à la Vierge. Une voiture pour les retardataires.
4. Ce qui reste quand on enlève les légumes.
5. Est souvent sur la planche. D'un auxiliaire.
6. L'arme au pied. L'essence y est rare.
7. Point de départ. Nom donné à un auteur.
8. Ne donne que l'essentiel. En Espagne.
9. IX. Donné par le chef. Saintes, à l'église.
10. X. Qui se rapporte aux représentations abstraites. Qui peut faire rougir.
11. Une manche. Peut décorer la crête d'un toit.

VERTICALEMENT

1. Dont on ne pourra pas faire un homme. Il n'y en a pas devant le capot.
2. Utile pour extraire des racines. Quand on y reste,

c'est la panne.
3. Une partie de la Méditerranée. Endroit où l'on peut couper le courant. Lie.
4. Adverbe. Une figure populaire.
5. A du piston. Est plus avancé que le quadrupède.
6. La prophète de l'espérance messianique. Dans un alphabet étranger.
7. Est simple et fragile. Fut mise sur table.
8. Qui auraient besoin d'un peu de liquide.
9. Rayonne quand elle n'est pas naturelle. Certaines sont odorantes.

Solution du problème n° 5119

Horizontalement

1. Gandoura. Assaut.
2. Union. Inexplicables.
3. Ill. Esérine. Sée. Rue.
4. Ré. Erins. Cuers.
5. V. Sein. Pelisse.
6. Vi. Lai. Sapin. As.
7. Lu. Erns. Etalons.
8. VIII. Erdre. Cri.
9. IX. Ros. Pl. En. Tau.
10. X. Ora. Réclamer. Ne.
11. XII. Eus. Réclamer. Ne.
12. Apt. Hériter. XIII. Rengaines. Napes.
14. XIV. Odeuse. Acné.
15. XV. Cois. Zoollatres.

Verticalement

1. Guérillero. Froc.
2. Anse. Aurore. Edo.
3. Nis. Si. Dieu.
4. Dorée. Ers. Sages.
5. Onirisme. Pau.
6. Ninas. Paris.
7. Rien. Cité. Nez.
8. An. Epler. Eche.
9. Essentielles.
10. Ave. Nias. Al.
11. Spéciale. Erimpa.
12. Si. Usé. Retard.
13. Aérés. Rat. Naper.
14. Usure. Antre.
15. As. Ossues. Sus.

GUY BROUTY

Les services ouverts ou fermés le 1^{er} novembre

Presse. — Les quotidiens paraissent normalement.

Banques. — Fermées.

Postes. — Pas de distribution de courrier à domicile. Les bureaux de poste seront fermés, sauf ceux assurant le service des dimanches et jours fériés.

RATP. — Service réduit des dimanches et jours fériés.

Assurance maladie. — Les centres de la région parisienne seront fermés au public du mardi 31 octobre, à 15 heures, au jeudi 2 novembre, à 8 h 30.

Allocations familiales. — Les services d'accueil du siège et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du mardi 31 octobre, à 12 heures, au jeudi 2 novembre aux heures habituelles.

Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés. — Les centres d'information de Paris et de la région parisienne seront fermés du mardi 31 octobre, à 14 h 30, au jeudi 2 novembre aux heures habituelles.

Musées. — A Paris, le Musée du Louvre sera fermé. Seront ouverts le Musée d'Orsay, le Palais de la découverte, la Cité des sciences et de l'industrie à La Villette et l'exposition « Archéologie de la France. Trente ans de découvertes » au Grand Palais. Pour les autres musées, il est préférable de se renseigner.

En Ile-de-France. — Seront ouverts le Musée de l'air et de l'espace, au Bourget, le château de

Chantilly, ainsi que le domaine et l'abbaye de Chailly.

Desert des cimetières parisiens.

La mairie de Paris organise, comme chaque année, un service de transport gratuit à l'intérieur de certains cimetières parisiens : Pantin : de 8 h 30 à 18 heures ; Thiais : de 7 heures à 18 heures ; Bagneux, Saint-Ouen, Montmartre et Batignolles : de 8 heures à 18 heures.

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

On ne compte plus les pieds-noirs retournés en « pèlerinage » dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens départements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie, a quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six ans.

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

Un projet futuriste, Techno-ran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe économique et socioculturel Marseille-Alger-Oran » favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum sur les investissements en Algérie, du 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie « une tournée économique et culturelle ».

CARNET DU Monde

Mariages

— Laurence TRAGIT et Patrick GOSSOT,

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu à Paris, le 28 octobre 1989.

— Paris.

Agnès PERNOT de BREUIL et Guy PERRIMOND,

ont la joie de faire part de leur mariage, qui a été célébré en la cathédrale Saint-Martin de Champigny, le 7 octobre 1989.

— M. et M^{me} Michel POMMIER, M^{me} SANGOORI et M^{me} SANGOORI,

sont très heureux d'annoncer le mariage de leurs enfants

Aida et Jean-Christophe, le 26 octobre 1989, à Paris-7.

— L'Isle-sur-la-Sorgue. Rio-de-Janeiro.

Jean-Pierre SIMONNOT et Maria CARNEIRO DO AMARAL,

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré le 23 septembre 1989, à la mairie d'Avignon.

Mariage et fiançailles

— Jeannette et Pierre BOULAY ont la joie de faire part du mariage de leur fille

Aime avec Michel DALLON,

et des fiançailles de leur fils Olivier avec Anne-Cécile CHEVALLIER,

Juillet, août 1989.

3, square du Châteaun, 67300 Schiltigheim.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-96-03

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 90 F

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber,

survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Eternel est mon refuge ! Dans le Très-Haut tu es placé son âme.

(Psaume 91).

M. et M^{me} Henri Herzog, 22-24, rue Duret, 75116 Paris.

— M. Robert Sarron et M^{me} Odile Mondon,

ont le regret de faire part du décès de

M. Marcel MONDON,

leur beau-père, père, grand-père et arrière-grand-père,

survenue le 26 octobre 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques seront célébrées le mardi 31 octobre, à 16 heures, en l'église de Valréas (Vaucluse), où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire part.

Ni fleurs ni couronnes.

27, avenue du Docteur-Arnold-Netter, 75012 Paris.

— M^{me} Robert Zumbiehl, M. et M^{me} Jean-Marie Paviot,

M. et M^{me} Henri Seydoux, M. et M^{me} Alexandre Seydoux,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Robert Zumbiehl, née Zumbiehl,

survenue le 24 octobre 1989.

— M. et M^{me} René Canot, M. et M^{me} Jean Lemaire,

M. et M^{me} Marc Almeras et leurs enfants,

M. et M^{me} Benoît Renard et leurs enfants,

M. et M^{me} Dominique Lemaire et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maurice CANUET, née Suzanne Laval,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

endormie dans la paix du Seigneur à Comblanchien, le 27 octobre 1989, dans sa cent unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 2 novembre, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Esperay et sera suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

Une messe à son intention sera célébrée ultérieurement à Paris.

Cet avis tient lieu de faire part.

Ni fleurs ni couronnes.

45, avenue Marceau, 75116 Paris.

43, rue de la Pierre-de-Ville, 51480 Cambrès.

— Myriam et Chloé, ont la douleur de faire part du décès de

Roger DRÉNO, inspecteur général de la construction,

survenue à Bordeaux, le 26 octobre 1989, à l'âge de cinquante-sept ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, le samedi 28 octobre 1989, à Bordeaux (Gironde).

36, avenue de Mirmont, 33200 Bordeaux-Mérignac.

— Nous apprenons le décès de

René FAURE,

survenue dimanche 29 octobre 1989, à l'hôpital Saint-Joseph de Marseille.

Il est le 2 novembre 1920 à Aubert (Dordogne), M. René Faure a été élu au Centre de l'Union des Français de l'étranger et député de 1964 à 1973. Ses engagements de recherche et de développement du V.E.I. Il fut aussi membre du Comité de la Société des sciences, fonction qu'il occupa jusqu'en septembre 1988. Ingénieur de l'école centrale de Paris et de l'école nationale supérieure de l'air, M. René Faure a été directeur du CEA en 1968, fait chevalier comme ingénieur en chef, puis ingénieur général des travaux publics de la France d'outre-mer à Madagascar, puis à Brazzaville. Marié et père de trois enfants, il était le frère de l'ancien garde des sceaux Maurice Faure.

— M. et M^{me} Pierre Vindry, Le contre-amiral et M^{me} Jean Kessler et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-Paul Vindry et leurs enfants,

Amoud, Jean et Isabelle Vindry, Pierre Jean Humbert,

M. et M^{me} Georges Vindry,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Pierre VENDRYES, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien président de la Société de statistique de Paris, survenue le 24 octobre 1989, à Paris.

Remerciements

— Très touchés par les nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

Cécile ANGLIVIEL de LA BEAUMELLE,

Sa famille,

dans l'impossibilité de répondre à chacun individuellement, remercie ceux qui se sont associés à sa peine et les prie de trouver ici l'expression de sa gratitude.

Décès

— M. Raymond Pons, M. et M^{me} Daniel Ortiz, Dominique, Philippe et Laure, Thierry, son épouse, ses enfants et petits-enfants, font part du décès survenu à Bergerac (Dordogne), le 21 octobre 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année, de

M^{me} Raymond PONS, née Olga Xanthopoulos.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 24 octobre 1989, en l'église d'Esperay (Dordogne).

Domaine de Brousses, Prignoles, 24130 La Force.

— M^{me} Roger Rey, Ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Roger REY, trésorier-payeur général honoraire, chevalier de la Légion d'honneur,

décédé le 21 octobre 1989, à Dôle (Jura), dans sa soixante-neuvième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu au cimetière de Dôle, dans la stricte intimité familiale, le 24 octobre.

— M^{me} Pierre Vindry, Le contre-amiral et M^{me} Jean Kessler et leurs enfants,

M. et M^{me} Jean-Paul Vindry et leurs enfants,

Amoud, Jean et Isabelle Vindry, Pierre Jean Humbert,

M. et M^{me} Georges Vindry,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Pierre VENDRYES, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien président de la Société de statistique de Paris, survenue le 24 octobre 1989, à Paris.

Remerciements

— Très touchés par les nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

Cécile ANGLIVIEL de LA BEAUMELLE,

Sa famille,

dans l'impossibilité de répondre à chacun individuellement, remercie ceux qui se sont associés à sa peine et les prie de trouver ici l'expression de sa gratitude.

— M. et M^{me} Henri Herzog, M. et M^{me} Maurice Weber,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ernestine HERZOG, née Weber,

survenue le 22 octobre 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

— L'Eternel est mon refuge ! Dans le Très-Haut tu es placé son âme.

(Psaume 91).

M. et M^{me} Henri Herzog, 22-24, rue Duret, 75116 Paris.

— M. Robert Sarron et M^{me} Odile Mondon,

ont le regret de faire part du décès de

M. Marcel MONDON,

leur beau-père, père, grand-père et arrière-grand-père,

survenue le 26 octobre 1989, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Les obsèques seront célébrées le mardi 31 octobre, à 16 heures, en l'église de Valréas (Vaucluse), où l'on se réunira.

Cet avis tient lieu de faire part.

Ni fleurs ni couronnes.

27, avenue du Docteur-Arnold-Netter, 75012 Paris.

— M^{me} Robert Zumbiehl, M. et M^{me} Jean-Marie Paviot,

M. et M^{me} Henri Seydoux, M. et M^{me} Alexandre Seydoux,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Robert Zumbiehl, née Zumbiehl,

survenue le 24 octobre 1989.

— M. et M^{me} René Canot, M. et M^{me} Jean Lemaire,

M. et M^{me} Marc Almeras et leurs enfants,

M. et M^{me} Benoît Renard et leurs enfants,

M. et M^{me} Dominique Lemaire et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Maurice CANUET, née Suzanne Laval,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

endormie dans la paix du Seigneur à Comblanchien, le 27 octobre 1989, dans sa cent unième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 2 novembre, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Esperay

SPORTS

FOOTBALL : le championnat de France

Bordeaux se bonifie

Bordeaux occupe toujours la tête du classement du championnat de France de football de première division à la suite de son match nul (0-0) à Lyon, samedi 28 octobre, lors de la seizième journée. L'équipe bordelaise, complètement renouvelée à l'intersaison, s'impose de plus en plus comme un prétendant au titre.

L'événement était programmé samedi 21 octobre à 22 h 15. Ce soir-là, au troisième coup de sifflet de l'arbitre marquant la fin du match entre Girondins et Marseillais, le football français aurait dû définitivement changer d'ère : en surclassant Bordeaux, club-phare des années 80, présumé sur le déclin, l'Olympique de Marseille, de Bernard Tapie, aurait dû s'ériger en leader incontesté des années 90.

Cette symbolique passation de pouvoir n'a pas eu lieu. Les Girondins ont vaincu Marseille par 3-0. Bordeaux sait recevoir. Une semaine plus tard les Girondins s'en sont allés à Lyon pour un déplacement périlleux. Devant 30 000 spectateurs, ils ont su s'assurer le point du match nul (0-0). Bordeaux sait voyager.

Preuve est définitivement faite que cette équipe — en tête de la compétition avec 2 points d'avance sur le second Sochaux et 3 sur Marseille — peut prétendre à un titre de champion que seul l'OM et

ses vedettes semblaient pouvoir convoiter. Une situation totalement inimaginable il y a encore quelques mois, tant le club bordelais paraissait affaibli.

Point de départ de cette déconfiture annoncée : la saison 1988-1989. Claude Bezz, président des Girondins, achète des joueurs de renom tels que le Belge Enzo Scifo, l'Anglais Clive Allen, les Français Yannick Stopyra ou Bernard Genghini, qui arrivent en Gironde pour renforcer un effectif déjà très richement garni. Le budget du club s'élève alors à 180 millions de francs. Un record en France. Objectif : gagner de nouveaux titres nationaux mais aussi remporter une compétition européenne. Vaste dessein. Trop vaste ? Très vite, Bordeaux sombre. Sur le terrain, les joueurs luttent pour éviter la relégation en seconde division, en dépit d'un changement d'entraîneur. Dans les coulisses, Claude Bezz joue aussi un match serré contre l'administration fiscale : un redressement d'au moins 10 millions de francs est demandé au club.

Aujourd'hui encore, le président bordelais affirme qu'il n'a reçu aucune notification officielle du fisc. Mais sa position s'est considérablement affaiblie, tant à l'égard de certaines collectivités locales que des autorités du football français. Il reconnaît aussi avoir adopté un profil bas en matière de finances, en particulier en vendant une partie du patrimoine du club (le Monde du 23 septembre). Pour

cette saison 1989-1990, le budget serait tombé, selon lui, à 90 millions de francs, ce qui le situerait au niveau du Paris-Saint-Germain mais loin derrière Marseille ou Monaco.

Cette nouvelle donne financière, s'est accompagnée d'un chamboulement de l'effectif. Jamais sans doute dans l'histoire du football français un club n'a autant bouleversé son équipe. Claude Bezz a par exemple « vendu » Jean Tigana et Alain Roche à Marseille, Clive Allen à Manchester City, Enzo Scifo à Auxerre, Yannick Stopyra à Cannes, Pascal Dewilder à Caen. Avant d'engager, entre autres, Patrick Battiston (Monaco), Joseph-Antoine Belle et Bernard Pardo (Toulon), Jean-Philippe Durand (Toulouse), Klaus Allofs (Marseille), le Néerlandais Pjeter Deen Boer (FC Malines) et un entraîneur belge de renommée internationale, Raymond Goethals (le Monde du 22 août).

« Footballeurs de salon »

Ces nouveaux venus ont d'abord suscité quelque ironie. Bordeaux se trouvait en effet vers une majorité de joueurs d'expérience ayant bien souvent dépassé la trentaine (Bell a trente-cinq ans, Battiston et Allofs trente-deux ans, Deen Boer trente et un ans, Goethals étant quant à lui âgé de soixante-huit ans...), donc susceptibles d'être usés physiquement et mentalement. Comment Bordeaux a-t-il pu se placer en tête du classement avec

une telle équipe ? « Nous jouons simple », explique Raymond Goethals. « Nous avons été engagés parce que les dirigeants en avaient assez des footballeurs de salon », résume, quant à lui, le milieu de terrain international Bernard Pardo, un meneur d'honneur réputé fort en gueule. « Footballeurs de salon » ou « pseudo-vedettes » ? Les expressions préférées de Claude Bezz ou de Didier Couecou, son délégué général, pour qualifier certains joueurs qui ont quitté la Gironde à la fin de la saison dernière.

Comme le répète volontiers Claude Bezz, qui, sans être très convaincant, se défend de ressentir les succès actuels comme une revanche personnelle : « Bordeaux a tourné la page ». Mais le club n'est pas pour autant définitivement sorti d'affaire du point de vue financier : « Si nous ne disputons pas une coupe d'Europe l'année prochaine, nous ne pourrions pas nous permettre de garder de tels joueurs », avoue-t-il. Reste à savoir quelles sont les réelles possibilités de cette équipe invaincue à domicile — Joseph-Antoine Bell n'a toujours pas encaissé un seul but au stade municipal — et solide à l'extérieur (trois victoires, trois matches nuls). Si les « anciens » parviennent à bien gérer leurs efforts jusqu'à la fin de saison, Bordeaux pourrait en effet prétendre à un titre que personne ne lui destinait.

PHILIPPE BROUSSARD

JUDO : championnats d'Europe par équipes

Le poids des lourds

La France a disputé les deux finales des championnats d'Europe par équipes qui se disputaient les 28 et 29 octobre à Vienne (Autriche). Avec succès chez les filles, victorieuses des Britanniques (quatre victoires à une), avec moins de réussite chez les garçons, battus par les Soviétiques aux points (trois victoires partout).

VIENNE

La tâche de Laurent Del Colombo était simple et compliquée à la fois : pour permettre à l'équipe de France de revenir à hauteur des Soviétiques dans cette finale des championnats d'Europe par équipes, et donc de disputer la victoire lors d'un combat de barrage, il devait s'imposer à son adversaire par ippon, la plus nette des issues en judo.

Del Colombo a bien battu Nicholas Khakhalechvili, mais sur yuko (projection moyennement réussie), c'est-à-dire par une marge insuffisante. L'Union soviétique a remporté son quatorzième succès dans l'épreuve, le compte de la France restant bloqué pour cette année à treize titres.

Dans les épreuves par équipes, le rôle des poids lourds — Laurent Del Colombo en est un — est particulier : disputant le dernier des sept combats (la compétition commence par opposer les combattants des catégories les plus légères pour finir par les catégories les plus élevées), il lutte soit pour la victoire collective, si aucune équipe n'a fait la différence à la faveur des six premiers combats, soit pour l'honneur, si le verdict a déjà été rendu.

« C'est le lot du dernier combattant », résume Laurent Del Colombo. « Soit il monte sur le tatami pour du beurre, soit il lui faut absolument marquer pour faire gagner son équipe. » A Vienne, le Français s'est retrouvé dans une situation qu'avait déjà connue son prédécesseur Angelo Parisi, en 1982 à Milan, lors de la même compétition. Le champion olympique devait absolument marquer ippon pour ramener la France à hauteur de l'Union soviétique (dix). Il y parvint et Guy Delvingt parvint alors à l'œuvre lors d'un match de barrage.

Laurent Del Colombo n'a pu rééditer l'exploit, bien qu'il ait la réputation d'être un spécialiste des épreuves par équipes. « Lors de telles compétitions, Laurent est capable de se surpasser et de battre des adversaires a priori plus forts que lui », affirme Serge Feist, entraîneur national. Bizarrement, il est plus performant quand il

combat pour les autres que seulement pour lui-même.

A peine arrivé chez les seniors, en 1980, Del Colombo avait offert à la France un titre européen par équipes à La Haye en dominant à la surprise générale le géant soviétique Tsurine. En 1987, c'est pareillement lui qui permit à son club d'Orléans de remporter la Coupe d'Europe des clubs en rétablissant une situation très compromise lors de l'ultime combat, face à l'Allemand de l'Ouest Alexandre Van der Groenben.

« L'arrivée à me « défoncer » pour les autres, lance-t-il. En épreuve par équipes, quand quel que chose marche de travers, on se bat pour soi et pour eux. Dans les compétitions individuelles, on se trouve seul dans l'adversité. »

Cette responsabilité du sort de la compétition, Natalina Lupino l'a sentie peser sur ses épaules samedi lors de la compétition féminine. Face à l'Italienne Rosa Motta, il lui revenait d'éviter à ses coéquipières la même mésaventure que l'an dernier, quand l'équipe de France se fit éliminer dès le premier tour par la Belgique. Il lui suffisait de faire match nul (l'égalité au terme d'un combat n'existe que lors des épreuves par équipes) et elle parvint à l'emporter. Par la suite, lors de la demi-finale et de la finale, la victoire était déjà acquise à la France quand elle monta sur le tatami.

« Quand tout est joué, la pression que l'on ressent est évidemment affaiblie, dit-elle. Mais il reste l'envie de gagner pour montrer que l'on est la plus forte, dans tous les cas, ou pour parachever une victoire. En tout cas, la dernière combattante doit posséder une force psychologique supérieure à la moyenne. Parce qu'elle doit pouvoir supporter une pression qui va croissant au fur et à mesure que les combats se déroulent, mais aussi parce qu'il faut être prête à supporter l'idée d'entraîner six autres personnes dans la défaite. »

En attendant de monter sur le tatami, le poids lourd sait les combats de ses coéquipières plus légers, son état d'esprit fluctuant au gré des victoires et des défaites. « Je ne souhaite jamais avoir à disputer le combat décisif », affirme Laurent Del Colombo. « Je préfère que la victoire ait été remportée avant, même s'il est extrêmement frustrant de ne disputer au cours d'une épreuve que des combats sans enjeu véritable. Evidemment, quand la victoire se trouve entre vos mains et que ça marche, c'est formidable. On fait alors de vous « celui qui a fait gagner l'équipe ». A tort, d'ailleurs, car on est toujours sept vainqueurs. »

GILLES VAN KOTE

TENNIS : tournoi d'Anvers

Surenchères

Ivan Lendl a gagné, dimanche 23 octobre à Anvers, le tournoi de la CEE. Sa victoire sur son compatriote Miloslav Mecir (6-2, 6-2, 1-6, 6-4), est la cinquième dans cette épreuve, de « la raquette de diamants ». Elle a été récompensée par un chèque de 230 000 dollars. Une misère dans le contexte actuel.

ANVERS

correspondance

Tout le monde se sent attaqué. Philippe Chatrier et le comité du Grand Chelem viennent de proposer une Coupe du Grand Chelem dotée de 6 millions de dollars, avec 2 millions au seul vainqueur (le Monde daté 22-23 octobre). Argument massif de l'argent, manœuvre cynique de stabilisation, l'épreuve viendrait deux semaines après le Masters de l'ATP Tour en RFA. Elle suscite la gourmandise et la colère des autres. Une ficelle aussi grosse n'est-elle pas une corde pour se pendre ?

La résistance la plus musclée est allemande. Claus Stauber, président d'une fédération allemande tenue à l'écart du projet, tempête. Court-circuité dans ses œuvres, sur

son terrain d'élection, le Roumain Ion Tiriac commelle et se hérisse par clients interposés. Il est peu probable, en effet, que Boris Becker s'aligne dans cette coupe. Un tournoi aussi important en Allemagne peut-il se passer de Becker ?

Les Américains aussi se défendent. Privés du Masters actuel, dont la dernière édition aura lieu à New-York à partir du 28 novembre, ayant perdu une bonne demi-douzaine de tournois sur le futur circuit ATP, ils espèrent monter un tournoi d'équipes Etats-Unis contre Europe qui se déroulerait début décembre 1990.

Réclamée comme période de repos pour des professionnels réputés fous, voilà que la fin d'année se transforme en aïre de feu encombrière. L'intersaison a disparu avant d'avoir commencé. Comme la nature, le dollar a horreur du vide.

« Les Américains sont mécontents des nouvelles dispositions », nous disait, samedi 28 octobre, Donald Dell, président de la société ProServ, organisatrice du tournoi d'Anvers. McCann, McEnroe, Connors, Noah et Edberg parmi ses clients. « Ils ont perdu pas mal de plumes, et un tournoi d'hiver leur manque. De trop petite, la part allemande du marché des

tournois est devenue trop grosse. Si Boris ou Steffi se cassent une jambe ou refusent de jouer, ce serait une catastrophe car l'engouement du public allemand est fortement lié à la présence et aux prestations de ces deux immenses champions. »

Le seul des 200.000 spectateurs

Peu enclin au pessimisme, Donald Dell avoue pourtant ses craintes. Non pas pour le tournoi d'Anvers, qui franchit cette année le seuil des 200 000 spectateurs et qui semble, au bout de huit ans, avoir acquis une assise et une réputation qui le mettent à l'abri de secousses immédiates, ni pour l'avenir de ProServ pourtant battue par son rival, IMG, de Mark McCormack, pour le compte de promotion du circuit ATP. ProServ accède à diversification dans le golf, le basket et le cyclisme notamment.

Les craintes de Dell sont plutôt pour l'avenir proche du tennis : « Les joueurs seront-ils à la hauteur de l'événement qu'ils ont voulu ? S'ils continuent à choisir leur tournoi en fonction de desirats aussi personnels que les souhaits de leurs épouses, ils feront beaucoup de malheureux. Chez les

organisateur, chez les sponsors, à la télévision. On ne fait pas de révolution avec des manifs dépeuplées. J'avoue être inquiet. Car personne n'a intérêt à ce que tout cela capote. »

Le problème n'est pas nouveau, même si le contexte a changé. Dell le reconnaît et nuance ses critiques : « Soyons clairs, il y a cinq ou six noms qui font vraiment vendre des billets. Le circuit est en expansion, mais la liste des vedettes ne s'allonge pas pour autant. D'après ce que j'en sais, des « désignations » de joueurs pour 1990, seule une petite poignée de tournois parmi ceux qui ont augmenté sensiblement leur dotation, disons cinq ou six, auront un meilleur tableau. Je crains fort quelques réactions de colère. »

D'autres réactions ne se font pas entendre car la Coupe du Grand Chelem, avec sa dotation monstrueuse, a produit ses premiers effets. « En une journée ici, quatre de mes joueurs m'ont demandé de modifier leur programme. Ils veulent tous jouer l'Open d'Australie pour y glaner des points qualificatifs dans l'espoir d'occuper une des huit places dans la Grand Slam Cup. »

MARC BALLADE

Les résultats

| BASE-BALL | |
|--|--------|
| « World Series » | |
| Les Athletics d'Oakland ont remporté samedi 28 octobre à San-Francisco (Etats-Unis), la quatre-vingt-sixième édition du championnat nord-américain de base-ball (le World Series) en dominant les Giants de San-Francisco par quatre victoires à zéro. Ce match n'avait pu avoir lieu comme prévu le 17 octobre. Il avait été annulé quelques minutes avant le coup d'envoi en raison du tremblement de terre qui avait secoué la Californie (le Monde du 19 octobre). | |
| BASKET-BALL | |
| Championnat de France | |
| Nationale 1A (Dixième journée) | |
| *Pau-Orthez b. Nantes | 106-87 |
| *Rennes b. Roanne | 86-73 |
| *Montpellier b. Caen | 88-85 |
| *Gravelines b. Lorient | 104-80 |
| *Saint-Quentin b. Avignon | 72-54 |
| *Limoges b. Tours | 100-85 |
| *Cholet b. Mulhouse | 110-87 |
| *Racing B. Nanterre | 95-87 |
| *Antibes b. Villeneuve | 71-56 |
| Classement. — 1. Limoges et Antibes, 20 pts ; 3. Pau-Orthez et Mulhouse, 18 ; 5. Cholet et Saint-Quentin, 17 ; 7. Villeneuve et Nantes, 16 ; 9. Montpellier, 15 ; 10. Metz, Racing Paris et Gravelines, 14 ; 13. Reims et Avignon, 13 ; 15. Roanne, 12 ; 16. Caen, Lorient et Tours, 11. | |
| Nationale 1B | |
| En raison de la poursuite du boycottage de Saint-Etienne, qui ne respecte pas l'accord de Châteauneuf conclu entre les clubs de haut niveau sur la sélection des joueurs professionnels, l'équipe forézienne, qui a enregistré, le 28 octobre, | |

| FOOTBALL | |
|--|-----|
| Championnat de France (Seizième journée) | |
| Monaco b. Toulouse | 5-0 |
| *Marseille b. Paris-SG | 2-1 |
| *Sochaux b. Caen | 5-0 |
| Toulon b. Racing-Paris | 2-0 |
| Brest b. Nice | 1-0 |
| *Montpellier et Saint-Etienne | 3-3 |
| *Lyon et Bordeaux | 0-0 |
| Auxerre b. Mulhouse | 3-1 |
| Nantes b. Cannes | 1-0 |
| *Metz et Lille | 1-1 |
| Classement. — 1. Bordeaux, 24 pts ; 2. Sochaux, 22 ; 3. Marseille, 21 ; 4. Toulouse, 19 ; 5. Nantes et Monaco, 18 ; 7. Saint-Etienne, Paris-SG, Lyon et Toulon, 16 ; 11. Auxerre, 15 ; 12. Mulhouse, Montpellier, Metz et Lille, 14 ; 16. Racing-Paris et Caen, 13 ; 18. Cannes et Nice, 12 ; 20. Brest, 11. | |
| Deuxième division | |
| Groupe A | |
| Nancy b. Montceau | 2-0 |
| *Bastia b. Red Star 93 | 2-0 |
| *Strasbourg b. Avignon | 6-2 |
| *Amnéville b. Niamey | 1-0 |
| *Dijon et Marignac | 1-1 |
| *Alès b. Chamois | 2-1 |
| *Reims b. Grenoble | 2-0 |
| *Metz b. Guingamp | 4-2 |
| *Lorient b. Châteauneuf | 0-0 |
| Classement. — 1. Nancy, 24 pts ; 2. Strasbourg et Bastia 21 pts ; 4. Alès, Marignac 20 ; 6. Niamey, Reims, 19 ; 8. Guingamp, Lorient, Châteauneuf, 18 ; 11. Amnéville, Chamois, Avignon, 17 ; 14. Metz, 16 ; 15. Orléans, 14 ; 16. Montceau, 13 ; 18. Orléans, 12 ; 19. Grenoble 11 ; 20. Red Star 93 9. | |

| Groupe B | |
|--|-----|
| *La Roche-Ay-Von et Valenciennes | 0-0 |
| *Laval, Angers, 18 ; Lens, Dunkerque et Rouen | 1-1 |
| *Lorient b. Tours | 2-1 |
| *Guingamp b. Abbeville | 3-1 |
| *Quimper b. Lorient | 2-1 |
| Classement. — 1. La Roche 22 pts ; 2. Valenciennes 21 ; 3. Rennes, 20 ; 4. Laval, Angers, 18 ; 5. Lens, Dunkerque, 18 ; 8. Rouen, Beauvais, 17 ; 10. Lorient, 16 ; 12. Saint-Seurin, 15 ; 13. Guingamp, 14 ; 15. Quimper, 13 ; 16. La Roche-Ay-Von, 12 ; 17. Abbeville, Lorient, 9. | |
| Coupe du monde : les Emirats arabes unis se qualifient | |
| Pour la première fois de leur histoire, les Emirats arabes unis se sont qualifiés pour la phase finale de la Coupe du monde de football (1990 en Italie) en faisant match nul (1-1) avec la Corée du Sud (également qualifiée) samedi 28 octobre à Singapour lors du tournoi final de la zone Asie. Aussitôt connu le résultat, des milliers de personnes — certaines entassées à bord de limousines de luxe — ont défilé dans les rues d'Abou Dhabi. Un avion spécial a été déployé à Singapour pour rapatrier les héros. | |
| PLONGÉE A VOILE | |
| RECORD DU MONDE FÉMININ | |
| La vénéolante française Brigitte Glimmer a amélioré son propre record du monde de vitesse, dimanche 28 octobre, sur la baie de vitesse des Saintes-Maries-de-la-Mer. Avec un vent de sud-est de 35 km/h, elle a réalisé à bord de son catamaran à moteur, une vitesse de 39,33 km/h (72,48 km/h) alors que son ancien record était de 37,38 km/h. | |

| RUGBY | |
|---|-------|
| RENCOUNTERS INTERNATIONALES | |
| Nouv.-Zélande b. *Lionelli (pays de Galles) | 11-0 |
| *Ecosse b. Fiji | 38-17 |
| *Sélection française b. Australie | 9-7 |
| *S41 du Sud-Ouest b. Samoa | 16-15 |
| La composition de l'équipe de France, qui doit affronter l'Australie samedi 4 novembre à Strasbourg, est la suivante : Blanco ; Leguizol, Sella, Merial, Waller ; Cantobiano (c), Berbizier (m) ; Champ, Rodriguez, Cécillon ; Bourguignon, Condom ; Pujolle, Armary, Seignie. | |
| Championnat de France | |
| Deuxième phase | |
| A l'issue de la première phase du championnat de France de rugby qui a mis aux prises quatre-vingt clubs répartis en seize poules de cinq, trente-deux équipes restent qualifiées : Toulouse, Castres, Toulon, Nîmes, Narbonne, Biarritz ; Agen, Chalon-sur-Saône ; Grenoble, PUC ; Nice, Tignes ; Béziers, Perpignan ; Colomiers, Lourdes ; Ruffec, Bagnac ; Dax ; La Rochelle ; Cognac ; Bayonne ; Brive ; Vichy ; Montferrand ; Haguenau ; Bègles-Bordeaux, Tignes ; Auch, Racing CF ; Bourgoin, Graillet. | |
| Les quatre poules de huit qui disputent la deuxième phase du championnat seront constituées jusqu'au 2 novembre. | |
| Lors de la dernière journée de la première phase, le Racing Club de France, finaliste 1987, qui était menacé de relégation dans le groupe B, a assuré sa qualification en passant trois essais marqués par neuf joueurs aux Landais de Peyrehorade, finalement battu 64-3. | |

CYCLISME

Jeannie Longo termine en beauté

Avant de mettre un terme à son activité sportive, Jeannie Longo a encore battu un record du monde, le dixième de sa carrière, et le huitième en l'espace d'un mois, ce qui représente aussi... un record. Pour ses adieux officiels, dimanche 29 octobre à Moscou, elle a amélioré sa propre performance sur l'heure en salle, parcourant 45,015 kilomètres, soit 288 mètres de plus qu'à Grenoble en 1986.

Compte tenu de l'excellent rendement de la piste moscovite, ce nouveau record n'a pas tout fait répondu aux espérances de la championne grenobloise. Il est probablement inférieur à ses possibilités, contrairement à celui qu'elle avait établi le 1^{er} octobre à Mexico en plein air et à haute altitude (46,362 kilomètres).

D'ailleurs, Jeannie Longo a connu un moment difficile entre le dixième et le vingtième kilomètre. Soit qu'elle ait été bloquée par le trac, soit qu'elle ait payé une saison chargée et une somme d'efforts démesurée. Mais, à défaut de réussir un parcours idéal, elle a démontré un courage qui ajoute à ses mérites. Réaliser une grande performance sur une heure, après avoir réussi avant le vingtième kilomètre, tient du prodige. La championne du monde a roulé plus vite que la Marseillaise Aimar, considérée en son temps comme un phénomène de la poursuite et toujours détenteur du record français de l'heure professionnelle sur piste couverte avec 44,900 kilomètres depuis 1942.

J. A.

AUTOMOBILISME

Jean-Louis Schlesser champion du monde en sport prototypes

Jean-Louis Schlesser est devenu le premier Français champion du monde en sport prototypes en gagnant, associé à l'Allemand Jochen Mass, la dernière manche de cette compétition, dimanche 29 octobre à Mexico. Nouveau du Jo Schlesser, décisif lors du grand prix de France de Formule 1 en 1968 au volant d'une Honda, il avait connu un début de carrière prometteur puisqu'il avait partagé le titre de champion de France de Formule 3 avec... Alain Prost en 1978. Mais il a donc dû attendre d'avoir trente-sept ans pour conquérir son premier grand titre international.

Déjà vice-champion l'an dernier, Jean-Louis Schlesser jouait cette année le titre avec l'Italien Mauro Baldi, un autre pilote de l'équipe Sauber-Mercedes, battue une seule fois cette saison à Dijon. Pour être champion, l'italien devait impérativement gagner à Mexico. Une sortie de route de son coéquipier irlandais Ken Acheson au quarante-septième tour a mis fin à ses espoirs.

Ce titre de Jean-Louis Schlesser vient compléter un palmarès particulièrement brillant pour les pilotes français en circuit. Après le triplé réussi par Jean Alesi, Eric Comas et Eric Bernard en Formule 3 000, ce serait la première fois que les trois titres mondiaux sur circuit reviendraient aux pilotes d'un même pays si le tribunal d'appel de la Fédération internationale de l'automobile confirme la disqualification d'Ayrton Senna qui dominerait une troisième couronne à Alain Prost en Formule 1.

L'autorité

« L'autorité » est un mot qui revient souvent dans les débats politiques. Il désigne la capacité d'un individu ou d'une institution à imposer sa volonté. Cette notion est complexe et varie selon les contextes. Dans le domaine politique, elle est souvent liée à la légitimité et à la responsabilité. Les auteurs de cet ouvrage explorent les différentes facettes de l'autorité, de la philosophie à la sociologie, en passant par l'histoire et la psychologie. Ils analysent les mécanismes qui permettent à une autorité de s'établir et de perdurer, ainsi que les défis qu'elle doit relever dans un monde en constante évolution.

« L'autorité » est un mot qui revient souvent dans les débats politiques. Il désigne la capacité d'un individu ou d'une institution à imposer sa volonté. Cette notion est complexe et varie selon les contextes. Dans le domaine politique, elle est souvent liée à la légitimité et à la responsabilité. Les auteurs de cet ouvrage explorent les différentes facettes de l'autorité, de la philosophie à la sociologie, en passant par l'histoire et la psychologie. Ils analysent les mécanismes qui permettent à une autorité de s'établir et de perdurer, ainsi que les défis qu'elle doit relever dans un monde en constante évolution.

« L'autorité » est un mot qui revient souvent dans les débats politiques. Il désigne la capacité d'un individu ou d'une institution à imposer sa volonté. Cette notion est complexe et varie selon les contextes. Dans le domaine politique, elle est souvent liée à la légitimité et à la responsabilité. Les auteurs de cet ouvrage explorent les différentes facettes de l'autorité, de la philosophie à la sociologie, en passant par l'histoire et la psychologie. Ils analysent les mécanismes qui permettent à une autorité de s'établir et de perdurer, ainsi que les défis qu'elle doit relever dans un monde en constante évolution.

26 Les bénéfices de Peugeot au 1^{er} semestre
27 Champs économiques

43 Les banques face à leur client
44 Régions

46 Marchés financiers
47 Bourse de Paris

BILLET

L'argent des chômeurs

La sortie de crise se profile-t-elle pour le régime paritaire d'assurance-chômage UNEDIC après plus de quarante ans d'existence ? Les négociations qui s'engagent en octobre entre les syndicats et le patronat, en vue du renouvellement d'une convention de deux ans qui arrive à expiration le 31 décembre 1989, se présentent en tout cas sous un jour beaucoup plus favorable que par le passé. Il y a deux ans, lors des précédentes discussions, le déficit planait comme une menace permanente, et les partenaires sociaux avaient tablé sur une aggravation continue du chômage en 1989 et en 1990. Logiquement, ils avaient partagé à égalité l'augmentation de la cotisation.

Les experts s'étaient montrés trop pessimistes. Le nombre de chômeurs a diminué de 30 000 environ en 1988, et un résultat proche est attendu en 1989. La croissance économique, plus généreuse que prévu, a donc favorisé un mouvement de création d'emplois qui a même mordu sur le chômage, tout en laissant un noyau dur de 800 000 chômeurs de longue durée. Avec en plus des hausses de salaires plus importantes que prévu, les rentrées de cotisations ont dépassé les prévisions. Ainsi, si l'on met à part le remboursement d'une dette qui s'élève à près de 8 milliards de francs, l'UNEDIC devrait se retrouver à la fin de 1989 avec un excédent de 5,1 milliards de francs. Des excédents du même ordre de grandeur devraient se retrouver en 1990 (+ 4,7 milliards) et en 1991 (+ 5,4 milliards) — la situation financière devant même se révéler positive l'an prochain en tenant compte du remboursement de la dette, — alors même qu'on s'attend à une hausse de 100 000 chômeurs sur les deux ans à venir.

Dès lors, l'interrogation qui domine la négociation ne sera plus : « Comment trouver de l'argent supplémentaire pour les chômeurs ? » mais : « Comment mieux utiliser l'argent des chômeurs ? » La hausse de cotisations et baisse des prestations sont renvoyées aux oubliettes. Mais les divergences demeurent importantes. Le CNPF veut privilégier une baisse des cotisations puis consolider les réserves et examiner une meilleure indemnisation des chômeurs. Les priorités des syndicats sont presque inverses. Ils veulent notamment revoir les durées d'affiliation afin que les salariés précaires qui sont actuellement exclus de l'indemnisation à cause de périodes trop courtes de travail soient davantage aidés. Histoire de réduire quelques inégalités...
M. N.

Face à l'OPA de Paribas

L'assureur allemand Allianz autorisé à prendre 20 % de la Mixte

Nouveau rebondissement dans la bataille boursière qui oppose Paribas à la Mixte. Le Comité des établissements de crédit a donné à l'assureur ouest-allemand Allianz l'autorisation de franchir 20 % des droits de vote dans le capital de la Compagnie de navigation mixte.

Le numéro un européen de l'assurance en Europe, le groupe ouest-allemand Allianz, a demandé et reçu le feu vert du Comité des établissements de crédit pour franchir le seuil de 20 % dans le capital de la Navigation mixte. Allianz, qui était déjà actionnaire à hauteur de 5 % n'est toutefois pas autorisé à franchir le seuil de 33 %. Dans un communiqué publié dimanche 29 octobre, la société Allianz affirme que cette mesure est destinée à « veiller à la protection des intérêts qu'elle a acquis », à savoir 30 % du capital des assurances VIA-Rhin et Moselle, soit l'un des principaux actifs de conglomerat.

Allianz ajoute que dans le souci de « conforter sa position d'assureur et au vu des incertitudes qui caractérisent actuellement la situation de la Compagnie de navigation mixte », elle a tenu à « se réserver un espace de liberté (dont elle ferait usage au cas où les circonstances des jours à venir lui paraîtraient le lui commander, et sous réserve qu'elle rencontre à cet égard l'approbation des autorités de marché ».

Allianz rappelle qu'elle s'est associée au conseil d'administration de la Mixte qui avait fait savoir vendredi 27 octobre, que l'offre publique d'achat lancée par Paribas était jugée « trop faible dans son montant et ce d'autant plus que les actionnaires doivent s'attendre à une forte réduction qui ne peut être conforme à leurs intérêts ». L'assureur allemand fait ainsi référence au fait que l'OPA de Paribas ne porte que sur 66 % du capital de la Mixte. Les actionnaires qui apporteraient leurs titres ne profiteraient que partiellement de l'offre. Paribas se réservant le droit de rejeter les titres au-delà de la limite des deux tiers.

Le coup est rude pour Paribas qui affirmait à la veille du lancement de l'OPA qu'elle s'était assurée de la neutralité du groupe d'assurance allemand. Mais il est conforme aux déclarations de M. Marc Fournier. Lors de sa conférence de presse du 27 octobre, le PDG de la Navigation mixte

avait prétendu s'effacer devant ses actionnaires.

L'annonce d'Allianz faite dimanche 29 octobre dans la soirée, à la veille du jour de reprise des cotations de la Mixte, est particulièrement habile. Elle signifie tout d'abord que M. Fournier avait des cartes en réserve. Elle risque ensuite d'avoir un fort impact sur le titre qui pourrait bien s'envoler au-dessus du cours qu'il avait à la veille de la suspension de cotation (1800 F environ) et surtout bien au-dessus de l'offre faite par Paribas (1850 F). Lundi 30 octobre à 10 h 30, l'action avait déjà gagné 9 % et s'échangeait à 1945 F. L'attitude des petits porteurs sera aujourd'hui déterminante. La limite de 7 % qui permet une reprise de la cotation pourrait bien être atteinte et dépassée. La Compagnie financière de Paribas qui garde la possibilité de racheter les titres qu'elle convoite sur le marché n'a cependant le droit de le faire que si la valeur des actions Mixte n'excède pas 5 % du prix qu'elle offre (1942,50 F). Paribas risque donc de ne pas pouvoir accroître sa pénétration. Lundi matin, la Compagnie financière annonçait qu'elle maintenait son offre.

YVES MAMOU

Les pays de l'ACP divisés

Echec des renégociations pour la Convention de Lomé

La conférence ministérielle entre la CEE et soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a achevé ses travaux dans la nuit de dimanche 29 à lundi 30 octobre, sans aboutir à un accord général sur le renouvellement de la convention de Lomé. La cérémonie de signature du quatrième traité de Rome reste prévue en décembre prochain dans la capitale togolaise.

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant.

« La Communauté était prête, mais j'ai l'impression que les ACP ne l'étaient pas », a déclaré M. Dumas à l'issue de la réunion. Les Douze avaient réussi au matin du 29 octobre à présenter à leurs associés du tiers-monde une position sur l'ensemble des points litigieux. C'est ainsi qu'ils avaient semblé accepter leur offre sur le régime à consacrer aux exportations agricoles des pays en développement.

La CEE acceptait aussi de modifier le système de stabilisation des

recettes à l'exportation des produits de base (STABEX) de telle sorte que l'ensemble des ACP n'aurait plus à rembourser les compensations financières versées par les fonds communautaires. Les Douze s'engageaient en outre à libérer les importations de rhum en provenance des Caraïbes après l'achèvement du marché unique.

Du coup, les Britanniques ont levé leurs réserves sur la demande d'adhésion de Saint-Eustache et de Saint-Domingue. La CEE donnait enfin son accord définitif pour interdire à ses industriels l'exportation de déchets dangereux et radioactifs vers le tiers-monde.

M. Roland Dumas comptait beaucoup sur une réponse positive des ACP sur ce « paquet » pour aborder la question-clé de la négociation, c'est-à-dire l'enveloppe financière à fixer pour les années 1990-1994. Au train où allaient les choses du côté européen, l'optimisme était de rigueur quant à la capacité du ministre français de convaincre les Néerlandais, les Britanniques et, dans une certaine mesure, les Allemands, à faire preuve de plus de générosité qu'ils ne le voulaient au départ.

Quelle ne fut pas la surprise dans les milieux communautaires lorsque les ACP annoncèrent dimanche soir qu'ils rejetaient l'offre communautaire.

En réalité, les ACP s'étaient trop déçus de la veille pour être en mesure d'effectuer les arbitrages nécessaires sur le projet présenté par les Douze. Pendant que les ministres européens élaboraient leurs propositions, les ACP procédaient à l'élection de leur secrétaire général. Toute une nuit et quatre tours de scrutin furent nécessaires pour désigner un Africain à la succession d'un Caribéen.

Certaines délégations, notamment africaines, ont tenté en vain de rattraper le temps perdu. A l'issue de deux heures de réunion, les ACP annonçaient qu'ils ne faisaient pas de compromis pour sauver leur convention. Les Européens quittaient alors Luxembourg, et les pays en développement poursuivaient leurs négociations. Ces péripéties n'empêcheront pas les Douze de continuer leurs travaux sur l'aide financière. M. Roland Dumas a l'intention de soulever la question lors du prochain conseil des ministres des affaires étrangères, le 6 novembre à Bruxelles. Il considère comme possible un volume global approchant les 12 milliards d'euros (14 milliards de francs) contre 8,5 milliards pour la convention actuelle.

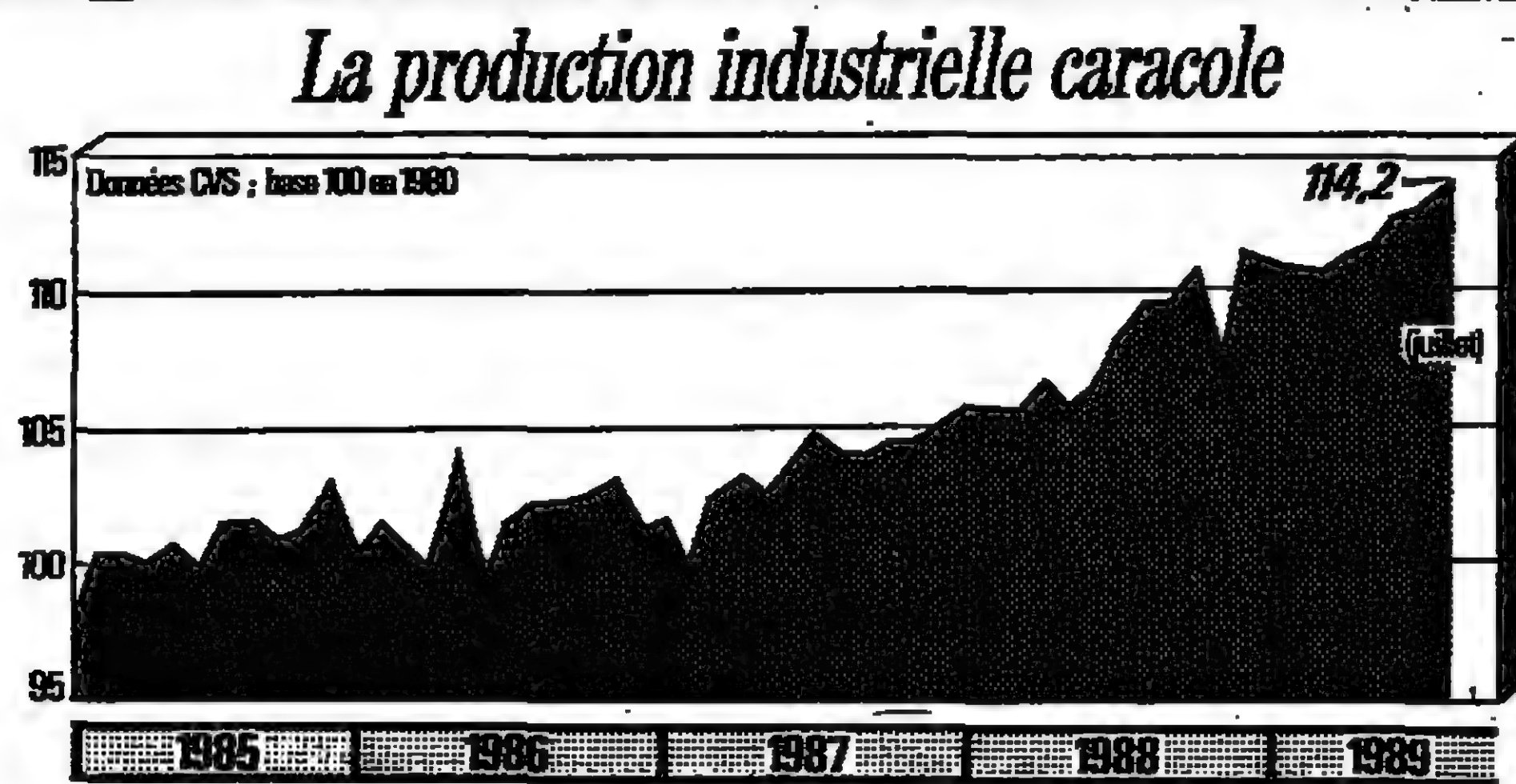
MARCEL SCOTTO

INSOLITE

La défense du mammoth

Fin l'éléphant, jouons la carte mammoth. Le Japon, qui interdira totalement le 1^{er} janvier 1990 l'importation d'ivoire d'éléphant a déjà trouvé un produit de substitution : la défense de mammoth. 1,4 tonne a déjà été importée de Sibérie entre juillet et septembre derniers. Avec cet avantage : personne ne pourra attribuer aux ivoiristes japonais une quelconque responsabilité dans l'extinction d'une espèce disparue il y a plus de dix mille ans.

Toutefois, selon les fabricants nippons, la qualité de l'ivoire extrait des défenses du préhistorique pachyderme serait assez médiocre. Résultat : on s'attend à une explosion du marché noir de l'ivoire d'éléphant, matière dont les Japonais sont très friands (106 tonnes importées en 1988), soit 40 % des achats mondiaux.



Source : INSEE

La production industrielle en France a progressé de 1 % en juillet-août par rapport à juin, passant après correction des variations saisonnières de 113,5 à 114,6. Cette forte hausse porte à 4,6 % l'augmentation sur un an. Ainsi après six années de stagnation (l'indice de la P.I. se situait toujours à 100 début 1987 sur la base 100 en 1980) la production industrielle continue de croître très vite, traduisant la reprise économique amorcée par la forte baisse des prix pétroliers de 1986. La situation financière des entreprises s'améliorant rapidement, des investissements importants ont consolidé et amplifié une reprise qui, à partir de 1987, a surpris tous les observateurs par sa vigueur. Pour la deuxième année consécutive, la production industrielle aura en 1989 (+ 5 %) augmenté plus vite que le produit national, pourtant lui-même en forte expansion (un peu plus de 3,5 % en 1989 comme en 1988).

La crise politique en Grande-Bretagne provoque un affaiblissement de la livre

Interrogée sur la chaîne de télévision britannique ITN, le dimanche 29 octobre, la première ministre britannique, M^{me} Margaret Thatcher, a déclaré avoir toujours apporté son soutien au chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson. Celui-ci a annoncé sa démission, jeudi 26 octobre, en raison notamment de désaccords avec le premier ministre sur l'union économique et monétaire dans la CEE. M^{me} Thatcher a indiqué une nouvelle fois que l'entrée de la livre dans le système européen ne pourrait se faire que lorsque tous les mouvements de capitaux dans la Communauté auraient été libérés. Sir Geoffrey Howe, vice-premier ministre britannique, avait déclaré, samedi, que « oui, la Grande-Bretagne devrait adhérer et adhèrera au mécanisme des changes européens ».

La crise gouvernementale met en lumière les difficultés de l'économie britannique. Lundi 30 octobre, la devise britannique chutait brutalement sur les marchés des changes, tombant à 9,80 F contre 9,88 F vendredi, et contraignant la Banque d'Angleterre à intervenir une nouvelle fois.

LONDRES

(correspondance)

La réhabilitation de Nigel Lawson a déjà commencé. De nombreux millions de foyers britanniques écarés sous leurs capots immobiliers par deux hausses successives des taux d'intérêt, l'ex-chancelier de l'Echiquier est devenu du jour au lendemain victime de l'opposition acharnée de M^{me} Margaret Thatcher aux progrès de l'Europe monétaire.

Les superlatifs pleuvent sur lui pour la première fois depuis son heure de gloire de 1987, quand il avait été officiellement reconnu comme l'artisan de la réélection triomphale des conservateurs. M. Lawson a occupé le 11 Downing Street presque six ans et demi, plus qu'aucun de ses prédécesseurs depuis la guerre. Pendant cette période, la Grande-Bretagne a connu une croissance ininterrompue, plus rapide que celle de ses partenaires.

Et si la « Dame de fer » peut se vanter d'avoir renversé un siècle de déclin relatif de l'économie anglaise, c'est aux années Lawson qu'elle le doit. Mais le chancelier est peut-être parti à temps : il laisse à son successeur, M. John Major, une croissance ralentie (sans doute moins de 2 % cette année), un déficit des paiements courants égal à 4 % du produit intérieur, une inflation de 7,6 % des taux d'intérêt de 15 % et une livre vacillante.

M. Major hérite aussi d'une promesse, celle de faire entrer la livre dans le système monétaire européen (SME) « le moment venu ». M. Nigel

Lawson ne faisait plus mystère que, pour lui, ce moment était venu il y a trois, voire quatre ans, assez tôt pour prévenir la spirale déstructrice de l'économie.

C'était compter sans la résistance farouche du premier ministre, symbolisée par le retour à Downing Street, en mai dernier, du conseiller monétaire pur et dur des premières années du Thatcherisme, Sir Alan Walters. Celui-ci a achevé de convaincre sa protectrice que le SME, ce système « mal ficelé », ne tenait que grâce aux vestiges du contrôle des changes en France et en Italie et qu'il tomberait en panne une fois réajusté le marché unique des capitaux en juillet 1990.

Le moment venu

Rassuré par un tel pronostic, la « Dame de fer » a accepté sans peine la première phase du rapport Delors. Pour M. Lawson, la leçon était claire : il fallait encore attendre longtemps le « moment venu » et, dans l'intervalle, continuer à guerroyer pour soutenir la livre.

La loyauté du chancelier n'a pas été payée de retour. En octobre, au lendemain de la dernière hausse d'un point des taux d'intérêt à 15 %, aucun dément officiel n'est venu infirmer les articles de presse selon lesquels Sir Alan déconseillait cette initiative. Pour le professeur, la livre devrait être abandonnée à son triste sort.

Les années Lawson

C'est justement cette politique monétaire que M. Lawson a abandonnée voici quatre ans, au profit d'une politique du taux de change. Ce fut la décision la plus lourde de conséquences de son mandat. Jenseu secrétaire d'Etat au Trésor, M. Lawson avait inventé en 1980 la stratégie financière à moyen terme (MTFS), le plan de réduction simultanée de la création monétaire et du déficit budgétaire. En 1985, il lui fallut se rendre à l'évidence : le succès remporté sur l'inflation avait été acquis au prix de mouvements erratiques de la livre et des taux d'intérêt, mouvements très néfastes pour l'industrie.

Le gouvernement a beau multiplier les mesures de la même monnaie, la révolution des moyens de paiement rend toute prévision impossible et les objectifs de la MTFS sont systématiquement dépassés. M. Lawson ajoute donc le taux de change à ses « indicateurs », puis en fait rapidement un objectif à part entière de sa politique. Voici donc le secrétaire d'Etat d'un SME fantôme, sans contraintes mais aussi sans mécanismes d'entraide. A mesure que la reprise se confirme, la monnaie britannique est de plus en plus recherchée, et le chancelier doit maintenir les taux d'intérêt artificiellement bas pour préserver le niveau de 3 deutschemarks par livre qu'il a choisi de défendre.

Quand cette politique oblige la Banque d'Angleterre à intervenir massivement pour faire baisser la livre

en mars de l'an dernier, M^{me} Thatcher se rebelle. « On ne peut pas aller à l'encontre du marché », lance-t-elle.

En quelques semaines, la situation économique se retourne. La surchauffe se met à produire des déficits commerciaux records, et les taux d'intérêt peuvent commencer à augmenter sans risque de panse de la livre.

Cet échec a jeté le doute sur les acquis à long terme du Thatcherisme. L'inflation n'est jamais descendue durablement en dessous de 4 % et, malgré la perte de pouvoir des syndicats, les salaires ont empêché une hausse réelle de 28 % de leurs revenus depuis 1979, bien supérieure à celle de leurs collègues allemands ou français.

La productivité de l'industrie a progressé de près de 5 % par an, mais les produits importés restent compétitifs. Et, une nouvelle fois, comme dans les années 70, une flambée de croissance s'achève dans un déficit de la balance des paiements courants. Seul le chômage, point noir des débats, est un peu plus bas depuis 1981 (6 % de la population active) et le déficit budgétaire a fait place à un excédent représentant l'équivalent de 150 milliards de francs cette année.

M. Lawson est surtout fier d'avoir aboli le contrôle des changes, parrainé le programme de privatisations et doté le pays d'un des régimes fiscaux les plus légers du monde avec seulement deux tranches d'impôt sur le revenu (25 % et 40 %).

Au cours des derniers mois, l'ancien chancelier avait engagé un combat contre les idées reçues pour tenter de persuader ceux qu'il appelle les « adolescents gracieux-papier » (les analystes de la City) que le déficit des paiements courants n'a aucune importance tant que les investisseurs étrangers sont prêts à le financer par des placements en livres. Sans grand succès. Le déficit « révèle des faiblesses économiques fondamentales, telles que tendances inflationnistes latentes, surconsommation et problèmes structurels durables », a répliqué M. Gavin Davies, chef économiste londonien de Goldman Sachs.

Le message de M. Lawson n'a pas convaincu.

VINCENT BORD

M. Fabius à la rescousse de M. Lawson. — M. Laurent Fabius a participé à un meeting, samedi 28 octobre, dans la petite ville de Poulton-le-Ferry, au Pays de Galles, à l'invitation de M. Neil Kinnock, chef du Parti travailliste. Devant près de six cents personnes M. Kinnock a durement attaqué M^{me} Thatcher. « Elle est dans l'erreur et il faudra qu'elle parte », a déclaré notamment le dirigeant travailliste. Pour sa part, M. Fabius a dénoncé « l'échec du conservatisme » et affirmé à propos de la popularité de M^{me} Thatcher en Pologne qu'« on ne peut pas être pour les travailleurs à l'étranger quand on est contre eux dans son propre pays ».

ÉCONOMIE

SOCIAL

Un arrêt de la cour d'appel de Paris

L'accord sur l'ouverture des guichets du Crédit lyonnais a été « régulièrement signé »

Une fédération syndicale peut-elle remettre en cause l'autonomie de négociation d'une section syndicale en désavouant le délégué syndical après qu'il a signé un accord qui ne lui convenait pas ? Un jugement de la cour d'appel de Paris en date du 3 octobre 1989 semble apporter une réponse négative dans une affaire qui avait, il y a deux ans et demi, défrayé la chronique, celle de la signature le 4 février 1987 d'un accord au Crédit lyonnais sur les conditions d'ouverture des guichets et l'aménagement du temps de travail.

Cet accord national n'avait donné lieu ensuite qu'à deux accords locaux, à Béziers et à Valence, — de vaines tentatives agitant les deux organisations syndicales, la CFDT et le SNB-CGC. Au terme de sérieux conflits internes, la fédération CFDT avait remplacé son délégué syndical afin de pouvoir dénoncer l'accord. Et le SNB-CGC, hostile à la signature

d'un tel protocole d'entreprise avait en conclusion d'un accord de branche, avait estimé que l'accord n'avait pu produire « aucun effet », son délégué, M. Coppens, n'ayant reçu aucun « mandat explicite » de sa fédération. Le 26 avril 1988, le tribunal de grande instance de Paris, saisi par le SNB-CGC, lui avait donné raison mais la direction du Crédit lyonnais avait fait appel (Le Monde du 4 juin 1988).

L'arrêt de la cour d'appel de Paris infirme le jugement du tribunal de grande instance de Paris. Dans ses motifs, la cour considère que « le délégué syndical qui, aux termes de l'article L. 412-11 du code du travail, est chargé de représenter son syndicat auprès du chef d'entreprise a pour vocation normale de négocier avec celui-ci les accords d'entreprise ». Pour la cour, l'habilitation du délégué syndical à représenter son syndicat n'est pas assortie d'une « quelcon-

que restriction ou condition », et ce n'est pas au chef d'entreprise de définir les événements qui l'obligeraient à « vérifier les pouvoirs du délégué syndical régulièrement désigné avec lequel il négocie ». En revanche, le SNB-CGC devait apporter la preuve que M. Coppens « ne l'aurait pas valablement représenté » lors de la signature, alors que le retrait de son mandat n'a été notifié que plus d'un mois plus tard.

En conséquence, la cour décide que le SNB a « régulièrement signé » l'accord du 4 février 1987 et qu'il ne saurait davantage paralyser son exécution ou contester la validité des accords locaux signés à Béziers et à Valence. Un arrêt qui est bien accueilli par la direction du Crédit lyonnais. Et qui rassurera aussi tous ceux qui pensent que l'autonomie de négociation d'une section syndicale d'entreprise doit être à tout prix préservée. M.N.

INDUSTRIE

Multiplication des ouvertures et diversification

McDonald's veut résister à la concurrence

McDonald's va bien. M. Jack Greenberg, vice-président de la firme, est venu le dire aux investisseurs institutionnels français : au cours des neuf premiers mois de 1989, les ventes ont progressé de 11 % par rapport à la période de l'année précédente et le bénéfice net (avant impôts) de 12 %, atteignant 556 millions de dollars (646 millions sur l'ensemble de l'année 1988).

McDo, qui va ouvrir son premier établissement à Moscou, en joint-venture avec la ville de Moscou, en janvier 1990, après quatorze années d'efforts, espère installer vingt restaurants en Union soviétique dans les prochaines années, ayant obtenu un accord de principe.

Toutefois, aux États-Unis, où la firme a les trois quarts de ses établissements, et où elle fait plus de

60 % de ses ouvertures annuelles, elle doit affronter une concurrence vive dans son domaine. Avec, en particulier, une offensive sur les prix qui, a avoué M. Greenberg, a entraîné des ventes un peu décevantes sur le premier semestre 1989.

Tester la vente de pizzas

Une concurrence à laquelle la société veut résister précisément en multipliant les ouvertures, mais aussi en diversifiant les produits (McDo se met au sandwich de poulet et teste la vente de pizzas), afin d'attirer les clients aussi le soir et le matin. Mais cette concurrence n'a pas empêché le titre McDonald de résister à la baisse récente de la Bourse de New-York.

Peugeot SA annonce 4,5 milliards de bénéfices au premier semestre

Pour le premier semestre, le groupe Peugeot SA (Peugeot et Citroën) annonce un chiffre d'affaires de 21 milliards de francs, en hausse de 14,2 % sur celui du premier semestre 1988. Le résultat net (part du groupe) s'élève à 4,5 milliards, contre 4 l'an passé. Un résultat un peu décevant par rapport aux prévisions, qui s'expliquent par les lourdes charges passées en provision : 1,79 milliard, contre 279 millions en 1988.

Les ventes du groupe ont été de 1,192 million de voitures (+ 9,6 %). Mais cette progression a été plus faible en France, où la part de marché de PSA revient de 35,9 % à 35,4 %, tandis qu'elle a été plus forte à l'étranger. Au total, PSA dit détenir une part du marché européen de 13 %, contre 12,7 % en 1988.

L'autre fait important de la période est la chute de l'endettement, revenu à 214 millions au bilan à la date du 30 juin 1989, contre encore 7,5 milliards le 30 décembre 1988. De ce fait, les frais financiers ont été pratiquement nuls. PSA, comme annoncé, aura réduit cette année son endettement.

Pour l'ensemble de l'année, le groupe ne donne pas de chiffre, soulignant « un retournement » des marchés européens jusqu'ici croissants, en septembre. En outre, les effets des grèves se feront sentir sur le second semestre. Néanmoins, on peut estimer que, tout comme Renault, PSA devrait probablement dépasser les 10 milliards de bénéfices en 1989.

été prises. Les faits sont là. Ils démontrent, une nouvelle fois, la pesanteur d'un secteur public, incapable de se réformer dans de bonnes conditions, même quand on lui en donne les moyens financiers, faute de se bien connaître.

Cinq mois de grève parce que l'Etat, depuis vingt ans, pratique une politique contradictoire de relance de la dépense publique et d'embauche de fonctionnaires, suivie de périodes d'austérité et de compression des services publics. Cinq mois de grève parce que les fonctionnaires des finances ne voient que cet aspect brutal et incompréhensible des choses, négligeant aussi l'absolue nécessité dans laquelle tout pays se trouve de présenter au monde une bonne image de ses comptes.

Cinq mois de grève qui, survenant après bien d'autres grèves, vont laisser des traces qui auront pour gouvernement ne pourra plus effacer. La grande réforme du secteur public, que M. Michel Rocard a lancée, est la preuve concrète que l'Etat commence à prendre conscience des graves insuffisances de son action. On pouvait s'interroger, il y a quelques mois, sur les chances qu'avait ce plan de survie à un éventuel départ de M. Michel Rocard du gouvernement ; le conflit des impôts apporte une réponse. Un autre premier ministre devrait reprendre à son compte ce qui a été entrepris : évaluation des besoins du secteur public, nouveaux rapports hiérarchiques, apprentissage du commandement et de l'autorité, mobilité professionnelle, recyclage permanent des connaissances, nouveaux critères de rémunérations.

La question évidemment posée est celle de la place et du rôle du secteur public dans le pays. L'Etat saura-t-il se moderniser pour soutenir un secteur privé largement engagé maintenant dans la compétition internationale ? Saura-t-il conserver ou reconquérir un rôle important, non pas d'entrepreneur, mais de garant du jeu, d'arbitre et de protecteur ? La grève des finances aura eu ceci d'utile que ces problèmes essentiels ne pourront plus maintenant être écartés.

ALAIN VERNHOLLES

(1) Outre l'établissement de l'impôt sur le revenu, le cadastre est en voie d'informatisation : programme Majo ainsi que la TVA (programme Medco).

An « Grand Jury RTL-Le Monde »

M. De Benedetti va investir en Hongrie

A l'instar de ce qu'il a fait en Espagne et au Portugal, M. Carlo De Benedetti, l'industriel et financier italien, a annoncé, dimanche 29 octobre lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », la création en Hongrie d'une société financière qui aura pour vocation de prendre des participations dans les entreprises que l'Etat hongrois s'apprete à privatiser. Le capital initial de cette société sera de 10 millions de dollars (65 millions de francs) et pourra être porté à 50 millions de dollars, a indiqué M. De Benedetti. Le tour de table associe « des sociétés dont certaines sont déjà dans le capital de Cerus » (Suez, la BNP, l'UAP, Shearson Lehman) mais aussi les AGF, la principale banque autrichienne, le Crédit suisse de Vienne, le groupe Constructions y Contrats d'Espagne, le groupe Anicora du Portugal et deux des principales banques hongroises.

Appelé à commenter la situation à l'Est, M. De Benedetti a déclaré : « Je pense que le communisme est fini, d'une façon irréversible ». A propos d'un éventuel plan Marshall en faveur de l'Europe de l'Est, le chef d'entreprise italien a estimé que « nous nous trouvons dans une situation tout à fait nouvelle, nous devons aider (aujourd'hui) des pays qui ont décidé politiquement de devenir capitalistes ». « On a eu l'expérience de pays passant du capitalisme au communisme, mais pas l'inverse. Mon groupe a décidé de tenir à Paris, les 21, 22 et 23 mars prochains, un colloque pour étudier d'une façon pratique et non pas théorique ou politique ce qu'il faut faire prioritairement pour transformer un pays communiste en un pays capitaliste ». A ce sujet, M. De Benedetti a déjà son idée : « Je suis personnellement convaincu que le premier problème de l'Est est un problème de management ».

Si l'industriel italien a choisi la Hongrie comme base de départ à l'Est, c'est qu'il estime que Budapest a fait « un choix irréversible » en direction de l'économie de marché et que la Hongrie ne peut, sur le plan économique, « qu'aller mieux ». En revanche, il juge la situation économique en Pologne « épouvantable ». « J'aurais en Hongrie dans un esprit de réussite, cela veut dire que j'espère y gagner de l'argent », a-t-il expliqué.

M. De Benedetti a en outre confirmé que la participation de son groupe dans le capital de la société française d'équipements automobiles Valéo dépassait désormais les 30 %. Indiquant qu'en tant que PDG d'Olivetti il touchait une rémunération annuelle « de 3 millions et quelques de francs français par an, avant impôts », Le « Condamné » a estimé que le salaire de M. Calves (président de Peugeot) est, sur le marché international, très bas.

Mort de M. Rudolf von Bennigsen-Forster, PDG de VEBA

M. Rudolf von Bennigsen-Forster, président du conseil d'administration de la VEBA AG, est décédé samedi 28 octobre d'une pneumonie. Il était âgé de soixante-trois ans. BONN

de notre correspondant

Le décès subi du « baron de la VEBA », le plus grand groupe énergétique ouest-allemand, a surpris tout le monde. Encore jeune et plein d'allant, cet aristocrate dont les racines familiales remontent au haut Moyen Âge en Basse-Saxe incarnait l'indépendance d'esprit, le dynamisme et l'imaginaire de la grande industrie allemande d'après-guerre. Juriste de formation, il avait commencé sa carrière au ministère de l'Économie, chargé de la surveillance industrielle de l'Etat fédéral.

En 1957, il entre dans le groupe industriel VEBA de Düsseldorf, qui était alors avant tout un producteur de lessive. Il en devient le PDG en 1971, et, en l'espace de vingt ans, à coup de rachats et de prises de participation, il en fera le quatrième groupe industriel de RFA, occupant une position dominante dans le domaine de l'énergie.

Sa dernière intervention avait été une certaine agitation dans les milieux économiques et politiques ouest-allemands : l'accord conclu avec la société française COGEMA pour le retraitement des déchets nucléaires allemands dans l'usine de la Hague avait forcé le gouvernement à stopper les travaux de construction de l'usine de retraitement de Wackersdorf en Bavière, cible principale des écologistes d'outre-Rhin.

L.R.

Grève et tempête ont perturbé la traversée de la Manche

La grève des marins de l'armement naval SNCF de Calais et la tempête sur la Manche ont entraîné de grandes difficultés pour le trafic transmanche pendant le week-end, alors que 150 000 passagers, en majorité britanniques, étaient attendus. La situation devait s'améliorer sensiblement dans la soirée du lundi 30 octobre, avec la fin de la grève.

Les marins protestaient contre un projet de filialisation de l'armement naval SNCF. 60 % ont cessé le travail, empêchant le départ des ferries de la compagnie franco-britannique Sealink, et bloquant jusqu'à samedi à 10 heures les navires de la compagnie P & O, qui n'a repris ses traversées que dimanche vers 2 h 40. Après avoir dévié son trafic sur Ostende et Zeebrugge. La situation a été aggravée par une tempête avec des

rafales de vent de 110 km/h samedi (et des crues de 4 mètres) et de 80 km/h encore dimanche, empêchant le passage des hydroglisseurs, ce qui a reporté les voyageurs sur les ferries.

Des milliers de voyageurs ont ainsi été bloqués de longues heures dans les ports des deux côtés de la Manche. La durée moyenne d'attente était de huit à dix heures encore dimanche en fin d'après-midi, de cinq heures à Boulogne (contre dix heures samedi) et dans les ports belges ; pour les camions, elle y atteignait encore vingt-quatre heures. Mais le travail devait reprendre dans la journée de lundi ; un ferry britannique de la Sealink a déjà pu reprendre ses traversées dimanche soir.

Lire nos autres informations page 48

Le conflit des impôts et l'Etat archaïque

Suite de la première page

Elle était pourtant essentielle, car, à quoi sert de créer de nouveaux impôts ou de réviser à la baisse des réformes fiscales, à quoi sert de modifier en permanence ce qui existe, si les fonctionnaires chargés d'établir les impôts, de les vérifier, ont de plus en plus le sentiment de mal faire leur travail ?

L'Etat enfin touché

C'est précisément sur cet aspect des choses que l'Etat commence à s'interroger. Lent et majestueux, navire insensible aux vagues du temps en temps, butant sur ses flancs, indifférent, il avait jusqu'à présent traversé toutes les grèves, convaincu d'avoir raison sur le fond. Il aura fallu la conjonction de nombreuses revendications — à la limite parfois de la violence — pour que l'Etat, enfin, s'émeuve : les agents de la SNCF, ceux du métro, les infirmières, les enseignants, les gardiens de prison, les gendarmes, les militaires, les policiers... ont fait savoir qu'ils n'étaient plus d'accord.

Que ces protestations aient été parfois poliquement orchestrées, cela est certain. Le Parti socialiste a joué un rôle important dans la grève du ministère des finances, cela pour obliger Michel Rocard et Pierre Bérégovoy à réagir sur une politique salariale jugée trop rigoureuse. C'est aussi le PS qui a donné le signal du reflux de la grève, à partir du moment où il avait obtenu que les deux ministres de l'économie et du budget viennent s'expliquer devant son groupe à l'Assemblée nationale. C'est enfin le PS qui a simplifié, et d'une certaine façon justifié, la grève des agents des finances, en soulignant à plaisir les contradictions d'une politique de gauche, affichant des ambitions de justice et de répartition, tout en multipliant, dans le budget de 1990, les gestes en faveur des sociétés et des revenus de la grosse épargne. Message parfaitement reçu par une profession largement ancrée à gauche.

Mais là n'est pas l'essentiel, car ce n'est pas le Parti socialiste qui a créé de toutes pièces, en juin dernier, le malaise de la fonction publique, un malaise qui remonte loin et dont les chiffres rendent

compte pour une fois parfaitement. La part des crédits allant au fonctionnement de l'Etat — c'est-à-dire à ses agents, sous forme de rémunérations, de matériel, de moyens de travail — n'a cessé de diminuer, passant de 46,6 % du total des dépenses publiques en 1979, à 41,8 % cette année. Cinq points de moins en dix ans sur un budget de l'Etat qui approche maintenant les 1200 milliards de francs : la note est énorme. A répartition inchangée, la fonction publique disposerait actuellement d'une cinquantaine de milliards de francs de crédits supplémentaires.

Le train de vie de l'administration

Il faut donc s'interroger sur le bien-fondé de choix qui, depuis la fin des années 70, n'ont cessé de sacrifier ce que le langage commun appelle un peu faiblement « train de vie de l'Etat », au profit des dépenses d'intervention qui, depuis les bonifications d'intérêts jusqu'aux aides à l'emploi et au chômage, en passant par les soutiens à l'agriculture et à l'industrie, absorbent une part croissante des ressources de l'Etat (36,2 % il y a dix ans, 42,2 % cette année).

Dans les périodes de difficultés, les gouvernements ont toujours eu tendance, qu'ils soient de droite ou de gauche, à réduire les moyens de fonctionnement de l'administration. Economies faciles, qui sont bien aux oreilles des contribuables, pour lesquels toujours l'Etat gaspille plus ou moins les impôts. Seuls, peut-être, M. Pompidou et ses conseillers proches avaient, il y a vingt ans, conscience du danger que comportaient de pareilles facilités, insistant sur la fragilité d'une fonction publique encore respectée dans le monde entier pour sa probité et ses compétences.

Que M. Pompidou ait vu le danger et qu'il l'ait, d'une certaine façon, laissé s'aggraver par un recrutement de qualité insuffisante — après les événements de mai 1968 — ne change rien à l'affaire. Depuis vingt ans, un grave problème posé au pays a été largement ignoré. Quand il a été abordé de fond épisodiquement, cela a presque toujours été en méconnaissance

de cause : le programme de Blois de janvier 1978, qui crée des emplois dans la police pour mieux assurer la sécurité, est imposé à M. Barre, alors ministre de l'économie, par une droite inquisite des élections législatives qui vont suivre, en mars. Le programme de la gauche pour les élections de 1981 prévoit des embauches massives de fonctionnaires pour réduire le chômage et améliorer la qualité du service public, sans que la comptabilité des deux propositions ait jamais été sérieusement étudiée.

Une action trop globale

C'est en accélérant la dépense publique, alors que le monde est en crise et que les impôts rentrent mal, que la gauche, faiblement arrivée au pouvoir, déséquilibre gravement les finances de l'Etat. Il faudra des années pour corriger cette erreur initiale, lourde de conséquences dans un conjoncture où les taux d'intérêt, qui atteignent des sommets, rendent ruineux les emprunts que l'Etat doit multiplier pour financer ses déficits. M. Bérégovoy, qui sa volonté de rigueur salariale et budgétaire a rendu impopulaire aux grévistes, ne fait que poursuivre une œuvre de rétablissement des équilibres financiers, commencée en 1983 et qui a déjà porté ses fruits, si l'on en juge par la santé du franc et l'image de la France à l'étranger.

Les milliers de fonctionnaires des finances en grève depuis des mois ont donc tort d'oublier les raisons profondes d'une politique de rigueur, rendue indispensable par des erreurs graves, approuvées par une majorité d'entre eux, commises il y a huit ans.

Il est, en revanche, parfaitement raisonnable de refuser la poursuite d'une action trop simpliste, faite de coupes budgétaires opérées à l'aveuglette et qui, au fil des budgets, a plus cherché à convaincre des milieux internationaux qu'elle n'a essayé de s'attaquer aux problèmes profonds de l'administration.

MM. Balladur et Juppé ont poursuivi, de 1986 au début de 1988, l'œuvre d'assainissement budgétaire entreprise par M. Bérégovoy lors de son premier passage à Rue de Rivoli. Fallait-il pour autant dénigrer déjà des sacrifices, qui impliquaient déjà des sacrifices depuis 1983 ? Fallait-il surtout le faire alors que l'heure était à la décente dans le monde, une décente causée par la baisse massive des

prix pétroliers, qui allait déboucher sur plus d'activités et plus de prospérité ? Peut-être. Mais il aurait alors fallu accompagner cette rigueur d'ouverture, d'attention particulière, de projets précis. Ce ne fut pas le cas.

MM. Balladur et Juppé firent dans le global, répétant à toutes les occasions que, grâce à eux, les dépenses de l'Etat ralentiraient leur course mauvaise. Quand des décisions plus particulières furent prises, elles intéressèrent les seuls contribuables, auxquels de nombreuses et réelles garanties furent données vis-à-vis des contrôles fiscaux. Garanties justifiées pour l'essentiel, mais qui créèrent une certaine amertume chez les agents des impôts. Encore faut-il savoir que la haute administration, et notamment le directeur des impôts de l'époque, Robert Bacquerot, s'employaient à gonfler tout ce qui aurait pu apparaître dans les mesures prises comme une revanche des gros contribuables sur un fisc politisé.

Toujours est-il que ne furent pas abordés les problèmes profonds posés par un secteur public auquel étaient reprochés son inefficacité, son statut privilégié le mettant à l'abri du chômage et la pléthore de ses effectifs.

La modernisation des équipements, l'informatisation auraient pu être un grand projet commun du haut au bas de l'échelle hiérarchique ; elles auraient dû être financées par une réforme des impôts l'impression réconfortante de pouvoir se mesurer à armes égales avec des entreprises parfaitement équipées en conseillers et en matériel ; elles auraient été le signe concret que l'Etat entendait vraiment se réformer pour concurrencer le secteur privé au lieu de lui abandonner un champ de plus en plus large.

Espoirs déçus. Tous les moyens financiers consacrés à la modernisation de l'Etat ont été concentrés sur l'informatisation lourde : impôts sur le revenu, impôts locaux de vingt-quatre millions de contribuables. Sans doute fallait-il commencer par là (1). Mais la micro-informatique dans les bureaux, pourtant facile à mettre en place, n'a pratiquement pas encore été abordée. Cette vision très centralisée de la modernisation privilégiant quelques centres de traitement se révèle maintenant beaucoup trop déséquilibrée pour être acceptée durablement par un corps de quatre-vingt-dix mille agents.

On pourra s'interroger sur la façon dont de telles décisions ont

la CEE se entement vers l'Est

rendre récom Moins réserven produ

Les de la pen

les choix de l'in des

دولت و ملت

CHAMPS ECONOMIQUES

La CEE se hâte lentement vers l'Est

L'évolution actuelle rend caducs les accords les plus récents avec les pays d'Europe orientale. Mais les Douze pensent surtout à préserver les intérêts de leurs producteurs.

La situation à l'Est évolue rapidement, trop rapidement pour la CEE. Les accords récemment conclus par les Douze avec la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne, et ceux en préparation avec la RDA et la Bulgarie sont d'une conception dépassée. A telle enseigne qu'il est d'ores et déjà question d'y apporter des modifications. Suffiront-elles pour répondre à l'attente de Budapest, de Prague ou de Varsovie, et peut-être demain de Berlin-Est ?

Qu'elle parait lointaine l'époque où dirigeants du COMECON et de la Communauté prenaient tout leur temps pour négocier le traité sur la « reconnaissance mutuelle » ! Huit ans de pourparlers, de palabres, pour aboutir le 25 juin 1988 à la déclaration commune permettant l'établissement de relations diplomatiques entre la CEE d'une part, l'Union soviétique et ses alliés du pacte de Varsovie d'autre part. Huit ans pour faire admettre à Moscou que les négociations futures ne pourraient se dérouler de bloc à bloc : « Les relations commerciales doivent faire l'objet d'accords distincts avec les membres du COMECON ». Huit ans enfin pour que l'URSS accepte le statut de territoire communautaire pour Berlin-Ouest. Eujen diplomatique encore marqué par une terminologie de guerre froide.

En 1980, après la signature du premier accord avec la Roumanie, les instances communautaires se félicitaient de la brèche ainsi ouverte au sein du bloc communiste. Depuis l'ère Gorbatchev, c'est au tour de Bucarest d'être au banc des accusés. Les discussions avec les Roumains pour la conclusion d'un nouveau traité ont été suspendues en avril dernier, au nom de la défense des droits de l'homme.

La prudence, voire la méfiance, à l'égard des pays de l'Est reste malgré tout assez grande. Les accords passés avec la Hongrie (septembre 1988), avec la Tchécoslovaquie (décembre 1988) et avec la Pologne (septembre 1989) sont significatifs de la manière avec laquelle les responsables communautaires ont appréhendé jusqu'ici les relations avec l'Europe orientale. S'appuyant sur des schémas classiques, les Douze ont négocié en tenant compte des intérêts spécifiques de certains de leurs producteurs agricoles et industriels.

Ainsi, les exportations de produits textiles et sidérurgiques font l'objet d'arrangements à part, qui ne sont pas plus généreux que ceux conclus avec d'autres pays fournisseurs. La libéralisation des importations de produits agricoles est très limitée. La suppression des restrictions quantitatives, prévue pour

les produits dits les moins sensibles pour l'économie communautaire doit prendre effet en 1994 pour la Pologne et en 1995 pour la Hongrie.

L'inquiétude des pays tiers

Conscience du décalage entre les dispositions actuelles et les événements exceptionnels qui se déroulent à l'Est, la Commission européenne a proposé aux gouvernements des pays membres que ces échéances soient avancées au 1^{er} janvier 1990. Les ministères des affaires étrangères des Douze se prononcèrent le 6 novembre sur le projet de Bruxelles, qui comporte en outre un meilleur accès pour les produits agricoles hongrois et polonais.

Les organisations professionnelles de la CEE ont déjà manifesté, discrètement il est vrai, leurs réticences à l'égard des concessions supplémentaires envisagées. Les pays tiers ne sont pas moins inquiets de l'intérêt porté à l'Europe de l'Est. Les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, associés aux Douze dans la convention de Lomé, manifestent même de l'irritation. Bénéficiant de l'ouverture du marché communautaire, les Etats liés à la CEE par des accords commerciaux (ACP, Maghreb, Machrek, Amérique centrale, pays du Sud-Est asiatique, etc.) craignent en effet l'arrivée de nouveaux concurrents.

Il n'est pourtant pas question, à ce stade, de réduction des droits de douane ou des « prélèvements agricoles » (taxe supplémentaire à l'importation couvrant l'écart entre les cours mondiaux et les prix européens). Il s'agit simplement, selon les propositions de la Commission, d'accorder la clause de la nation la plus favorisée et le système communautaire de préférence généralisée (contingents bénéficiant de concessions tarifaires).

Quant à un régime plus avantageux pour les ventes d'acier et de textile, la question n'a même pas encore été soulevée. Un haut fonctionnaire européen reconnaît tout de même qu'« il serait peut-être temps d'y songer... ». Ces blocages paraissent surdimensionnés par rapport au volume d'exportation des pays de l'Est. En 1988, leurs ventes à la CEE ont atteint 11,5 milliards d'écus (1 écu vaut environ 7 francs français) 24,1 milliards en incluant celles de l'Union soviétique, alors que la Suisse, à elle seule, a vendu la même année pour 29 milliards d'écus de marchandises aux Douze. Encore s'agit-il pour l'essentiel de matières premières, de produits agricoles et semi-finis.

En réalité, seule la RDA a un flux d'échanges significatif, mais seulement avec l'Allemagne fédérale. La République démocratique vend trois fois plus à la RFA qu'aux onze autres pays membres de la CEE réunis. Les relations entre Bonn et Berlin constituent, sous l'angle commercial aussi, un cas à part.

La situation économique des autres pays de l'Est, notamment de la Pologne, est telle que leur potentiel d'exportation ne présente pas de réel danger, du moins à moyen terme. C'est ce qui explique en partie que le sommet de l'Arche (de la mi-juillet) ait lancé un plan d'action des Occidentaux en faveur de la Hongrie et de la Pologne.

Aux conditions du marché

En sa qualité de coordinatrice de l'aide des vingt-quatre pays concernés, la Commission a proposé l'octroi d'une enveloppe financière de 600 millions d'écus : la moitié à la charge de la CEE (dont 100 millions d'écus à prélever sur le budget des Douze) et l'autre à celle des autres pays occidentaux.

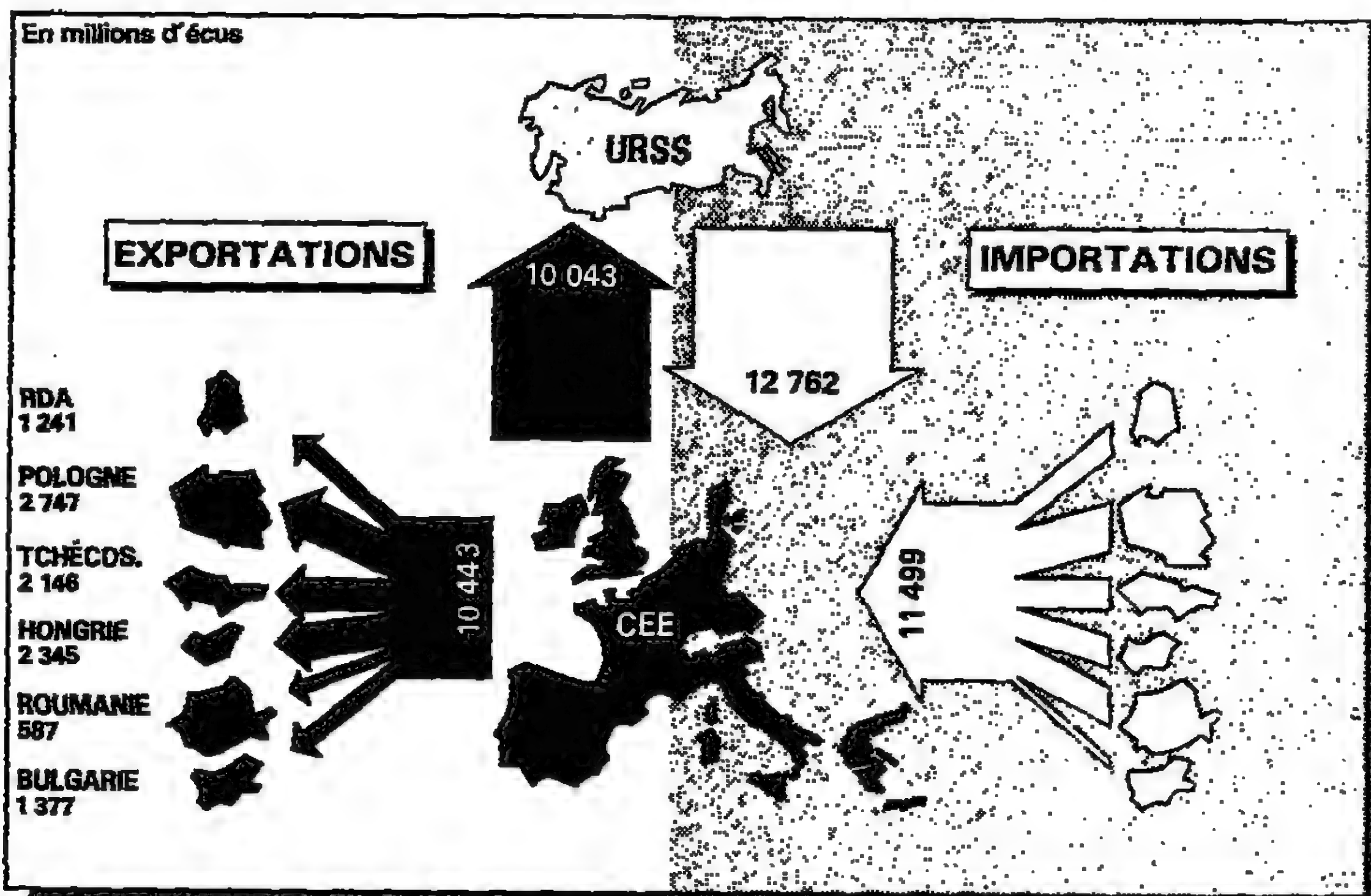
Outre les mesures commerciales et les subventions qui devraient être décidées d'ici à la fin de l'année, Bruxelles a demandé, et obtenu, pour ce qui concerne spécifiquement la Communauté, que les banques européennes d'investissement (BEI) puissent accorder des prêts garantis par les Etats membres, mais aux conditions du mar-

ché, ce qui ne peut être, compte tenu de l'endettement de ces deux pays, que de faible portée. Une première réunion des « vingt-quatre » s'est tenue en septembre à Bruxelles au niveau des experts. Une deuxième est prévue pour la mi-novembre, avec l'idée de préparer une conférence ministérielle en décembre.

Ce calendrier masque mal les difficultés de la Commission à faire entrer un projet qui mettrait en jeu des sommes modestes, comme si les Occidentaux, et singulièrement les Etats-Unis, n'avaient pas arrêté leur doctrine au regard de l'évolution de la situation à l'Est.

La CEE — ou plus précisément certains des pays membres, trop attentifs aux tergiversations de Washington — n'a pas encore vraiment fait le pari que l'URSS et ses alliés de l'Europe de l'Est ne pourront plus jamais être l'« Empire du mal ». La démonstration de cet attentisme a eu lieu lors de la séance de négociations qui a réuni à la mi-octobre les délégations de la CEE et de l'URSS. Les responsables européens se sont montrés très négatifs à l'égard de Moscou, qui demandait une coopération en matière de transports, de normes industrielles et d'environnement entre la CEE et le CAEM (ex-COMECON), pourtant prévue par le traité sur la « reconnaissance mutuelle ».

de Bruxelles
MARCEL SCOTTO



Les trois courants de la pensée économique

Les uns partent des choix individuels, d'autres des systèmes globaux, d'autres enfin des relations entre les uns et les autres.

par Maurice Boslé

L'ANALYSE économique reviendrait-elle à la mode ? On pourrait le croire, au vu des efforts de Michel Rocard pour expliquer ce que devrait être « un pacte de croissance » et « une économie juste », où l'on sait s'arrêter aux limites du possible, avant la sanction de l'inflation et de la baisse du franc.

Si c'était vrai, cela signifierait que l'on cesserait de se plaindre de deux choses contradictoires. En premier lieu, la science économique dominante serait trop influencée par un courant néoclassique, adepte des « équilibres » et allant jusqu'à préconiser le contrôle monétaire et la gestion orthodoxe des finances publiques. En arrière-plan figurent, au choix, les réalités ou les mythes de politique de type thatcherien, ou de la « rigueur allemande », exemples qui seraient incontournables en raison des échéances du grand marché de 1993. En second lieu, les économistes — théoriciens, professeurs, experts — émettraient trop de propositions discordantes à la fois :

► Professeur à l'université de Rennes-I.

« Six économistes à la même table font douze programmes de politique économique mutuellement incompatibles », entend-on dire sous forme de boutade.

Il serait normal qu'il y ait un retour de balancier car la plainte antérieure n'était aucunement justifiée sur le fond. Nous allons essayer de le montrer ici en acceptant simplement l'évidence que, sur la forme, des progrès restent à faire. Les analyses économiques sont mal connues, souvent parce que mal mises en valeur, mais aussi parce que, dans certains cas, la forme de l'exposé est réservée à de petites cénacles ou séminaires où l'on utilise plusieurs outils : modélisation pure et simple sans littérature sur les hypothèses et sans discussion de la portée des résultats ; littérature académique tellement bardée de références en bas de page que le lecteur même éclairé a l'impression de jouer au jeu du labyrinthe ; discours convenus pleins de sous-entendus pour initier ; simplifications abusives tendant à la réunion d'antennes sur des bases affectives mais évitant les confrontations d'idées, de propositions ou de démarches à suivre.

Tous ces problèmes sont d'abord ou bien des problèmes d'information — certes non négligeables mais

sur lesquels il y a des progrès indéniables — ou bien des tics de la profession ni plus ni moins analogues à ceux que l'on trouve dans la plupart des corps constitués d'experts ou de spécialistes. Les rites, les cérémonies, le choix des mots ou des concepts, les métaphores habituelles, le cénacle des références croisées, sont des usages nécessairement liés à la vie en société plus ou moins organisée ou corporatiste, et il serait injuste d'en vouloir tout particulièrement au cérémonial ou au jargon des économistes.

Un enrichissement mutuel

Sur le fond — un chef-d'œuvre éditorial en cours de publication, en langue anglo-saxonne (1) nous en donne la preuve, — les économistes sont certes divisés en grands courants. Mais, d'abord, ceux-ci sont assez facilement identifiables. Ensuite, il y a un enrichissement mutuel, et cet enrichissement provient de la concurrence permanente sur les marchés — qui paraissent à certains « hautement contestables » — des idées économiques. Enfin, les hommes politiques ne doivent pas s'attendre à

trouver des recettes de cuisine prêtées par des économistes qui seraient omniscients en politique.

Si l'on se réfère aux titres de la somme précitée, la carte des courants d'économistes comprend les paysages suivants (je ne choisis pas ici l'ordre de publication) : micro-économie néoclassique ; économie autrichienne ; moudarisme ; héritage keynésien ; économie des comportements (behavioral economics) ; économie expérimentale ; économie institutionnelle ; économie postkeynésienne ; économie de Straffa ; économie politique radicale ; économie marxienne. Cela représente effectivement un ensemble qui paraît touffu, d'autant qu'à l'exception de quelques puristes la majorité des économistes peuvent se reconnaître dans au moins deux influences, sinon dans deux courants à la fois.

Lire la suite page 30

(1) M. Blang, éditeur des séries *Schools of Thought in Economics*, 12 volumes, 23 tomes, Edward Elgar Publishing Limited, Gower House, 1988-1989. Cette œuvre suit la publication du *Palgrave Dictionary* sous les auspices de l'école de Cambridge. Voir aussi *Histoire des pensées économiques*, Les contemporains, Sirey, 1988, 527 pages, 98 F.

DYNASTEURS

LE MENSUEL DES ECHOS

Enquête

Marché de l'art : diabolique !

Et aussi

- Les managers américains sur la sellette
- Les Augustes Thouard
- Stratégies bancaires
- Le baroque à son apogée

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

CHAMPS ECONOMIQUES

Quand les chercheurs créent des entreprises

Elles ont dès le départ des liens avec la production, la finance et l'étranger : de nouvelles relations s'esquissent entre la science et l'industrie.

par Philippe Mustar

Le développement de la Silicon Valley et la réussite outre-Atlantique de nombreuses sociétés dans les domaines de l'informatique ou des biotechnologies ont montré la capacité des universités américaines à commercialiser directement les résultats de leur recherche, notamment à partir de la création d'entreprises par les scientifiques eux-mêmes. La France n'est pas en reste dans ce domaine.

Selon une enquête menée auprès de cent quarante-cinq entreprises créées par des chercheurs (1), les trois quarts d'entre elles sont nées depuis moins de cinq ans. Elles sont présentes sur la totalité du territoire métropolitain, même si elles restent particulièrement implantées dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Ile-de-France, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées. Elles recouvrent aussi l'ensemble des secteurs de la haute technologie : biotechnologies, informatique, logiciel, intelligence artificielle, robotique, télécommunications, nouveaux matériaux.

► Chercheur au centre de sociologie de l'innovation de l'École des mines de Paris.

Ces entreprises résultent à chaque fois d'un long processus. Au départ le chercheur s'est peu à peu rendu compte que ses travaux intéressent un public ou créent une demande. Au fil des contacts ou des contrats d'étude, il en vient à créer une nouvelle société, souvent en s'associant avec une personne extérieure au monde de la recherche mais familière des affaires ou de l'industrie.

La mise au point de produits industriels

Les entreprises issues de l'Université ont souvent été des sociétés de recherche sous contrat (c'est-à-dire ne produisant que des rapports). Ce qui est nouveau aujourd'hui, outre l'ampleur du mouvement, c'est qu'elles mettent au point et réalisent des produits industriels. Les développements actuels des biotechnologies, des nouveaux matériaux ou de l'intelligence artificielle nécessitent la mobilisation de savoirs et de compétences que les chercheurs seuls à maîtriser. Leurs firmes fabriquent des produits à « haute intensité technologique » destinés aussi bien à des marchés intermédiaires (machines industrielles micro-ondes, produits d'informatique industrielle, laser à usage

médical, appareils de mesure...) qu'au « grand public » (tests de grossesse vendus en pharmacie ou logiciels...).

La majorité de ces entreprises se portent plutôt bien : leur chiffre d'affaires (situé dans 72 % des cas entre 1 et 10 millions de francs), leur capital (supérieur à 1 million de francs dans un cas sur trois), leurs bénéfices parfois même s'accroissent. D'après de récentes études, aux Etats-Unis les industries de haute technologie ne sont pas à l'origine de massives créations d'emplois. Les entreprises françaises non plus, mais, compte tenu de leur jeune âge, elles contribuent néanmoins à en créer : plus de quatre mille en total.

A la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième, des scientifiques, tels Werner Siemens, Gerard Philips ou Conrad Schlumberger, se sont lancés dans l'aventure industrielle avec un succès qu'il est aujourd'hui facile de constater. La société la plus ancienne de l'échantillon, la Comex, spécialisée dans l'ingénierie des matériels sous-marins, a été créée par un directeur de recherche du CNRS en 1961 avec un capital de 50 000 francs. Elle compte aujourd'hui mille sept cents salariés, et son capital s'est multiplié par mille.

Certes, ce type d'entreprise ne saurait constituer la base d'une expansion économique immédiate : il faut une ou plusieurs décennies avant qu'elles aient des effets perceptibles sur l'investissement et sur l'emploi. Mais plutôt que de se fixer sur les bénéfices économiques directs, il est intéressant d'analyser le mouvement qu'il porte et qui le porte. La multiplication des entreprises créées par des chercheurs, que l'on peut, à première vue, ne rapporter qu'à des initiatives individuelles, provient en partie des possibilités croissantes offertes par le changement de statut des institutions publiques de recherche, les politiques d'encouragement à l'innovation, la décentralisation, le développement des parcs scientifiques et des technopôles.

L'intervention des pouvoirs publics dans la science et la technologie n'est pas en soi une chose nouvelle. Ici, la puissance publique est intervenue par des réglementations qui facilitent la mobilité des hommes, la valorisation de la recherche, mais également par un ensemble d'aides à la création d'entreprises. Les résultats ne venant que plusieurs années après les premiers investissements, les chercheurs-entrepreneurs insistent beaucoup sur le rôle des aides de l'Etat (ministères, ANVAR...) et

des régions : sans elles, de nombreuses sociétés n'existeraient plus ou n'auraient jamais été créées.

La mise au point des produits nouveaux dans les domaines de la haute technologie oblige l'entreprise à garder des contacts étroits avec le monde académique et à consacrer une part importante de son chiffre d'affaires à la recherche-développement. La majorité des sociétés interrogées sont localisées à proximité d'institutions de recherche, ce qui leur permet notamment d'accueillir des thésards ou de jeunes chercheurs au moyen de conventions industrielles de formation par la recherche (qui permettent de faire une thèse à la fois dans un laboratoire universitaire et dans une entreprise).

Sans rupture avec le laboratoire

La majorité des chercheurs-créateurs, en même temps qu'ils prennent des brevets, mettent au point et commercialisent de nouveaux produits, continuent à rédiger des articles et à participer à des colloques scientifiques. En fait, il y a rarement rupture complète entre le chercheur-créateur et son laboratoire.

Ces jeunes entreprises ont noué dès leur origine des liens très

étroits avec l'industrie et le monde de la finance : ainsi des sociétés ou des groupes industriels participent au capital de soixante-dix sociétés sur cent quarante-cinq. Les nouvelles firmes de haute technologie apparaissent comme des éléments de diversification ou comme des placements sur l'avenir pour de nombreux grands groupes industriels. Les banques, sociétés de capital-risque ou financières, sont présentes dans le capital d'un tiers des entreprises. Ce dernier chiffre permet de nuancer voire de mettre à mal une idée reçue : l'absence de capital-risque en France.

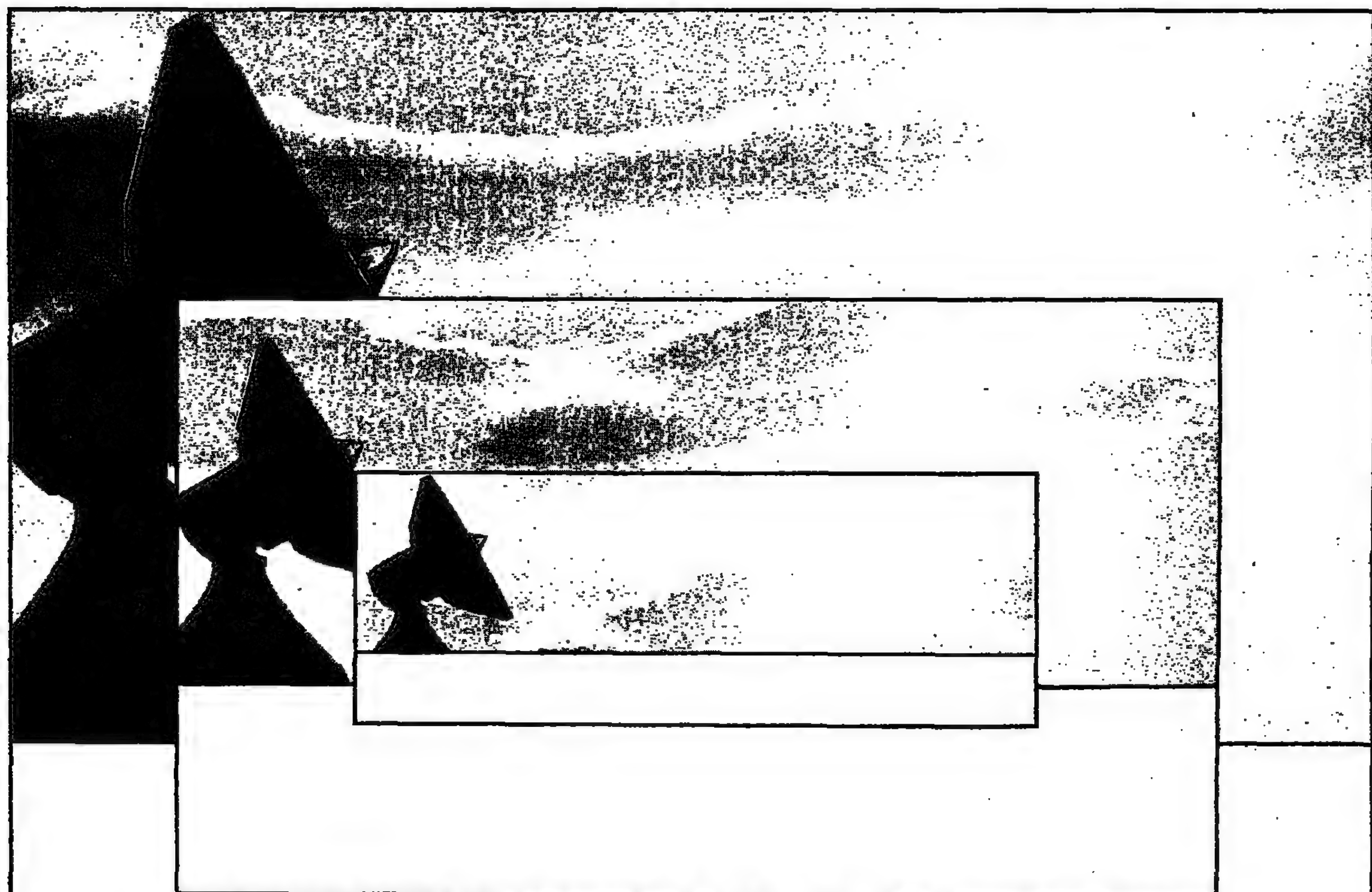
Enfin, ces entreprises sont largement internationalisées, soit par les marchés sur lesquels elles opèrent (cinquante sociétés sur les cent quarante-cinq étudiées réalisent plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation), soit à travers des collaborations dans le domaine de la recherche (participation aux programmes technologiques communautaires Brin, Esprit, Euréka...). La science est internationale ; la mise au point de produits ou procédés nouveaux par des chercheurs est donc elle aussi destinée à des marchés internationaux.

Pour réussir, ces entreprises doivent mobiliser un réseau qui mêle une grande variété d'agents économiques : l'Etat, les collectivités locales, des sociétés financières, des grands groupes industriels, des programmes technologiques européens, des laboratoires scientifiques, des fournisseurs, des clients... Tous ces acteurs sont associés et travaillent collectivement et dans la durée à déformer et à redéfinir les produits pour qu'ils rencontrent un marché.

A travers ces entreprises et les relations entre l'industrie et la recherche qui se multiplient aujourd'hui en France sous diverses formes (recherche associative, coopérations communautaires, détachement de chercheurs, contrats, accords de licence, création de laboratoires mixtes entre le CNRS et des groupes industriels...), c'est à l'émergence de nouvelles relations entre la science et l'économie que l'on assiste.

L'étude de ces multiples relations entre les laboratoires de recherche et l'industrie devient pour l'économiste un moyen privilégié dans la compréhension des processus d'innovation et de la dynamique de nombreux secteurs économiques.

(1) Science et Innovation, Annuaire national de la création d'entreprises technologiques par les chercheurs en France, Paris, CPE-Economica.



INVESTISSEZ DANS UNE VALEUR SÛRE : L'AVENIR

CNT La Caisse Nationale des Télécommunications finance le développement et l'effort de recherche des Télécommunications françaises par l'émission d'emprunts à long, moyen et court terme sur les principaux marchés financiers français et internationaux. Elle met ainsi régulièrement à la disposition de l'exploitant public national "France Télécom" les ressources financières nécessaires à ses investissements et à ses besoins de trésorerie.

Soyez les partenaires du progrès Organisme financier au service d'un secteur d'activité qui présente actuellement les perspectives d'expansion les plus fortes, la CNT associe les souscripteurs de ses emprunts à l'essor de l'une des forces les plus vives de l'économie française. France Télécom a la volonté de développer un réseau de communication capable de transmettre instantanément voix, images, données, écrits ainsi que d'étendre constamment la gamme de produits et services performants adaptés aux exigences du public et des professionnels : ce sont autant de garanties de succès et d'avenir.

Faites confiance au dynamisme Le dynamisme et la compétence de la Caisse Nationale des Télécommunications sont à l'image de France Télécom. Respect des investisseurs et actions innovatrices mais prudentes sont les fondements de ses opérations. Le professionnalisme de la CNT, son ouverture sur les produits financiers nouveaux, le suivi de ses titres sur les marchés lui permettent de jouer pleinement son rôle d'émetteur tout en étant très attentive aux intérêts légitimes des investisseurs.

Souscrivez à l'avenir

La notoriété de la Caisse Nationale des Télécommunications se vérifie régulièrement par son excellente notation (l'une des meilleures de la place de Paris) et par la qualité de l'accueil réservé à ses émissions par la communauté financière internationale. Label de qualité pour les porteurs institutionnels ou privés, associée aux réussites de France Télécom, la signature de la Caisse Nationale des Télécommunications est une valeur sûre ; une valeur qui s'appelle avenir !

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

Le Monde
PLANTU

DES FOURMIS
DANS LES JAMBES



L'ALBUM 89
164 PAGES - 250 DESSINS

EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

Jean-Marie Chauvier
URSS : Une société en mouvement
Un ouvrage très vivant
avec 240 photos
d'actualité descriptives
Bernard FERRY, Le Monde
L'URSS remonte
à pages MONTAIGN, T.O.
1989, 1989
éditions de l'aube

سنة ١٤١٠ هـ

CHAMPS ECONOMIQUES

L'attrait des Etats-Unis

Alors que les Américains reviennent sur leur marché, les investissements étrangers ne cessent d'y monter, Grande-Bretagne en tête. Mais leur rendement n'est pas à la hauteur des dépenses.

par Jean Lempérière

L'ANNÉE 1988 aura-t-elle été un tournant pour les investissements directs à l'étranger ? Ils semblent en tout cas marquer une pause, sans doute même un léger recul sur leur montant record de 1987, après trois années d'une progression spectaculaire, où leur montant annuel avait été multiplié par 2,7 selon le FMI.

Après une éclipse de trois ans, les Etats-Unis s'étaient pourtant replacés largement en tête des grands pays investisseurs depuis 1985, avec des chiffres records. La baisse du dollar n'était pas étrangère à cette reprise spectaculaire, puisqu'il s'agissait essentiellement de réinvestissements. La faiblesse de la monnaie américaine, qui gonflait la valeur comptable des bénéfices réalisés à l'étranger, n'incitait guère à les rapatrier en dollars dévalués.

En 1988-1989, les entreprises américaines ont repris confiance en leur monnaie et préféré sans doute investir elles-mêmes aux Etats-Unis. De 44,5 milliards de dollars, les investissements directs des Etats-Unis à l'étranger tombent à 18,9 milliards (1).

La réorientation était sensible vers la CEE, qui recevait 55 % des investissements américains en 1985-1987 (contre 35 % auparavant), dirigés principalement vers l'Allemagne et surtout la Grande-Bretagne. Mais, en 1988, la part de la CEE revient à 35 % ; les investissements américains sont réduits des deux tiers, destinés presque exclusivement à la Grande-Bretagne (6 milliards de dollars). Un certain redressement s'annonce pour 1989 (4 milliards en six mois).

Un niveau record d'investissements

Cependant, pour la troisième année consécutive, les investissements étrangers aux Etats-Unis ont atteint un niveau record de 57,1 milliards de dollars malgré le ralentissement des flux en provenance de la CEE (-10 milliards). Cette progression est pour plus de 70 % le fait des deux grands pays investisseurs. En un an, la Grande-Bretagne, qui occupe depuis longtemps la première place, accroît de 27 % son stock d'investissements, qui dépasse à présent 100 milliards de dollars ; le Japon a augmenté le sien de 51 % et prend la deuxième place devant les Pays-Bas, avec 53,3 milliards.

L'ensemble des autres pays maintiennent à peu près leurs investissements de 1987 (16,7 milliards), avec en tête l'Allemagne (3,5 milliards) et le Canada. Mais pour la France, l'achat d'American National Can par Pechiney n'apparaît pas dans les chiffres officiels pour son montant véritable.

De plus, aux Etats-Unis comme ailleurs, la balance des paiements sous-estime fortement le montant réel des investissements, ne tient pas compte des financements obtenus sur place par les investisseurs. Or les emprunts aux banques américaines, l'appel au marché

local des capitaux sont de plus en plus courants pour les opérations importantes.

Ainsi, en 1988, le montant publié des ventes d'entreprises américaines à des sociétés étrangères - évalué à 72 milliards de dollars par des bureaux spécialisés - s'élevait d'après le département américain du commerce à 60 milliards, contre 57,1 mentionnés dans la balance des paiements pour l'ensemble des investissements directs (pour la France : 3,7 milliards de dollars au lieu de 1,2 milliard).

400 premières sociétés des Etats-Unis sont des filiales étrangères, dont 23 britanniques, 16 canadiennes, 13 allemandes, 11 françaises, 11 néerlandaises et 8 japonaises, avec en tête la Royal Dutch, British Petroleum, Unilever, Nestlé et les trois grandes firmes allemandes de chimie. Fin 1988, Pechiney se classait au 10^e rang au lieu du 86^e.

Le grand succès des sociétés étrangères aux Etats-Unis a été celui de leurs filiales commerciales. En 1987, elles assuraient 34,5 % des importations de mar-

chandise sortant de leurs usines aux Etats-Unis (81 milliards de dollars contre 106).

Nul doute que l'industrie américaine soit stimulée par ces investissements étrangers, qui ont de plus réveillé les entreprises rivales ! Mais l'élimination de la concurrence et la maîtrise de nouvelles techniques sont devenues des objectifs majeurs des investisseurs. Lorsque les usines qui ont changé de mains pourrissent leur activité avec leur spécialisation et leurs techniques, le changement qualitatif et quantitatif pour la production d'un pays aussi avancé que les Etats-Unis n'est certainement pas à la mesure des sommes investies.

Les progrès des investissements croisés Etats-Unis-CEE ne doivent pas alors dissimuler les différences de situation entre les sociétés américaines et européennes, très nettes dans le financement des investissements et la rémunération du capital investi. Les pays étrangers apportent des capitaux frais, tandis que l'investissement américain, constitué surtout de réinvestissements, est pratiquement financé par les bons résultats des filiales.

Depuis 1983, les stocks d'investissements de la CEE aux Etats-Unis sont supérieurs à ceux des Américains dans le Marché commun, les dépassant de 71 milliards de dollars en 1988. En revanche, comme revenus de leurs investissements directs dans la CEE pour les trois dernières années, les Etats-Unis ont reçu 63 milliards de dollars, soit presque trois fois plus que leurs versements correspondants aux pays du Marché commun (23,4 milliards de dollars).

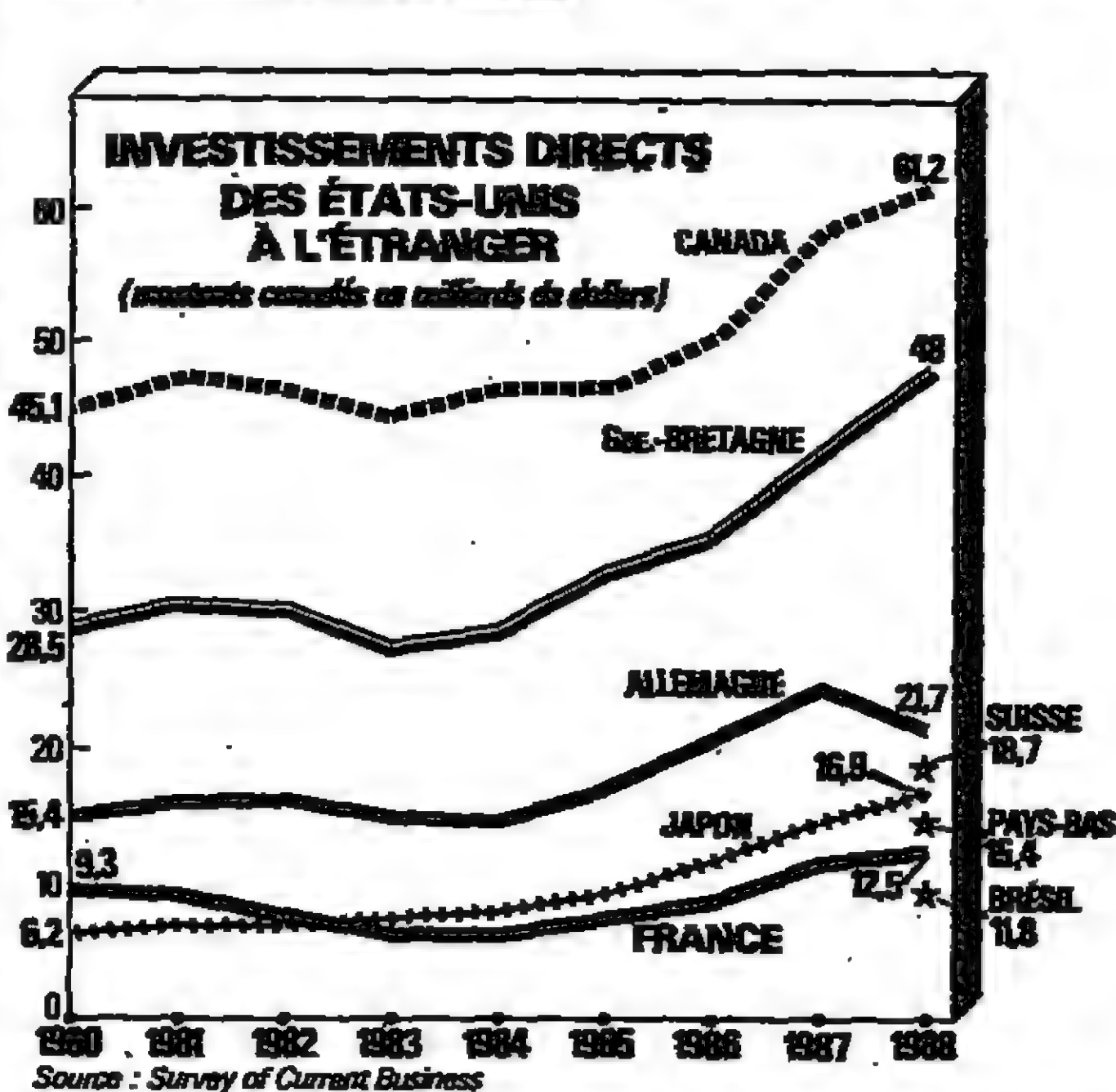
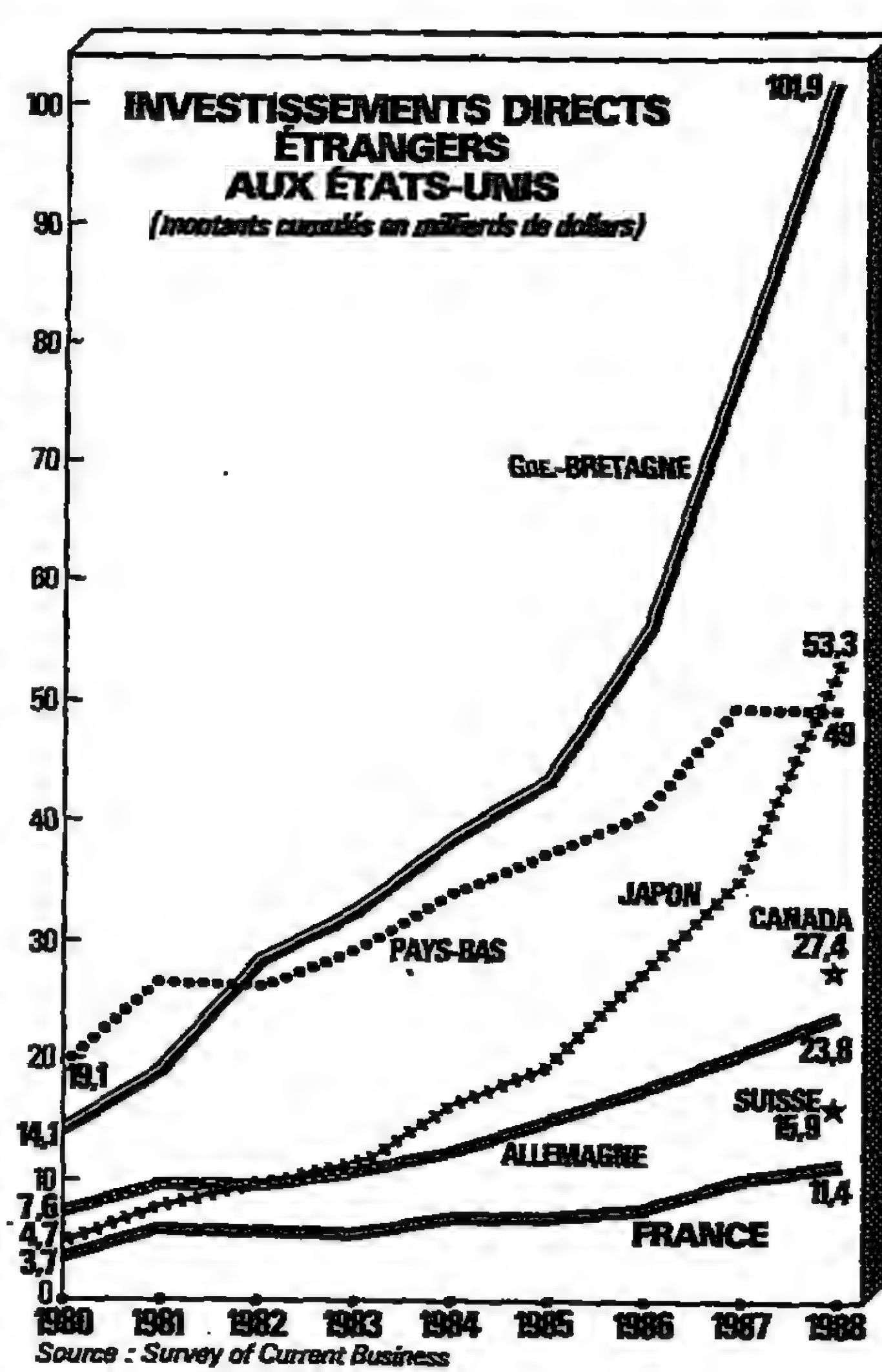
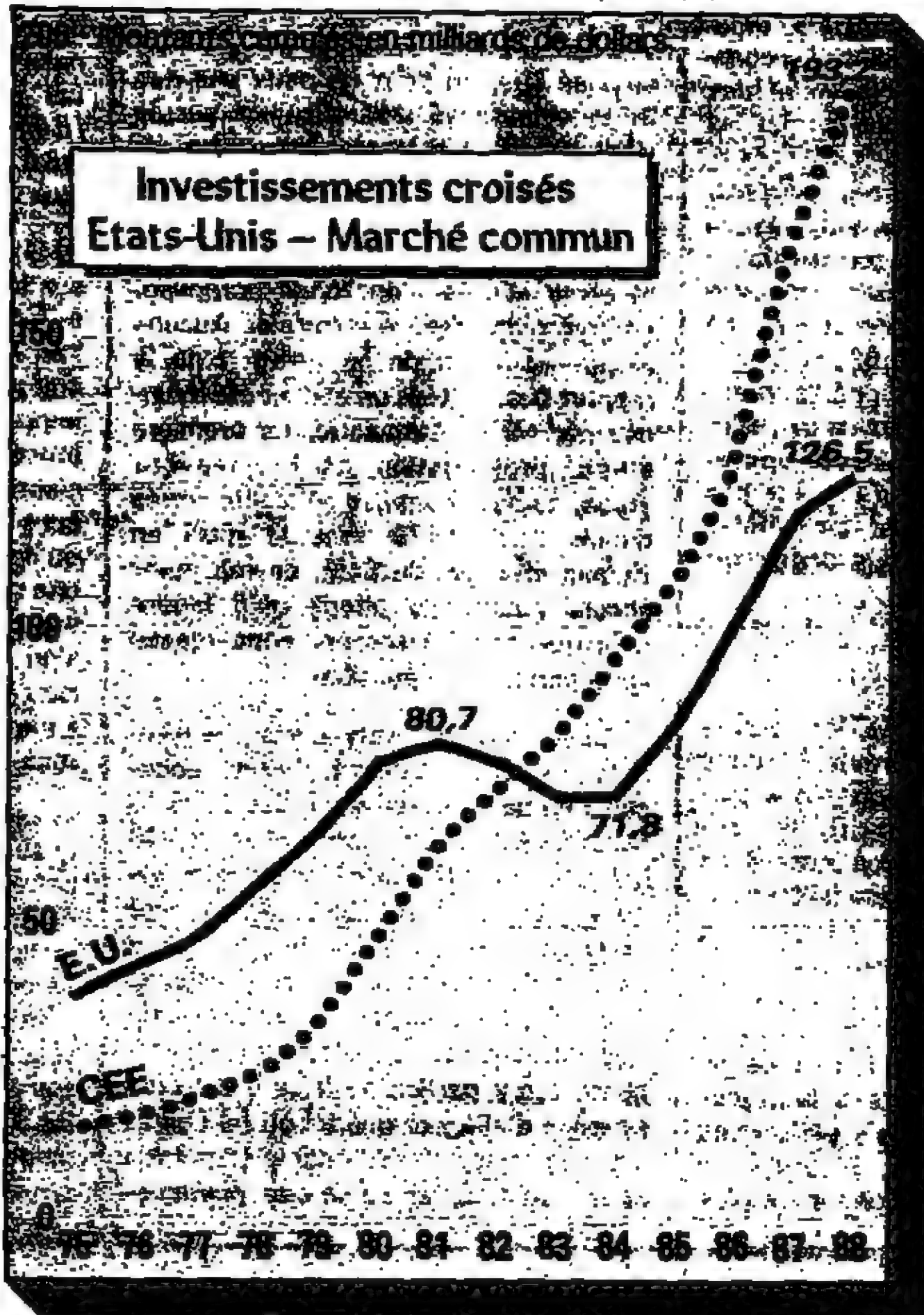
Certes, il s'agit de moyennes et de chiffres « officiels » de la balance des paiements. Mais les explications de cette situation fournies jusqu'ici - manque de maturité des filiales européennes, différences dans les phases actuelles de l'investissement américain et européen - perdent progressivement de leur valeur. Les achats d'entreprises en état de marche, qui représentent depuis plusieurs années l'essentiel des investissements européens, devraient en principe assurer une rentabilité rapide... après amortissement des frais d'acquisition.

Economistes et journalistes ne peuvent pas mettre entre parenthèses cette asymétrie dérangeante, caractéristique jusqu'à présent des rapports CEE-Etats-Unis, ni se contenter d'explications trop simples. Mais la réflexion n'est pas sans risques à partir des sources disponibles, et les achats d'entreprises en état de marche, qui représentent depuis plusieurs années l'essentiel des investissements directs ou une partie d'entre eux.

La progression des investissements directs se traduit à présent en redistribution des sphères d'influence plus que dans l'activité économique. L'incidence, évidente autrefois, de l'investissement direct sur la production et les échanges devient de plus en plus aléatoire et incertaine, surtout aux Etats-Unis, compte tenu de la place prise dans l'esprit des décideurs par la compétition commerciale, l'élimination des concurrents, les soucis de prestige et la spéculation.

► Economistes.

- (1) Un dollar vaut environ 6,3 F.
- (2) Un écu vaut environ 7 F.



Le Monde microfilms et index

- Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque mois.
- L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'éditeur.

research publications

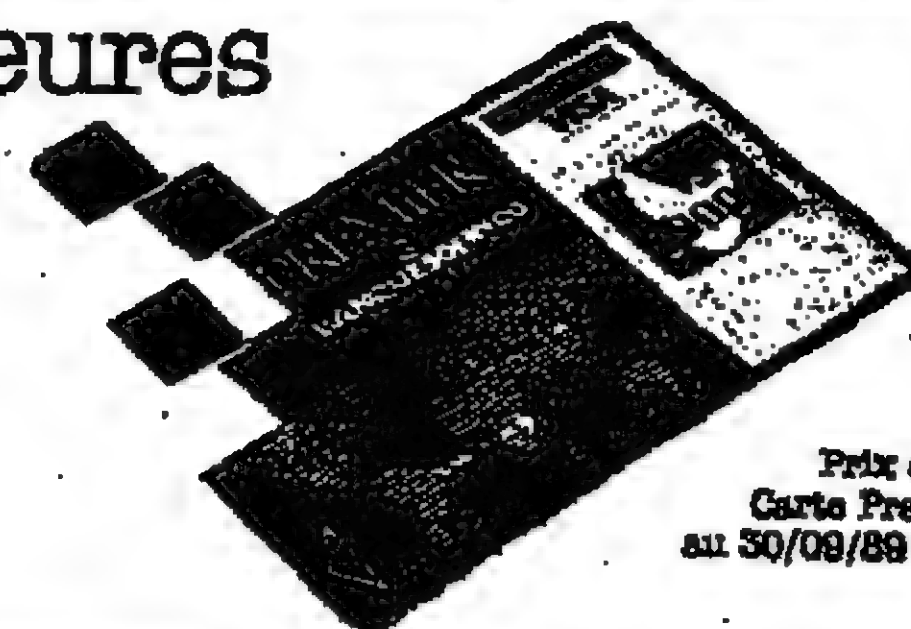
Le Prêt à la Carte Premier : c'est Sofinco.

De 50000 à 150000 F en 48 heures

- sans changer de banque
- un compte à part
- un découvert permanent "revolving"
- un taux privilégié 13,56 %

228 à la date d'émission, perceptions forfaitaires de assurance non obligatoires en sus, sous réserve d'acceptation de votre dossier.

Service Premier
Mme Barbara Mechin
91038 Evry Cedex
Tél. (1) 60 79 49 98



Prix de la Carte Premier : 650 F au 30/09/89

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Le surplacé communautaire

POUR François Mitterrand, il faut, pour avancer dans la construction européenne, réviser les traités qui fondent la Communauté. C'est là, selon lui, que réside « le cœur de la question » (discours prononcé le 25 octobre devant le Parlement de Strasbourg). Pour Jacques Delors, « il y a urgence » sur le même chapitre (discours prononcé au collège d'Europe de Bruges, le 17 de ce mois). Non seulement « nos pratiques actuelles de délibération et de décision » au sein de l'Europe des Douze resteraient encore insuffisantes, malgré les réformes apportées par l'acte unique, pour entrer dans la voie d'union économique et monétaire, mais leur refonte, au prix d'un « saut qualitatif » serait nécessaire si l'on veut être en mesure de « répondre aux accélérations de l'histoire », en l'occurrence aux transformations en cours dans l'Est européen.

Ainsi, tant pour le président de la République française que pour le président de la Commission européenne, la préoccupation fondamentale est le calendrier. Il s'agit, pour eux, d'obtenir coûte que coûte la convocation, dans des délais rapides, avant la fin de l'année prochaine, de la conférence intergouvernementale destinée à réviser l'appareil institutionnel du traité de Rome. Dans la mesure où le seul adversaire déclaré de cette procédure expéditive est M^{me} Thatcher, laquelle n'a pas de chance auprès des faiseurs d'opinion (voyez le remplacement de son ex-chancelier de l'Échiquier, Nigel Lawson : celui-ci a mené une politique financière désastreuse — retour en force de l'inflation, taux d'intérêt tour Eiffel, — c'est elle qu'on accuse d'autocratie pour s'en être, après des années, aperçue), le forçage diplomatique de Paris et de Bruxelles peut réussir. Serait-ce un bien ou un mal pour l'Europe ?

Du reste, ce n'est pas uniquement la maladresse médiatique du premier ministre britannique qui risque de fausser le débat public. Les arguments souvent mis en avant par les membres du groupe dit de Bruges, qui se réclament des idées exposées dans cette même

ville, un an auparavant, par M^{me} Thatcher, sont probablement voués à tomber à plat en dépit, ou à cause, de leur caractère provocant.

Proposer par exemple, comme le font certains d'entre eux, pour contrer le projet de création d'une monnaie européenne, de mettre en libre compétition les monnaies en présence (ne le sont-elles pas déjà ?) en leur permettant de circuler côte à côte à l'intérieur de chaque pays, a-t-il un sens, sinon pour ceux qui confondent leurs préjugés ultra-libéraux avec le fonctionnement d'un marché ? Le fameux rapport du comité Delors sur l'union économique et monétaire a, entre autres choses, fait justice de cette fausse solution.

Ce n'est évidemment pas une raison pour accepter pour argent comptant (qu'on nous permette ici l'expression !) les propres recommandations de ce document hautement politique où, précisément, domine le souci du calendrier et de la réforme institutionnelle sous l'influence du président du comité, fortement appuyé par Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, l'un des deux autres participants ayant joué un rôle essentiel dans la confection du document (l'autre étant Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank).

S'il est permis d'espérer sur ce sujet d'importance capitale un débat qui ne soit pas étouffé par sa réduction à la trop facile opposition entre les deux discours de Bruges, celui de M^{me} Thatcher et celui de sa « bête noire », Jacques Delors, il conviendrait peut-être de se demander : et derrière la réforme institutionnelle, que nous propose-t-on de concret, pour l'avenir prévisible, pour nous rapprocher de l'objectif final complaisamment décrit dans le rapport Delors ? Cet objectif étant caractérisé par des taux de changes « irrévocablement fixés » (« *irrevocably fixed* »), dit-on, des parités « irrévocables » ? dit-on, privé un des membres du comité, par

une « politique monétaire commune », la mise au ban des déficits budgétaires et toutes choses aussi simples, on ne peut pas imaginer que, si on prend au sérieux sa réalisation, on reporte systématiquement à plus tard les décisions les plus difficiles à prendre dans la direction ainsi choisie.

C'est ici qu'il convient sans doute d'être vigilant pour ne pas se laisser prendre aux mots. Le rapport Delors — on ne dispose pas, en la matière, d'autres sources pour se faire une idée du programme — énumère ce qu'il appelle les « premières mesures de la première étape », dont l'objectif est d'« accélérer la convergence » (une expression-clé dans le vocabulaire européen, elle d'inspiration allemande) des politiques économiques menées par les Douze et de leurs « performances ». Mais, ce qui caractérise ces mesures, c'est qu'elles n'en ont pas, n'ayant rien de spécifique. Il est vrai que les politiques économiques se sont beaucoup rapprochées au fil des ans et que, en particulier depuis mars 1983, la France a progressivement abandonné les particularités les plus douteuses de sa politique traditionnelle (contrôle des prix et des changes, etc.), mais il n'existe pas et il ne peut pas exister de critères précis pour mesurer le « degré de convergence ».

RÉSIGNÉS ou soulagés, les auteurs du rapport ne prévoient donc aucune sanction pour les « contrevenants ». Essentiellement, la première étape consiste à continuer dans tous les domaines les efforts déjà entrepris, et cela sans rien changer aux modes communautaires de décision. C'est que la voie est déjà tracée : aurait-on oublié que les pays membres du SME, dont le Grand-Bretagne fait partie, ont été précédemment toujours à la première étape que prévoyait déjà, dans des termes très voisins, le traité de décembre 1978. Le changement le plus

notable que préconise le rapport Delors, c'est encore et, uniquement, une modification de procédure pour renforcer la coordination. On peut y voir la main de M. de Larosière qui, au Fonds monétaire, a beaucoup poussé à la coopération internationale au sein du « groupe des Sept ». On réintroduit à Bruxelles des « indicateurs de performances » (taux d'inflation, soldes de balances des paiements, etc.) sans doute dans l'idée que la métaphore du tableau de bord est à elle seule une garantie de bon pilotage, douze pilotes pour l'Airbus de la Communauté, cela mérite en effet quelques réflexions.

Dans le traité fondant le SME, il était disposé que, au bout de deux ans, les États signataires délibéreraient sur le point de savoir si les conditions étaient réunies pour passer à la seconde étape au cours de laquelle ils auraient dû mettre en commun une fraction de leurs réserves auprès d'un fonds européen, embryon de banque centrale. Aucune recommandation de ce genre dans le rapport Delors (bien qu'elle ait été avancée par M. de Larosière). La première étape, prolongation de la première étape, où nous sommes en réalité entrés depuis mars 1979 avec la mise en vigueur effective du SME, devrait durer encore autant de temps qu'il faudra pour que soit réalisée une convergence aussi parfaite que possible.

Quand on sait que cette première étape, selon le rapport Delors, document d'ailleurs approuvé par les Douze à Madrid, doit être remarquée par « l'élimination complète des obstacles physiques, techniques et fiscaux à l'intérieur de la communauté » (ce qui correspond au « grand marché sans frontières » de l'acte unique), on prend conscience du flou extraordinaire que comporte l'engagement d'y participer. Il sera toujours possible d'alléguer que tel ou tel obstacle n'a pas encore été « complètement » aboli. Ce flou, si commode politique-

ment, ne chercherait-on pas à le compenser en ouvrant de grandes perspectives pour un avenir indéterminé ? Toute la subtilité de Jacques Delors était nécessaire pour concilier la notion d'« urgence » avec celle de répit.

TOUT cela n'est pas une nouveauté. Le rapport Werner de 1970 préconisait déjà la convocation d'une conférence gouvernementale dont l'objet était d'« adapter et compléter le traité ». Toute la philosophie de ce document, dont le rapport Delors s'est beaucoup inspiré, était contenue dans cette phrase : « L'union économique et monétaire est un objectif réalisable dans le courant de la présente décennie [c'était donc pour... 1980] dès lors que la volonté politique des États membres de réaliser cet objectif, exprimée solennellement à la conférence de La Haye, est présente. » Remplacer La Haye (décembre 1969) par Madrid (juin 1989) et on se retrouve, vingt ans plus tard, vingt ans en arrière.

Si le rapport Delors est plus prudent sur le délai (on lui sait gré de ne pas annoncer le grand tournant pour l'an 2000), il est aussi discret que l'était son prédécesseur sur la question la plus importante. Celle-ci ne concerne pas la procédure. Il s'agit de se faire une idée claire de la façon de s'y prendre pour faire des douze États, dont on reconnaît qu'ils resteront des entités distinctes, une unité économique et monétaire relevant d'un seul organe central de décision pour tout ce qui concerne la monnaie et définissant une seule politique « macro-économique » pour l'usage de tous.

Le traité de Rome était plus sobre. La question qui se pose est de savoir si cette sobriété a été un obstacle ou si, au contraire, elle a assuré, grâce notamment à l'équilibre institutionnel qu'il instaurait, la pérennité de la Communauté contre vents et marées. Dans une prochaine chronique, on essaiera de montrer ce que le rapport Delors révèle entre les lignes de la finalité de l'exercice en cours et de supputer ses chances de servir la cause qu'il prétend défendre ?

Les trois courants de la pensée économique

Suite de la page 27

Si on cherche à placer tel ou tel grand économiste dans les courants, le jeu des mariages devient — c'est vrai — passionnant mais semble aussi quelquefois terriblement difficile : Paul Anthony Samuelson les incorporent à l'écueil de l'héritage keynésien, Milton Friedman du côté des monétaristes et John Kenneth Galbraith du côté de l'économie institutionnelle. Mais que l'on songe à la difficulté de classement de notre prix Nobel Maurice Allais (mettez ses économistes autour d'une table, demandez leur un classement — ou voir l'accueil diversifié du « public » français à la remise du prix Nobel).

Les modes de classification des économistes entre ces courants existent cependant. Trois approches méthodologiques principales sont possibles en science économique.

• La première est l'individualisme méthodologique, basé sur un postulat indémontrable *a priori*, mais, comme l'indique le fameux théorème de Godel, ce n'est pas grave, car dans tout système logique on peut toujours ramener à des propositions indémontrables — les philosophes ne nous contrediront pas sur ce point. Ce postulat est le suivant : il est tout à fait possible de comprendre l'économie nationale ou mondiale, celles des entreprises, des ménages, des banques et même de l'État... en étudiant en premier et dernier lieu l'individu, ses choix, son comportement, son action à tout moment et en tout lieu face à la rareté (des biens, des services, du revenu...) qui le contraint.

L'économie est ici la science des choix individuels sous contrainte, pour des situations où les données initiales (revenus, richesses) sont données et inertes. Un des concepts majeurs et incontournables est alors le fameux « coût d'opportunité » : c'est-à-dire la valeur de la plus haute possibilité — autre que celle qui est choisie — rejetée par l'individu.

Les marchés, au sens de « foires et marchés », où se pratiquent les enchères (auctions markets) sont

les lieux privilégiés d'action des individus libres et rationnels (au sens le plus étroit et le plus strict). La mécanique du marché est elle-même rationnelle, et la régulation est automatique : l'équilibre statique est la loi. Le déséquilibre est la faute des perturbateurs. La dynamique n'est pas la préoccupation principale.

• La seconde approche est le « holisme » ou l'approche globalisante. Elle découle sommairement du postulat — lui aussi indémontrable — que l'on ne peut comprendre le système économique et ses lois qu'en raisonnant sur les agrégats (les entreprises, les ménages, les banques...), ou sur des macro-agrégats (« l'État, l'extérieur... »), ou encore sur des classes sociales (capitalistes, travailleurs, rentiers...). L'individu n'existe plus. Il « est agi » par plus gros que lui. Il « tombe sur sa pratique », dirait-on au sens de Bourdieu.

Les systèmes et structures peuvent alors être régulés, on connaît des crises de régulation, on subit des fluctuations cycliques. Dans certains cas, les plus pessimistes peuvent prédire une chute inéluctable ou un déclin irrémédiable ; les plus optimistes peuvent construire un schéma intégré de développement et y croire (constructivisme).

Les cadres mobiles

• Enfin, la troisième approche est l'approche intermédiaire. Elle découle du postulat que dans les « sciences de l'homme et de la société », le plus important, c'est le « et », c'est-à-dire qu'on ne peut comprendre l'économie qu'en étudiant les rapports entre les hommes, leurs relations, les structures de production, de consommation... Les deux grandes lignes d'études sont alors la technologie et l'institutionnalisme, et l'étude est d'abord dynamique (les changements importent plus que les données statiques).

Les outils, les progrès scientifiques, les progrès dans l'organisation modèlent les schémas men-

taux des individus. Les institutions, habitudes mentales, us et coutumes, rituels, cérémonies, règles, conventions, lois, les institutions sur le marché du travail, la Sécurité sociale, les entreprises avec leurs outils, leur culture, leur histoire... sont alors les cadres — cadres mobiles — dans lesquels les individus évoluent et se reconstruisent pour ce qu'ils sont : nécessairement liés (ou enclenchés dans des millions de rapports eux-mêmes évolutifs).

Des mondes superposés

Ici, on sait d'emblée que trois mondes se superposent. Le premier monde est celui des économies d'échange — *grossa modo* les foires et marchés — mais attention, cette fois-ci, il n'y a plus de mécanique rationnelle conduisant à des équilibres statiques ; les marchés sont une technique d'allocation parmi d'autres. Les marchés sont des machines et, comme les autres machines, ils ont besoin d'un environnement institutionnel.

A cet égard, on ne s'improvise pas économie de marché après que deux ou trois générations d'individus, quelquefois minoritaires en leur temps, possédant la culture des marchés au sens précis ici, ont été sacrifiées : les pays de l'Est en font aujourd'hui la douloureuse expérience.

Le second monde est celui des économies de hiérarchies (principe de subordination, comme pour le marché du travail, avec la relation salariale qui fait du travailleur un

subordonné). C'est un monde où règnent les « commandes », et il est généralement organisé pour produire pour tous.

Le troisième monde, enfin, est celui du don ou du transfert (avec un principe d'asymétrie entre individus, les pauvres au départ par rapport aux riches) où l'on s'efforce — dans une économie qui, par ailleurs, échange et où l'on peut, grâce aux hiérarchies, produire pour tous — de faire en sorte qu'il n'y ait pas accaparement par quelques-uns.

Pour ce courant institutionnaliste, étant donnée la difficulté que ces trois mondes ont à évoluer en même temps, les déséquilibres sont la loi ; la dynamique est le principe d'action ; les surprises ne sont pas simplement potentielles mais réelles. Les institutions peuvent être le frein des progrès techniques ou d'organisation (et en particulier de plus grande efficacité de la « machine des marchés ») ; elles peuvent en être aussi le stimulant.

En tout état de cause, technologies et institutions évoluent et une théorie économique du changement institutionnel existe, qui étudie la « meilleure façon d'évoluer » — le grand fondateur est l'économiste américain Commons. C. Ayres, le professeur américain de l'Institut français des relations internationales, a réalisé sous la direction de Thierry de Montbrial et Jacques Edin, ce document arrive sur notre table avec une venue euphorisante : depuis l'origine, il a abandonné la triste déformation des rapports du genre, s'est habillé de couleurs, de tableaux, de graphiques et de cartes d'une grande lisibilité. Surmont, la mise en page et la typographie documentent de se plonger dans cette série d'analyses sortées brillantes du four de l'actualité.

Les États-Unis après Reagan, l'URSS en mutation et les chemins de la détente dans les relations Est-Occident fournissent évidemment le premier paquet de réflexions éclairantes, qui se poursuivent par l'étude des espoirs et des appréhensions au Moyen-Orient et la montée des puissances régionales en Asie.

Après la politique, l'économie est l'autre grand chapitre « classique » de RAMSES. L'« embellie sur fond d'incertitudes » que présente la conjoncture s'accompagne d'un déclin industriel américain, des possibilités de la constitution d'une zone asiatique plus autonome et, bien sûr, de la préparation de l'Europe 1993.

MAURICE BASLÉ
Lire la semaine prochaine la suite de l'article sur la classification des économistes.

Le Monde
la Révolution française
Pour en savoir plus sur les hommes, les événements et les idées de la Révolution.
MENSUEL : 30 F
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

LIVRES

Ramsès 90 : la fin d'une époque

Le triomphe des démocraties libérales n'annonce sans doute pas « la fin de l'histoire », comme le proclamait audacieusement Francis Fukuyama l'été dernier dans la revue américaine *National Interest*. Mais la remise en question du monde communiste par le haut (URSS, Hongrie) ou par la base (Pologne, Chine et maintenant RDA) marque sûrement la fin d'une époque.

« La fin d'une époque », c'est le chapitre qui ouvre le nouveau RAMSES, huitième rapport annuel mondial sur le système économique et les stratégies, de l'IFRI (Institut français des relations internationales). Réalisé sous la direction de Thierry de Montbrial et Jacques Edin, ce document arrive sur notre table avec une venue euphorisante : depuis l'origine, il a abandonné la triste déformation des rapports du genre, s'est habillé de couleurs, de tableaux, de graphiques et de cartes d'une grande lisibilité. Surmont, la mise en page et la typographie documentent de se plonger dans cette série d'analyses sortées brillantes du four de l'actualité.

Les États-Unis après Reagan, l'URSS en mutation et les chemins de la détente dans les relations Est-Occident fournissent évidemment le premier paquet de réflexions éclairantes, qui se poursuivent par l'étude des espoirs et des appréhensions au Moyen-Orient et la montée des puissances régionales en Asie.

Après la politique, l'économie est l'autre grand chapitre « classique » de RAMSES. L'« embellie sur fond d'incertitudes » que présente la conjoncture s'accompagne d'un déclin industriel américain, des possibilités de la constitution d'une zone asiatique plus autonome et, bien sûr, de la préparation de l'Europe 1993.

L'IFRI n'hésite pas à sortir des sentiers battus à condition de rester dans une aire balayée par l'information. C'est avec un grand sens de l'opportunité que les auteurs ont ainsi fait un sort au trafic de la drogue qui fait partie aujourd'hui des relations internationales.

Soucieux enfin d'extraire de l'actualité des thèmes porteurs, les responsables ont choisi deux grands sujets. Le premier a trait aux « Armes pour le tiers-monde ». Au moment où un processus de désarmement paraît s'engager entre l'Est et l'Ouest, les arsenaux de très nombreux pays du Sud se développent à la façon parfois impressionnante. Les conditions de sécurité sont en train de changer régionalement et globalement.

L'autre thème retenu est celui de « La nouvelle Espagne ». Une centaine de pages sont consacrées à ce pays qui a connu ces dernières années les changements les plus rapides et les plus décisifs.

Le monde est ainsi fait qu'on se demande si RAMSES n'aurait pas intérêt à l'an prochain à ouvrir une nouvelle rubrique concernant cette fois le sort écologique de notre planète, puisque aussi bien les sept grands ont maintenant inscrit cette question dans leur programme de réflexion. Chaque année, depuis 1984, Lester Brown et son équipe du Worldwatch Institute publient un rapport sur la question (1) qui mériterait d'être beaucoup mieux connu.

PIERRE DROUIN

(1) *State of the World. A Worldwatch Institute report on progress toward a sustainable society*. Ed. W.W. Norton and Company. New York-London.

► RAMSES 90, *Système économique et stratégies*. Sous la direction de Thierry de Montbrial et Jacques Edin. IFRI. Dunod. 432 p. 165 F.

لبنان في الحاضر

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

O.P.C.V.M.

Paluel-Marmont Banque

Dans le cadre de l'adaptation des produits financiers à l'ouverture européenne, les conseils d'administration de deux Sicav de PALUEL-MARMONT BANQUE ont approuvé, lors de leurs réunions du 24 octobre 1989, un projet de fusion-absorption de la SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION "S.I.G." par FRANCE-INVESTISSEMENT.

Dès que l'accord des autorités de tutelle aura été obtenu, une assemblée générale extraordinaire de chacune des deux sociétés sera convoquée le même jour, le jeudi 28 décembre 1989, à l'effet de statuer sur la fusion qui devrait être réalisée le 29 décembre 1989.

Les actionnaires des deux sociétés seront informés individuellement des modalités de l'opération en temps utile.

Paluel-Marmont Banque

Siège social : 26, rue Murillo - 75008 Paris
Tél. : 42.67.01.00 - poste 248

LES SICAV DE CAPITALISATION
DE

Paluel-Marmont Banque

CAPITAL-SECURITE*

CAPITAL PLUS*

- Valoriser votre capital :
- Les revenus sont automatiquement réinvestis et augmentent la valeur des parts.
- Vous font bénéficier d'une fiscalité plus avantageuse :
- le revenu n'est pas imposé pendant la durée du placement ;
- lors de la vente, les plus-values sont assujetties au régime fiscal des plus-values sur cessions de valeurs mobilières.
- Les Conseils d'Administration ont décidé de transformer ces OPCVM en Sicav de Capitalisation sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Paluel-Marmont Banque

26, rue Murillo - 75008 Paris - Tél. : (1) 42.67.01.00

CDE COMPTOIR
DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs, réuni le 25 octobre 1989 sous la présidence de M^{me} Pauline Dufour, a pris connaissance de l'activité et des résultats du premier semestre de l'exercice.

Activité
L'encours global des prêts gérés par CDE au 30 juin 1989 atteignait 91 milliards de francs, contre 89,1 milliards de francs au 30 juin 1988, soit une progression de 2,1 %.

Cette croissance modérée résulte uniquement de la diminution d'activité du secteur des prêts aidés par l'Etat, ainsi que d'un volume de remboursements anticipés encore important. En revanche, en ce qui concerne le secteur privé, le niveau d'activité est resté élevé (4,9 milliards de francs de crédits nouveaux contre 4,7 milliards de francs un an auparavant), entraînant une augmentation de l'encours de 8,7 % en six mois.

Résultats
Par rapport au premier semestre de 1988, les produits de gestion ont augmenté de 7,6 % et l'ensemble des dépenses de gestion de 1,2 %.

Les produits de gestion intègrent des produits du secteur public calculés dans les conditions nouvelles du protocole relatif aux conditions de gestion des prêts aidés, dont 25 milliards de francs au titre de l'exercice 1988.

Ces nouvelles dispositions ont une incidence positive sur l'ensemble des résultats de 1989, ainsi que sur ceux des exercices à venir.

Les pertes constatées et les provisions pour créances douteuses ont été arrêtées à 197,5 millions de francs, contre 118,7 millions de francs pour le premier semestre 1988.

Cette augmentation importante d'une période à l'autre rend compte des difficultés rencontrées par la clientèle des particuliers qui doivent faire face à des problèmes croissants de surendettement. Toutes les dispositions sont prises pour accélérer la sélectivité dans l'acceptation des nouveaux dossiers et pour optimiser l'efficacité du traitement amiable des contentieux.

Le résultat courant de gestion, arrêté après imputation des pertes et provisions, ressort à 28,8 millions de francs pour le premier semestre 1989, contre 26,3 millions de francs pour le premier semestre 1988, soit une augmentation de 9,5 %.

Le résultat avant impôt de la société mère s'établit à 27,2 millions de francs fin juin 1989, contre 24,6 millions de francs fin juin 1988 (non compris 114,2 millions de francs correspondant à des plus-values long terme réalisées à la suite de cessions d'immobilisations).

Le résultat consolidé du groupe CDE avant impôt s'établit quant à lui à 39,7 millions de francs. Hors plus-values exceptionnelles, il était de 38,7 millions de francs pour le premier semestre 1988.

Au total, les perspectives de résultats pour l'ensemble de l'exercice s'annoncent bonnes. Par ailleurs, la société poursuivra très significativement le niveau de ses fonds propres en fin d'année, ce qui lui permettra d'amplifier son développement.

La politique de diversification en direction de nouveaux créanciers, afin de dégager des produits n'entrant pas dans le cadre de ses activités traditionnelles et susceptibles d'améliorer ses résultats dans l'avenir, sera poursuivie activement.

COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE

Réuni le 25 octobre 1989, le conseil d'administration a accueilli en début de séance M. Jorger, directeur général adjoint de la Société Générale, et le docteur Schiefer, directeur général de Allianz AG, qui siègent pour la première fois.

La note d'information déposée par Paribas à la COB, dans son exposé des motifs de son offre, ne peut permettre de déceler un objectif qui puisse apparaître conforme à l'intérêt de la société.

Bien plus, la rédaction de cette note laisse craindre que l'initiateur procède à des ventes d'actif pour se rembourser rapidement de son investissement, ce qui porterait atteinte à l'intégrité de la société et à la cohésion de son groupe, dont les actionnaires n'ont eu, jusqu'à présent, qu'à se louer.

Par ailleurs, en ce qui concerne les actionnaires, l'offre apparaît trop faible dans son montant, et ce d'autant plus qu'elle doit s'entendre à une forte réduction qui ne peut être confirmée à leur intérêt.

Le conseil reconseille, à l'unanimité, sa confiance au président et à son équipe pour poursuivre le développement de la société et recommande fermement aux actionnaires de refuser une offre qui n'est ni dans leur intérêt, ni dans celui de la société dont l'indépendance et l'intégrité doivent être préservées sans ambiguïté.

Le conseil d'administration s'est réuni le 19 octobre 1989 sous la présidence de M. Jacques RUSCONI.

Il a pris connaissance des résultats du premier semestre 1989.

Les loyers et indemnités se sont élevés à 93 139 000 F en progression de 4,54 %.

Le résultat d'activité et d'exploitation est en augmentation de 6,30 %.

Le bénéfice net de 63 889 000 F comprend les plus-values de cession à hauteur de 3 338 000 F.

Le conseil d'administration a noté avec satisfaction la rapidité de mise en œuvre de la politique de recouvrement du patrimoine puisque, depuis les opérations de fusion, le quart des appartements, principalement situés en province, a fait l'objet de cessions ou de négociations de vente.

Dans le même temps, de nombreux projets d'opérations situées à Paris ou banlieue immédiate ont été étudiés.

D'ores et déjà, un immeuble de bureaux à Boulogne a été acheté récemment et une opération a été retenue à Paris (13^e).

Ainsi, l'actif immobilier de la Société se trouve allégé des immeubles dont le coût d'exploitation et la faiblesse des recettes locatives pèsent sur la progression des résultats et sur la valorisation des actifs.

Un conseil d'administration tenu le 18 septembre 1989 a constaté l'augmentation de capital portée de 606 196 900 F à 609 318 100 F consécutivement aux options reçues des actionnaires de recevoir le paiement de leur dividende en actions.

Compte tenu des prévisions établies, le dividende des prochains exercices devrait marquer une progression sensiblement supérieure au taux de l'inflation.

Gfii GROUPEMENT
FRANÇAIS POUR
L'INVESTISSEMENT
IMMOBILIER

Le conseil d'administration s'est réuni le 19 octobre 1989 sous la présidence de M. Jacques RUSCONI.

Il a pris connaissance des résultats du premier semestre 1989.

Les loyers et indemnités se sont élevés à 93 139 000 F en progression de 4,54 %.

Le résultat d'activité et d'exploitation est en augmentation de 6,30 %.

Le bénéfice net de 63 889 000 F comprend les plus-values de cession à hauteur de 3 338 000 F.

Le conseil d'administration a noté avec satisfaction la rapidité de mise en œuvre de la politique de recouvrement du patrimoine puisque, depuis les opérations de fusion, le quart des appartements, principalement situés en province, a fait l'objet de cessions ou de négociations de vente.

Dans le même temps, de nombreux projets d'opérations situées à Paris ou banlieue immédiate ont été étudiés.

D'ores et déjà, un immeuble de bureaux à Boulogne a été acheté récemment et une opération a été retenue à Paris (13^e).

Ainsi, l'actif immobilier de la Société se trouve allégé des immeubles dont le coût d'exploitation et la faiblesse des recettes locatives pèsent sur la progression des résultats et sur la valorisation des actifs.

Un conseil d'administration tenu le 18 septembre 1989 a constaté l'augmentation de capital portée de 606 196 900 F à 609 318 100 F consécutivement aux options reçues des actionnaires de recevoir le paiement de leur dividende en actions.

Compte tenu des prévisions établies, le dividende des prochains exercices devrait marquer une progression sensiblement supérieure au taux de l'inflation.

CANAL+

PROGRESSION DE 15,4 %
DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ
AU 30 SEPTEMBRE 1989

| En millions de francs | 1989 | 1988 | 1989/1988 |
|---------------------------|---------|---------|-----------|
| Premier trimestre | 1 199,7 | 1 027,5 | + 16,7 % |
| Deuxième trimestre | 1 248,8 | 1 063,5 | + 17,4 % |
| Troisième trimestre | 1 206,9 | 1 075,9 | + 12,2 % |
| Chiffre d'affaires cumulé | 3 655,4 | 3 166,9 | + 15,4 % |

Les chiffres présentés pour 1988 et 1989 ne concernent que les sociétés intégrées globalement et ne comprennent donc pas ELIPSE Programme.

La légère baisse du chiffre d'affaires du troisième trimestre 1989 par rapport au trimestre précédent s'explique par des recettes publicitaires plus faibles pendant les mois d'été.

Au cours du troisième trimestre 1989, 121 000 nouveaux abonnés et 50 000 annulations ont été enregistrées. Ainsi, à fin septembre, Canal + comptait 2 737 000 foyers abonnés (soit une croissance nette de 161 000 foyers depuis le début de l'année) et 99 000 prises collectives.

COMPAGNIE OPTORG

Résultat au 30/6/89

La situation de la Compagnie OPTORG au 30 juin 1989 se traduit par un bénéfice de 160,7 millions contre 14,4 millions au 30 juin 1988.

Cette importante progression est due pour l'essentiel aux plus-values sur cessions, principalement les filiales Dupont Sainclair Chauffage et Malle.

An niveau consolidé, le résultat au 30 juin 1989 atteint pour la part du Groupe 135,2 millions contre 0,7 millions au 30 juin 1988, après avoir pris en compte :

- les plus-values exceptionnelles ci-dessus,
- des provisions exceptionnelles.

Le solde net de ces éléments non récurrents s'élevait à 129,9 millions.

Les dispositions de toute nature adoptées depuis un an, tant dans les filiales qu'au siège de la Compagnie, ont permis une amélioration sensible des résultats d'exploitation et courant.

Sur la base des éléments connus à ce jour, cette amélioration devrait se poursuivre et se confirmer dans les comptes au 31 décembre 1989.

calberson

Le bénéfice du premier semestre 1989 de la COMPAGNIE GÉNÉRALE CALBERSON (société mère du groupe) a été de 45,2 MF avant impôt et participation, contre 38,9 millions de francs au premier semestre 1988. L'essentiel de cet écart positif provient d'une diminution des provisions sur titres des filiales internationales.

Les comptes consolidés du groupe du premier semestre 1989 font apparaître les chiffres suivants (en millions de francs et à périmètre sensiblement identique à celui du premier semestre 1988) :

| | 1 ^{er} semestre 1989 | 1 ^{er} semestre 1988 |
|---|-------------------------------|-------------------------------|
| Chiffres d'affaires HT | 4 122,3 | 3 844,5 |
| Résultat courant | 118,2 | 158,9 |
| Résultat net avant impôt et participation | 138,5 | 184,8 |
| Part du groupe | 110,9 | 158,5 |

La baisse du résultat net a essentiellement pour origine une diminution du résultat de la messagerie nationale, en raison de la forte pression sur les prix de vente et des coûts engagés pour améliorer la productivité et la qualité.

En revanche, il faut noter l'amorce d'un redressement dans le sous-groupe Hermann Ludwig. Cette tendance positive des activités à l'étranger doit permettre, en fin d'année, de combler en partie l'écart constaté sur la messagerie nationale et internationale en France.

NOKIA

Les ventes nettes du secteur Câbles de Nokia devraient s'accroître de FIM 1 milliard (environ 1 milliard et demi de francs).

NOKIA a signé une lettre d'intention avec NKF Holding N.V. afin d'acquiescer 51 % du capital de cette société cotée à la Bourse d'Amsterdam et qui détient la société néerlandaise NKF Kabel B.V., spécialisée dans les câbles. Le montant de la transaction est évalué à FIM 420 millions (environ 630 millions de francs).

Note : le communiqué complet en anglais est disponible à la banque Paribas, 84, 221-8, 3, rue d'Antin, 75002 PARIS.

GÉVELOT

Le chiffre d'affaires consolidé à la fin juin 1989 est de 357,6 millions de francs contre 290 millions de francs à la fin juin 1988. La hausse constatée résulte de l'augmentation quasi générale des activités du groupe ainsi que de l'entrée pour la première fois dans le périmètre de consolidation de la société normande de mécanique Métalex, spécialisée dans l'extrusion à froid, et dont la société GÉVELOT a pris le contrôle total en février 1989.

A périmètre de consolidation constant, le chiffre d'affaires de 1989 aurait été de 337 millions de francs, soit une progression de 16,2 %.

Après des profits exceptionnels de 4,8 millions de francs, contre 3,5 millions de francs à la fin juin 1988, le bénéfice net consolidé au 30 juin 1989 s'établit à 18,4 millions de francs contre 8,9 millions de francs pour la même période de 1988.

La société mère, pour sa part, a réalisé au premier semestre 1989 un chiffre d'affaires de 110,5 millions de francs contre 92,4 millions de francs pour la même période de 1988. Le bénéfice social s'établit respectivement à 13,6 millions de francs contre 9,1 millions de francs pour le premier semestre 1988, soit un résultat exceptionnel de 5,7 millions de francs contre 4,2 millions de francs qui provient principalement de cessions de logements et de provisions pour risques devenus sans objet.

Les perspectives pour le second semestre, tant GÉVELOT que pour ses filiales, sont favorables mais risquent d'être quelque peu influencées par le ralentissement possible d'activité chez certains clients du secteur automobile.

GFF

Le GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS, associé aux Nouveaux Constructeurs, vient de remporter devant une vingtaine de candidats concourant des plus grands opérateurs du marché international de l'immobilier d'entreprise l'appel d'offres lancé par Pechiney pour la vente de son siège de la rue Balme, dans le huitième arrondissement de Paris.

Une promesse de vente au prix de 2,76 milliards de francs vient d'être signée entre MM. Jean Candolle, président de Pechiney, Bernard Balaire, président du Groupe foncier français, et Olivier Mitterrand, président des Nouveaux Constructeurs.

Cette opération qui développe 38 700 mètres carrés 700 de surface hors-œuvre, fera l'objet d'une rénovation lourde accompagnée de la création de parkings supplémentaires, et l'ensemble de l'ouvrage devrait être achevé en 1992.

Les perspectives de résultats des deux constructeurs en seront renforcées au cours des prochains exercices, et, en ce qui concerne en particulier le GFF, les prévisions récemment formulées à l'occasion de l'émission en cours d'actions à bons de souscription d'actions, et qui ne tenaient pas compte de cette opération, ne manqueront pas de s'en trouver améliorées.

Il est rappelé que cette émission, qui se termine le 6 novembre prochain, a fait l'objet d'une notice qui a reçu le visa de la COB et qui a été publiée au BALO du 9 octobre.

J'ai trouvé une banque à qui parler.

Je souscris à ses emprunts.

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel émet deux emprunts

Emprunt subordonné remboursable à taux fixe

830 millions de francs en titres de 5000 F.

Prix d'émission : 98,64 % soit 4 982 F par titre.

Taux d'intérêt : 9,10 % soit 455 F par titre, payable le 20 novembre de chaque année.

Taux de rendement actuariel au règlement : 9,15 %.

Jouissance et règlement : 20 novembre 1989.

Durée : 12 ans.

Amortissement : au pair et en totalité le 20 novembre 2001, sous réserve de rachats en Bourse.

Le titre subordonné diffère de l'obligation. Il s'en distingue notamment par le fait que le rang de créance du titre subordonné est contractuellement défini par la clause de subordination.

Note d'information (visa COB n° 89-487 en date du 23 octobre 1989) disponible sur simple demande. BalO du 30 octobre 1989.

Emprunt obligataire à taux variable (TME)

280 millions de francs en obligations de 5000 F.

Prix d'émission : 99,28 % soit 4 964 F par titre.

Intérêt : il est payable le 20 novembre de chaque année et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Marge : sur la base d'un THE constant de 8,91 % au 13 octobre 1989, il ressort une marge positive de 0,10 %.

Jouissance et règlement : 20 novembre 1989.

Durée : 12 ans.

Amortissement : au pair et en totalité le 20 novembre 2001, sous réserve de rachats en Bourse.

Souscriptions reçues dans toutes les Caisses de Crédit Mutuel

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

Caisse Centrale du Crédit Mutuel

Le Monde

DIRIGEANTS

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE 400 000 F +.

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGÉS À PRÉSERVER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

DIRECTEUR GENERAL

Société de services

Cette entreprise (200 personnes, 50 cadres), aux toutes premières places dans sa profession après un siècle d'existence, a d'ambitieuses perspectives de développement national et international pour les prochaines décennies.

Nous vous proposons d'être le numéro 2 de l'équipe qui mènera à bien ces projets.

Dans vos tâches spécifiques : les hommes, l'organisation et l'informatique, la gestion. Bien sûr en plus la participation, comme Directeur Général, à la réflexion stratégique et à l'activité - notamment commerciale - de la maison. Et pour être complet : les filiales étrangères.

A ce niveau de responsabilité, et dans une société d'origine familiale, il est clair que nous recherchons une collaboration qui s'inscrive dans le temps et qui soit marquée d'une parfaite et réciproque confiance. Ce fut le cas de votre prédécesseur qui part maintenant à la retraite.

Nous souhaitons rencontrer un Directeur Général jeune (35/40 ans) de formation supérieure, connaissant la gestion des ressources humaines et ayant la maîtrise des problèmes financiers et de l'informatique. Il est bilingue Français/Anglais, sait simplifier les situations compliquées et est à l'aise avec tous les interlocuteurs qui constituent notre environnement professionnel.

Nous avons confié à SEFOP qui nous connaît bien le soin de nous mettre en rapport. Voulez-vous lui adresser votre dossier sous réf. LDGA 1082 M.

SEFOP

11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTHEC

RESPONSABLES DE CENTRES DE PROFIT

HAUT
NIVEAU

Diversifier nos activités, développer nos implantations déjà nombreuses en France et à l'étranger et les gérer dans une optique industrielle sont les axes forts de notre politique d'expansion. Aujourd'hui, nous recherchons deux futurs patrons.

Manager de tempérament, vous désirez prendre un nouveau cap professionnel et vous impliquer dans une mission d'envergure au sein d'un groupe industriel.

A 35-40 ans environ, diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce, vous alliez à vos qualités de gestionnaire des talents de négociateur et une expérience approfondie de l'univers industriel. Bien sûr, vous maîtrisez

l'anglais et l'espagnol ou l'italien serait un plus.

Après une période d'intégration et de formation, nous vous confierons des responsabilités opérationnelles à votre mesure.

Rompé aux techniques de management, en véritable patron de l'un de nos secteurs d'activité, vous participerez ainsi au développement du groupe.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence 6375/LM, à

C.V. 50-54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex, qui transmettra.

Holding financière groupe distribution recherche

DIRECTEUR FINANCIER

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESCP - ESSEC - ESCAE...), âgé de 30 à 40 ans, vous êtes aussi un homme de terrain justifiant une expérience professionnelle réussie dans un contexte analogue.

Vous prendrez en charge le contrôle de gestion, l'élaboration et le suivi des budgets des filiales, la consolidation et la gestion de trésorerie au niveau du groupe.

Une bonne maîtrise des outils informatiques est nécessaire.

Le poste est situé dans une ville universitaire du Centre-Ouest.

Envoyer dossier de candidature
(lettre manuscrite, C.V., photos, prétentions
à notre Conseil CIME, 25, rue Singer, 75016 Paris.

"PATRON" DES RESSOURCES HUMAINES

Unité Industrielle en Pays de Loire

Un groupe industriel français (CA supérieur à 12 milliards de francs) qui occupe une position de leader européen pour un certain nombre de ses gammes de produits, recherche le RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES de l'un de ses sites (effectif : supérieur à 500 personnes) implanté dans les Pays de Loire. En liaison avec le Directeur de l'Unité et le Directeur des Relations Humaines de l'entreprise, il assurera la gestion opérationnelle des ressources humaines du site (recrutement, évolution de carrières, formation...). Il supervisera la logistique de la fonction sociale (paie, tableaux de bord...). Il assurera les relations avec les instances représentatives (DP, CE, CHSCT...). Il sera l'animateur de la communication interne et externe. Il gèrera l'évolution des organisations en manifestant une réelle aptitude à anticiper les changements. Ce poste sera confié à un candidat (homme ou femme) âgé d'environ 35 ans, obligatoirement diplômé d'études supérieures (bac + 4), et il possèdera une expérience de plusieurs années acquise dans une fonction semblable au sein d'une unité de production d'un groupe industriel développant une politique dynamique et novatrice en matière de relations humaines. La connaissance de l'anglais et/ou de l'espagnol sera particulièrement appréciée. De réelles possibilités d'évolution sont envisageables pour un candidat à fort potentiel. Écrire sous référence 1133 M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS.
Discretion assurée.

Société de Services en forte croissance (+ 35%/an) crée le poste de

RESPONSABLE FORMATION

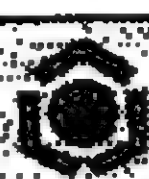
RECRUTEMENT

PARIS 250.000 KF + /an

Vous prendrez en charge la Formation et le Recrutement de nos collaborateurs (planification des besoins, conception et amélioration des outils, sous-traitance...) et mettrez en place progressivement la fonction "Ressources Humaines" dans l'entreprise.

De formation supérieure (Droit, ressources humaines, Sciences Po...) vous avez environ 5 ans d'expérience similaire dans une société à taille humaine et des qualités confirmées d'animateur et d'organisateur.

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite sous réf. 5601 à notre conseil ou transmettre par finitail en composant 3616 code CV PLUS.



Ressources
& Développement

15, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 Paris

Le Monde

CADRES

ISOVER SAINT-GOBAIN

N°1 Français et Européen de l'isolation thermique et acoustique, recherche pour son usine D'ORANGE (84) le :

Chef de son service du personnel

Rattaché au Directeur de l'Usine, en liaison étroite avec la direction du Personnel de la Société, vous aurez pour mission de conduire au niveau de l'établissement une politique sociale cohérente avec celle du Groupe.

Vos responsabilités couvriront : l'application des dispositions légales et administratives, la paie, la formation, l'hygiène et la sécurité, les relations sociales, domaines dans lesquels vous devrez coordonner l'activité d'une équipe expérimentée.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction, diplômé de l'enseignement supérieur, qui a démontré, par une expérience réussie de plusieurs années en milieu industriel, ses qualités d'analyse, son souci d'innovation, son sens du dialogue et de la qualité.

Si vous vous sentez concerné par cette opportunité, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la réf. 9108 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.



Madame Claude FAVEREAU - 56, Avenue de Suffren - 75015 PARIS

SAINT-GOBAIN

PIERRE & VACANCES

Manager de programmes en bord de mer.

Leader européen de la promotion immobilière de loisirs (1000 personnes - 2 milliards de CA), notre groupe a su se distinguer par la qualité de ses prestations et par des formules astucieuses de nouvelle propriété.

Basé à Paris et rattaché à l'un de nos directeurs de programmes, sur la Côte d'Azur ou sur le secteur Manche-Atlantique, vous prendrez la responsabilité complète d'opérations de logements de loisirs (150 à 200 appartements chacune), de la conception jusqu'à la livraison. Si vous nous connaissez de réputation, vous savez que vous aurez à respecter des délais très courts tout en maintenant les impératifs de qualité et de coût qui ont fait notre succès.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous dirigez, depuis 3 ans au moins, des programmes de logement, peut-être même dans le domaine du loisir. Dynamisme, souplesse intellectuelle, vivacité d'esprit et autorité naturelle sont des qualités que l'on vous reconnaît volontiers. Alors, vous trouverez rapidement vos marques dans une entreprise au savoir-faire reconnu, qui vous assurera une brillante carrière. Claude des Reis, associé du cabinet Sirca attend une lettre de motivation et un résumé de carrière sous référence 028 757 M au 64, rue la Boétie - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

La région Poitou-Charentes

recrute pour son secteur « Education-Formation »

UN CADRE DE NIVEAU A

Assistant, responsable « prospective - schéma »

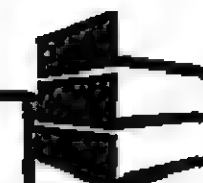
Profil :
- Formation supérieure, Bac + 5, origine géographique, aménagement du territoire, sciences économiques.
- Expérience en entreprise ou en démarche prospective.
- Maîtrise du traitement statistique.

Mission :
- Détermination des objectifs de qualification à développer dans la région à travers les différents schémas (lycée, apprentissage, université, formation continue).
- Création, suivi de réalisation de tableaux de bord, emploi-formation.

Modalités : soit par la voie du détachement ; soit par la mode contractuelle.

La personne recrutée sera en poste à Poitiers.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à :
M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région,
15, rue de l'Assommoir-Cordéon, BP 575, 89021 Poitiers Cedex.



LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS

Société nationale de Promotion Immobilière
recherche

RESPONSABLE DE PROGRAMMES

30/40 ANS

pour Paris et proche couronne.

De formation Grande Ecole, Ecole de Commerce. Dans le cadre d'une large délégation, le responsable de programmes devra animer et contrôler une équipe pluridisciplinaire. Il assure la complète responsabilité de la gestion de l'opération, de sa commercialisation et de sa réalisation. Jugé sur sa performance, dans le cadre d'objectifs précis, un candidat à fort potentiel pourra bénéficier d'une progression rapide au sein du groupe.

Nous concevons des espaces de vie.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions à
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS - 31, rue Ernest Renan
92130 ISSY LES MOULINEAUX.

مكتبة من الكتب

ALIMENTAIRE

**Prendre des positions fortes en Europe
Assurer ensuite un développement International**

La Filiale Internationale d'un puissant Groupe Alimentaire recherche pour une de ses divisions qui constitue un véritable centre de profit son

CHEF DE MARCHÉ "HORS TAXES" FRANCE - EUROPE

Le titulaire du poste interviendra auprès de véritables professionnels dans des secteurs variés et il assurera une fonction polyvalente d'études, de négociations et de développement des marchés. Agé de 30 ans environ il devra disposer d'une formation ESSEC, ESCP, ESC... (option commerce international) de 5 à 6 ans d'expérience commerciale acquise dans les produits à forte image (de préférence boissons - parfums...). Sa réussite à ce poste implique une connaissance concrète du terrain, du merchandising... ainsi qu'une envergure personnelle, des qualités de contact et un dynamisme commercial qui lui permettra d'être un interlocuteur apprécié par ses partenaires commerciaux. Maîtrise de l'anglais indispensable (la connaissance d'une 2^e langue serait appréciée). Réelles perspectives d'avenir dans la Société ou dans les filiales France et étranger du Groupe.

Poste à Paris.
Ecrire sous réf. 44 A 1622-9 M
Discrétion absolue

300.000 +

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

CONTROLEUR DE GESTION

**UN ROLE STRATEGIQUE
POUR UN PRATICIEN DE LA GESTION**

L'UBF (CA 1,6 Md - 800 pers.), filiale du Groupe BSN, commercialise annuellement 600 millions de cols de liquides alimentaires dans ses 24 filiales de Distribution.

Pour son siège à Paris, elle recherche son CONTROLEUR DE GESTION. Rattaché au Directeur Général et secondé par 2 cadres, il a pour mission d'améliorer les performances de l'entreprise et de chacune de ses filiales dans le domaine de la gestion. Il intervient aux différentes phases de l'organisation, des procédures, de la planification, de la stratégie et des achats. Diplômé ESC ou équivalent, la trentaine, il sera de par son expérience un praticien de la gestion. La rigueur et la pertinence de ses analyses et de ses recommandations, son poids et sa maturité personnels, son sens du dialogue sous-tendent la crédibilité et l'efficacité de son action auprès du management de l'entreprise.

Ecrire sous réf. 44 A 1621-9 M
à Annie SANTAMARIA - Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

JURISTE CONFIRME

**ISSU DU NOTARIAT OU
DU SECTEUR DE LA PROMOTION IMMOBILIERE**

Nous sommes parmi les Etudes de Notaires importantes et dynamiques l'une de celles qui ont su faire évoluer leur métier.

Vous disposez d'une formation juridique supérieure (DESS, Doctorat...) et vous avez une expérience d'au moins cinq ans avec une solide compétence acquise dans le notariat, dans une société du secteur immobilier ou dans un cabinet spécialisé.

Vous souhaitez valoriser votre compétence dans une équipe de juristes résolument tournés vers l'avenir. Vous prendrez la responsabilité complète de missions auprès d'une clientèle d'affaires du secteur immobilier. Vous développerez le travail de synthèse qui est maintenant notre caractéristique (prise en compte des facteurs urbanistiques, de construction, de fiscalité...) en mettant en pratique votre capacité à mettre au point les aspects contractuels.

Nous offrons une rémunération à la hauteur de nos ambitions et des vôtres. Rencontres-nous. Poste basé à Paris 8^e. Ecrire sous réf. 44 C 1489-9 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

Etre le "moteur" de nos progrès techniques

Société, filiale d'un Groupe mondial, spécialisée dans des équipements mécaniques pour la construction automobile, recherche pour l'un de ses centres de production à taille humaine (250 personnes), son

RESPONSABLE TECHNIQUE USINE METHODES - INVESTISSEMENTS - MAINTENANCE

Sous l'autorité du directeur d'usine, et animateur d'une équipe de 30 personnes (dont 2 ingénieurs), il sera plus spécialement chargé de :

- définir les méthodes et process de fabrication,
- mettre à disposition de la fabrication un outil fiable et performant, dans un souci permanent de progrès (flexibilité, productivité, qualité).

Cette fonction "de" pour la compétitivité de l'usine sera confiée à un ingénieur Mécanicien d'une trentaine d'années, ayant déjà occupé des fonctions d'encadrement et mis en place des chaînes de production automatisées dans un domaine de petites et moyennes séries.

Un tempérament de leader et d'organisateur, un goût prononcé pour la technique et un potentiel important sont indispensables.

Poste basé banlieue Ouest Paris.
Ordre de grandeur de rémunération : 300-320 KF

Ecrire sous réf. 44 A 1619-9 M

Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE RECRUTE

LE RESPONSABLE DES PUBLICATIONS DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'ARCHÉOLOGIE

(par voie de contrat) (H. ou F.)

Il sera chargé de la mise en page, l'illustration, la conception graphique de publications très diversifiées. Il devra assurer la coordination entre les différents auteurs et sera en relation directe avec les imprimeurs. Il devra en outre gérer une régie de recettes.

Titulaire d'une maîtrise en archéologie, le candidat aura une connaissance approfondie des activités de la recherche. Il aura le sens des relations humaines. Il devra maîtriser MAC II Page Maker.

UN CONSERVATEUR DE L'INVENTAIRE GÉNÉRAL ET DES FOUILLES POUR LE SERVICE DÉPARTEMENTAL ARCHÉOLOGIQUE

(par voie de concours sur épreuves option : fouilles archéologiques) (H. ou F.)

Qui se déroulera le 29 novembre 1989.
Date de clôture des inscriptions, le 10 novembre 1989.
Niveau de diplôme : licence.

UN ANIMATEUR POUR LE MUSÉE DE GUIRY-EN-VEXIN

(par voie de contrat) (H. ou F.)

Cet animateur devra créer et organiser des animations pour le public adulte du musée. Il sera amené occasionnellement à collaborer aux animations scolaires. Il assistera également l'équipe de la conservation pour les expositions. Titulaire d'une licence en histoire de l'art et en archéologie, le candidat doit avoir une bonne culture générale. Il doit savoir s'adapter à tous les publics et s'exprimer avec aisance. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Les candidatures devront être adressées à :
CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE
Direction des Ressources Humaines, Gestion Prévisionnelle du Personnel,
2, avenue du Parc, 95032 Cergy-Pontoise Cedex.
Téléphone : 34-25-30-39.

Centre handicapés profonds Ghyvelde

108 bis, CCN 1951

recherche

URGENT

1 DIRECTEUR DIPLOME ENSP RENNES

Expérience dans poste à responsabilité similaire exigée.

Adresser candidature avec C.V. au secrétariat de l'Association

LA DUNE-AUX-PINS
Hôtel de Ville, BP 6347, 59385, Dunkerque Cedex 1.

UN MANAGER D'ENVERGURE A DOMINANTE COMMERCIALE

HEC, Sciences Po...

Un groupe de tout premier plan du secteur tertiaire qui commercialise une large gamme de produits auprès du Grand Public recherche le MANAGER d'une de ses unités (plus de 500 personnes, CA environ 1,5 milliard).

Dans un marché compétitif et porteur, notre Groupe a des projets ambitieux et les moyens de les atteindre.

Votre mission sera d'accroître l'efficacité d'un réseau important à implantations multiples en optimisant l'organisation et en développant la motivation et le dynamisme commercial de votre personnel.

La réussite à ces fonctions nécessite un profil de "patron" entrepreneur et gestionnaire. Il devra disposer d'une expérience de 10 ans environ, justifier de résultats performants et avoir dirigé un centre de profit (société, filiale ou département important) à dominante commerciale dans un secteur de produits Grand Public de préférence dans le tertiaire (services - produits financiers...).

Poste à Paris.
Ordre de grandeur de rémunération 500 KF

Ecrire sous réf. 44 A 1623-9 M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap

MAÎTRISE DROIT + DESS DROIT IMMOBILIER

JEUNE JURISTE IMMOBILIER, VENEZ VALORISER VOTRE FORMATION.

Avec un effectif de 160 collaborateurs, des réalisations prestigieuses, la SINVIM occupe une position prépondérante dans tous les secteurs de la promotion immobilière.

C'est dans ce contexte stimulant que nous vous proposons de valoriser votre maîtrise en droit complétée par un DESS de droit immobilier ainsi que vos qualités relationnelles.

Dans un premier temps, vous serez chargé du suivi contentieux. Puis, vous élargirez votre champ d'interventions dans le domaine du conseil juridique, notamment en matière de montage de nouvelles opérations.

Si vous êtes motivé par un poste aux facettes multiples, riche en contacts internes comme externes et ayant de réelles perspectives de développement (au sein de la société ou du groupe), adressez lettre, CV et photo à Armet Nohé Compagnie Bancaire - Service Orientation Recrutement 5, avenue Kleber - 75116 PARIS, sous réf. 448.

COMPAGNIE BANCAIRE

SINVIM

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 £ 28

Patron Division Assurance

SUD-OUEST

Dans le cadre de la diversification de ses activités, un important établissement financier du Sud-Ouest, déjà fortement implanté dans la branche "VIE-CAPITALISATION", et désirent élargir ses activités dans le domaine "IARD", recherche le

Responsable de sa Division Assurance

Vous serez chargé, avec le concours de la Compagnie d'Assurance du Groupe, et en liaison directe avec notre Direction

- d'une part de mener à bien la phase de lancement de l'activité IARD (de l'élaboration du plan d'action à sa mise en œuvre),
- d'autre part de prendre la responsabilité de l'ensemble de l'activité "VIE-CAPITALISATION-IARD" (de la production à la gestion).

Agé de 40 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur ou professionnel, votre expérience de l'organisation, de l'animation et de la gestion dans le domaine spécifique de l'assurance, et vos qualités relationnelles, votre force d'entraînement et de proposition contribueront à votre réussite et à la nôtre.

Merci d'adresser les dossiers de candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions), sous réf. C 89-85, à Evelyne REDON - CAPFOR GRAND SUD-OUEST COMMUNICA - 2, rue Emile-Pelletier - 31082 TOULOUSE CEDEX. Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

RESPONSABLE DES FORMATIONS INFORMATIQUES

ÉCOLE D'INGÉNIEUR OU DE COMMERCE, MAGE, MAÎTRISE DE GESTION, 1ère EXPERIENCE

Notre important groupe, leader incontesté sur son marché, gère un puissant système informatique IBM jouant un rôle essentiel dans nos activités. L'évolution des technologies que nous employons exige une remise à niveau permanente des équipes informatiques ainsi que des utilisateurs.

Dans ce contexte, nous recherchons un jeune Cadre à fort potentiel qui, rattaché au responsable du service Formation, se verra confier les missions suivantes :

- détecter les besoins du personnel et élaborer le plan de formation informatique
- concevoir les stages et créer les outils pédagogiques
- organiser la mise en œuvre des actions de formation et coordonner les interventions des organismes extérieurs
- assurer l'animation de certaines sessions.

De formation supérieure (Bac + 4 minimum), âgé d'environ 28 ans, une première expérience professionnelle en entreprise vous a sensibilisé à l'informatique et vous a permis de développer des qualités pédagogiques.

Au-delà de ce poste, notre groupe par sa taille et ses perspectives de développement offre de réelles possibilités de carrière.

Si cette offre vous intéresse (poste basé à Paris), adressez votre lettre manuscrite et votre curriculum vitae, en mentionnant sur l'enveloppe la référence 5031, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

PARIS
Importante Mutuelle Parisienne,
nous recherchons notre

DIRECTEUR (H/F)

Vous avez en charge, avec une équipe de cadres, la gestion et le développement de l'entreprise en étroite collaboration avec notre Président.

De formation supérieure (Commerce, Gestion/Finance), vous possédez une expérience probante (5 ans minimum) du management sous tous ses aspects, si possible dans le secteur de l'Economie Sociale.

Apprécié pour votre rigueur et votre souplesse de caractère, vous êtes un professionnel privilégiant le travail en équipe et les relations humaines.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous Réf. M1 /02 C à notre conseil

Cabinet SWITCH 40, rue Amélie 75011 Paris qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Partenaire de vos ambitions

SWITCH
Département Recrutement

La région Poitou-Charentes

recrute pour son secteur « Développement économique »

UN AGENT DE NIVEAU A CHARGÉ DE MISSION

Profil :

- Formation supérieure de type scientifique et économique.
- Expérience professionnelle indispensable dans le domaine de l'expertise des dossiers techniques, économiques ou d'aménagement.
- Connaissance des collectivités territoriales appréciée.

Modalités : soit par la voie du détachement ; soit par le mode contractuel.

La personne sera en poste à Poitiers.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Ancienne-Comédie, BP 576, 86021 Poitiers Cedex.

LES GRANDS CHAIS DE FRANCE

Le savoir-faire, les moyens de production, le dynamisme (360 MF de CA), 42 millions de bouteilles dont 95% à l'export, font du groupe LES GRANDS CHAIS DE FRANCE un des leaders français en vins et spiritueux à l'exportation. Pour développer la présence nationale de notre Groupe, nous recherchons notre futur

CHEF DES VENTES FRANCE

Une formation ESC ou équivalent allée à une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un poste similaire (et exclusivement dans le domaine des Vins et Spiritueux) vous permettront d'être immédiatement opérationnel.

Habile négociateur auprès des différents centres d'achats, vous êtes bien introduit en Grande Distribution : c'est votre atout pour réussir le challenge que nous vous proposons. Le salaire, motivant, sera lié à l'expérience et au potentiel du candidat.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à la Direction du Personnel - Les Grands Chais de France 1 rue de la Division Leclerc - 67290 PETERSBACH. Les candidatures seront examinées avec une totale discrétion.

Le sens de la performance!

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA DORDOGNE recherche pour son Siège Social situé à BERGERAC

RESPONSABLE AUDIT INTERNE

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez acquis au cours d'une première expérience, une bonne connaissance des mécanismes bancaires en qualité d'auditeur et possédez le goût du contact.

Vous animerez une équipe d'auditeurs confirmés et chargés de :
• veiller à la sauvegarde du patrimoine et des ressources de la Caisse Régionale,
• vérifier l'exactitude et la qualité des informations,
• estimer et évaluer l'efficacité des procédures,
• participer à leur amélioration dans le cadre de la réalisation de rapports d'audit.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : CREDIT AGRICOLE - Ressources Humaines La Combal - BP 208 - 24101 BERGERAC CEDEX

CA CREDIT AGRICOLE
DE LA DORDOGNE

Consultants : c'est la qualité qui fait la différence

Telle est notre conviction : l'application de critères professionnels stricts, le respect d'une déontologie claire, tant à l'égard de nos clients que des candidats, sont les clés de la réussite dans un métier qui repose sur la confiance.

Pour mieux maîtriser notre croissance, nous étoifons notre équipe qui comprend déjà 8 consultants à Paris et à Lyon et cherchons à intégrer des consultants, généralistes ou spécialisés (banque, high-tech).

Vous êtes un professionnel du recrutement en cabinet ou en entreprise, ou notre métier vous intéresse. Alors, si vous partagez notre conviction, contactez Jean-François Drouot-L'Hermine (tél. 45.53.00.99) - Conseils en Recrutement Associés - 58 avenue Kléber - 75116 Paris.

LES CONSEILS EN RECRUTEMENT ASSOCIES

CE RA

C P E

17, rue des Acacias, 75017 Paris recherche

PSYCHOGRAPHE ou GRAPHOLOGUE (SFG)

souhaitant être habilité aux techniques du centre.

- Secteurs concernés : sélection industrielle et orientations.
- Entretiens et tests, rédaction des comptes-rendus, analyses.

Poste non cadre convenant à personne pouvant aligner professionnalisme et adaptabilité, sens de l'équipe et autonomie.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prêt. s/réf. 1727.

La région Poitou-Charentes

recrute pour son secteur « Education-Formation »

UN CADRE DE NIVEAU A

Chargé de mission « Entreprise et formation »

Profil :

- Formation supérieure, Bac + 5.
- Expérience professionnelle en entreprise.
- Connaissance de la gestion des ressources humaines en entreprise.

Mission : - Conseil aux entreprises, aux branches professionnelles en matière de plan de formation.

Modalités : soit par la voie du détachement ; soit par le mode contractuel.

La personne recrutée sera en poste à Poitiers.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Ancienne-Comédie, BP 576, 86021 Poitiers Cedex.

Le centre communal d'action sociale de Cambrai

recrute pour son service social

UNE ASSISTANT(E) SOCIAL(E) D.E.

par concours sur titre ou mutation vers la Fonction publique territoriale

UNE ASSISTANT(E) SOCIAL(E) D.E.

pour remplacement d'un congé de maternité

UNE ASSISTANT(E) SOCIAL(E) D.E. CONTRACTUELLE

(3 ou 6 mois) pour instruction de contrats R.M.I.

Dépôt des candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo d'identité) pour le 15 novembre 1989 à M. le président du C.C.A.S., BP n° 382, 59407 Cambrai Cedex.

Renseignements à M. le directeur du C.C.A.S. Tél. : 27-81-26-30.

CONSULTANTS SENIORS INDUSTRIE/FINANCE X, CENTRALE, HEC...

Nous sommes un groupe de conseil en management (80 personnes). Pour développer notre activité "organisation et mise en œuvre de logiciels", nous recherchons des consultants ayant 3 à 5 ans d'expérience réussie de mise en place de grands systèmes Comptables, Logistiques ou Industriels.

Une connaissance des spécificités bancaires italiennes, espagnoles ou suisses sera appréciée pour les candidats souhaitant intervenir dans le secteur financier.



EUROGROUP CONSULTANTS

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Jean Marie Nogaró : 17, rue Louis Rouquier, 92300 Levallois.

La région Poitou-Charentes

recrute pour son secteur « Education-Formation »

UN CADRE DE NIVEAU A

Responsable « Formation initiale par l'apprentissage »

Profil :

- Formation supérieure Bac + 4.
- Expérience professionnelle en ingénierie de la formation.
- Connaissance des dispositifs de formation initiale.

Mission :

- Animation des centres de formation d'apprentis.

Modalités : soit par la voie du détachement ; soit par le mode contractuel.

La personne recrutée sera en poste à Poitiers.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Ancienne-Comédie, BP 576, 86021 Poitiers Cedex.

كثير من الجاد

Consultant confirmé

Vous recherchez un Cabinet de taille humaine qui allie service personnalisé et moyens importants.

Vous avez :

- 30 à 35 ans et une formation Grande Ecole d'Ingénieur ou de Gestion
- Une pratique confirmée du recrutement de cadres en Cabinet ou en Entreprise
- Une expérience commerciale
- Une connaissance plus particulière du secteur industriel

On vous reconnaît :

- Pragmatisme et bon sens
- Enthousiasme et volonté de participer
- Capacité à gérer votre secteur de manière autonome
- Ambition sociale et financière.

Venez nous exposer vos objectifs, nous vous parlerons de notre équipe de 10 personnes, de nos résultats depuis 5 ans et de nos projets.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. LM 1K à : ARCO
18, avenue de l'Opéra - 75001 PARIS.

ARCO

CONSEIL EN RECRUTEMENT

ORGANISME INTERPROFESSIONNEL D'ETUDES, DE CONSEIL ET DE FORMATION DANS LE SECTEUR DES PRODUITS FRAIS recherche pour poste à PARIS

ÉCONOMISTE FORMATEUR

Au sein d'une équipe, vous participerez :

- à la conception et à l'animation des programmes de formation « distribution » ;
- à la mise au point de techniques de merchandising spécifiques et à leur diffusion (sous points de vente) ; à la rédaction des publications relatives à ces activités.

Des déplacements sont à prévoir.

De formation supérieure, vous avez le sens de la pédagogie, des qualités d'écoute et d'expression orale et écrite. Une première expérience du marketing dans la distribution serait appréciée.

Env. C.V. sous N° 8605, Le Monde publicité, 5, rue Montessuy, 75007 Paris.

UCPA

CA 400 MF - 450 permanents dont 140 cadres (âge moyen 35 ans) - 1800 saisonniers - 80 centres

Le n°1 des vacances et des stages sportifs

PARTICIPEZ A NOTRE DEVELOPPEMENT en devenant à PARIS 13^e (M^e Glacière)

JEUNE RESPONSABLE MARKETING / VENTES

29 ANS MAXI. DE FORMATION SUPERIEURE, VOUS ANIMEREZ UNE ÉQUIPE COMMERCIALE AVEC DES RESULTATS SIGNIFICATIFS.

Relevant du Directeur Général, vous animerez et coordonnerez les Responsables des 4 activités : bureaux de ventes et administration, études et marchés-produits, publications, relations presse.

Participant à l'élaboration de la stratégie de l'Association, vous bénéficiez d'une LARGE AUTONOMIE pour définir, proposer et mettre en œuvre les moyens nécessaires. Merci d'écarter, sous réf. UCPA/RVM/81 M, en indiquant votre salaire actuel à notre conseil : Richard BÉNAÏOUIL GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurée.

LES NOUVEAUX
CONSTRUCTEURS

cherchent pour son activité "Promotion Immobilière" sur Paris et première couronne

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT
30/40 ANS

D'une formation de haut niveau, vous pouvez justifier d'une expérience similaire, vous êtes doté d'une énergie intense, d'un sens aigu des contacts et de la négociation, d'un goût affirmé pour l'immobilier, ayant une bonne connaissance du logement et des bureaux (montage, gestion), vous serez responsable de l'initiation de la négociation et du montage des affaires nouvelles. Intégrant la stratégie de développement du groupe, de l'étude de faisabilité, de la mise au point des projets et leurs ventes aux investisseurs institutionnels le cas échéant.

Votre rémunération très motivante, sera fonction de votre expérience et de votre performance et comprendra un intéressement.

Nous concevons des espaces de vie.

Env. C.V., lettre manuscrite, prétentions à :
LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS - 31, rue Ernest Renan
92130 ISSY LES MOULINIAUX.

Gestion Ressources Humaines
Afrique noire

Une société de Conseil recherche pour un mission de 2 mois un(e)

PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL

qui s'associera à une équipe chargée d'adapter l'organigramme d'une grande entreprise aux exigences de son nouvel environnement.

- Expérience d'1 ou 2 ans en R.H. appréciée.

- Missions ultérieures envisagées.

Adresser CV, photo et motivations sous réf. 2140/0 à :
ANP - 2, rue Aristide Briand - 92300 LEVALLOIS-PERRET
(qui transmettra)

**Lille
CONSULTANT
RESSOURCES HUMAINES HF**

Avec 70 consultants en recrutement en FRANCE, le groupe EGOR se place au premier rang des cabinets de conseil en recherche et sélection de cadres. Face à son développement, il désire intégrer à son équipe de LILLE un nouveau consultant.

Dans une très large autonomie, il devra, après une période de formation aux techniques spécifiques du Groupe, générer et développer une clientèle composée soit de PME régionales, soit d'établissements décentralisés. Il mènera à terme les différentes missions qui lui seront confiées en matière de recherche de cadres et de conseils en ressources humaines.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur de 30 ans minimum. Son expérience professionnelle, acquise en entreprise ou dans la prestation de services, lui a permis de faire preuve de ses qualités de négociateur et de bien connaître le tissu industriel de la région. L'engagement personnel, la volonté de réussir sont des facteurs importants qui seront intégrés, à court terme, dans la rémunération annuelle, extrêmement attractive.

La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M à :

EGOR REGION NORD

96, rue Solferino - 59800 LILLE

Tél. 20.54.31.31

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

PLASTIC OMNIUM

Leader européen, notre Division Produits Plastiques Performants (produits fluorés...) exporte déjà la majorité de sa production.

En plein développement, fabriqués en Europe et aux USA, nos produits s'adressent aux industries mécaniques, chimiques, électroniques, automobiles, aéronautiques... Nos ambitions nous conduisent à renforcer notre équipe en créant un poste de

**Chef de Zone
Ingénieur ou ES
pour développer nos positions sur les
marchés internationaux**

Attaché au Directeur de la Division, basé à Levallois-Perret, pour les lignes de produits que nous vous confierons, vous :

- apporterez une assistance technico-commerciale à nos filiales à l'étranger.
- participerez activement à l'élaboration de la stratégie de la division,
- développerez les exportations directes.

30 ans, ayant une première expérience de produits industriels avec ouverture internationale, vous maîtrisez bien l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre de motivation, CV, photo et prétentions à

PLASTIC OMNIUM, Direction des Ressources Humaines, 1 rue du Parc
92300 Levallois-Perret, sous réf. 89.03.3P.

L'INNOVATION DANS LES MATIERES PLASTIQUES

**PARIS 8^{ème}
FORMATEUR
A LA VENTE DE SERVICES**

Notre société de travail temporaire est en plein développement et notre service formation se renforce.

Vous êtes FORMATEUR, axé plus particulièrement vers le commercial, ou vous avez la passion de la vente et vous désirez la communiquer et la faire partager à d'autres.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 8 1061 à ORC - 78, bd de la République
92100 BOULOGNE qui transmettra.

**ANIMATEUR
COMMERCIAL**

(H/F) BOUCHES DU RHÔNE

Vous avez une excellente expérience de la vente de produits et services bancaires, ajoutée à une formation bancaire et générale supérieure. Vous êtes habitué au travail sur objectifs et savez animer des équipes de production. Vous connaissez les Crédits Professionnels. Vous viendrez assurer l'animation commerciale d'un réseau de points de vente. Ce poste, qui relève de la Classe V, nécessite d'importantes qualités de contact.

Merci d'adresser votre dossier de cand. s/ réf. 7630/M à
CREDIT MUTUEL MARSEILLE Direction des Relations Humaines
494 av. du Prado, B.P. 115, 13267 MARSEILLE CEDEX.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler**LE CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE
organise un concours sur titre
D'INGÉNIEURS
DU SERVICE DÉPARTEMENTAL
D'ASSAINISSEMENT URBAIN**

le 20 décembre 1989
La date de clôture des inscriptions est fixée
20 novembre 1989

Diplômes requis :

- Diplôme d'ingénieur en bâtiment ou travaux publics.
- Brevet de technicien en bâtiment ou travaux publics.
- Diplôme de l'institut des techniques sanitaires.

(Salaire net mensuel : 7 018 F + 1 400 F prime mensuelle.)

Les candidatures doivent être adressées :

Conseil général du Val-d'Oise

Direction des Ressources Humaines

Gestion Prévisionnelle du Personnel,

2, avenue du Parc, 95032 Cergy-Pontoise Ced.

Téléphone : 34-25-30-39.

**CHEF
DU PERSONNEL**

Sous l'autorité du Directeur de l'usine, vous serez responsable de la gestion du personnel d'un établissement de 700 personnes environ.

Homme de dialogue, de rigueur et de fermeté, de formation supérieure, vous avez réussi une expérience similaire.

La connaissance de l'anglais vous sera très utile.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 30 à
ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Marengo - 5001
PARIS, qui transmettra.

**Devenir Directeur d'un cabinet
spécialisé dans le secteur agro-alimentaire...**
Recherche de Cadres PARIS

Cabinet Conseil créé en 1979 (approche directe et annonces), nous sommes associés à SOFRA SA, Conseil en stratégie et restructuration aux entreprises agro-alimentaires et avons créé MANAGERIA, filiale recrutement spécialisée dans ce secteur. Nous souhaitons rencontrer l'homme qui en prendra la direction. Bénéficiant des introductions de notre partenaire dans le secteur agro-alimentaire, de notre expérience en matière de recherche de cadres, ainsi que du support de notre réseau européen (RFA, UK, Belgique, Espagne, Italie, Hollande), celui-ci devra assurer le développement de cette nouvelle entité.

Après d'au minimum 30 ans et diplômé de l'enseignement supérieur, le candidat recherché a acquis une expérience du recrutement soit en Cabinet, soit dans une grande entreprise du secteur agro-alimentaire.

Son professionnalisme, son sérieux, son sens de l'éthique, ses capacités commerciales et son goût d'entreprendre lui permettront de parfaitement réussir dans le cadre d'une forte autonomie et, dès la première année, de devenir associé.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Votre dossier de candidature nous parviendra s/réf. 1089/LM sera traité avec toute la confidentialité de rigueur.

YVES KERNEVEZ CONSULTANTS

6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PARIS

La région Poitou-Charentes

recrute pour son secteur « Education-Formation »

UN CADRE DE NIVEAU A

Responsable des services techniques
et des investissements

Profil :

- Ingénieur divisionnaire des T.P.E. ou équivalent.
- Age minimum : 35 ans.
- Expérience professionnelle indispensable dans le domaine de la construction et du montage financier des opérations.
- Connaissance des marchés publics et procédures d'acquisitions foncières.
- Expérience en matière de construction de lycées ou bâtiments universitaires appréciée.

Modalités : soit par le voie du détachement ; soit par le moi contractuel.

La personne recrutée sera en poste à Poitiers.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à :

M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région.

15, rue de l'Anclenne-Comédie, BP 575, 88021 Poitiers Cedex.

Important bureau d'études

recherche pour le développement de son activité en région parisienne

JEUNES INGÉNIEURS H/F)

Le poste à pourvoir concerne : un rôle d'ingénieur d'affaires assurant la responsabilité et la coordination d'études tous corps d'état pour des interventions de maîtrise d'œuvre dans les domaines de l'infrastructure, du bâtiment et de la réhabilitation.

Expérience professionnelle similaire appréciée. Développement de carrière intéressant pour candidats dynamiques et ayant le goût des contacts.

Envoyer lettre + C.V. sous le n° 348 à :

AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ SP 229

93523 Saint-Denis Cedex, qui transmettra.

هذا من الامور

لدينا في الادارة

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 31 octobre 1989 37

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Important groupe français (CA : 7 milliards de F) en très fort développement recherche son

Directeur Financier Adjoint

Lille

Salaire motivant

Numéro deux de la direction financière, le candidat recherché sera chargé de la gestion de trésorerie francs et devises, de l'analyse et de la gestion des équilibres financiers (rentabilité des investissements, financements long terme, gestion du risque de taux, reporting financier...). Il devra être capable de manager une équipe de 12 personnes. Les projets très ambitieux de développement du groupe à l'étranger pourraient être une opportunité pour un candidat de valeur. Les candidats recherchés, 30 ans environ, de formation supérieure spécialisée en Finance, posséderont une première expérience réussie de trésorerie ou de finance.

Contactez Gilles de Mentque (t) 42.89.30.03 ou adressez CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. GM1899MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Cette banque spécialisée dans les marchés financiers intervient également dans le domaine de la gestion pour comptes de tiers. Dans le cadre de la croissance et de la diversification de ses activités, elle recherche un

Responsable des missions d'organisation

établissement financier

Après du directeur de l'informatique et de l'organisation, il assume la gestion des missions d'organisation, depuis l'étude préalable du dossier jusqu'à sa réalisation concrète. A ce titre, il traite des opérations liées à l'activité de l'établissement - trésorerie devises, titres... - ainsi que celles des filiales du groupe - société de bourse, banques étrangères...

Cette création de poste s'adresse à un candidat issu d'un cycle de formation supérieure ayant déjà de huit à dix années d'expérience dans les métiers de l'organisation ou de l'informatique. Cette expérience réalisée en partie dans les milieux de la finance lui permet d'envisager une intégration rapide dans une banque à taille humaine - 250 personnes - riche en missions et en défis.

Danielle TCHEORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez, sous la réf. DTc 10339 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Groupe Industriel français (FF 10 Milliards de CA), filiale d'un groupe international, recherche un

Auditeur Interne

Paris

200 KF+

Rattaché au Responsable de l'Audit, vous intervenez sur des missions d'audit opérationnel très variées, ainsi que sur des missions spéciales. Des déplacements en province de courtes durées sont à prévoir. Agé de 25/30 ans, vous possédez une formation supérieure (ESC, DECS ou équivalent), et une expérience d'environ 2 ans dans un cabinet d'audit. Un candidat de valeur se verra offrir de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe.

Contactez Emmanuel de Prémont au (t) 42.89.30.03 ou adressez CV + n° tél + photo + rémunération actuelle, à Michael Page Finance, 10, rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. EDP4949MO.

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

sep
Les nouveaux espaces

Motoristes de l'espace, nous assurons en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles propulseurs des trois étages du lanceur Ariane.

Notre société est filiale du GROUPE SNECMA, 27500 personnes dont 3700 cadres. Nous recherchons pour notre Siège Social situé en proche banlieue Ouest de Paris :

**RESPONSABLE DU SERVICE
CONTRÔLE DE GESTION**
de formation grande école.

SNECMA - SEP - MESSIER - HISPANO-BUGATTI - HISPANO-SUIZA - SOCHATA SNECMA - FAMER - SIX SOCIÉTÉS, UN GROUPE

GROUPE SNECMA, LES MOTEURS DU CIEL

CONTROLEUR DE GESTION PROPULSEZ VOTRE CARRIERE

(HEC, ESSEC, ESCP...) vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans une fonction de type contrôle de gestion en entreprise industrielle.

En liaison étroite et constante avec les centres de production, vous participerez aux travaux d'élaboration des budgets annuels, tableaux de bord et synthèses mensuelles, au suivi des affaires, budgets d'investissement et assurerez la coordination de diverses études économiques. Le GROUPE SNECMA offre une réelle perspective de carrière.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. NB/CG à SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 boulevard du Général Martial Valin, 75724 PARIS CEDEX 15.

Un des plus grands noms de la cosmétique recherche des

Auditeurs Opérationnels

Paris

270 KF

Au sein d'une équipe, rattachés au Directeur Financier du Groupe, les candidats seront responsables de missions d'audit financier, comptable et opérationnel, en France et surtout à l'étranger. Ces postes peuvent déboucher à moyen terme vers une Direction Financière dans une filiale du Groupe.

Un excellent niveau d'Anglais est exigé. Allemand souhaité. De formation supérieure, les candidats retenus, âgés de 25/28 ans, auront acquis une première expérience de 3 ans dans un grand cabinet d'audit.

Adressez CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Christophe Aubry, Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS sous réf. CA4481MO

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidés dont près de 20% à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que la remise en cause est facteur de progrès. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de nouveaux défis.

Contrôle de gestion et stratégie : assistance et conseil à haut niveau

Nous recherchons le Responsable du Contrôle de Gestion et de la Stratégie de notre Direction Santé (N°1 en France - 1 milliard de C.A.)

En étroite collaboration avec l'équipe de Direction, il se verra confier la planification stratégique et le suivi des performances de la branche (plans, budgets, écarts...).

Il bénéficiera, bien sûr, de tous les moyens tant humains (assistance d'une petite équipe) que techniques (outils informatiques performants) nécessaires pour mener à bien sa mission.

Pour cette fonction évolutive et à responsabilité, nous souhaitons rencontrer des candidats à fort potentiel de 30/35 ans justifiant d'une formation supérieure de type école de commerce confortée par une expérience significative en contrôle de gestion ou en stratégie dans le secteur tertiaire.

Si ce poste basé à Paris vous motive, adressez votre candidature sous réf. M17 au Département Ressources Humaines - AGF - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



Financial Controller CHARTRES

DRAFTEX INDUSTRIES

un des leaders de l'équipement pour l'automobile, réalise un CA de F. 1,5 milliard avec 3000 personnes, recherche pour renforcer la gestion de la forte croissance de ses activités, un Financial Controller de premier plan.

Membre actif du Head Quarter France, vous serez notre expert en matière d'analyse et d'application des écarts lors de la présentation des informations de gestion, budgets, rapports mensuels d'activités. Vous veillerez à la bonne harmonisation des procédures comptables. Pour ce rôle, vous serez l'interlocuteur privilégié et assurerez la coordination de huit délégués.

Diplômé d'études supérieures commerciales, avec une forte dominante financière et comptable, 32 ans minimum, vous pratiquez couramment l'anglais et êtes utilisateur des procédures anglo-saxonnes ; votre disponibilité vous permet de vous déplacer fréquemment.

Il vous sera offert un niveau de rémunération attractif avec, bien évidemment, un véhicule de fonction confortable.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 2716-M à H. CARON qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers
& Lybrand
associés

Executive
Selection
3, av. Percier
75008 Paris

C&L

Nous sommes le 2^{ème} Groupe d'Assurances en France et le 5^{ème} en Europe.

Nous recherchons pour rejoindre l'équipe de notre DIRECTION COMPTABILITE.

UN JEUNE DIPLOME

école de commerce ou formation équivalente

Vos connaissances en comptabilité vous permettront d'intervenir dans des missions d'audit interne.

Votre sens des contacts humains et de l'encadrement ainsi que vos capacités d'organisation vous conduiront à proposer la redéfinition de procédures en vigueur et à en assurer leur mise en œuvre.

Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 2264 AC/JL à Madame IMBERT, Groupe Victoire, 52 rue de la Victoire, 75009 PARIS.

Abeille
ASSURANCES

**GROUPE
VICTOIRE**

Limoges

Responsable comptabilité finances



Spécialiste du développement photographique, nous mettons à la disposition de notre clientèle un réseau de laboratoires sur toute la France.

LABORATOIRES RUI FILM SA

Rattaché à la Direction d'une Société de notre Groupe (CA : 75 MF), vous êtes entièrement responsable de la comptabilité générale et analytique de deux de nos unités. Vous prenez en charge la gestion de trésorerie, le contrôle budgétaire et traitez l'ensemble des questions de législation sociale. Vous vous appuyez sur une équipe de 3 collaborateurs et un outil informatique performant.

A 30 ans, de formation supérieure (type école de commerce) complétée par un DECS, vous avez vécu une expérience de 5 ans minimum en entreprise ou en cabinet. Autonome et rigoureux, vous êtes motivé par l'évolution rapide de notre entreprise et par les perspectives qu'elle vous offre.

Merci d'envoyer votre CV sous la référence 21 049-57 à notre conseil :

ONOMA
GROUPE COURTAUD

Tour Crédit Lyonnais 69431 LYON Cedex 03.
Téléphone : (04) 78.63.65.02.
Pour plus d'informations, consultez le 3616
code UGE * ONOMA.

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ESC, MAÎTRISE, DECS

Le contrôle de gestion
dans
l'univers high-tech

Importante société française de dimension internationale, nous vivons tous les jours au rythme de la haute technologie. Nos activités très diversifiées sont réparties en départements autonomes, véritables centres de profit.

Pour l'un de nos départements, vous interviendrez dans le

reporting, les tableaux de bord, les relations avec les Centres de Recherche, la gestion analytique...

Une mission complète où vous valoriserez vos qualités personnelles de contact et de rigueur et votre professionnalisme acquis impérativement dans le secteur industriel (2 ans d'expérience minimum).

Pour partager notre vie au quotidien, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 6402/LM à MEDIA P.A. 50-54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILL. CEDEX

Poulain
LES CHOCOLATS TRÈS CACAO

VAL de LOIRE

Filiale depuis début 1988 de **CADURRY SCHWEPPES**, 3^e chocolatier mondial, l'importance de nos projets et le développement de nos outils de gestion, nous amènent à compléter notre siège à **BLOIS**, par un

CONTROLEUR DE GESTION
COMMERCIALE

SUP de CO, il a environ 5 ans d'expérience en contrôle budgétaire de frais de commercialisation, en société de produits de grande consommation vendus en grande distribution.

Animateur d'une équipe de 8 personnes, il aura également comme **CREDIT MANAGER** la responsabilité de la gestion des comptes clients.

Ce poste requiert capacités d'organisation et de management, pratique de la micro-informatique et de la langue anglaise et offre de réelles possibilités d'évolution.

Pour un premier contact, merci d'écrire avec CV, photo, salaire actuel sous réf. 9102 à

Gallos & Associés

114, Champs Elysées, 75008 PARIS

SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION...

Organisateur
Comptable

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE,
DAUPHINE,
DECS OU EQUIVALENT

Vous avez une expérience de 2 à 3 ans dans la comptabilité en entreprise ou en cabinet, un atout pour l'informatique.

Venez nous rejoindre pour participer à la refonte du système d'information comptable et budgétaire de notre branche Assurances (ARD) (6 milliards C.A.).

Intégré à une équipe, vous prendrez en charge un secteur comptable pour lequel vous :

- élaborerez un schéma des charges avec les utilisateurs;
- concevrez l'organisation et le traitement des données;
- mettrez en œuvre les outils informatiques.

Vous avez des capacités affirmées d'analyse et de synthèse, des qualités d'animateur.

La réussite de ce projet (2 ans environ) vous ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein de la Direction de la Comptabilité ou dans le Groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, sous réf. CEC
GMF - Gestion des Cadres
35, rue d'Alsace
92300 LEVALLOIS-PERRET

PARIS LEVALLOIS

La Banque Populaire Val de France - 83 agences, 820 personnes - est implantée dans six départements : Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Cher et Vienne.

Parfaitement intégrée au tissu économique régional, elle gère de façon autonome et dynamique une clientèle diversifiée.

Comptable de haut niveau

30 ans environ, de formation supérieure (Expertise ou DECS complet), vous avez quelques années d'expérience et une parfaite maîtrise de la comptabilité bancaire et financière.

Nous vous proposons de venir renforcer notre Direction Comptable pour participer notamment à la conception et à la mise en œuvre du nouveau système de comptabilité que nous allons développer autour du progiciel MSA.

Poste basé au siège de la Banque Populaire Val de France à Tours.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, curriculum vitae, photo, prétentions) à la Banque Populaire Val de France, Direction des Ressources Humaines, B.P. 1803, 37018 Tours Cedex.

BANQUE POPULAIRE
VAL DE FRANCE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

BIOTEST AG, Francfort, société multinationale spécialisée dans le secteur pharmaceutique et bien implantée dans les pays de la Communauté Européenne avec quelques sociétés de vente (Paris, Milan, Vienne, Zürich, New York) et avec plus de 1 000 collaborateurs recherche un

JEUNE CADRE FINANCE
ET CONTROLLING

(Expérience dans la gestion des entreprises, avec une expérience en Electronic Data Processing)

Après une période de 3/4 ans en Allemagne au sein de la maison-mère afin de connaître toutes les activités du groupe : organisation, gestion, produits (diagnostic et thérapeutique) marketing, commerce... vous intégrerez notre société française en région parisienne.

Votre fonction, adaptée à vos compétences et à vos motivations, sera d'assurer notre expansion en France.

Agé d'au moins 26 ans, de formation supérieure en contrôle de finance, controlling et commerce... vous êtes parfaitement bilingue allemand ou anglais ou italien.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous la référence 50068 à J.C. DERREY - CEGOS - Département Recrutement Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

cegos

Notre Laboratoire pharmaceutique de 750 personnes, filiale du groupe chimique britannique Imperial Chemical Industries, dont le siège social est situé à Cergy-Pontoise, recherche un

CONTROLEUR BUDGETAIRE

réf. CB/LM 1089

Placé en immersion dans les départements qui lui sont confiés, en contribuant au reporting à la Direction Financière,

- Il participe à l'élaboration des budgets et tableaux de bord (collecte d'informations, simulations, comptes d'exploitation par produit...)
- Il assiste et conseille les responsables budgétaires (formation aux procédures, contrôle des dépenses...)
- Il assure le suivi des résultats (contrôle des données comptables, identification des écarts...)

Nous recherchons des candidats diplômés d'études supérieures en Gestion (DESS, Ecole de Commerce...), justifiant d'une expérience de 3 à 4 ans dans une fonction similaire, connaissant l'anglais et la micro-informatique.

Merci d'envoyer CV, + lettre manuscrite + prétentions, sous réf., à Hélène SCHWEBLIN DRH - Laboratoire I.C.I. PHARMA BP 127 - 95022 CERGY.

LE PLAISIR DE LA PERFORMANCE

I.C.I.-Pharma



NT MERIDIAN,

filiale du groupe canadien **NORTHERN TELECOM** - leader mondial des systèmes de télécommunication entièrement numérique-recherche pour son centre de production européen à Verdun

Contrôleur financier

responsable du service comptabilité et informatique
ESC, ESCAE, et/ou DECS

Attaché à optimiser la gestion du site, vous menez une double mission :

Organiser, superviser les activités du service comptable (comptabilité générale, trésorerie, compte fournisseurs, évaluation des stocks...) ; en assurer le reporting auprès du siège.

Assumer la responsabilité du département informatique de gestion. Vous avez acquis une première expérience en cabinet d'audit ou dans un service de contrôle de gestion comme analyste financier.

Adresser lettre et CV à ADH CONSEIL, BP 3679, 54016 NANCY Cedex, Tél : 83 27 36 80.

ntm

CHEF COMPTABLE
SOCIETE-MERE ET 5 FILIALES

Vous êtes de formation ESC + DECS et vous avez une solide expérience d'une dizaine d'années acquise en entreprise, de l'animation d'équipe et de la supervision d'ensembles complexes et informatisés. Sous l'autorité du Directeur des Comptabilités du groupe, vous aurez la responsabilité complète de six sociétés : générale et analytique jusqu'à l'arrêté des situations et des bilans. Vous assurerez un service de dix personnes et vous devrez faire évoluer les systèmes existants ce qui implique que vous ayez un réel talent d'organisation. Vos qualités relationnelles et votre aptitude à être autonome seront aussi décisives que votre apport permanent technique. L'importance de notre société et du groupe français dont nous sommes filiale vous permettra, après réussite complète, de trouver une évolution de carrière.

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyer lettre manuscrite, CV et photo, sous réf. 5296 M, A SERIFO, 47 bis avenue Boquet, 75007 PARIS.

SERIFO
Membre de Syntec

cambiste

BANQUE AMERICAINE

PARIS

Nous sommes une Banque Internationale de tout premier plan, en forte croissance et dont les profits sont en augmentation constante.

Notre Responsable de la salle des Marchés recherche un Cambiste junior.

Vous serez responsable clientèle et comptant au sein de notre petite équipe performante.

Vous justifiez d'une première expérience (deux ans par exemple) réussie de Cambiste.

Vous êtes vif, rigoureux et avez de l'ambition.

Vous maîtrisez naturellement la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. + rémunération actuelle) sous réf. BF 41 à notre Conseil qui vous garantit la stricte confidentialité de votre candidature.

2, rue Louis David - 75116 PARIS
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

COCEPLAN

سيرة من العمل

السلامة في العمل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 31 octobre 1989 39

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 £.M

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Nice

Actuellement en plein essor, cette société, très performante sur un marché dont elle est le leader et filiale d'un des plus grands groupes pharmaceutiques mondiaux, développe sa structure administrative et financière et recherche un jeune contrôleur de gestion. Répondant au directeur du contrôle de gestion, sa mission sera de suivre et d'anticiper la forte croissance des différentes divisions de l'entreprise. Outre la préparation, le suivi des budgets et l'analyse des résultats, il sera chargé de diverses missions d'audit financier inhérentes à la croissance tant interne qu'externe. Cette opportunité

de premier plan ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure type HEC, ESSEC ou similaire pouvant faire valoir une première expérience du contrôle de gestion acquise si possible au sein d'une multinationale (anglais nécessaire). Le contexte porteur de l'entreprise et les conditions proposées seront de nature à intéresser des candidats de valeur. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6641M - PA Consulting Group - 3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.91.54. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

ORGANISATEURS JUNIORS

Marseille

Cette importante banque régionale à compétence nationale et internationale fortement implantée sur la façade méditerranéenne renforce sa structure organisation et recherche 2 jeunes organisateurs. Au sein de la direction "organisation et informatique" mais en étroite relation avec les responsables de l'administration et des ressources humaines, ils interviendront de manière opérationnelle dans l'ensemble du réseau principalement basé dans le Sud, sur des missions d'organisation visant à réaliser des gains de productivité. Ils participeront à la définition puis la mise en place de

tableaux de bord. Une bonne culture informatique est nécessaire. Cette opportunité intéresse deux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, ayant une première expérience d'organisation acquise soit dans une société de conseil soit en banque ou en entreprise. Ces postes constituent d'excellents tremplins pour évoluer dans la structure. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/XS137M - PA Consulting Group - 4, rue Lactède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tél. 42.26.99.90. (PA Minitel 36.14 code PA)



GROUPE SOCIETE
MARSEILLAISE
DE CREDIT

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

JURISTE-FISCALISTE

Vous participez au sein de notre Direction Juridique aux opérations générées par un groupe en forte croissance :

- création de sociétés
- opération sur titre et fonds de commerce,
- affaires légales,
- suivi des impôts et taxes...

Vous possédez une Maîtrise de Droit des Affaires, un DECS ou une 1^{re} expérience en entreprise ou cabinet d'audit, êtes particulièrement motivé par un travail d'équipe en milieu industriel et souhaitez aujourd'hui donner à votre mission une plus grande variété.

Nous vous offrons de nombreuses perspectives de développement de carrière. La connaissance de l'anglais est un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, Curriculum Vitae et photo) sous référence 6401, à ASEA BROWN BOVERI Marc DEMARET - Ressources Humaines - 22 rue du 8 mai 1945 95340 PERSAN

UNE MISSION
D'EXPERT
DANS UN
GROUPE
INTERNATIONAL

ABB
ASEA BROWN BOVERI

L'un des tout premiers groupes de promotion construction, poursuit une politique de développement et de diversification tant en France qu'à l'étranger et recherche pour renforcer sa direction financière :

RESPONSABLE COMPTABILITE GESTION

Rapportant directement au contrôleur financier, il a la responsabilité du contrôle comptable des quatre holdings du groupe. Au delà de la supervision comptable et déclarative, il contribue à l'élaboration et au suivi du budget. Il apporte son expertise en matière fiscale aux filiales et participe à la mise en place des financements. Ce poste

s'adresse à un diplômé d'école de gestion titulaire du DECS et disposant d'une expérience d'au moins cinq ans en cabinet d'expertise et/ou en entreprise importante dans une fonction finance gestion. Des compétences en fiscalité immobilière constitueraient un atout important. (Réf. A/S8469M)

AUDITEUR INTERNE

Au sein de la cellule audit, il est missionné dans les filiales régionales ainsi qu'à l'étranger et dans les sociétés de diversification. Au delà de l'audit purement comptable, il analyse les procédures et l'organisation des sociétés sur un plan opérationnel. Dans le cadre d'audit de programmes immobiliers, il intervient sur l'ensemble du

déroulement de l'opération avec la collaboration des responsables techniques et qualité. Ce poste s'adresse à un candidat titulaire du DECS et possédant une première expérience en cabinet d'expertise ou dans un service d'audit interne. Basé à Paris, ce poste suppose des déplacements assez fréquents. (Réf. A/S8470M)

Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence du poste choisi - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

Valeo

Electronique

Pour un site à taille humaine, sur un marché en exceptionnelle croissance, nous créons un poste de

CONTROLEUR DE GESTION Basé à Hirson 02

A 30 ans environ, de formation supérieure (Gestion, école de commerce, Sup de Co...), fort de votre première expérience de contrôle de gestion usine, vous recherchez un challenge où initiative et autonomie seront très présentes dans le contexte d'une équipe très soudée.

Hormis les tâches classiques du contrôle de gestion et de reporting, votre rôle, très actif et concret, sera : • de participer à la mise en œuvre de nouveaux outils informatiques • d'établir une communication permanente avec tous les services de l'usine et, également, les bureaux d'études • de gérer efficacement et suivre quotidiennement les projets d'investissement. Vous êtes directement rattaché au Directeur du site et reportez au contrôleur financier de la Division. La rémunération et la carrière sont, ici, de réelles motivations pour un candidat de valeur. Formation assurée. Anglais courant très apprécié.

Envoyez votre CV avec photo et rémunération actuelle s/réf. 61.2855 LM à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 PARIS.

Valeo L'Equipement Automobile

Une carrière financière à vocation internationale

ANALYSTES FINANCIERS

Jeune société d'études et d'analyses financières, rattachée à un grand groupe international, nous connaissons un développement important lié en partie aux nombreux projets d'investissements des différentes sociétés du Groupe. Diplômé d'Ecoles de Commerce et de Gestion (HEC, MBA ou équivalent), vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans de l'audit interne et de l'analyse financière. Etudes financières, contrôle de gestion, audit interne du Groupe... vos missions

seront riches et diversifiées dans un contexte réellement évolutif. Basé à Paris-La Défense, vous vous déplacerez fréquemment dans l'ensemble des Sociétés du Groupe, en France et à l'étranger. Une parfaite maîtrise de l'anglais est nécessaire. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M 30 en précisant la rémunération souhaitée à H.G. Services, Tour Anjou, 33 quai de Dion Bouton, 92814 Puteaux.

H. G. Services

Votre objectif : une gestion qui optimise
l'action commerciale

CONTROLEUR DE GESTION

La Division Grand Public de Sony (180 personnes, 2 milliards de F de CA) est en forte expansion. Rattaché à la Direction de la Division, vous êtes responsable de l'ensemble des aspects financiers et des procédures nécessaires à la réalisation des actions commerciales de cette entité. En liaison étroite avec les Responsables des services et la Direction Financière, vous établirez et suivrez les budgets prévisionnels. Vous développerez et mettrez en œuvre les tableaux de bord, les systèmes de simulation budgétaires et outils d'informations statistiques. Par ailleurs, vous saurez améliorer et optimiser les procédures de gestion commerciale et les outils d'analyse de l'activité afin d'apporter des informations claires, des conseils et des recommandations aux différents responsables. HEC, ESSEC, ESCP, à 30 ans environ, vous avez une expérience confirmée en gestion ou finance dans un domaine proche d'une activité commerciale. Homme de gestion rigoureux et précis, vous avez l'esprit des affaires, une grande aptitude à la communication et au travail en équipe pour dialoguer avec vos interlocuteurs internes. La maîtrise de l'anglais est un atout supplémentaire. Merci d'adresser votre candidature (CV + photo + prétentions) sous réf. CG/24 à Eric Bastard, Sony France, 19/21, rue Madame de Sansillon, 92110 Clichy.

SONY

CABINET EXPERTISE COMPTABLE
ET COMMISSARIAT AUX COMPTES
Pour renforcer ses structures et favoriser son expansion
recherche

5 COLLABORATEURS DE CABINET
TOUS NIVEAUX (H/F)

Adresser CV et prétentions à
Cabinet FAVERIS DELOFFRE 31, rue Poussin 75116 PARIS

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF
ET
FINANCIER

LANDANGER



CHAUMONT (52)

LANDANGER (270 personnes, 200 MF de CA, 6 filiales en France et à l'étranger), fabrique, commerciale et exporte dans la plupart des pays, du matériel orthopédique et des instruments chirurgicaux.

Puissante notoriété dans le monde médical, fortement investie dans le développement de produits high-tech, en étroite collaboration avec la technologie avancée, le génie humain et la main de l'homme.

Près de la Direction Générale, vous êtes un acteur-clé de la maîtrise du développement du Groupe et de la définition de sa politique et stratégie financières et administratives. Vous êtes responsable et animateur des fonctions : compte généraliste, finance (gestion trésorerie, crédit management), contrôle de gestion industriel et commercial, informatique, achats, services généraux, magasin et secrétariat. Vous analysez et justifiez la faisabilité financière de tout projet de développement et apportez aux différents responsables de centres de profit et de services, une aide et un soutien permanents dans l'élaboration et le suivi de leur budget d'exploitation et d'investissement.

Agé de 35 ans environ, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ESCOE, DECS complet ou expertise comptable), maîtrisant l'anglais, vous avez une expérience de 5 ans mini de responsable comptable ou financier ou de contrôle de gestion, acquise dans une entreprise industrielle à vocation internationale et utilisant des principes de gestion financière moderne et informatisée.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 2790/LAM à notre conseil : 17 rue Courmouss - 51100 REIMS

MIREND CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON

Groupe Limagrain

4ème Groupe Mondial dans le secteur stratégique des semences 2 milliards de F de CA - 2300 personnes dans 16 pays, recherche pour intégrer l'équipe d'audit de sa Société holding basée à Clermont-Ferrand un

Auditeur Interne
Fiscaliste

Ce cadre de haut niveau doit :

- être âgé de 30 ans environ et avoir un fort potentiel
- justifier d'une expérience de 4 ou 5 ans en cabinet spécialisé dans des missions de conseil, d'assistance et d'audit
- avoir une formation supérieure (type Grande Ecole de Gestion) ; le DECS et une bonne pratique de la fiscalité constitueraient un plus
- maîtriser parfaitement l'anglais.

Il sera chargé :

- d'assurer plus spécialement l'audit et l'optimisation fiscale du Groupe
- d'assurer d'autres missions d'audit financier et de procédures.

Ce poste, très évolutif, laisse entrevoir d'intéressantes perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

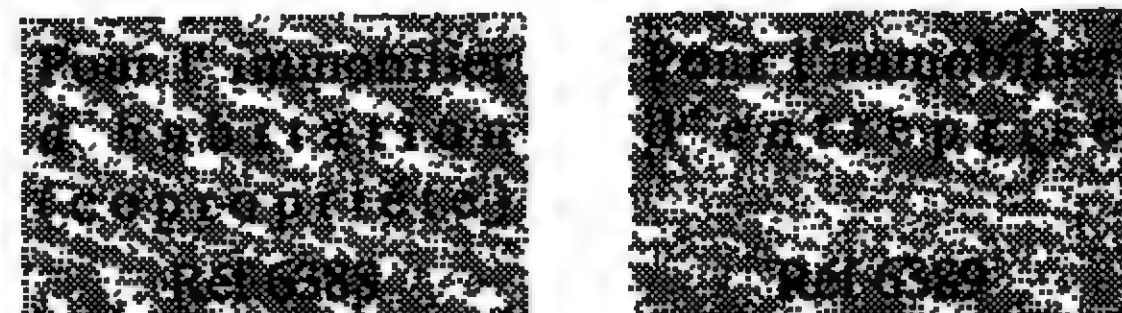
Les dossiers de candidature sont à adresser sous réf. 446 à Groupe Limagrain - Service Recrutement - 1, rue Edouard Colonne - 75001 PARIS.

Société de gestion immobilière
Gestionnaire de biens immobiliers

IMPLANTE SUR TOUTE LA FRANCE, NOUS RENFORÇONS NOS STRUCTURES ET RECRUTONS DES

GESTIONNAIRES

250 KF +



POSTES BASES A PARIS 17

A 30 ans minimum, vous avez à votre actif une formation universitaire (licence en droit ou école de commerce ou très bonne formation technique) concrétisée par une expérience réussie de 3 à 5 ans dans notre domaine que vous maîtrisez parfaitement.

Responsable d'un patrimoine réparti sur le territoire français, vous assurerez une gestion optimale et aurez également un rôle de conseil auprès des investisseurs.

Vos qualités commerciales et relationnelles, ainsi que votre grande disponibilité seront des atouts pour réussir.

Envoyer CV + photo + lettre manuscrite en précisant la référence du poste à L.T.A., 31 Bd Bonne-Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02

chef de mission
confirméen cabinet d'expertise
comptable ou d'audit

Venez rejoindre la direction de l'audit d'un Groupe industriel français de renommée mondiale (CA : 5 MdF)

A partir de notre siège parisien et au sein d'une petite équipe spécialisée, vous menez des missions d'audit comptable, financier et opérationnel en France et à l'étranger (vous maîtrisez l'anglais). Exercer rapidement des responsabilités directes est votre ambition. Nous saurons être à la hauteur.

Ecrivez à Mme M.C. TESSIER, (réf. 5501 LM) à "Carrières Gestion/Finances".



ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE ROYALE - 75008 PARIS

LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

MEMBRE DE SYNTec

Jeunes Banquiers
votre talent commercial
est notre première exigence

Nous sommes une banque anglo-saxonne présente dans 40 pays et notamment la France et ses régions les plus ouvertes sur l'Europe : à LILLE, nous participons au dynamisme du bassin économique local, en accompagnant les entreprises dans leur développement. Pour compléter notre équipe et adapter ainsi nos moyens à nos ambitions de croissance, nous souhaitons intégrer :

DEUX EXPLORANTS ENTREPRISES, professionnels du service classique à l'entreprise, mais également capables de mettre en œuvre notre politique d'assistance aux importateurs ou exportateurs. La qualité reconnue de nos services techniques leur permettra de se consacrer au développement commercial en s'appuyant sur les départements spécialisés du siège (Banque d'Affaires, Trésorerie, Cabinet de courtage assurances, etc.).

Nous avons demandé à nos consultants de rencontrer les jeunes professionnels (20/35 ans) les plus entreprenants de notre métier. Capables de travailler en anglais, ils devront conjuguer l'approche anglo-saxonne du service et les habitudes locales. Leur potentiel pour progresser rapidement vers des fonctions de management sera un critère décisif de sélection.

Envoyez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous référence 0510 à Groupe EQUATION 19, rue du Commandant Fauriol - 95005 LYON. Un dossier d'information sera envoyé à tout candidat présélectionné.

Groupe
Equation

Importante société de formation et de conseil

recherche

pour son département bancaire

FORMATEUR/CONSULTANT
EN MARKETING BANCAIRE

Politiques et stratégies de développement. Planification et organisation, marketing. Elaboration de plans d'action commerciale.

INTERVENTIONS PARIS ET PROVINCE

Activités variées, autonomes et responsables.

CONDITIONS STRICTES :

- 30 ans minimum.
- École supérieure de commerce ou équivalent + I.T.B. ou C.E.S.B.
- Expérience indispensable du marketing bancaire et de l'animation de groupe.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

LE GROUPE PELÈGE

(3 500 personnes, CA 89 : 7,4 milliards de francs) recherche pour sa filiale de promotion immobilière SMCI, un

RÉVISEUR COMPTABLE

- Expérience minimum exigée de 2 ans en cabinet d'expertise comptable et/ou en société à vocation immobilière.
- La préférence sera donnée à un candidat ayant des compétences en audit (révision des comptes des agences régionales) ainsi qu'en suivi de comptabilité (participation à l'établissement des bilans de fin d'année).

Adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions à :

M. René Sig, SMCI-GROUPE PELÈGE, 20-22, rue de Clichy, 75009 Paris.

Un futur associé pour
des fusions-acquisitions.

Notre structure bancaire connaît bien le tissu des petites et moyennes entreprises. Nous avons su nous rapprocher d'elles, les soutenir dans leur développement et les conseiller lorsqu'elles souhaitent acquérir, fusionner, restructurer leur capital.

Nous étions cette activité de haut de bilan. Pour ce faire, nous souhaitons nous adjoindre un homme complet, capable de conquérir et d'entretenir une clientèle mais aussi d'imaginer et de mettre en place les instruments financiers adaptés.

De formation supérieure, doté de solides compétences juridiques et fiscales, vous pouvez mener une opération complexe en toute autonomie. Votre expérience de 8 à 10 années des montages financiers, des rapprochements d'entreprises, acquise dans une banque ou au sein d'un cabinet et bien sûr votre compétence nous permettront très vite de vous associer. Merci d'adresser rapidement votre dossier à notre conseil, Philippe Vuittey, associé du Cabinet Sirca - 64, rue La Boétie - 75008 Paris, sous référence 084 830 LM, qui l'étudiera en toute confidentialité.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

ETABLISSEMENT
FINANCIER DE TOUT
PREMIER PLANrecherche pour sa
DIRECTION DES
MARCHES

ABJON

AM

RESPONSABLE

MARCHÉ PRIMAIRE ACTION

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

CONTESS

L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES
D'ASSURANCE-VIE RECHERCHEJEUNE
CADRE COMPTABLE

Au sein du service de la comptabilité centrale, il devra : superviser le fonctionnement des comptes et participer aux opérations de l'arrêté annuel et de la consolidation des comptes de filiales.

Il sera particulièrement chargé :

- de la définition de procédures comptables
- de la coordination des opérations d'inventaire, en liaison avec les différents centres comptables
- d'élaborer des états financiers.

Pour ce poste, situé dans un fort environnement informatique, nous souhaitons rencontrer un candidat titulaire du DECS justifiant d'une première expérience professionnelle. Une connaissance de la comptabilité des entreprises d'assurance serait un atout.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Env. C.V., photo et prétentions sous n° 8812 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Service Etranger
Marseille

Nous sommes une Banque Privée implantée sur les principales places financières françaises. Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre siège basé à Marseille

ADJOINT AU RESPONSABLE

Service Etranger - Classe V - Réf. : CB 44

A 30-35 ans, de formation supérieure, vous justifiez de 5 à 7 ans d'expérience au sein du service étranger. Votre connaissance approfondie de toutes les opérations qui y sont traitées vous permettra en outre de mettre en place et d'affiner nos procédures d'organisation. Adaptabilité, sens des responsabilités et aptitude au management d'équipe sont les qualités requises pour réussir dans la fonction. Anglais fortement souhaité.

RESPONSABLE BACK-OFFICE

Trésorerie/Devises - Classe III-IV - Réf. : CB 54

De formation comptable, vous avez trois ans d'expérience minimum à ce poste. Nous vous confierons le suivi journalier des flux de Trésorerie/Devises et la détermination de la Trésorerie/Devises. Le suivi des comptes des correspondants étrangers et leur comptabilisation, ainsi que les opérations de change à terme, d'avances en devises et de placements en devises. Votre ouverture d'esprit et votre expérience vous permettront également de mettre en place les schémas comptables pour les nouvelles opérations que nous aurons à traiter.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre man., CV, photo) en précisant la référence choisie à notre Conseil Patricia PERONA - 10, rue Notre Dame de la Paix - 13007 Marseille qui nous permettra d'établir notre premier contact en toute confidentialité.

patricia perona

conseil en recrutement

مكتبة في الجزائر

FORMATION PROFESSIONNELLE

CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI
OU EN CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE
vous propose un stage de formation
de 7 mois 1/2 rémunérés

**"MANAGEMENT ET DEVELOPPEMENT
DES RESSOURCES HUMAINES"**

PARTICIPANTS:
Etudes supérieures (Bac + 4) et/ou Expérience professionnelle niveau cadre.

DEBUT DES STAGES: 27 novembre 1989

FRAIS DE FORMATION: à la charge des stagiaires.

RECRUTEMENT IMMEDIAT
Merci de nous appeler au 47 57 31 41 - Postes 145 et 147

REDACTEUR-REVISEUR

3 mois de formation à partir du 2 janvier au métier de rédacteur-réviseur
(correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection le
13 novembre. Niveau bac + 3.

JOURNALISME
presse et communication

3 mois de formation à partir du 2 janvier au métier de journaliste de base du
journalisme + entreprise. Sélection le 13 novembre.

Réunion d'information vendredi 10 novembre à 17 h.
CFD 231, rue de Belleville 75019 Paris. 42 41 58 59

Vous avez une expérience professionnelle conséquente en gestion
(commerciale, financière, production, etc.), et vous souhaitez acquérir

**UNE FORMATION COMPLÉMENTAIRE
EN INFORMATIQUE**

Stage « Méthodes et Analyse d'Informatisation », du 13/11/1989
au 14/3/1990 au CEST de Gentilly (94).
Possibilité de prise en charge par l'Etat pour les cadres demandeurs
d'emploi.

Renseignements au CEST.
M^{me} Rinaldi. 46-84-35-51 ou 46-84-49-45. Conseils, inscriptions,
sélection par l'ANPE ou l'AFPC.

LE CEST-NORMANDIE

proposé

**UNE SPÉCIALISATION
EN MANAGEMENT INDUSTRIEL**

(en cours d'homologation MASTERE auprès de la conférence des
Grandes Ecoles).

Vous êtes demandeur d'emploi ou salarié d'entreprise et possédez un
diplôme d'ingénieur ou équivalent.

Vous voulez avoir une compétence reconnue dans les domaines de
l'organisation et de la gestion industrielle.

Ce stage rémunéré démarre le 18 décembre prochain. Des réunions
d'information auront lieu les 10 et 24 novembre et 8 décembre, à
partir de 14 heures.

Vous pouvez aussi nous contacter au :

CEST-NORMANDIE
Pôle Management Industriel
247-251, route de Darnétal, 78000 Rouen. Tél. : 35-89-71-88
(M. Charrier ou M^{me} Cadet.)

LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE INTERDEPARTEMENTALE
VAL D'OISE-YVELINES

ouvre deux sessions de formations en

**CREATION D'ENTREPRISE/
REPRISE D'ENTREPRISE**

Public : chef d'entreprise ou aspirant chef d'entreprise et personnes
associées, salariés de PME/PMI.

Le stage est financé par le Conseil Régional d'Ile de France.

**STAGE CREATION
D'ENTREPRISE**

du 13/11/89 au 09/02/90

du 13/11/89 au 29/03/90

**STAGE REPRISE
D'ENTREPRISE**

du 13/11/89 au 29/03/90

18, rue de la République 93000 Villetaneuse - Tél. 39-55-00-88.
Adresse : C. de la République ou Centre commercial.

Programme souscrit par le Conseil Régional d'Ile de France.

L'un des leaders régionaux du
conseil requiert pour ville à
dimension humaine (A81 91)

JEUNE PSYCHOLOGUE

**POUR POSTE CHARGÉ
DE RECRUTEMENT**

Le candidat devra participer à des
séances de conseil développement
par le cabinet, ambiance de
travail dynamique et agré-
able. Travail d'écriture
à l'ordinateur.

Mouton Conseil,
chambre de la République,
Puygiron, 91900 Ailly.

Mairie de Saint-Denis
Seine-Saint-Denis
(92 000 habitants)

1 RESPONSABLE
économique au sein
de la direction jeunesse,
niveau attaché (expérience
dans l'animation) ou éduca-
teur spécialisé plusieurs
années d'expérience en-
semble d'une équipe d'éduca-
teurs (expérience en milieu
urbain).

Adresser CV et candidatures
à M. le Directeur-général,
2, place Victor-Hugo,
93200 Saint-Denis.

GROUPE DE PRESSE
Directeur général
recherche

ASSISTANTE

- Suivi des opérations pro-
motionnelles (mailings,
abonnements, publicités).
- Relations réseau vente
au numéro.
- Organisation forums,
conférences, manifestations.

Envoyer CV, photo et pré-
sentation sous n° 8607
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

**IMPORTANT BUREAU
D'ETUDES ECONOMIQUES**
recherche

**INGÉNIEUR
ÉCONOMISTE**
30-35 ANS ENVIRON

Format : Gdes écoles
correspondance informatique
et anglaise.

Env. C.V. sous n° 8608
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

**ENTREPRISE
DE PRESSE**
Centre de Paris
recrute

JOURNALISTE

Excellente formation écono-
mique pour information
macro-économique. Bonnes
connaissances activités
industrielles et questions
sociales et/ou problèmes
monétaires et financiers
spécifiques.

Disponibilité immédiate.

Adresser CV + photo
sous n° 8610
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

**ENTREPRISE
DE PRESSE**
Centre de Paris
recrute

JOURNALISTE

pour informations sur les
sociétés, excellente for-
mation économique, spécia-
lisation en micro-économie et en
droit des affaires.

Adresser CV + photo
sous n° 8610
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

**LE SYNDICAT
D'INFORMATION
NOUVELLE**
DE CERGY-PONTOISE

recherche

**DIRECTEUR(TRICE)
DE LA MISSION
LOCALE DE
L'AGGLOMÉRATION**

- BAC + 4 et/ou expé-
rience professionnelle
5/10 ans.
- Connaissance et pratique
des méthodes d'analyse
et de gestion.
- Pratique des rela-
tions interpersonnelles et de
l'animation d'équipes.

Candidatures + CV à :
M. le Président du SAN,
Parc de la production,
BP 309
95000 Cergy-Pontoise.

**GROUPE
SPECIALISÉ
D'ENTREPRISE**
Architecture,
Architecte d'intérieur
Design graphique
recherche

ARCHITECTE
ARCHITECTE D'INTERIEUR
CHEFS DE PROJETS

URGENT : 48-76-19-10.
Contacter Dominique.

Le Monde CADRES

Juriste en Droit des Sociétés et Fiscalité

DESS + 2/4 ans d'expérience Cabinet audit

C'est au sein du secrétariat général de notre holding
(Groupe Industriel français - environ 100 sociétés)
que vous participerez à l'élaboration de notre straté-
gie juridique et fiscale internationale.

Vous maîtrisez le Droit des Sociétés au niveau hol-
ding pour suivre la vie juridique de nos filiales et
possédez de bonnes connaissances fiscales et com-
ptables pour élaborer, en liaison avec le Contrôle de
Gestion, la consolidation de nos résultats.

Le poste s'adresse à un candidat de haut niveau
(H ou F), capable d'associer à sa rigueur adminis-
trative une vision globale du monde des affaires.

Envoyez votre dossier de candidature (C.V. + lettre
manuscrite + photo + prétentions de salaire)
sous réf. 10.22 aux Consultants de A.I.R.,
93 rue du Fbg Saint-Honoré,
75008 Paris.



ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

ÉTUDIANTS OU EX.

1) pour brèves et enquêtes.
2) pour le service public.
3) pour le service juridique.
Heures ou jours rémunérés.

Env. CV : FRANSYMA,
18, bd St-Denis, 75010 Paris.

**MAIRE DE
JUVISY-S/ORGE (91)**
recherche

**ADJOINT
CHEF DE SECTEUR
ENFANCE**

Gestionnaire-éducateur.
Adresser CV détaillé, lettre
manuscrite et prétentions
sous réf. 485 à P. Com-
mants 701, rue de Tolbiac,
75013 Paris.

Suite d'élèves recrute
holding groupe de sé-
rvice, CA 200 MF, Paris

**JURISTE
D'ENTREPRISE**

30/35 ans, formation juridis-
que supérieure + 3 ans
d'expérience, fonction
analogue.

Adresser lettre manuscrite,
CV, références et n° de st.
sous réf. 76783 à Projeta,
12, rue des Pyramides,
75001 Paris qui transmet.

GROUPE FINANCIER
à vocation immobilière rech.
pr agr. juridique

**REDACTEUR
JURIDIQUE**

C'est un spécialiste du droit
des sociétés ayant déjà acqui-
s une large expérience (5 ans
minimum) du suivi de la vie
sociale, de formes juridiques
variées :
SARL-SAS-SARL-SAS, etc.

Env. lettre manuscrite, CV
et photo à MURATET
n° 868, 15, rue Talbour,
75008 Paris, qui transmet.

BUREAU D'ETUDES
recherche

**CHARGÉ(E)
D'ETUDES
TRANSPORT**

même débutant(e)

Salaires annuels
100 à 160 MF à débiter.
Petite structure pour
poste à Toulouse.
Formation Sciences Eco.
et gestion souhaitées.

Entre Société ITER,
10, rue Amélie,
31000 TOULOUSE
(Lettre manuscrite + C.V.)
avant le 20 octobre 1989.

ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS
recherche collaborateurs (fem) pour
poste à domicile (soirée) par
soir, n° 47-64-46-47

**LA VILLE DE
COMMERCE (Mons)**

RECHERCHE UN
ANIMATEUR
ÉCONOMIQUE

(H ou F.)
contratuel (un an renouvel-
lable), disponible immédiate-
ment. Montage des
relations industrielles et com-
merciales avec les services
publics; suivi de l'activité écono-
mique du secteur et recherche
d'implantation.

PROFIL : titulaire d'un
diplôme de l'enseignement
supérieur donnant vocation
à l'emploi.

« Dynamique, disponible,
passionné du rôle des relations
humaines et de la vie de l'ad-
ministration permettant de réu-
siter dans ces fonctions.

Lettre de motivation
et C.V. sous le
n° 8610

MAIRIE DE COMMERCE
à M. le Maire, S.P. 81,
55205 COMMERCE Cedex.

Groupe en forte expansion, coté au second
marché, recherche pour Filiale Equipement
de la Maison, région AIX EN PROVENCE

RESPONSABLE ACHATS

30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, possédant
une expérience semblable en grande distribution.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo sous référence
1754 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecoq -
75015 PARIS qui transmettra.

URGENT
Magazine économique
cherche

**SECRÉTAIRE
DE RÉDACTION**

jeune et polyvalente ayant un
bon sens de l'organisation.

Env. CV et prétentions à
SOCIÉTÉ EPI,
18-24, rue Tolbiac,
à l'attention de
Véronique Fève.

UNICEF

Contrat français, renforce
son équipe d'information en
recrutant un ou une

JOURNALISTE

appelée à être responsable
des relations avec la presse.
Vous avez 30 ans environ,
vous justifiez de plus de
7 ans d'expérience, et êtes
attachés par les problèmes de
développement.

Vous connaissez les institu-
tions internationales et avez
des connaissances approfondies
de l'anglais.

Env. CV et lettre manuscrite à :
Comité français
pour l'UNICEF,
38, rue Frédéric-David,
75016 Paris.

BANQUE PRIVÉE

**EXPLOITANT
CONFIRMÉ
CLASSE V**

Études supérieures, 5 ans
d'exp. banc. Cde. de secré-
taire. Polyvalence, anglais
(anglais/espagnol), rému-
nération élevée. Paris ou sud
de France.

Entre sous le n° 8615
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

**ASSISTANTE
DE DIRECTION**

Très haut niveau. Présenta-
tion et références excel-
lentes. Polyvalence, anglais
(anglais/espagnol), rému-
nération élevée. Paris ou sud
de France.

Entre sous le n° 8615
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

**SOCIÉTÉ CHIMIQUE
INTERNATIONALE**
recherche

**DIPLOMÉ ÉCOLE
DE COMMERCE**
OPTION COMPTA.
OU FINANCE

Début. 1 à 2 ans exp. Ma-
nifestation de la fonction,
connaissance parfaite de l'indus-
rie, sol. technique ou relation de
recrutement en statut indépen-
dant. R. Rigot, Jeanne, Sé-
bastien, 28120 Mors-Croix
ou tél. : (01) 37-24-31-54.

**DEMANDES
D'EMPLOIS**

**RESSOURCES
HUMAINES**

Professionnels de la fonc-
tion personnelle, 40 ans,
anglais/espagnol, gestion,
administration, organisation,
informatique, audit, social,
formation, recrutement, ges-
tion de carrière, relations
haut niveau.

recherche poste lui permet-
tant de pratiquer et de déve-
lopper tous les aspects de la
fonction dans une unité à
dimension humaine.

Entre sous le n° 8614
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

**DEMANDEUR (F) d'une sé-
rie de services, filiale
groupe américain.**

Allemand, français,
anglais courant,
négoce haut niveau,
personnalité à fort accen-
t, caractère volontaire,
et charisme.

responsabilité opérationnelle
pour gérer et développer
jeune société ou filiale.
Société récente
dans création,
développement et
grande disponibilité
pour voyages
même longue durée.

Entre sous le n° 8622
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

Commercial, édition, 32 ans,
ch. poste, recherche avant Paris.
42-55-74-27, après 19 h.

**ASSISTANTE
DE DIRECTION**

Très haut niveau. Présenta-
tion et références excel-
lentes. Polyvalence, anglais
(anglais/espagnol), rému-
nération élevée. Paris ou sud
de France.

Entre sous le n° 8615
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

OSNY (95)

Ville de standing 100 m²
Entree, salon, séjour 70 m²
Cuis. équipée, terrasse,
4 chambres dont une avec sa-
lons, 2 salles de bains
Sous-sol total. Garage 4 vo-
itures, buanderie, cave
Alarms haut de gamme
Terrain arboré

Entre sous le n° 8615
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

PAVILLON

GAMBAY 75
Vds PAVILLON. 4 chbres.
1 étage double 45 m², che-
minée, cuisine équipée,
sout-sol complet, 2 salles
de bains, dressing, 710 m²
de terrain clos paysagé
et arboré.
Prix : 1 400 000 F
Tél. : 38-58-47-10

IMMOBILIÈRES

FONCIÈRE BORESSAY

ACHÈTE COMPTANT
MMA PARIS INTRA-MARKET
INTERMÉDIAIRE BREVETÉ
3, r. du Vieux-Colombier, 6-
48-34-83-83 FAX 47-45-06.

**Le Monde
L'IMMOBILIER**

**appartements
ventes**

15^e arrdt

LOURMEL
dans bel immeuble récent,
tout confort, 3 pces prin-
cipales, balcon, 5 étages, cuisine,
Tél. : 45-55-07-00 noct. et
soir

**94
Val-de-Marne**

ST-MAURICE
Particulier vendit appor-
tant grand standing, sur Mém.
situé sur 15, face moulin
classé, 67 m², balcon
+ parc, 18 000 F le m².
45-75-45-76, bureau.

42-55-07-00, noct. et
soir

Part. Vd. Saint-Maur, RER la
Pau, 80 m², 3 pces, cuis., 3
ch + balcon, 1^{er} étage, sol.
craie, cuisine équipée, 4 pces.
Tél. : (01) 37-42-01-51.

**appartements
achats**

Recherche 1 à 3 pièces
PARIS, préférence RIVE GAU-
CHE, avec ou sans travaux.
P.A.E. COMPT. chez nous.
40-73-48-07 même le soir.

villas

A vendre VILLA de caract.,
près de Dreux (8 km), 240 m²
hab. + s/sol, TERRAIN
2 000 m² clôturé, arboré,
2 entrées, 5 ch. 2 s. de bns,
2 w.c., chem. circ. forêt.
Prix : 750 000 F. à déb.
Tél. : (01) 37-42-01-51.

OSNY (95)

Ville de standing 100 m²
Entree, salon, séjour 70 m²
Cuis. équipée, terrasse,
4 chambres dont une avec sa-
lons, 2 salles de bains
Sous-sol total. Garage 4 vo-
itures, buanderie, cave
Alarms haut de gamme
Terrain arboré

Entre sous le n° 8615
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montreuil,
75007 Paris.

PAVILLON

GAMBAY 75
Vds PAVILLON. 4 chbres.
1 étage double 45 m², che-
minée, cuisine équipée,
sout-sol complet, 2 salles
de bains, dressing, 710 m²
de terrain clos paysagé
et arboré.
Prix : 1 400 000 F
Tél. : 38-58-47-10

IMMOBILIÈRES

FONCIÈRE BORESSAY

ACHÈTE COMPTANT
MMA PARIS INTRA-MARKET
INTERMÉDIAIRE BREVETÉ
3, r. du Vieux-Colombier, 6-
48-34-83-83 FAX 47-45-06.

**locaux
commerciaux**

Achats

LEVALLOIS CENTRE

115 m² + cave
122 m² + 2 caves
1 part. fermé par porte.
M. Roland, 42-55-43-07.

**fonds
de commerce**

Commerce à vendre, près
Deauville/Honfleur, sur
place de Régille, fonds
+ mat., possib. tous com-
merces, actuellement anti-
quité + logement 4 pces.
Tél. : (01) 42-90-27-77.</

AFFAIRES

Marseille - Château-Gombert face à Aix-l'Arbois

Guerre des technopoles dans le Sud-Est

A propos des pôles technologiques de Château-Gombert et de l'Arbois, les élus parlent de complémentarité mais toute ressemblance entre les deux ne serait pas forcément fortuite. Le partage des activités et de la taxe professionnelle risque d'être ardu au sein du futur syndicat communal.

Le pôle technologique marseillais de Château-Gombert, qui s'étend sur 130 hectares, démarre en cet automne avec la rentrée des élèves-ingénieurs à l'Institut méditerranéen de technologie. Avec aussi l'implantation d'entreprises comme Gestetner, Gimec, Cybernetix, filiale de la Comex, spécialisée dans la robotique des milieux difficiles et des semi-conducteurs. Surtout, enfin, avec l'annonce de la signature de Locstar, la société de radiologie par satellite de Frédéric Aillet, le PDG d'Arianespace, par ailleurs président du conseil de surveillance de l'IDMT. « La plus belle affaire des dix années à venir », jugent les investisseurs.

A un quart d'heure de route, la ville d'Aix-en-Provence va développer une technopole dans les premiers implantations sont prévues pour le deuxième trimestre 1991 sur une première tranche de 900 hectares. A terme, le plateau de l'Arbois, au cœur d'un triangle Marseille-Vitrolles-Aix, représenterait une zone d'activité de 3 000 hectares. Au cœur, un ancien sanatorium en parfait état, racheté par le conseil général des Bouches-du-Rhône, va permettre d'installer rapidement sur ses 50 000 m² de

planchers une pépinière d'entreprises et des services communs.

Alors, guerre des pôles ou hydre à deux têtes ? Le maire de Marseille, Robert Vigouroux, a annoncé lors de la présentation de ses « cinquante projets pour la ville » son intention de s'associer avec le maire d'Aix, Jean-François Picheral, sur le projet de l'Arbois et d'ouvrir un « guichet unique » pour l'accueil des entreprises. Anticipe-t-il sur une situation économique et urbaine qui risque d'être défavorable à Marseille à moyen terme ? Ou s'agit-il simplement de l'ébauche d'un syndicat communal constitué par deux villes qui se tournaient jusque-là résolument le dos ?

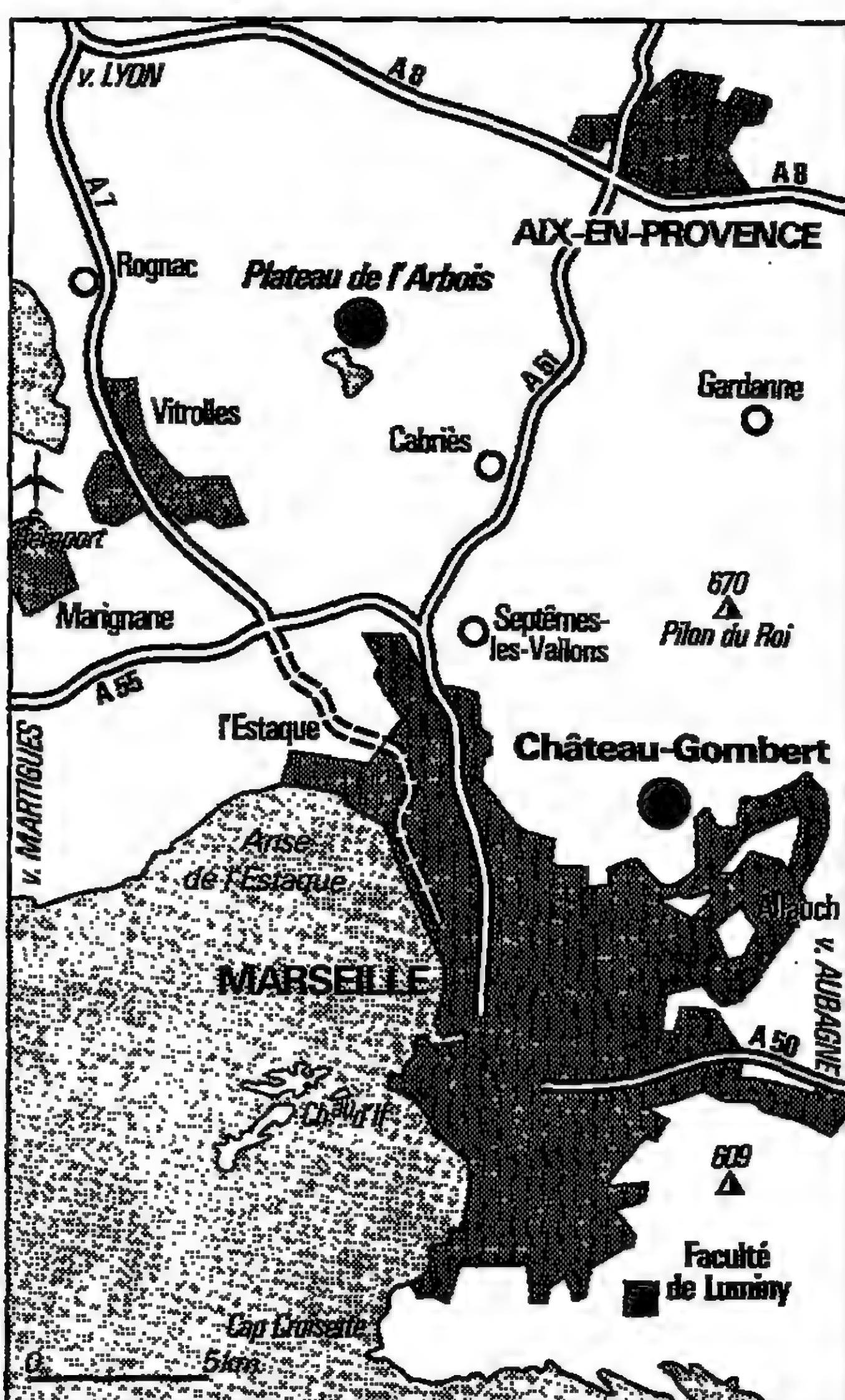
Le maraîcher et le betteravier

« Comparer Château-Gombert et l'Arbois, c'est mettre sur un même plan un maraîcher et un betteravier » : cette réflexion d'un technicien du syndicat mixte d'équipements de Marseille (1) résume assez bien la situation des technopoles d'Aix et de Marseille. Le développement et le partage de la « high-tech » est une affaire de culture. De culture économique car, si Aix possède aujourd'hui un « terroir » technologique avec des entreprises comme ES2, Bertin, Seso, Techniphon, Nanomask ou l'Institut de formation Systémia, Marseille va devoir créer le sien, dans sa banlieue paysanne, pour séduire les investisseurs : le « biopôle » de Luminy, au sud de la ville, la Comex et ses filiales ayant joué le rôle de défricheurs de luxe.

De culture au sens propre du mot ensuite. Les techniciens affirment qu'on plantera peut-être de la haute technologie de la même façon à Château-Gombert et à l'Arbois mais pas sur les mêmes espaces ni avec les mêmes rendements.

Château-Gombert se définit comme un pôle urbain à haute densité axé sur la robotique, l'ingénierie et la productique. Sur les 180 hectares du site, situé à mi-chemin des autoroutes Nord et Est qui desservent Marseille et à 600 m du métro, 600 000 m² de planchers vont être construits, avec un réseau intégré de communication. L'Institut méditerranéen de technologie en occupe déjà 35 000. Cette structure de formation et de recherche associe les universités, des grandes écoles comme l'ESIM (2), le CEA, le CNRS, l'Institut international de robotique et d'intelligence artificielle de Marseille pour lequel Gaston Defferre s'était vigoureusement battu, et des institutions.

Cet « assemblage de compétences et de technologies » va mettre du temps à trouver son régime de croisière et à irriguer le tissu industriel. Autour de lui et de la Maison du développement industriel, les entreprises vont prendre place dans un nouveau quartier de



Marseille, un parc de 15 hectares comportant un théâtre de verdure en son sein. « Nous accueillons des activités à haute valeur ajoutée qui se nourrissent de l'alliance enseignement/recherche et ont besoin de la ville pour vivre et trouver leur clientèle, comment-t-on à la Direction du développement économique de la municipalité. L'Arbois est fait pour les sociétés qui peuvent vivre en autarcie ».

L'arc Barcelone-Milan

Certes, mais Aix-en-Provence ne compte pas laisser ses 900 hectares de l'Arbois en friches autour des usines. Pierre Horvitz, adjoint au maire délégué aux affaires économiques le confirme : « Notre technologie n'a pas de définition spécialisée et n'en aura pas. Cependant, il est sûr qu'il ne s'agit pas d'une super-zone industrielle. Elle comportera des zones de loisirs et d'habitation. En fait, c'est une véritable opération urbaine à caractère technopolistique ».

Toute ressemblance avec une situation existante serait bien entendue fortuite. A la mairie, on met aussi volontiers en avant le projet de la SNCF d'implanter sur le plateau de l'Arbois une gare TGV qui serait un véritable nœud de communications de l'Europe du Sud, sur l'arc « Barcelone-Milan ». Le député socialiste marseillais Philippe Sammarco est d'ailleurs monté au créneau à l'Assemblée pour exiger que « compte tenu des retombées économiques, Marseille conserve une gare TGV ». Robert Vigouroux a lui aussi donné la voix sur ce thème.

Les initiateurs de l'Arbois, en l'occurrence les fondateurs d'Aix-En-Provence, insistent aussi sur la proximité immédiate de l'aéroport. Marseille fait porter ses efforts sur la desserte de Château-Gombert avec 69 millions de francs affectés dans le cadre du X^e plan (1989-1993) au prolongement de la dixième rocade de la ville et d'une voie rapide venant du centre ville.

Chacun abat ses atouts pour attirer les investisseurs. Dans le même

temps, les deux villes travaillent sur la gestion commune des deux sites et un mode de répartition de la taxe professionnelle. Bref, les « jardiens des pôles » s'attaquent au remembrement.

Une tâche qui s'annonce ardue car, dans la deuxième phase de développement de l'Arbois, d'autres communes, propriétaires d'une partie du futur « triangle d'or », voudront, elles aussi, profiter de la manne. C'est là qu'apparaît le conseil général, dans le rôle du « grand collecteur ». Bref, détournement politique. Son président, Louis Philibert, conduisait aux dernières élections la liste PS face à Robert Vigouroux, à la tête d'une liste « majorité présidentielle ». Il a subi une cinglante défaite et le maire d'Aix, troisième sur la liste, est resté sur le carreau.

Depuis, chacun l'affirme, les blessures électorales se sont refermées. L'heure est au réalisme économique. Il n'empêche que si les rencontres Vigouroux-Picheral et Picheral-Philibert se multiplient sur le dossier, le dialogue Philibert-Vigouroux n'est pas ouvert.

Lucien Weygand, premier vice-président du conseil général, souhaite « rééquilibrer le rôle de Marseille qui ne comporte plus qu'un tiers du potentiel industriel du département ». Il propose justement une répartition de la taxe professionnelle collectée à l'Arbois par « tiers à la Pagnol » : « Un tiers aux communes propriétaires du plateau qui vont supporter un important effort d'investissement, un tiers à Marseille pour lui permettre d'assurer la formation aux nouvelles technologies et la promotion du pôle, et un tiers à négocier pour les petites communes périphériques qui vont devoir s'équiper pour accueillir un surplus de population ».

Un mauvais Astérix

Pierre Fiastre, adjoint délégué à l'économie de Robert Vigouroux, penche, lui, pour un « 50/50 entre Marseille et Aix qui créent de toutes pièces la technopole de Provence ». L'adjoint aux affaires économiques aixois estime que « le pourcentage d'Aix doit être supérieur à celui de Marseille », mais s'en remet à une régulation du conseil général.

Enfin, l'un des conseillers de Robert Vigouroux propose la taxe « forget me not ». Si une entreprise de Château-Gombert quitte Marseille pour l'Arbois, elle continue à verser à la cité phocéenne la même taxe que par le passé et Aix ne reçoit que le surplus généré par le développement de ses activités.

Dans cette discussion qui va donner ses lettres de noblesse à la profession de marchand de tapis, les élus multiplient cependant les déclarations d'intention favorables à l'union, avec quelques subtils nuances. Jean-Louis Geiger, le bras droit de Jean-Claude Gaudin,

chargé au conseil régional de la commission économie et emploi et de la « route des hautes technologies », estime que « Château-Gombert va bénéficier de l'oxygène de l'Arbois et de l'image attractive d'Aix ».

« Bien sûr, le conseil régional est favorable à un syndicat intercommunal », déclare Jean-Louis Geiger qui ajoute : avec l'Etat, nous investissons sur les deux sites. Je reprocherai simplement à la municipalité marseillaise de créer cette structure dans l'urgence, sans réflexion préalable sur la coordination des deux implantations. Les élus doivent établir des structures pérennes. La région arbitrerait les financements dans le cadre du plan ».

Albert Hini, premier adjoint au maire de Marseille, s'étonne qu'on évoque une éventuelle concurrence des pôles : « C'est un mauvais Astérix. Le conseil régional cherche la sixième à où nous sommes en train d'établir un modèle de coopération intercommunale. Il nous faut la réussir pour garder notre place dans le sud de l'Europe ».

Solidaires dans la reconversion

A la mairie d'Aix, Pierre Horvitz estime que « l'Arbois ne peut vampiriser Château-Gombert ».

« On ne peut envisager qu'Aix se développe au détriment de Marseille », reprend Pierre Horvitz. Nous avons besoin d'une agglomération forte pour vendre notre pôle. Pas d'une nouvelle Naples. Sur les deux sites, qui représentent tous deux un milliard de francs de participation publique, nos investissements seront croisés.

Lucien Weygand considère qu'il faut « être solidaires pour réussir une grande reconversion technologique ».

« Quelles que soient nos difficultés avec son maire, dit-il, nous travaillerons pour l'avvenir de Marseille. Si nous ne bâtissons pas un grand pôle d'équilibre, le département se transformera en gigantesque marina ».

Au-delà des deux analyses possibles sur la complémentarité ou la concurrence des pôles de l'Arbois et de Château-Gombert, se dessine en toile de fond le problème de la communauté urbaine marseillaise. Durant vingt ans, Gaston Defferre l'a refusée de crainte de ne pouvoir la maîtriser politiquement. L'urgence économique, née de la désindustrialisation de Marseille, contraint, aujourd'hui, Robert Vigouroux à faire du neuf avec cette vieille idée.

ALEXIS LAURENT (ZELIG)

(1) Formé par la ville de Marseille et la chambre de commerce et d'industrie de Marseille.

(2) Ecole supérieure d'ingénieurs de Marseille.

Un investissement de 2 milliards de francs

L'aéroport de Marseille-Provence prépare le doublement de sa capacité

Marseille de notre correspondant régional

L'aéroport de Marseille-Provence va s'engager dans un vaste programme de travaux consistant essentiellement à réaliser une aérogare de l'an 2000 pour répondre à l'évolution prévisible du trafic, qui pourrait atteindre 10 millions de passagers à la fin du siècle au lieu de 5 millions en 1989.

En raison de la saturation du satellite 5, construit en 1972 et réservé aux vols intérieurs, les deux tiers du trafic de l'aéroport de Marseille-Provence s'écoulent sur 25 % des surfaces. Il convenait donc, d'urgence, de remédier à ce problème et de faire face aux perspectives de développement du trafic en concevant un projet cohérent d'extension des installations. Ce projet sera réalisé en deux phases, la première correspondant à un trafic de 7,5 millions de passagers locaux, vers les années 1996-1997 si l'on retient une hypothèse de croissance de 7 %, la seconde de 10 millions de passagers à l'horizon 2000.

Dans un premier temps, les travaux concernent l'agrandissement

du satellite 5, la réalisation d'une zone d'embarquement pour les vols nationaux et de la CEE ainsi que la création d'un « cœur » commercial et de services qui sera, architecturalement, le signal de l'aéroport.

Ultérieurement, l'aérogare existante, conçue par Fernand Pouillon en 1962, sera restructurée et dotée d'une nouvelle zone d'embarquement pour les vols internationaux. Pour traiter, enfin, 10 millions de passagers, il sera nécessaire de prolonger encore les zones d'embarquement des vols nationaux et internationaux et d'agrandir le « cœur » de l'aérogare. Au terme de la première phase les surfaces de l'aéroport auront presque doublé (89 000 m² au lieu de 48 000 m² actuellement) et près de 2 000 m² auront été reconstruits.

Le projet a été conçu par un architecte de renommée internationale, M. Richard Rogers — auquel on doit, notamment, le centre Beaubourg — en collaboration avec des architectes marseillais. Il a notamment imaginé, pour couvrir le « cœur » de l'aérogare, un toit formé d'une quinzaine de paraisols de 800 m² chacun portés par des piliers de 44 mètres de hauteur. L'une des principales innovations

des futures installations est la construction d'un « tube » en fronton de l'aérogare, côté pistes, permettant la stricte séparation des flux d'arrivées et de départs. Comme toutes les grandes aérogares, celle de Marseille-Provence disposera par ailleurs de salles d'embarquement communicant toutes entre elles, et 95 % des postes d'avions seront au contact. La CCI de Marseille financera, à elle seule, 70 % des investissements nouveaux dont la majeure partie sur emprunt, les 30 % restants étant apportés, sous forme de subventions, par l'Etat (une toute petite part de 50 MF) et diverses collectivités (région, département, grandes villes).

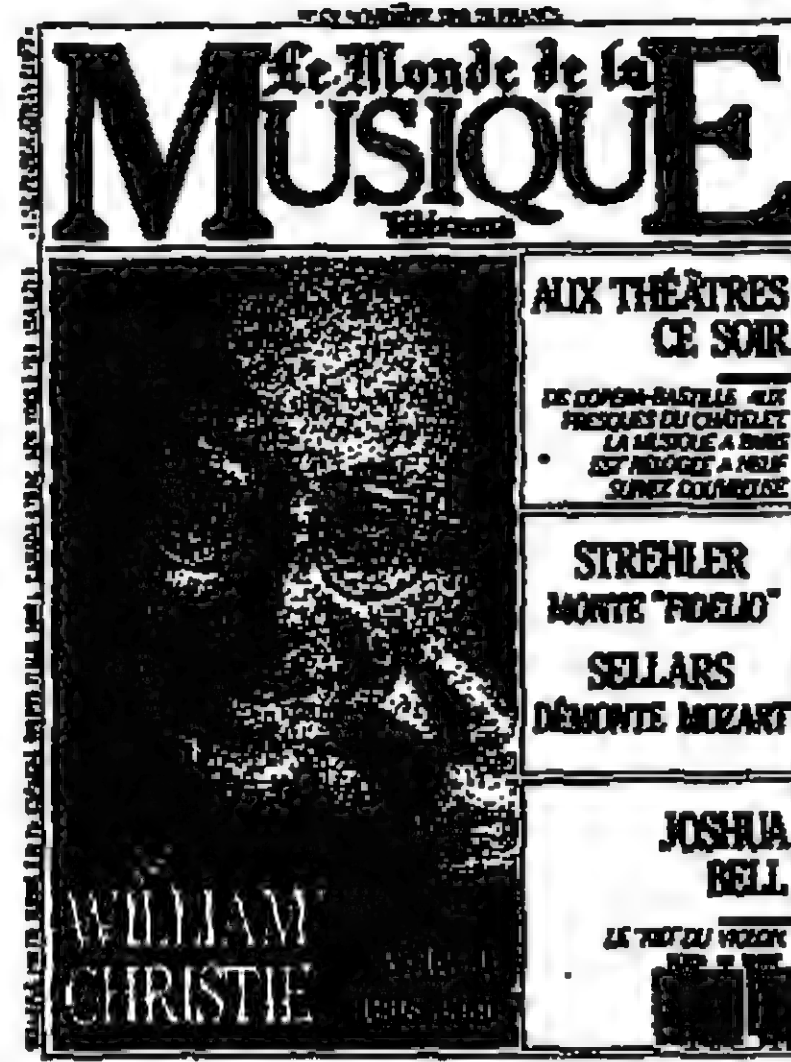
« Il s'agit, pour la CCI de Marseille, d'un véritable pari », souligne le président de l'aéroport, M. Henry Roux-Alezais, puisque les investissements totaux, réactualisés, représenteront environ 2 milliards de francs, soit dix fois le chiffre d'affaires annuel de l'aéroport. Mais l'aéroport de Marseille-Provence est un outil indispensable de la promotion économique de la région. Le premier coup de pioche sera donné en juillet 1990.

GUY PORTE

LE TRIOMPHE DE WILLIAM CHRISTIE

FLORISSANT. Depuis le triomphe d'Alys, William Christie est le Karajan du baroque. Il fête cet automne le dixième anniversaire de ses Arts florissants. Double victoire ! DÉCAPANT. Peter Sellars acclimaté à Bobigny un wonder-boy nommé Mozart, tandis que Giorgio Strehler réinvente *Fidelio* au Châtelet. Deux écoles de mise en scène défendues par leurs plus brillants représentants. RUTILANT. Des verrières de l'Opéra-Bastille aux fresques à peine sèches du Châtelet rénové, les salles parisiennes font peau neuve. Entraînez-vous dès maintenant au nouveau parcours du mélomane. DÉCOIFFANT. Précédé d'une flatteuse réputation et de quelques enregistrements mémorables, le jeune violoniste Joshua Bell fait ses débuts en France. Welcome !

Et aussi : les encantes triphoniques, le retour à l'Ouest du pianiste Dimitri Bachkurov, les chroniques, les compacts du mois, etc.



Le Monde de la Musique
28 F chez votre marchand
de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

Votre trésorerie
et le Crédit Agricole.
La pole-position
sur la gestion et les
outils de marché.

سكوت في الحول

AFFAIRES

CAPITAL ET INTÉRÊTS

Les banques face à leur client, cet inconnu

Le comité consultatif institué par la loi bancaire de 1984 et chargé d'étudier les problèmes liés aux relations entre les établissements de crédit et leur clientèle a publié à la fin du mois de septembre un rapport qui tente de faire le point sur ces questions. Parallèlement, les 2 et 3 octobre, se sont tenues les journées de la communication bancaire (Bancom 89) autour du thème « La relation banque-client ».

L'évidence est là : les banques ne sont pas organisées aujourd'hui pour satisfaire les demandes de leur clientèle. Surtout quand une étude approfondie montre que cette demande évolue désormais vers plus de conseil, plus de matière grise. Or les grosses machines bancaires « plus hiérarchisées qu'organisées », selon la formule utilisée par Charles Spinto, directeur général adjoint de la Banque Worms, lors des journées de la communication bancaire, étaient jusqu'à présent centrées autour de leurs propres impératifs. Le client n'était, lui, qu'un moyen d'y parvenir.

Le rapport du comité des usagers atténue cependant cette remarque en ajoutant que la « nécessité de traiter des volumes d'opérations en développement considérable » a absorbé l'attention des banquiers. Inverser cette tendance relève donc aujourd'hui d'une véritable révolution culturelle.

Qu'est-ce qui pousse aujourd'hui au changement ? L'accroissement de la concurrence. Fidéliser une clientèle qui ne demande qu'à l'être, qui détecte la perte du temps à des opérations banales, n'est pourtant pas facile. Et ce même si le comité des usagers a relevé un nombre extrêmement faible de plaintes et litiges.

Comment expliquer alors que l'image des banques soit extrêmement mauvaise ? M^{me} Simone Barbans, directeur général de SBA Consultant, expliquait au Bancom 89 qu'une étude demandée par une grande banque montrait que 32 % des personnes interrogées avaient « un jugement négatif » sur la banque qui gère leur compte. Griets principaux : « Le profit non partagé », et la mauvaise relation avec la clientèle : « Indifférence, abus d'autorité, manque de considération et humiliation. »

Mais si l'on en croit le rapport du comité des usagers, ce mécontentement surgit surtout à l'occasion d'événements exceptionnels dans l'ouverture ou le fonctionnement d'un compte. En effet, ce n'est pas la fiabilité des opérations courantes qui semble être en cause, mais la mauvaise gestion de l'accident par la banque : à savoir les pertes ou vols de chèquiers, les oppositions et les interdictions de chèquiers.

Notion de qualité

En matière de crédit et de gestion de comptes-titres, les réclamations ont fortement diminué par rapport à 1988. Les facilités octroyées à l'occasion de remboursements anticipés et la réduction significative des ordres de Bourse semblent en être la cause. Le rapport souligne néanmoins que les « incidents de paiement par chèque et les interdictions bancaires continuent à être fortement ressentis comme injustifiés ». Sans parler des préjudices subis après perte ou vols de chèquiers.

Naturellement, les banques se dédouanent en accusant les particuliers d'irresponsabilité vis-à-vis de la banque et les particuliers en accusant la banque d'abus de position dominante.

S'interrogeant non pas sur la notion de client, mais sur celle de

qualité, le rapport du comité des usagers la définit cependant comme « l'aptitude à satisfaire le client ». La seule difficulté vient du fait que les clients n'ont pas tous la même attente vis-à-vis de la banque. Mesurer la qualité du service rendu suppose donc la mise au point de baromètres fiables. Les organisations de consommateurs remarquent cependant avec justesse que la sanction de la non-qualité n'est pas immédiate en matière bancaire. Les clients continuent à changer de banque tant les formalités sont complexes (domiciliations, virements salariaux, etc.). Ensuite parce que le gain n'est pas perceptible dans la mesure où toutes les banques paraissent offrir « les mêmes services aux mêmes conditions ».

Informes

Au-delà des opérations courantes, le comité consultatif a étudié la qualité de l'information délivrée par les banques aux entreprises comme aux particuliers. Pour les premiers, il note qu'il y a « dans les banques une conscience insuffisante de la spécificité du conseil ». « L'offre de conseil doit être faite comme telle, sans arrière-pensée de lien avec des relations afférentes à l'offre de produits bancaires aux clients. Dans le cas contraire, il y a ambiguïté ».

Pour l'éviter, le comité propose de professionnaliser l'activité de conseil, c'est-à-dire de la dissocier de l'activité commerciale classique et de la rémunérer comme telle. Ce qui ne va pas sans problèmes : les entreprises moyennes ne sont pas habituées à rémunérer le conseil. De plus, elles hésitent souvent à fournir les renseignements nécessaires à un diagnostic. Côté bancaire, les réseaux ne sont pas spécialisés non plus. Segmenter le réseau par type de clientèle tout en gardant une forte cohérence de l'ensemble pose d'insurmontables difficultés. Au point que certaines

banques étrangères comme la Deutsche Bank ont résolu la question en faisant passer purement et simplement l'activité de conseil.

Pour ce qui est des particuliers, la question se pose différemment. Bien que quatre millions de ménages soient détenteurs de titres directement ou par l'intermédiaire de SICAV ou fonds communs de placement, les deux tiers d'entre eux « affirment ne pas vraiment connaître les Sicav, ne pas s'y engager en matière d'actions et ne rien connaître aux obligations ». Bref, ni l'étendue des possibilités de placement, ni les risques y afférents, ni la rentabilité ou l'indépendance fiscale des Sicav et obligations ne sont des matières familières. Et les organisations de consommateurs se plaignent souvent à juste titre de l'information erronée sur les produits financiers ou des offres faites uniquement en fonction de l'intérêt de l'établissement. Sans parler des activités de crédit effectuées sans vision globale de la situation financière du client ni souci de son intérêt immédiat. Là encore, le comité suggère aux établissements bancaires de dissocier le conseil de la vente de produits.

Mais si les couches sociales supérieures ou moyennes peuvent accepter la rémunération du conseil, notamment en matière de gestion de fortune, il n'en va pas de même pour les catégories sociales moins favorisées. « Surtout quand l'activité de conseil est difficilement dissociable de l'acte de vente. C'est là, plus particulièrement, que les professionnels doivent faire preuve de discernement ».

Que les banquiers se rassurent, leurs concurrents étrangers affrontent exactement les mêmes problèmes. Ce qui fera sans doute la différence, c'est la manière dont les uns et les autres sauront réaliser une véritable « participation », même avec le plus modeste de leurs clients.

YVES MAMOU

Les chèques diminuent, les provisions aussi

Alors que le nombre des chèques émis en 1987 avait diminué de 2,1 %, le nombre des impayés a crû lui de 14,3 %. Sans commentaire ! Soucieux d'apprécier la situation et tenté d'y porter remède, le comité des usagers a tenté une comparaison avec l'étranger. D'emblée, il est apparu que le chèque sans provision ne faisait l'objet d'une réglementation pénale qu'en France. Partout ailleurs « les banques font leur propre police ». Et souvent très durement.

Ce comité des usagers a également constaté que les particuliers utilisaient la carte bleue de la même manière que le chèque, sans réelle différenciation. Pourtant les dispositions applicables aux deux moyens de paiement sont différentes. Le chèque exige que le compte soit provisionné alors que la carte bleue comprend un délai de paiement. De plus, le commerçant qui accepte la carte est assuré d'être payé par la banque jusqu'à un certain plafond, alors que le chèque sans provision fait supporter la perte au commerçant. De plus l'absence de provision sur des paiements par carte ne donne pas lieu à sanction pénale. C'est au banquier de régler le problème avec son client.

Néanmoins, les commerçants ne sont pas totalement démunis face aux chèques refusés par les banques. Très souvent, ils tentent de représenter le chèque une seconde fois, généralement au début du mois quand le compte a une chance d'être provisionné. « Cette procédure permet la récupération de 56 % des ché-

ques. » L'autre technique utilisée par les commerçants est celle de la relance. L'utilisation combinée de ces deux techniques permet généralement « la récupération de 65 % des chèques impayés à première présentation ».

Depuis 1985, une procédure de recouvrement par huissier a été instaurée. Un seul problème, son coût n'est jamais inférieur à trois cents francs. En principe, ces frais sont répercutés sur le débiteur mais, en cas de réelle insolvabilité, c'est le créancier qui paie.

En fait, il n'existe pas de solution toute faite au problème urgent des impayés. L'évocation d'une garantie du chèque jusqu'à un certain seuil a été violemment rejetée par les banques. Néanmoins, le comité des usagers pense qu'un système de recouvrement organisé, et notamment « un système de recouvrement interbancaire », devrait être organisé.

Mais l'opposition des banquiers — le recouvrement n'est pas leur métier — laisse peu d'espoir à cette solution. Il n'est plus d'issue alors que dans l'amélioration des voies d'exécution, c'est-à-dire la transparence de toutes les administrations aux démarches d'huissiers, lesquelles pourront entraîner des saisies sur l'ensemble des comptes des débiteurs défaillants.

Le comité des usagers estime, néanmoins, que la voie pénale ne devrait être réservée qu'aux escrocs avérés (contrefaçon, utilisation frauduleuse, etc.).

Y. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Votre trésorerie et le Crédit Agricole.
La pole-position sur la gestion et les outils de marché.



Des «classiques» à l'innovation correspondant à de vraies attentes.

Quel que soit le domaine où vous souhaitez optimiser votre gestion de trésorerie, le Crédit Agricole vous place en pole-position.

Premier gestionnaire d'Europe, le Crédit Agricole l'est notamment sur le court terme obligataire, avec un actif géré de 110 milliards de francs.

Il est, d'autre part, l'un des tout premiers Spécialistes en Valeurs du Trésor.

Des produits gérés aux outils de marché et aux services, il couvre l'ensemble des besoins de trésorerie courants et spécifiques.

SICAV de trésorerie

Optimisation de la régularité dans les performances, c'est ce que vous apporte le Crédit Agricole par Segespar-Titres, sa filiale spécialisée.

En SICAV monétaires, vous choisissez entre Moné J et Elicash, cette dernière étant plus particulièrement adaptée à des flux importants de trésorerie.

En SICAV régulières, Univar et Uni-Associations, apportent leur tonus à des placements de moindre volume.

Elicash, Moné J et Univar sont transformées en SICAV de capitalisation.

Outils de marché

Le Crédit Agricole va des «classiques» (Bons du Trésor, Certificats de dépôt, Billets de trésorerie, interventions au MATIF et au MONEP) à l'innovation correspondant à de vraies attentes.

Avec Eurogain, c'est une facilité de crédit en euro-devises, adaptée aux besoins des moyennes entreprises, et permettant de passer d'une euro-devise à l'autre sans pénalité.

Futurgain, c'est une couverture contre les risques de change, qui vous permet de protéger vos marges commerciales sur des contrats libellés en dollars, yens, marks et livres.

Vous bénéficiez ainsi du pouvoir d'innover du Crédit Agricole et de l'ensemble des conseils de gestion, en particulier de montages sur-mesure, quelle que soit votre spécificité d'activité.

Profitez de la compétence du Crédit Agricole par les Caisses Régionales de Crédit Agricole et par Segespar-Titres.



RÉGIONS

BOURGOGNE

Une enquête sur les handicapés

Parce qu'il est important pour les décideurs publics de bien savoir qui et combien sont les handicapés afin d'être à même de mieux répondre à leur attente, le Centre d'intervention technique pour la vie autonome (CITEVA) va mener, avec le soutien du ministère de la santé, une enquête approfondie sur la population handicapée.

Cette enquête, qui est une première en France, a pour cadre le département de Saône-et-Loire, qui représente 1 % de la population française, qui offre un éventail diversifié de villes et de zones rurales et qui, de surcroît, est sensible à ce problème. Le CITEVA va, canton par canton, avec une démarche autant médicale que sociale, recenser les handicapés, étudier l'importance de leur handicap, leurs besoins, leurs problèmes. Résultats pour 1990.

BRETAGNE

Information transports

Rennes a choisi de s'équiper d'un VAL (le Monde du 27 octobre). C'est une décision qui a été mûrie durant de nombreuses années mais qui surtout — et c'est une démarche exemplaire — a été précédée d'une très longue et large campagne d'information sur les avantages respectifs du tramway et du métro.

Depuis juin, une cinquantaine de réunions d'information ont été organisées à Rennes et dans les vingt-trois autres communes du district de l'agglomération rennaise. Onze élus ont été élus au sein du sujet au niveau des quartiers en présence du maire, Edmond Hervé. Un dépliant de quatre pages présentant les deux technologies et les tracés proposés a été tiré à 180 000 exemplaires et distribué aux habitants de Rennes.

Le 7 octobre, cinq cents Rennais sont allés à Grenoble pour y découvrir la solution tramway alors qu'une semaine plus tard, les mêmes invités de la ville étaient à Lille pour apprécier les performances du VAL. Du 17 au 24 octobre, une exposition géante a été organisée sur la place de l'hôtel de ville, présentant les transports en commun dans le monde et les deux solutions envisagées pour Rennes.

Edmond Hervé n'attend pas s'arrêter là : « La décision que les élus ont prise — pour importante qu'elle soit — n'est toujours pas réglée. Pour l'intégration urbaine de telle ou telle partie du tracé, une concertation élargie va être organisée avec les habitants concernés. »

MIDI-PYRÉNÉES

Un élu à la tête du parc

Pour la première fois depuis sa création il y a vingt et un ans, le parc national des Pyrénées-

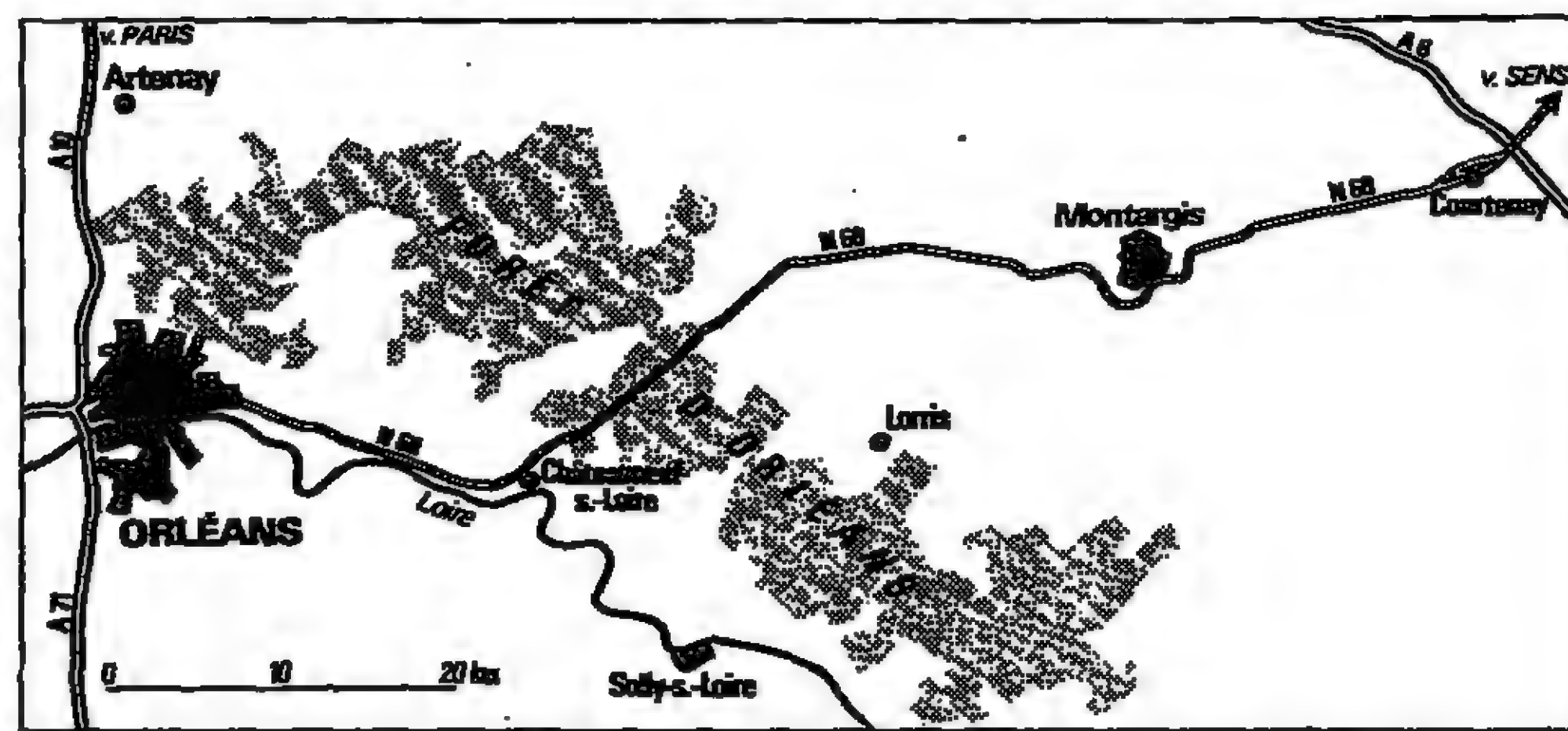
Occidentales va être dirigé par un élu pyrénéen : Jean Lassalle, trente-quatre ans, conseiller général du canton d'Accous (Pyrénées-Atlantiques). Sa nomination est présentée comme un espoir de déblocage de plusieurs dossiers importants pour l'avenir du massif.

Si le projet « Préservation de l'Ourse » lancé par Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, retient, bien sûr, l'attention de Jean Lassalle, ce n'est pas sa seule préoccupation. « Nous aurons, dit-il pour vocation la protection de la faune et de la flore, mais nous occupons un espace où vivent encore des hommes. Il faut les y maintenir, sauf si l'on veut éviter de transformer le territoire en une réserve de Hurons. »

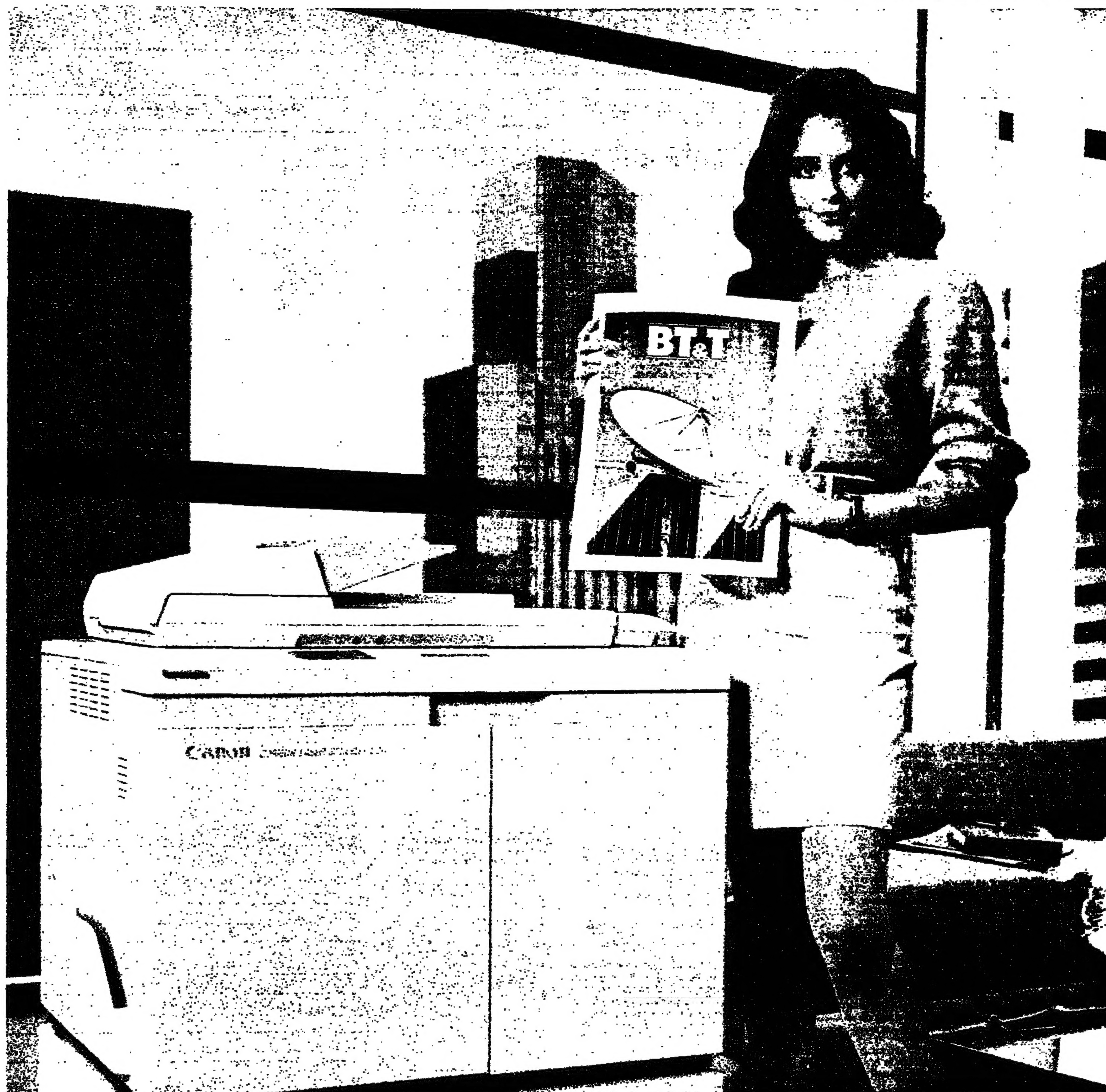
On devrait donc prochainement repartir, par exemple, du projet de création d'une station de ski au Somport et du projet dit du pont

Vives réactions des défenseurs de la nature

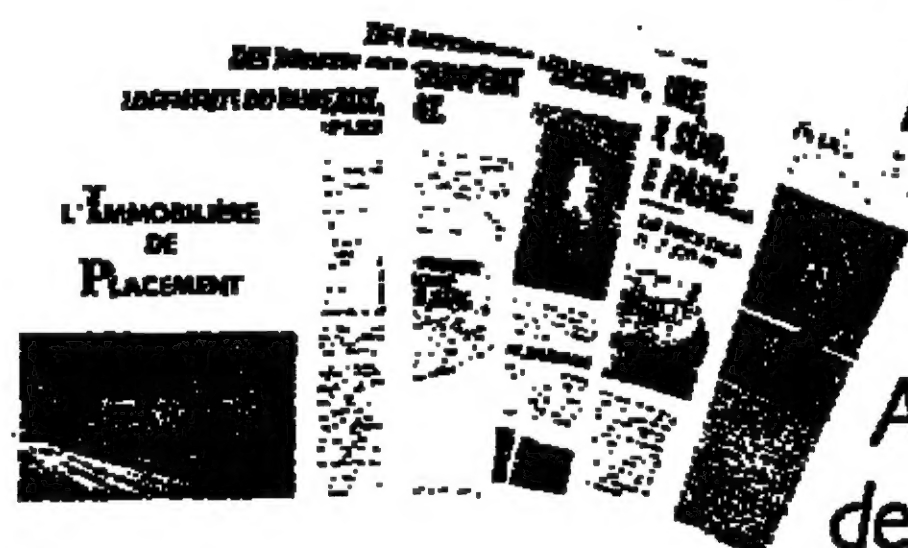
Une autoroute à travers la forêt d'Orléans ?



هكذا من الأصل



CLC 200. CE QUE J'AIME DANS CE COPIEUR NOIR ET BLANC C'EST QU'IL FAIT DES PHOTOCOPIES COULEUR.



Mon CLC 200 aurait pu se contenter d'être excellent, en noir et blanc.

Avec la qualité irréprochable de l'impression laser, son zoom

de 50 à 400 % et ses nombreux automatismes, mon CLC 200 m'offre déjà toutes les performances d'un photocopieur noir et blanc et même plus.

Mais là où d'excellent il devient exceptionnel, c'est qu'il fait avec la même perfection toutes mes copies couleur en quadrichromie. Et de plus, quand je lui donne un dossier composé d'originaux noir et blanc et d'originaux couleur, je n'ai pas à lui dire ce qu'il a à faire. Grâce à sa fonction ACS, il reconnaît la nature des originaux et me

restitue des dossiers à l'identique et même triés. Couleur ou noir et blanc tous mes travaux sont exceptionnels avec mon CLC 200. C'est ma force, ma Business Force.

Tél. **NUMERO VERT 05 05 05 33**

Canon MA BUSINESS FORCE.

Pour recevoir une documentation complète sur le CLC 200 :

Nom _____ Prénom _____

Société _____ Tél. _____

Adresse _____

Coupon-réponse à renvoyer à Canon France, Département Copie, 93154 Le Blanc-Mesnil Cedex.

MON

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 27 OCTOBRE

| VALEURS | | | | | | Réglement mensuel | | | | | | VALEURS | | | | | |
|---------|-------------|-----------------|------------------|------------------|----------|-------------------|-------------|-----------------|------------------|------------------|----------|---------|-------------|-----------------|------------------|------------------|----------|
| Compt. | VALEURS | Cours préfé. | Prémier cours | Dernier cours | % + - | Compt. | VALEURS | Cours préfé. | Prémier cours | Dernier cours | % + - | Compt. | VALEURS | Cours préfé. | Prémier cours | Dernier cours | % + - |
| 5200 | C.N.E. 5% x | 5700 | 5730 | 5730 | + 0.51 | 5200 | C.N.E. 5% x | 5700 | 5730 | 5730 | + 0.51 | 5200 | C.N.E. 5% x | 5700 | 5730 | 5730 | + 0.51 |
| 1225 | B.I.P.P. 2% | 1080 | 1089 | 1089 | | 1225 | B.I.P.P. 2% | 1080 | 1089 | 1089 | | 1225 | B.I.P.P. 2% | 1080 | 1089 | 1089 | |
| 1226 | C.E.P. 2% | 1220 | 1216 | 1220 | - 0.33 | 1226 | C.E.P. 2% | 1220 | 1216 | 1220 | - 0.33 | 1226 | C.E.P. 2% | 1220 | 1216 | 1220 | - 0.33 |
| 1227 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1227 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1227 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1228 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1228 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1228 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1229 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1229 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1229 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1230 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1230 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1230 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1231 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1231 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1231 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1232 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1232 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1232 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1233 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1233 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1233 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1234 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1234 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1234 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1235 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1235 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1235 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1236 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1236 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1236 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1237 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1237 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1237 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1238 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1238 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1238 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1239 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1239 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1239 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1240 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1240 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1240 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1241 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1241 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1241 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1242 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1242 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1242 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1243 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1243 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1243 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1244 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1244 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1244 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1245 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1245 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1245 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1246 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1246 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1246 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1247 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1247 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1247 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1248 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1248 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1248 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1249 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1249 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1249 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1250 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1250 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1250 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1251 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1251 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1251 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1252 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1252 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1252 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1253 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1253 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1253 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1254 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1254 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1254 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1255 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1255 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1255 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1256 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1256 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1256 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1257 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1257 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1257 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1258 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1258 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1258 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1259 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1259 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1259 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1260 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1260 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1260 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1261 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1261 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1261 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1262 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1262 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1262 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1263 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1263 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1263 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1264 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1264 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1264 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1265 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1265 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1265 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1266 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1266 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1266 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1267 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1267 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1267 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1268 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1268 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1268 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1269 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1269 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1269 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1270 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1270 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1270 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1271 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1271 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1271 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1272 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1272 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1272 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1273 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1273 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1273 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1274 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1274 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1274 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1275 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1275 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1275 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1276 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1276 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1276 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1277 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1277 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1277 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1278 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1278 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1278 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1279 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1279 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1279 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1280 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1280 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1280 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1281 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1281 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1281 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1282 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1282 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1282 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1283 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1283 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1283 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1284 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1284 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1284 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1285 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1285 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1285 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1286 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1286 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1286 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1287 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1287 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1287 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1288 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1288 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1288 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1289 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1289 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1289 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1290 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1290 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1290 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1291 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1291 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1291 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1292 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1292 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1292 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1293 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1293 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1293 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 |
| 1294 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1294 | C.E.P. 1% | 1171 | 1160 | 1160 | - 0.94 | 1294 | C.E.P. 1%</ | | | | |

Comptant (reflection)

[illegible]

SICAV (reflection)

[illegible]

Cote des changes

| MARCHÉ OFFICIEL | COURS | COURS | COURS DES BILLETS | |
|-----------------------|---------|---------|-------------------|---------|
| | prix. | 27/10 | Achat | Vente |
| Euro-Unité (\$) | 6 247 | 6 278 | 6 070 | 6 540 |
| France (100 F) | 8 874 | 8 933 | 8 588 | 9 280 |
| Allemagne (100 M) | 20 223 | 20 283 | 19 828 | 20 680 |
| Belgique (100 F) | 16 194 | 16 176 | 15 600 | 16 760 |
| Page Mark (100 L) | 300 800 | 300 820 | 291 500 | 310 200 |
| Canada (100 can) | 87 230 | 87 190 | 84 300 | 89 500 |
| Swiss (100 S) | 10 770 | 10 773 | 10 400 | 11 120 |
| Comptes (Euro F) | 10 081 | 9 980 | 9 800 | 10 420 |
| Comptes (100 dollars) | 3 801 | 3 798 | 3 750 | 4 230 |
| Comptes (100 can) | 4 851 | 4 826 | 4 620 | 4 930 |
| Comptes (100 lib) | 10 770 | 10 773 | 10 400 | 11 120 |
| Comptes (100 can) | 87 230 | 87 190 | 84 300 | 89 500 |
| Comptes (100 can) | 48 240 | 48 225 | 46 800 | 49 900 |
| Japan (100 yen) | 5 323 | 5 324 | 5 080 | 5 600 |
| Portugal (100 esc) | 2 968 | 2 980 | 2 950 | 3 080 |
| Spain (100 pes) | 5 388 | 5 388 | 5 180 | 5 600 |
| China (100 y) | 4 410 | 4 383 | 4 220 | 4 480 |

Marché libre de l'or

| MONNAIES ET DEVISES | COURS prix. | COURS 27/10 |
|----------------------------|----------------|----------------|
| Or fin (à la livre) | 74400 | 76500 |
| Or fin (au gramme) | 74550 | 76650 |
| Pièces d'or | 620 | 631 |
| Pièces françaises (10 fr.) | 368 | 372 |
| Pièces suisses (20 fr.) | 455 | 457 |
| Pièces italiennes (20 fr.) | 430 | 430 |
| Souverains | 546 | 547 |
| Pièces de 100 francs | 2680 | 2687 |
| Pièces de 10 dollars | 1276 | 1280 |
| Pièces de 5 francs | 918 | 918 |
| Pièces de 50 pesetas | 2306 | 2310 |
| Pièces de 10 florins | 448 | 450 |
| Or Londres | ... | ... |
| Or Zurich | ... | ... |
| Or Hongkong | ... | ... |
| Argent Londres | ... | ... |
| Gr. Drapeau | 352 | 358 |
| Marino-Napoleo-Zin | 217 | 220 |
| Hongkong | 249 | 250 |
| Wolfs | 816 | 816 |
| Paraguay, Pamp. | 335 | 354 |
| Rosario H.V. | 180 | 179 80 |
| Santo-Alto | 2165 | 2207 |
| Gr. S. S. S. S. S. | 320 | 327 |
| Sw. Exp. Vale. | 55 | 53 30 |
| S.P.E.R. | 2340 | 2350 |
| S.P.E. | 575 | 575 |
| Gr. S. S. S. S. S. | 355 | 355 |
| Union S. S. S. | 144 | 142 20 |
| Wolfs | 1470 | 1470 |

a : coupon détaché - e : e

Hors-cote

| | | |
|--------------------|--------|--------|
| Hydro-Energy | 360 | |
| Steel | 500 | 200 |
| Chemicals | 260 | |
| Aluminum | 370 | |
| Polymers | 350 | |
| Transportation | 124.20 | 130 |
| Food | 180 | |
| Oil | 350 | |
| Coal | 180 | |
| Electricity | 350 | |
| Gas | 163 | 165 |
| Water | 632 | 640 |
| Telecommunications | 210 | |
| Healthcare | 297 | |
| Education | 240 | |
| Government | 816 | 760 |
| Defense | 265 | |
| Space | 140 | 170 |
| Other | 210 | |
| Subtotal | 2,950 | 2,200 |
| Other | 350 | 337 |
| Other | 55 | 50 |
| Other | 23.42 | |
| Other | 575 | |
| Other | 160 | |
| Other | 144 | 112.20 |
| Other | 1470 | |

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Les suites de l'affaire des « foulards » islamiques

La classe politique divisée sur l'interprétation de la laïcité

L'affaire des « foulards » islamiques continue de diviser la classe politique, à droite comme à gauche.

Faisant référence au « principe de laïcité », M. Raymond Barre a estimé, dimanche 29 septembre, que « nous ne pouvons pas accepter le port du voile à l'école, et il faut sur ce point être très ferme ». Invité de l'émission « 7 sur 7 » sur TF1, l'ancien premier ministre a précisé : « Si on met le doigt dans l'engrenage, on ne sait pas où on va, car on peut faire déclencher un affaissement des intégristes ».

M. Barre a suggéré la création d'un comité des sages qui réfléchirait à « ce que peut être le principe de laïcité dans une société multiconfessionnelle ».

De son côté, M. Jacques Chaban-Delmas a souhaité dimanche, sur Pacific FM, que les intégristes musulmans « aient leurs écoles » et qu'ils « n'aient pas dans l'école laïque ». L'ancien premier ministre a déclaré qu'il « ne fait pas de laïcité avec ceux qui ne sont pas intégristes et qui sont beaucoup plus nombreux. S'il y a des intégristes, il faut les traiter comme tels et leur donner la possibilité de vivre à leur manière mais sans qu'en aucun cas ils ne puissent intervenir dans le fonctionnement de l'école ».

Pour sa part, M. Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, a estimé au « Forum FR 3-RMC » qu'en acceptant le port du foulard islamique la

France risquait de voir se développer « demain des provocations qui viendront de tous les côtés, concernant l'appartenance religieuse et politique ». Une position voisine de celle exprimée par M. Yvon Briant, secrétaire national du Centre national des indépendants, pour qui « le port du foulard dans les écoles est absolument intolérable ». L'opposition s'en prend en particulier au ministre de l'Éducation nationale : pour M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, M. Lionel Jospin « s'est pris les pieds dans le tapis et a lancé un signal d'encouragement à tous les intégristes ».

La position du ministre continue aussi de faire l'objet de commentaires variés à gauche. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a estimé, samedi à Lille, devant les militants socialistes du Nord, que « l'école accepte toutes les religions, mais elle demande la tolérance : elle demande de ne pas porter de signes distinctifs qui puissent apparaître comme des actes de prosélytisme ». « Si, en terre d'Islam, en Tunisie, au Maroc, on supprime le voile, a poursuivi M. Mauroy, ce n'est pas pour qu'on l'accepte en France. Voilà pour les principes. Au niveau de l'application, c'est plus difficile. Il faut expliquer, il faut que tout le monde s'y mette. Nous faisons confiance au ministre de l'Éducation nationale pour cela. Mais il ne peut être question que ce soit perçu comme une reconnaissance officielle du voile ».

Le Mouvement des jeunes socialistes n'en est pas convaincu : il

regrette que le PS « n'ait pas tranché de façon plus nette le problème » du voile, tandis que l'UNEF-ID estime « nécessaire que les enseignants fassent respecter la laïcité et que les ministres de tutelle fassent respecter l'obligation d'enseignement ».

Deux sondages donnent un reflet de l'opinion contrastée des Français sur ce débat. Selon le premier, réalisé par IPSOS pour le Journal du dimanche, une majorité des deux tiers (67 %) des Français estiment qu'il ne faut pas interdire le port du foulard dans les établissements scolaires, contre 33 % qui pensent le contraire. Une proportion plus importante encore (72 %) contre 28 % des adolescents interrogés ne trouvent pas choquant l'affirmation de son appartenance religieuse par des signes extérieurs comme le foulard islamique, la croix chrétienne ou la kippa juive. Seuls 6 % des jeunes estiment que les élèves qui portent le foulard le font « parce qu'elles sont fanatiques ».

Selon le second sondage, IPSOS, le 50 % des Français ont « peur de l'islam » contre 45 % qui n'ont « pas peur ». Pour 60 % l'affaire des foulards « résulte d'une manipulation des extrémistes islamiques », tandis que 23 % estiment qu'elle traduit « l'expression d'un réel malaise et de la difficulté pour les deux communautés de cohabiter ». Une majorité des Français interrogés (58 %) se prononcent contre l'ouverture d'écoles islamiques privées subventionnées par l'État, tandis que 35 % y sont favorables. Mais 55 % des personnes questionnées ne « changeraient pas leur enfant d'école » s'ils apprenaient qu'il y a dans sa classe plus de 50 % d'enfants immigrés.

Polémique sur les cours d'arabe le dimanche à Charvieu-Chavagneux

La tension entre les responsables musulmans et la municipalité de Charvieu-Chavagneux (Isère) est de nouveau vive, après la décision du maire (RPR), M. Gérard Dézempte, de refuser de donner les locaux d'une école pour des cours d'arabe organisés le dimanche.

Charvieu-Chavagneux avait été le centre d'une polémique à la suite de la destruction, accidentelle selon le maire, par un bulldozer, le 16 août dernier, d'un bâtiment servant à la pratique du culte islamique.

Pour justifier son refus, M. Dézempte a déclaré vendredi 27 octobre que « la tradition française consacre le dimanche comme jour de repos hebdomadaire et que les conditions de sécurité et de surveillance des locaux seraient perturbées ». Le maire a assuré qu'il n'était pas opposé « à des cours de russe, de chinois ou d'arabe » organisés dans l'école « pendant la semaine ». Les représentants de l'Association culturelle islamique de Charvieu-Chavagneux ont finalement organisé dimanche le cours d'arabe prévu dans un bâtiment provisoire accolé par le conseil général de l'Isère.

A la sous-préfecture, on assure que l'association coranique n'avait « rien demandé, les cours d'éducation coranique se sont toujours déroulés dans le lieu de culte ».

De plus, la nouvelle salle de prière, située à proximité de la mosquée détruite, avait été profanée jeudi soir. Arrivés vendredi pour la prière, les fidèles ont trouvé les lieux jonchés de « morceaux de lard dans des torchons et plusieurs vitres brisées ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 octobre
Marché irrégulier

La Bourse de Paris a ouvert en très légère baisse (l'indice CAC était en retrait de 0,24 % à l'ouverture) avant de se reprendre en cours de matinée. Le marché, très irrégulier, était stimulé lundi 30 octobre dans la matinée par l'effervescence autour de la Compagnie de Navigation mixte.

A 10 heures, la cotation de la Mixte était impossible, compte tenu d'un excès de demande. La cotation a pu reprendre un peu plus tard, avec un titre en hausse de 10 %. La société d'assurances allemande Allianz a été autorisée officiellement vendredi 27 octobre par le Comité des établissements de crédit à franchir le seuil des 20 % dans le capital de la Mixte. (Lire page 25.)

BULGARIE

M. Jivkov promet de nouvelles réformes

M. Todor Jivkov, chef du parti et de l'État bulgares, a annoncé, dimanche 29 octobre, dans un discours publié par l'organe du Parti communiste *Rabotnichesko Delo*, de nouveaux efforts pour mettre en œuvre des réformes. M. Jivkov a pour la première fois explicitement reconnu que son pays n'était pas parvenu à suivre la ligne de la perestroïka soviétique et a admis la nécessité d'une restructuration économique et politique.

Dans ce discours, qui doit servir de base aux discussions du prochain plénum du comité central, le 10 novembre, M. Jivkov a plaidé pour une certaine forme de pluralisme, qui selon lui « une nécessité pour chaque société civilisée ».

Le numéro un bulgare s'est notamment prononcé pour une « diversité d'associations formelles et non formelles portées d'opinions différentes et de positions alternatives ». La participation de la population à la solution des problèmes écologiques est spécialement mentionnée par M. Jivkov.

Les observateurs se montrent cependant sceptiques sur la réelle volonté de changement des dirigeants bulgares. M. Jivkov, maître absolu du pays depuis trente-cinq ans, est favorable verbalement à la « perestroïka » (la perestroïka bulgare), mais il ne souhaite manifestement pas suivre l'exemple des pays les plus réformateurs du camp soviétique.

Ces dernières concessions sont dues, en partie, à la pression des pays occidentaux présents à la conférence écologique qui se tient à Sofia dans le cadre de la CSCE depuis le 16 octobre. Vendredi 27 octobre, les autorités avaient dû s'excuser publiquement pour avoir interpellé rudement jeudi à Sofia, une vingtaine de membres de l'organisation indépendante *Ecoglasnost*. — (AFP, Reuters.)

La tempête a fait six morts en Grande-Bretagne

La tempête qui a balayé la Grande-Bretagne samedi 28 octobre, a provoqué sur les routes et en mer de nombreux accidents dans lesquels au moins six personnes ont été tuées, selon les services de secours.

Les vents, soufflant par endroits à plus de 160 km/h, ont entraîné le naufrage d'un cargo pakistanais à 32 km au large des côtes du Devon (sud-ouest de l'Angleterre), et drossé un navire-usine nigérian sur des écueils près des îles Shetland (nord-est de l'Écosse). Les équipages et passagers de deux bâtiments sont sains et saufs. En revanche, deux pêcheurs ont péri noyés quand leur bateau s'est retourné dans le port de Portsmouth, et un autre marin est porté disparu au large du pays de Galles. A terre, quatre personnes sont mortes dans trois accidents de la route dus au mauvais temps.

La tempête avait déjà causé treize morts le week-end précédent dans le sud de la Grande-Bretagne. — (AFP, AP.)

(Lire nos autres informations page 26.)

LES NOUVEAUX MÉTRAGES!

Les Nouveaux Métrages, le plus fort tenseur de Mode, de qualité, de nouveauté dans chaque mètre de tissu.

Et sont des milliers et des milliers de mètres, les Nouveaux Métrages, tous différents.

La Mode par les Nouveaux Métrages : des prix véritablement « rois et corrigés » depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

DEMAIN VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
SCIENCES
ET MÉDECINE

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Ministre du deuxième millénaire

Il est vraiment touchant, Djack. Il sait pas quoi inventer pour être bien en cour et qu'on le voit frémir, une tape sur la tête, un mot d'encouragement tombé de la bouche de son maître. Dur dur ! Il aime plus comme avant, mon Mimi. C'est pas qu'il l'a dans le nez, parce que mon Rocky, c'est pire, il le voit pas, il le distingue plus dans la foule des flatteurs. Il est devenu transparent, Djack. C'est de sa faute aussi. Il voulait faire ministre de l'Intelligence, vaste et noble programme, l'autre a pas voulu. Il s'est incliné. Il aurait pas dû.

Là, avec ce qu'on lui a refilé en échange, la culture plus la communication, plus les grands travaux, plus le bicentenaire, il est sous-employé, c'est clair. Alors, il monte des coups : les journées nationales de la lecture ou encore les Oscars européens qui seront distribués à Paris le mois prochain. Mon Jacquot voulait être. Mon Jacquot a dit : Niet ! Pas question de piquer la vedette à son cher petit mari. Franchement, c'est pas le moment.

Allez, relax ! Je vais te donner l'idée de ta vie, mon Djak. Tu sais ce que tu vas faire ?

Tu vas t'atteler aux fêtes du deuxième millénaire. T'imagines un peu ce pétard, le 31 décembre 1999, un pétard planétaire. Du côté des Sov, ça craint pas vraiment, ils sont tellement fauchés qu'ils se contenteront d'illuminer le Kremlin. Mais ces salauds d'Américains se préparent déjà à nous en foutre plein la vue avec des feux d'artifices interstellaires tirés depuis la lune, des défilés monstre et des équipages de matelots nains remontant l'Hudson sur des bateaux géants, histoire de les faire paraître encore plus grands.

Alors, tu demandes une audience au Très Haut et tu le places devant ses responsabilités : si vous avez bien voulu accepter un second mandat, O mon Mimi, c'est uniquement rapport au bicentenaire. A présent, n'écoutez que votre devoir et condescendez à remplir une troisième fois pour lancer à la face du monde écaré d'admiration ce nouveau millénaire marqué de votre sceau. Sinon, vous savez comment on les baptisera les dix premières années du vingt-et-unième siècle ? Les années zéro.

Inculpés de viol

Trois enfants ont été relaxés par la cour d'appel de Paris

La cour d'appel de Paris a confirmé, vendredi 27 octobre, la relaxe de trois enfants qui avaient été inculpés du viol d'un de leurs camarades en janvier 1987. Ces garçons, âgés de dix et onze ans au moment des faits, avaient été inculpés deux jours et avaient passé une nuit à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, sur décision d'un juge d'instruction de Bobigny.

Bien qu'ils soient alors impubères et malgré des témoignages discordants, tous trois ont dû comparaître pour viol en juin dernier (le Monde du 5 juillet 1989). Le tribunal pour enfants de Bobigny

les avait relaxés mais le parquet avait fait appel de ce jugement. Un « acharnement incompréhensible » pour les défenseurs des trois mineurs, et un appel qualifié de « tout à fait inopportun » par la garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange. Les avocats entendent à présent saisir la commission *ad hoc* pour obtenir l'indemnisation du « traumatisme irréparable » subi par les enfants.

L'incarcération de mineurs de moins de treize ans est, aujourd'hui, interdite par une loi entrée en vigueur le 1^{er} mars 1989.

□ L'un des plongeurs de l'expérience « Hydra IX » a craqué. — Bruno Bourrouse, un des deux plongeurs du groupe d'intervention sous la mer (GISMER) de la marine nationale, qui participait à l'expérience de plongée profonde « Hydra IX », a demandé, le 28 octobre, à sortir du caisson hyperbare de la Comex à Marseille, où il était enfermé depuis le

9 octobre. « Hydra IX » doit durer soixante-douze jours.

La décompression de Bruno Bourrouse a commencé dans un caisson particulier. Il sera rejoint bientôt par deux collègues dont l'un le remplacera pour « Hydra IX » et l'autre lui tiendra compagnie pour toute la décompression. Bruno Bourrouse n'aurait pas supporté le stress du confinement et la charge de travail.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Résistance : « Témoignage pour Daniel Cordier », par Stéphane Hessel. France : « Rétablir l'équilibre de la société », par Alain Touraine. Budget : « Qui paie pour l'environnement ? », par Jacques Vénier. 2

Elections municipales à Rome

Le candidat socialiste à la mairie bénéficierait d'accords en coulisse. 3

Le crépuscule de « Don Fidel » au Mexique

Le premier bilan du président Salinas s'accompagne d'une remise en cause d'un syndicalisme ébranlé par la crise économique. 5

La menace des Khmers rouges

L'inquiétude s'accroît à Batambang, la principale ville de l'Ouest cambodgien. 6

L'avenir de M. Léotard

Le PR se rassemble autour de son président. 9

La préparation du congrès du PS

M. Mauroy souhaite une synthèse entre la contribution de M. Jospin et celle de M. Fabius. 10

SECTION B

La fin de l'assemblée plénière des évêques

La réunion a été marquée par la visite de M. Jacques Delors, l'affaire du voile islamique et la préparation d'un « catéchisme » pour les adultes. 14

Congrès du Syndicat des avocats de France

Appel à la grève de l'aide judiciaire. 15

La légende de Jerry Lee Lewis

Dans *Great Belts of Fire*, de Jim McBride, Dennis Quaid incarne, au tic près, le chanteur rock dans ses trois riches heures. 16

L'amour au piano

Kaith Jarrett, Gary Puckett et Jack DeJohnette, réunis en trio au Festival de Paris, offrent un programme rigoureux et un concert tiré à quatre épingles. 17

« Tristan et Isolde » à Nantes

Astucieusement mis en scène par Jean-Claude Arvey, l'opéra de Wagner triomphe sur fond de crise à l'Opéra de Nantes. 17

Football :

Bordeaux se bonifie

Menacés de relégation en seconde division et secourus par des défaites financières lors de la saison dernière, les Girondins de Bordeaux occupent la première place du championnat de football 1989-1990. 24

Tennis : surenchères

Le tournoi d'Anvers, qui était notoire l'un des tournois les mieux dotés du monde, souffre désormais de la surenchère de la Fédération internationale (FIT) sur l'Association des joueurs (ATP). 24

SECTION C

La chute de la livre sterling

Après la démission de M. Lawson, chancelier de l'Echiquier, l'incertitude politique en Grande-Bretagne provoque une baisse de la monnaie sur le marché des changes. 25

L'accord Crédit lyonnais-Thomson

L'Etat refuse la surenchère de la BNP. 46

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La CEE se hâte

L'évolution actuelle rend caducs les accords les plus récents avec les pays d'Europe orientale. Mais les Douze pensent surtout à préserver les intérêts de leurs producteurs. 27

La chronique de Paul Fabra

Le surplace communautaire. 30

Services

Abonnements. 22
Carnet. 22
Loto, Loto sportif. 22
Météo franciers. 46 et 47
Météorologie. 23
Mots croisés. 22
Radio-Télévision. 23
Spectacles. 21

La téléphonie du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29-30 octobre 1989 a été tiré à 549 845 exemplaires